

Des armes françaises pour les Saoudiens

La commande passée à la France par les forces saoudiennes de sécurité intérieure de matériels militaires évalués à 2 500 millions de francs redonne du tonus à une industrie de l'armement qui s'essouffait, à l'image de ses rivaux étrangers condamnés à réussir quelques « coups », ici ou là, sur un marché longtemps prospère mais maintenant sur le déclin.

Depuis quatre ans, le recul du commerce international des armes est sensible, partout, dans le monde. Entre 1981 et 1984, le montant de ces commandes à l'exportation a été supérieur, chaque année, à 50 milliards de dollars. Depuis 1984, la tendance est à la baisse, tous producteurs confondus : à peine 34 milliards de dollars en 1986 et, probablement, moins de 32 milliards en 1987 selon des estimations encore provisoires. La chute des cours du pétrole ou des autres matières premières et le fort endettement des pays clients expliquent le fin de l'ère d'or de ces ventes.

Tout en demeurant au troisième ou au quatrième rang dans ce commerce mondial, selon que la Grande-Bretagne la devance ou non au fil des bilans annuels, la France n'a pas échappé à ce renversement de tendance : le recul a commencé après 1985, et il s'est aggravé en 1987, avec un solde des échanges de la balance commerciale qui s'est dégradé lorsqu'elle a acheté des armes-missiles aux États-Unis.

La conclusion, si simple qu'elle paraît, est que la France doit pas faire illusion. Chirac, les Saoudiens montrant ainsi à quel point ils entendent équilibrer leurs commandes entre différents fournisseurs : ils cherchent à ne pas oublier les Français dans des transactions où les Américains et les Britanniques se taillent la part du lion. L'érosion du marché n'en reste pas moins la tendance dominante, peut-être renforcée par les éléments de détente apparaissant çà et là dans les conflits régionaux.

La clientèle traditionnelle, au Proche-Orient, en Asie ou en Amérique latine, est saturée ou impécunieuse, au point, souvent, de se rabattre sur le matériel d'occasion. La compétition internationale se fait encore plus sauvage, avec l'apparition de nouveaux producteurs, comme Israël, l'Indonésie, la Chine populaire, le Brésil ou l'Argentine, qui allient une bonne maîtrise technologique à de très bas prix de revient.

Dans l'immédiat et même si des contrats, avec l'Inde ou le Koweït par exemple, peuvent déboucher prochainement, ce regain contraindra les Français à tenter un délicat redéploiement géographique de leurs efforts commerciaux. Notamment en direction de pays alliés en Europe et jusqu'au Canada — avec lesquels il faut désormais conclure des accords de coopération et de transfert de technologie. Au risque de devoir partager la charge de travail avec eux.

Il faudra vraisemblablement attendre le début de la prochaine décennie pour voir certains marchés extérieurs s'ouvrir à nouveau, pour cause de modernisation ou de renouvellement des arsenaux actuels. Ce sera le cas du perc international des avions de combat, dont les besoins sont de quatre à six mille appareils. On devine l'importance de l'enjeu : en ne s'alliant avec aucun Européen, ni avec aucun partenaire américain, la France pourrait rester bien seule, avec son Rafale.

(Lire nos informations page 48.)

M 0147 - 0608 0 - 4,50 F

3790147004500 06080

La préparation du second tour des élections législatives

- L'URC et le FN concluent un accord dans les Bouches-du-Rhône
- Les socialistes cherchent à mobiliser les abstentionnistes

Les états-majors des partis politiques devaient achever, le mardi 7 juin, leurs négociations pour le second tour des élections législatives. La clôture officielle du dépôt des candidatures intervenait à minuit. Dans les Bouches-du-Rhône, M. Gaudin (UDF) a négocié avec le Front national le

retrait des candidats arrivés en seconde position à droite. Les socialistes dénoncent ce qu'ils considèrent comme « une forme honteuse d'alliance », selon la formule de M. Jospin.

Le premier ministre a déclaré mardi : « Il faut savoir ce que l'on souhaite, Chirac ou moi-même. »

M. Rocard a mis en garde contre le retour « des excès au gouvernement, la cohabitation et une France bancale et incertaine ». Communistes et socialistes se soumettront aux règles de la discipline républicaine et se désisteront en faveur des candidats de gauche les mieux placés.



Le Front national y réalise un score élevé. Le renfort de ces trente-quatre circonscriptions-là suffirait à donner au PS une majorité absolue de deux cent quatre-vingt-dix sièges.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 7 et l'article sur la situation à Marseille page 32.)

Lire pages 6 à 14

- La stratégie des grandes formations
- Les circonscriptions en ballottage
- L'évolution des rapports de forces
- Dans l'Oise, des suffrages socialistes annulés

L'ouverture du sommet arabe à Alger

La revanche de M. Yasser Arafat

Le quatrième sommet extraordinaire de la Ligue arabe, qui devait s'ouvrir le mardi après-midi 7 juin, à Alger, sera essentiellement consacré au soutien arabe au soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël, qui entre dans son septième mois.

ALGER
de notre envoyée spéciale

Premier dirigeant arabe arrivé le lundi 6 juin dans la capitale algérienne, à la veille de l'ouverture, mardi en fin d'après-midi, du sommet arabe extraordinaire, M. Yasser Arafat y a été accueilli en chef d'Etat par le président Chadli Bendjedid, qu'accompa-

gnait le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi. Une première en Algérie et aussi une « revanche » pour le chef de l'OLP, quelque peu « oublié » lors du précédent sommet arabe extraordinaire d'Amman, en novembre. Il est vrai que le sujet principal de ce sommet sera l'« intifada » — le soulèvement dans les territoires occupés par Israël, qui entre dans son septième mois.

Six mois de lutte, plus de deux cents morts et mille blessés palestiniens avant que la nation arabe décide au plus haut niveau d'examiner la situation. Encore aura-t-il fallu beaucoup de pressions de la part des responsables palestiniens pour que l'Algérie, par la voix de son président, appelle les dirigeants arabes le 8 mars à se

réunir pour définir une position commune sur un règlement du conflit israélo-arabe et en particulier sur la question palestinienne. C'est donc sans trop d'illusions que les dirigeants de l'OLP abordent ce sommet qui constitue malgré tout, estime-t-on de source palestinienne, un encouragement aux populations des territoires occupés.

Au-delà d'un soutien financier au soulèvement, qui ne devrait pas poser de problème, c'est un clair soutien politique pour la réalisation de ses droits nationaux, y compris l'établissement d'un Etat indépendant, que l'OLP attend de ce sommet, tout en connaissant les divergences qui séparent sur ce point les pays arabes.

C'est la raison pour laquelle on prête aux Palestiniens l'intention de demander la réaffirmation des

résolutions du sommet de Fès de 1982, qui prévoyait « l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale après une période transitoire de quelques mois durant laquelle la Cisjordanie et Gaza seraient placées sous mandat de l'ONU ». Le plan de Fès reconnaissait « le droit de tous les Etats de la région à l'existence », donc implicitement celui d'Israël. Sur le plan des négociations, Fès prévoyait qu'une commission arabe comprenant un représentant de l'OLP prendrait contact avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU : une formule vague, dépassée aujourd'hui par l'idée d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU.

FRANÇOISE CHIPHAUX.
(Lire la suite page 4.)

Le millénaire du christianisme en Union soviétique

Les tribulations des catholiques d'Ukraine

Porteur d'un message du pape à M. Gorbatchev, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, doit arriver le mercredi 8 juin à Moscou, pour participer à la célébration du millénaire du christianisme en Russie, en Biélorussie et en Ukraine. La question des uniates ukrainiens est la principale pomme de discorde dans les relations œcuméniques entre le catholicisme et l'orthodoxie. Des conversations sans précédent s'ouvriront à leur propos en Finlande en août, vient d'annoncer lui-même le métropolite Philarete de Kiev.

Les catholiques ukrainiens de rite byzantin unis à Rome (les uniates) sont les grands absents des célébrations du millénaire chrétien de la Russie. Leur frus-

tration est d'autant plus grande que c'est à Kiev qu'a eu lieu en 988 le baptême du grand-prince Vladimir, événement fondateur du christianisme dans ce pays. La continuité géographique et ethnique entre l'Ukraine moderne et la Kiev de jadis n'est guère contestée. Le reproche est aujourd'hui adressé aux Russes de s'approprier l'héritage de saint Vladimir et la célébration du millénaire.

Clandestins à l'intérieur de leurs frontières — ils n'ont aucune existence officielle pour les autorités orthodoxes et politiques de Moscou — mais très implantés dans la « diaspora » ukrainienne aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Amérique, en Europe, où ils forment une quinzaine de diocèses, les catholiques ukrainiens seraient environ quatre millions, mais ce chiffre est évidemment sujet à caution.

Ecartelés par l'Histoire, ils portent la marque des secousses qui depuis quatre siècles au moins ébranlent les relations entre Rome, Constantinople et Moscou, et des convulsions politiques — règlements de comptes, invasions, annexions, démembrements — qui, de la Pologne au nord à la Galicie au sud, n'ont cessé d'agiter les marches occidentales de la Russie.

L'« uniatisme » ukrainien est un brûlot dans les relations entre Rome et le patriarcat de Moscou. Considéré comme le « cheval de Troie » du Vatican dans les territoires de l'Est, il bloque les efforts de rapprochement œcuménique menés depuis le concile Vatican II (1962-1965) entre le catholicisme et l'orthodoxie.

HENRI TINOCO.

(Lire la suite page 5.)

Tournant chez les travaillistes ?

M. Kinnock ne serait plus favorable au désarmement nucléaire « unilatéral ».

PAGE 5

Assassinat en Nouvelle-Calédonie

Un cadavre a été tué sur la côte est.

PAGE 14

Le boom des sociétés japonaises

Hausse des chiffres d'affaires et des bénéfices.

PAGE 27

Tension en Afrique du Sud

Les journées de « protestation pacifique » perturbent l'activité économique.

PAGE 3

L'échec scolaire

Le SGEN lance une campagne de sensibilisation.

PAGE 16

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Activité industrielle et variation climatique.
- L'instinctothérapie ou le retour à l'alimentation « originelle ».

Pages 23 et 24

Le sommaire complet se trouve en page 32

Le jardin botanique

Jean Frémon

Roman

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

POL

DIPLOMATIE

La France et la guerre du Golfe

La guerre de l'Irak et de l'Irak semble aux Français lointaine et son horizon exotique. L'illusion est si forte que rien ne peut la dissiper, pas même les éclats terribles du terrorisme et des prises d'otages que cette guerre sans merci lance jusqu'en France. Ainsi nous serions, au bout tranquille de l'Europe, défendus de ces violences par l'histoire, qui nous a guéris à jamais des affrontements nationalistes, et par la géographie, à qui nous devons le glacis à toute épreuve du Proche-Orient. Cette guerre serait à la fois d'hier et d'ailleurs. Et nous devrions à son absurdité bien plus qu'à la suspecte sagesse de nos gouvernants de pouvoir y figurer tout ensemble comme les alliés raisonnables d'un Irak agresseur, mais sur la défensive, comme les amis revenus de loin d'un Irak agressé mais belliqueux, comme les marchands officiels ou clandestins d'armes en tous genres pour tous et, par-dessus le marché, pourquoi pas ? comme les artisans inlassables de l'interminable paix ! On peut rêver. Est-ce bien raisonnable ?

Quatre évidences s'imposent :

1) La guerre du Golfe affaiblit l'Europe.

La région est pour l'Europe un proche réservoir énergétique et un marché à portée favorable de ses exportations.

Il y a dix ans, pour y justifier son rôle de gendarme, le shah d'Irak comparait le Golfe à un cœur et le mouvement incessant des pétroliers à Ormuz à un flux vital pour l'Occident. L'image était fautive pour les États-Unis ; elle n'était que forcée pour l'Europe. En plaçant sous les missiles l'artère pétrolière et en fermant la région à toute exportation qui ne soit d'armes ou de première nécessité, l'infarctus de la guerre du Golfe frappe l'Europe d'une hémiparésie discrète. La récession européenne ne serait pas la même sans ce conflit. Et le marché des armes aujourd'hui florissant, est un pauvre et dangereux substitut au marché anéanti des biens d'équipement.

2) La guerre du Golfe est une guerre de demain.

On a vu dans la guerre de Sécession l'annonce des violences de la Grande Guerre, et dans la guerre d'Espagne la préfiguration de la seconde guerre mondiale. La question de ce que préfigure aujourd'hui la guerre du Golfe est posée de façon tragique. Avec le recours de l'Irak aux gaz interdits par une convention internationale conclue en 1925 dont la France est dépositaire, les armes chimiques antipersonnelles ont resurgi pour la première fois depuis plus de soixante ans. Avec la stratégie antivilles déclenchée par l'Irak en 1984 et généralisée depuis janvier 1988, ce sont les fusées balisti-

par THIERRY MIGNON (*)

ques lancées sur des populations civiles désarmées qui imposent leur horreur banale. En faisant ainsi reculer, sur deux points capitaux, les limites de la violence ouverte admise, non seulement la guerre du Golfe viole le droit des gens, mais encore elle entame le rempart imaginaire de la dissuasion qui protège la paix de l'Europe.

3) La guerre du Golfe profite aux super-puissances

L'ouverture sur le Golfe d'un second front arabe est une aubaine pour les trois faiseurs de guerre de la région : Israël et les Deux États.

Les États-Unis, que leur soutien à Israël coupait d'avec les régimes basistes et génait pour manipuler les régimes arabes modérés, tirent de ce conflit la force d'affirmer partout leur autorité, au besoin militaire. De façon symétrique, l'Union soviétique y gagne un succès diplomatique aux régimes arabes qui lui sont le plus hostiles et un accès militaire aux eaux du Golfe. Chacun fourrit en armes les deux belligérants et dispute à l'autre la palme du scandale : les États-Unis avec l'hypocrisie historique de l'irangisme, et l'Union soviétique avec la fourniture des missiles balistiques qui se croisent dans le ciel entre Bagdad et Téhéran. En fait, tous deux ont intérêt à la prolongation du conflit et craignent ensemble l'effondrement de l'un des belligérants, qui a effectivement de quoi faire peur.

4) La guerre du Golfe menace la paix mondiale.

Les décisions géostratégiques fondatrices de la région remontent au début du siècle. Dictées par l'impérialisme des vainqueurs de la Grande Guerre, par leur volonté de contenir la révolution bolchévique et par leurs appétits énergétiques, elles ont permis l'avènement de nations, mais en ont broyé d'autres. Les structures géopolitiques qui en sont résultées, pour durables qu'elles aient été, demeurent fragiles. L'implosion dans la guerre de l'un des belligérants du Golfe ouvrirait un vide où pourrait s'avancer l'étrange soviétisme, aujourd'hui contrainte au recul en Afghanistan. Mais dans ce vide, plus encore à l'heure où l'Asie soviétique frémit, une réaction en chaîne pourrait en fin de compte abîmer la mosaïque imprécise et compliquée des États, des empires, des nations et des tribus qui couvrent la Terre, de la Turquie au Pakistan. On peut même se demander si l'acharnement aujourd'hui de Khomeiny et de Saddam à poursuivre une guerre qui sape leurs pouvoirs, au prix du harcèlement

(*) Avocat à la cour.

de leurs peuples, ne tient pas tout simplement à l'existence déjà de ce vide, à leur peur politique devant lui et à la certitude de chacun d'y disparaître le premier, sauf à pouvoir brandir pour l'y jeter la tête de l'autre !

Face à ce conflit inhumain et dangereux, notre politique n'est pas brillante, avouons-le. Et pourtant, la hauteur des ambitions de la France des droits de l'homme et les principes d'indépendance, de justice et de paix qu'elle a proposés au monde, à Cancun comme à Pnom-Penh, ne permettent pas l'ombre d'une hésitation : la seule politique digne, la seule politique sage, est celle de la neutralité, de la défense des peuples violés, de la dénonciation des fauteurs de guerre ! Nous en sommes, hélas, bien loin !

La droite française, qui a perpétué avec Giscard et Chirac la tradition boulangiste du chef brillant et inconsistant, a livré, sans contrepartie, au lendemain du boom pétrolier d'octobre 1973, la France à l'Irak de Saddam et aux marchands de canons. La gauche capotale, qui a flairé en Fabius un Mollet d'avenir, n'a rien compris ni rien repris. Le national-socialisme du Bas irakien doit même la tenter face à la révolution du peuple iranien et à ses incompréhensibles ayatollahs ! La médiocre diarchie conflictuelle dite « cohabitation », que les Français ont aimée parce qu'elle mettait leurs chefs en situation de se « cafter », a forgé son unité sécuritaire sous l'assaut terroriste de l'automne 1986. Le bouquet électoral de la libération « sans conditions » des otages en aura été l'apothéose ! Et la vraie droite a été surprise par la victoire de la politique de la ruse tranquille sur l'ardeur étourdie que la vraie gauche ne pouvait espérer, bien qu'une telle victoire ait été non seulement morale mais logique !

Le pire n'est que probable

Il reste que la question de la politique de la France face au conflit du Golfe doit être aujourd'hui posée.

Le pire n'est pas sûr, il est seulement probable : piégée par la droite la plus bête du monde, vassale des États-Unis et trop faible devant les intérêts des marchands de canons, la France ferait comme si la question ne se posait pas et persisterait dans son alliance avec l'Irak.

Le « vote Chirac » des ayatollahs et leur image diabolique dans l'opinion française poussent à cette faute, dont la cruelle expérience du terrorisme d'où nous sortons pourrait nous retenir.

La sagesse est difficile, elle n'est pas inimaginable : les deux belligérants sont à bout, même s'ils ne le sont pas de la même façon. La poursuite par l'Irak d'un effort de guerre dépassant ses forces, et qui a blindé son régime dépend entièrement de l'appui militaire et financier de ses alliés, dont la France. Nous sommes ainsi les maîtres d'une part au moins du souffle irakien du brasier. En face, la poursuite par l'Irak d'un effort de guerre où le régime des ayatollahs a choisi d'entourner pour la dominer l'effervescence née de la révolution islamique dépend de la cohésion politique de la société iranienne et de la foi sacrificielle de ses « déshérités ». L'exigence de justice est au cœur du souffle irakien du brasier.

Dès lors, le chemin du rétablissement des intérêts essentiels et de l'honneur bien compris de la France est étroit, mais il est clair : la France de la justice Nord-Sud doit prendre corps et habiter enfin les mots dont elle se pare. Elle est la seule qui puisse reprendre dignement des relations diplomatiques avec l'Irak sans avoir l'air de payer les otages d'hier ni faire l'offre de ceux de demain ; elle est la seule qui puisse faire de son alliance avec l'Irak un levier de paix ; elle est la seule qui puisse, au sein du Conseil de sécurité, détacher sa voix de celles des États-Unis et de l'Union soviétique pour faire entendre une exigence vitale, en Europe comme dans le Golfe, d'indépendance et de justice.

LÉGISLATIVES

Le temps des labours

par MARC ABÉLÈS (*)

LS sont repartis en campagne. Deux ans après les dernières législatives, un an avant les prochaines municipales, sans compter les cantonales. Décidément, rien ne les arrête ! A peine l'Assemblée dissoute, tous nos hommes politiques s'étaient précipités dans les circonscriptions. Donc, les voici sur le terrain. Et comme l'on dit un peu partout, il faut « labourer ». L'expression mérite qu'on s'y attarde ; elle est dit long sur nos conceptions de la politique. « Labourer le terrain », « cultiver sa circonscription », ce langage semble issu tout droit d'une formidable tradition de ruralisme politique. Nous n'avons pas grand mal à en dicter les deux valeurs maternelles : autochtonie et patrimonialité. Les professionnels de la politique ne dédaignent jamais de souligner à quel point ils sont « enracinés » dans leurs circonscriptions respectives. Et, mieux encore, ils aiment à exhiber des « attaches locales ». Avoir sur place des parents même éloignés est un atout non négligeable pour un Parisien qui débarque à la recherche d'une légitimité qu'il faudra chèrement payer. A moins qu'on se contente d'une résidence secondaire, « où l'on a passé toutes ses vacances quand on était enfant ».

Si l'on a la chance d'être élu, les efforts ne sont pas faits : il faut apprendre à faire fructifier son patrimoine. Chacun s'engage à rester fidèle à ses électeurs, à devenir leur mandataire. Et, progressivement, le nouveau député va tenter de s'identifier à ce terroir pour assurer sa longévité politique : réussir, c'est faire souche pour pouvoir bien plus tard désigner son héritier et lui transmettre en bonne et due forme le résultat de tant d'années de fidélité mutuelle.

D'innombrables rituels ont pour effet de rendre visible, de matérialiser, la permanence d'une appartenance commune. Rituels de commémoration où, à propos d'événements qui ont marqué la collectivité, les élus doivent agir et parler pour magnifier un passé et des personnalités qui incarnent le patrimoine commun. Cérémonial aussi des inaugurations, qui permet de rendre pleinement visibles les améliorations du patrimoine collectif auxquelles a contribué l'élu. L'une des activités essentielles d'un député, par exemple, consiste dans ces parcours répétés qu'il effectue chaque fin de semaine dans son département. Or ces rites diffèrent moins qu'il ne paraît de ceux que les anthropologues

observent dans des sociétés éloignées : on ne pratique pas ici de sacrifices, on dévoile des monuments, on observe une minute de silence, etc., mais de part et d'autre la signification accordée à l'autochtonie et aux témoignages d'une territorialité commune est tout aussi fondamentale. C'est un véritable marquage cérémoniel du territoire auquel se livre l'homme public.

La campagne électorale s'inscrit, bien sûr, dans ce jeu de pratiques. Ici, encore en apparence, rien n'a changé, et les notables de la III^e République ne seraient pas dépayés si par enchantement ils retrouvaient leur fief. Car que font nos candidats du matin au soir ? On va de réunion en réunion, on se promène dans la rue, on serre des mains, on n'oublie pas les marchés. Au mieux, les médias sont présents et font écho à ces démonstrations. Cela nous a donné des reportages un peu répétitifs : Pierre Mauroy faisant ses emplettes dans un quartier populaire de Lille, Raymond Barre goûtant des spécialités lyonnaises, etc. Dans mon journal local, j'ai vu la photo du ministre-candidat Henri Nallet visitant une maternité le jour de la fête des mères.

Et chacun se demande au fond de lui-même à quoi peut bien servir tout cela. Mais rien n'y fait ; même l'homme de l'efficacité, Bernard Tapie, s'est mis au diapason de ses futurs collègues. Lui aussi aura serré un maximum de mains ; courageusement, il est allé au charbon. Ni le premier, ni le dernier : presque toutes nos célébrités ont un jour ou l'autre effectué ce parcours du combattant, au prix parfois de douloureuses déceptions. Néanmoins, il faut s'y résoudre : en France, un homme politique qui se respecte est un élu du sol ; d'où la vertu presque mythologique attribuée dans chaque camp à la présence sur le terrain, et ce dans une campagne où, pour une grande part, les jeux paraissent faits.

C'est que la campagne électorale devient une sorte de rituel mimétique : j'accomplis tous ces actes parce que mes concurrents en font autant. Mieux : le postulat de base du bon candidat consiste à créditer l'adversaire d'une énergie supérieure à la sienne. Dans ces conditions, il n'y a plus alors qu'à se lancer à corps perdu dans une succession d'actes dont on finit par oublier le sens, dans le tourbillon des

(*) Anthropologue, CNRS.

efforts quotidiens. Ironie de l'histoire : c'est le public qui en vient de plus en plus à s'interroger sur l'efficacité du rite, au moment où les protagonistes redoublent sans cesse d'efforts pour être les meilleurs.

Situation paradoxale entre toutes : la multiplication des parachutages montre, à l'évidence, que les considérations politiques nationales priment sur les traditions locales ; et, surtout, on nous répète à satiété qu'il est grand temps de « gouverner autrement », qu'il faut en finir avec des comportements politiques qui ne sont plus de saison. Or, dans les faits, qu'observe-t-on ? Ce parcours du candidat résolument rétro, mais d'une conscience sans faille, insoutenable légèreté de la politique ? Peut-être ; mais l'anthropologue sait bien qu'on ne change pas les rituels par décret. Et ces pratiques électorales ne matérialisent pas seulement la relation qui unit le personnel politique avec les électeurs ; elles manifestent plus profondément le rapport qu'entretient notre société avec son territoire. A la manière dont dans les sociétés africaines la période de transmission des pouvoirs donne prétexte au nouveau gouvernement d'effectuer un grand voyage rituel tout autour de son royaume, le retour au terrain qui marque la campagne électorale vient inaugurer un cycle politique nouveau : geste du pouvoir central en direction du pouvoir local où réside la source de sa légitimité.

C'est de tout cela que nous parlent ces rituels de campagne ; sans doute apparaissent-ils de plus en plus inadéquats, mais curieusement, alors que l'élection présidentielle semble susciter l'innovation et se modeler sur les exigences des médias, ceux-ci n'ont guère de prise sur le déroulement des législatives, ils suivent, ils transmettent, ils commentent ; cependant, ici, la ne font pas l'événement. Cette relative neutralisation des professionnels de la communication est symptomatique : répétitives, décalées du réel, puissamment paraitra, ces pratiques politiques relèvent d'un système de pensée cohérent. Dans la mesure où ce système n'est pas fondamentalement remis en question, on imagine mal que se trouve bousculée une tradition bien ancrée, et plus encore une représentation partagée par la plupart d'entre nous de l'inscription territoriale des pouvoirs dans notre société.

Les labours ont encore d'heureux jours devant eux !

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 880572 F
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirigé de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Correspondant en chef :
Claude Sèze

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 et 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Offre fantastique
NEUBAUER
Votre **205** berline
(3 ou 5 portes)
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
c'est GRATUIT
du 1^{er} au 30 juin
NEUBAUER
* Modèle 1988, en fonction des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : à l'appel des syndicats noirs

Les journées de « protestation pacifique » perturbent l'activité économique

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La première des trois journées de « protestation pacifique », lancées le lundi 6 juin, a entraîné de sérieuses perturbations dans la vie économique du pays, principalement dans les régions de Johannesburg et de Durban. Le reste de l'Afrique du Sud a été moins touchée et le secteur minier pratiquement pas. Aucun chiffre officiel n'a été donné. Le Congrès of South African Trade Unions (COSATU) — congrès des syndicats sud-africains — avançait le chiffre de trois millions de grévistes. Selon d'autres sources, entre un et deux millions ont suivi le mot d'ordre.

L'appel avait été lancé conjointement par le COSATU et le National Council of Trade Unions (NACTU), — conseil national des syndicats — les deux principales confédérations, et qui, pour une fois, avaient décidé de faire front commun. Les premières de faire front commun. Les premières de faire front commun. Les premières de faire front commun.

Le mouvement a été lancé pour protester contre une nouvelle législation des relations sociales examinée actuellement par le Parlement. Le texte est, selon ces syndicats, une atteinte au droit de grève et constitue une réduction des droits des travailleurs. En revanche, pour le patronat, il s'agit de régler les relations du travail avec les employés sur le même mode que ce qui existe dans les démocraties occidentales.

A Soweto, les écoles étaient désertées et les magasins fermés. Certaines gares étaient gardées par les forces de l'ordre qui escortaient, par ailleurs, les autobus. Les rues de Johannesburg étaient aussi anormalement calmes et la présence des Noirs réduits. Certaines boutiques avaient tiré leur rideau de fer.

Le mouvement se poursuivra-t-il jusqu'à mercredi soir ? Il est vraisemblable que la participation sera moindre qu'au premier jour. Pour l'instant, ce n'est pas un succès complet, mais c'est loin d'être un échec si on tient compte de l'impossibilité pour les syndicats de faire ouvertement appel à la grève et compte tenu des autres restrictions imposées par l'état d'urgence. Le mot d'ordre, fait sans précédent, avait été soutenu par le conseil sud-africain des Eglises et par l'organisation qui regroupe les chefs d'entreprises noirs.

MICHEL BOLE-RICHARD

Les débats sur l'éventuelle réouverture du procès des « Six de Sharpeville ». — Les débats sur une éventuelle réouverture du procès des « Six de Sharpeville » — ces six Noirs condamnés à mort pour le homicide d'un élu local, en 1964 — ont commencé lundi 6 juin devant la Cour suprême de Pretoria. Le représentant du ministère public, qui s'oppose à la demande de réouverture demandée par la défense, a été le premier à présenter ses arguments devant le juge, M. Wessels Hurnan. C'est ce même juge qui avait condamné les « Six » à la potence, en décembre 1965, et qui, le 17 mars dernier, quinze heures avant la date prévue pour leur exécution, leur avait accordé un sursis. — (AFP.)

SRI-LANKA

Un retrait militaire indien symbolique renforce la position du président Jayewardene

New-Delhi
De notre correspondant
en Asie du Sud

Les autorités sri-lankaises donnent, depuis quelques jours, la plus large audience à une décision de principe prise par New-Delhi : le retrait des éléments de la force indienne qui ne sont pas directement opérationnels dans la lutte contre la guérilla tamoule (le Monde du 7 juin). Le mardi 7 juin, les premiers détachements de ce contingent devaient quitter Sri-Lanka. New-Delhi n'a donné aucune indication sur le nombre de soldats concernés, se contentant d'indiquer qu'ils se retireraient de la zone de Trincomalee, le grand port de la côte orientale. Des matériels lourds (chars T-72 et des canons de 120 et de 105 mm) seront également évacués. La partie indienne a cependant pris soin de souligner qu'il ne s'agit pas « du début de retrait final », mise au point qui tranche fort sur l'optimisme manifesté par les officiels sri-lankais, dont les préoccupations électorales sont évidentes.

L'UNP (Parti national unifié), formation au pouvoir, vient de l'emporter lors de l'élection de six conseillers provinciaux et s'apprête à mener des batailles politiques plus difficiles : élection du conseil de la province du Sud (fin des élections provinciales du Nord et de l'Est ; enfin, à plus long terme, élections parlementaires et présidentielle.

Longtemps accusé par sa propre majorité de « brader » la souveraineté nationale sri-lankaise en permettant à une armée étrangère de s'installer dans l'ancienne Ceylan, le président Jayewardene tente aujourd'hui de démontrer que ces accusations, qui constituent le cheval de bataille du JVP, étaient sans fondement.

Comme elle l'a fait à de nombreuses reprises dans le passé, l'Inde accepte de jouer ce jeu électoral dans la mesure où celui-ci sert ses propres intérêts : la force indienne de « maintien de la paix » a bien besoin de redorer son image de marque auprès des populations cinghalaises et tamoules. Le MPP de M^{re} Bandaranaike (opposition) commence à regretter d'avoir boycotté les élections, qui n'ont pas, semble-t-il, été gravement entachées d'irrégularités et qui ont permis au pouvoir de l'emporter sur des adversaires, notamment l'USA (Alliance socialiste unie). Bref le vieux chef de l'Etat est en train de prendre quelques longueurs d'avance pour les prochaines étapes électorales.

Quant au contingent indien, il est composé de onze brigades, soit près de 70 000 hommes (50 000 officiellement). Le retrait de 2 000 à 3 000 hommes, pas forcément des combattants n'est donc pas très significatif. Ce qui semble l'être davantage est l'utilisation quasi systématique d'hélicoptères d'attaque MI-24 par l'armée indienne contre les poches de la rébellion tamoule, notamment dans la province du Nord.

LAURENT ZECCHINI.

MALI

Suppression du poste de premier ministre

Bamako. — Un remaniement ministériel marqué par la suppression du poste de premier ministre, deux ans pour jour après sa création, a été décidé lundi 6 juin par le président Moussa Traoré, moins de deux semaines après son élection à la tête de l'Organisation de l'unité africaine. Ce poste, était détenu par le médecin personnel du chef de l'Etat, M. Mamadou Dembélé, chirurgien, qui reprend le portefeuille de la santé et des affaires sociales qu'il occupait précédemment.

Aucune explication officielle n'a été donnée sur ce retour à une concentration des pouvoirs dans les mains du chef de l'Etat, au moment où le premier ministre commençait à s'affirmer sur la scène politique.

Cette concentration se traduit, par ailleurs, par la reprise, par le président de la République, du portefeuille de la défense, dont l'ancien

titulaire, le général Sékou Ly, l'une des personnalités de premier plan du régime, devient ministre de l'éducation nationale, secteur en proie depuis quelques mois à une agitation sporadique.

Cinq ministres quittent leurs fonctions : M^{re} Gakou Fatou Niang (information), le colonel Abdoullahmane Malga (administration territoriale), M. El Hadji Oumar Tall (ressources naturelles et élevage), Ousmane Mohamed Diallo (plan) et Hamma Ag Mahmoud (emploi et fonction publique).

Quatre personnalités font leur entrée dans le gouvernement : M^{re} Diallo Lalla Sy (emploi et fonction publique), M. Tiém Coulibaly (finances et commerce), M. Moring Koné (environnement et élevage) et le général Abdoulaye Oulougoum (ministre délégué à la défense). — (AFP.)

Lundi, le ministre de l'emploi, M. Piet du Plessis, a lancé une violente attaque contre le mouvement de protestation, le qualifiant d'« illégal » et le jugeant « politiquement inspiré ». En fait, il s'agit d'une grève qui ne peut pas être son nom. La radio d'Etat a fait valoir que l'absentéisme était principalement dû au manque de transports en commun, ceux-ci étant largement paralysés. Plusieurs incidents ont été signalés dans les gares. Des agents incriminés ont été lancés contre des wagons. A l'émergence dans le Natal, l'un d'eux, jeté contre un autobus, a fait quatre morts. Il n'y a eu, semble-t-il, aucun affrontement violent bien que des manifestations d'intimidation aient été rapportées.

Amériques

ÉTATS-UNIS : la fin des primaires

Vingt ans après, le mythe de Robert Kennedy

Alors que, mardi 7 juin, se sont achevés sans passion, en Californie, les inséparables primaires américaines et que se profile déjà pour l'automne un indélébile duel Bush-Dukakis, l'Amérique aurait-elle des nostalgies ? En voyant son nouveau champion, ce gouverneur du Massachusetts, pugnace et méritant, empiéter avec méthode les victoires qui le rapprochent de la Maison Blanche, comment ne penserait-elle pas à « lui » ? Lui, que le gouverneur imite même, à l'occasion, avec ses airs de compassion à demi rentrée, son ton abrupt et ses chemises immaculées retroussées aux coudes. Lui, Robert Francis Kennedy, qui il y a vingt ans, le 4 juin 1968, célébrait aussi sa victoire en Californie.

C'était au soir d'une journée un peu folle, juste avant minuit, dans le grand salon au luxe tapageur de l'hôtel Ambassador à Los Angeles, haut lieu des stars d'Hollywood. Entré tard dans la compétition, sans trop y croire au début, « Bobby » avait mené une campagne étonnante, lourde d'une passion presque équivoque. Les derniers jours, il n'était pas rare qu'il laisse aux mains de la foule en délire boutons de manchette et cravates. Un jour il y perdit même une chemise. Mais en ce soir du 4 juin, les jeux étaient presque faits. Robert Kennedy venait d'annoncer à ses supporters en tenue de victoire sur le champion des libéraux, le sénateur Eugene McCarthy et le vice-président Humphrey. Ce ne serait pas facile, mais la route de la convention démocrate de Chicago lui était désormais

ouverte, et sans doute aussi celle de la Maison Blanche, face à ce Richard Nixon « retour » qui l'avait traité un jour de « dégoûté ».

C'était compter sans la nervosité nationale — manipulée (?) — d'un jeune homme de vingt-quatre ans, d'origine jordanienne, Sirhan Bishara Sirhan. Dans un carnet retrouvé plus tard, Sirhan, rendu furieux par le soutien de Kennedy à la vente de chasseurs Phantom à Israël, avait écrit : « Robert Kennedy doit être assassiné avant le 5 juin » (date anniversaire de la guerre de six jours). A quelques minutes près il tint parole. Il n'était pas 11 heures, quand atteint de trois balles dont une au cerveau, (comme son frère John cinq ans plus tôt), Robert Kennedy s'effondrait dans les cuisines de l'hôtel, par où il tentait de se faufiler pour rejoindre les journalistes. Ses dernières paroles audibles furent : « Est-ce que tout le monde est sain et sauf ? ». Vingt-cinq heures plus tard il mourait. Il avait quarante-deux ans. C'était la fin d'un rêve encore fragile, le début d'un mythe tenace.

Vingt ans après, les propriétaires de l'Ambassador, devenu un hôtel de second ordre, viennent enfin d'obtenir un permis de démolir, dans l'espoir de rentabiliser au moins le terrain. Quant à Sirhan Sirhan, il purge sa peine à perpétuité dans le pénitencier de Soledad, près de San Francisco. Pour passer le temps il lit, et fait, dit-on, de la musculature. Et puis lorsqu'on l'interroge sur le passé, très souvent il dit ne se souvenir de rien.

L'Amérique, elle, n'a pas oublié. Dans un sondage publié il y a quelques semaines, la revue Rolling Stone a découvert, en interrogeant de jeunes Américains de dix-huit ans à quarante-quatre ans, que les modèles qui les font rêver sont précisément ceux de deux hommes porteurs d'espoirs qui ont été assassinés : Robert Kennedy et Martin Luther King. Et du coup, pas une télévision américaine, pas une publication, à commencer par Newsweek et Time magazine (dont sa couverture du 9 mai est consacrée à celui que l'hébdomadaire appelle « le dernier héros »), qui n'ait réitéré à sa pose la question : « Et si RFK avait survécu ? »

« Et si RFK avait survécu ? »

A croire qu'au sortir de bientôt huit ans de révolution réaganienne, au-delà de la nostalgie pour ces années 60 où comme l'écrit Time « tout semblait possible » : « mettre fin à une guerre ou faire la paix avec les races », c'est peut-être d'un peu plus de passion et d'engagement dont rêve l'Amérique. Surtout en cette année 1988 où le prétendant démocrate, déjà favori pour l'élection de novembre, prêche lui-même « moins de chrisme et plus d'efficacité ». De la passion, certes, il n'y en a guère : imagine-t-on la foule amoureuse se ruant sur Bush ou Dukakis pour leur arracher leurs chemises ? Quant à l'engagement, il existe chez les démocrates, mais trop timide encore. Que ce soit contre cette guerre invouée en

Amérique centrale, par « contras » interposés, ou ce trafic de drogue, dont certains liens troublants avec l'administration Reagan ont été révélés dans les périodes de l'affaire Noriega, ce général panaméen si gênant, dont la Maison Blanche ne parvient pas à venir à bout.

Comment, là encore, en voyant un Edwin Meese, ministre de la justice, sous le coup d'une enquête pour trafic d'influence et si compromis que ses plus proches collaborateurs ont démissionné en sifflant, ne pas se souvenir de ce jeune ministre de la justice de trente-six ans, pourfendant le crime organisé, que fut Robert Kennedy ? Certes, les mythes ne souffrent pas de zones d'ombre, et sans doute est-il de mauvais goût aujourd'hui de rappeler le Bobby arrogant de la présidence Kennedy. Celui qui traitait ouvertement de « ventreur » le vice-président Johnson qu'il détestait et réglait des comptes presque personnels avec le syndicat des camionneurs trop ouvertement corrompu, l'avait baptisé « petit monstre vicieux ». C'était au moment où les services de son propre frère ne désignaient pas, eux, de conspirer avec la Mafia contre Castro.

Auparavant, il y avait eu cette autre « tâche » que fut la participation active de RFK à la chasse aux sorcières du maccarthysme, même s'il prit très vite ses distances. Et puis encore cette autorisation de mettre sur écoute le pasteur Luther King qu'il accorda volontiers aux enquêteurs du FBI, convaincu que c'était pour le « bien du pays ».

Mais il y avait eu aussi la lutte inégale et pied à pied de Bobby, ce « jeune bleu » idéaliste en politique, contre Edgar Hoover, le machavélique directeur du FBI, qui avait une conception particulière de la justice. Il y avait Bobby, seul conseiller lucide, qui prêchait la modération lors de l'affaire des fusées de Cuba quand tous les autres ne rêvaient que d'intervention.

Cette évolution de l'enfant gâté, « chien de garde » de son frère le président, prétendant et véritable héritier politique, ce mûrissement difficile de celui qui aurait pu être un grand leader charismatique, explique toute la fascination qu'exerce Robert Kennedy. Son mythe, c'est celui du « rassembleur » dont rêvent encore les démocrates ; la parodie de Jesse Jackson aux primaires vient de le montrer : l'unité, y compris entre les races est loin d'être effective. En rendant hommage à Bob Kennedy, c'est aussi un regret qu'exprime Time magazine : « Il était un homme politique qui pouvait parler de la loi et l'ordre sans passer pour raciste... il était peut-être le dernier leader blanc que les Noirs prenaient au sérieux ». Est-ce un hasard ? Tandis que la Californie s'apprête à fêter le victoire du peu charismatique Dukakis, un séminaire sur l'ère Kennedy à Los Angeles s'est conclu par ces mots : « Prenez la meilleure moitié de Dukakis et la meilleure moitié de Jackson et vous obtiendrez la moitié de ce qu'était Robert Kennedy ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Proche-Orient

IRAN : à la suite des défaites de Fao et de Chalamcheh

Le vice-président de l'Assemblée demande l'ouverture d'une enquête

Trois jours après la nomination de M. Rafsanjani au poste de commandant des forces armées par intérim, M. Medhi Karrubi, vice-président de l'Assemblée nationale (Majlis), a demandé l'ouverture d'une enquête détaillée sur les deux revers essuyés par l'armée iranienne depuis avril à Fao et Chalamcheh. « Nous n'épiloguerons pas sur ces événements, a-t-il dit dans une déclaration reproduite par le Jomhuri Istami, mais s'il y a eu une faute ou négligence toute personne responsable doit être sanctionnée afin que de tels événements ne se reproduisent pas. Avant sa nomination, M. Rafsanjani avait été accusé par certains de ses adversaires d'être en partie responsable de ces défaites.

D'autre part, le « dauphin » de l'imam Khomeiny, Fayatollah Montazeri, a demandé à M. Rafsanjani d'abandonner ses autres fonctions (celui-ci est en particulier président du Majlis) pour consacrer tout son temps à la tâche de la réorganisation des forces armées. Laissons entendre que la nomination de M. Rafsanjani aurait dû intervenir voici deux ou trois ans, M. Montazeri a dit que la guerre s'éterniserait parce que l'Iran ne disposait pas de « planification, de coordination ni de commandement unique ». « Nulle part ailleurs dans le monde, a-t-il dit, on ne trouve de pays qui ait cinq forces armées, disposant chacune d'une organisation indépendante aussi élaborée ».

Par ailleurs, le futur guide de la révolution a demandé aux responsables du pays de respecter « les valeurs essentielles de la révolution ». « Tout individu, a-t-il dit, devrait pouvoir exprimer librement sa pensée ». M. Montazeri semblait ainsi répondre à un télégramme de M. Bazargan, qui lui avait demandé la levée des mesures prises à l'encontre de son mouvement, le MLL, dont le siège a été mis sous scellés par le parquet révolutionnaire et la libération des personnes arrêtées à la suite de cette mesure « contraire à la loi et à la Constitution ». M. Bazargan a également adressé un télégramme similaire à l'imam Khomeiny.



Etudes Sociologiques

RAYMOND ARON

Voici les principaux articles rédigés par Raymond Aron, alors qu'il était professeur à la Sorbonne entre 1955 et 1967. Ils traitent de problèmes centraux : les classes sociales, les élites, le pouvoir, la modernité.

Collection « Sociologie » dirigée par Raymond Boudon 220 pages - 165 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Asie

PHILIPPINES : un nouveau forum

La conférence des « démocraties restaurées »

MANILLE
correspondance

Les représentants de treize régimes « en danger », mais fiers de leurs mandats populaires se sont réunis à Manille, du 3 au 6 juin, pour une première historique. A l'initiative du ministre philippin des affaires étrangères, M. Raul Manglapus, les représentants d'un nouveau club, celui des « démocraties restaurées » (1), ont évoqué la fragilité de leurs expériences respectives. Théoricien et chrétien-démocrate « nationaliste », M. Manglapus, voit en effet, la montée irrésistible d'un nouveau champ politique indépendant des extrêmes. Il a donc voulu donner corps à ces démocraties puisant leur légitimité dans la « grande vague du changement amorcé en 1973 avec la chute des colonels grecs ».

Venus d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe (le président portugais, M. Mario Soares, était l'invité d'honneur de cette grande messe de la « révolution sage »), et épousant des philosophies politiques bien différentes, les participants avaient, comme dénominateur commun, leur refus de tout pouvoir sans sanction électorale. Un consensus étant pour le moment impossible (le « club » doit se réunir de nouveau à Lima au printemps 1989), la conférence n'a eu d'autre volonté que le simple échange d'informations. Pour les protagonistes de « l'alternative raisonnable et rationnelle », les dangers guettant toute « nouvelle démocratie » comprennent l'intervention étrangère, les mouvements insurgés d'inspiration communiste et le « golpisme » militaire.

Mais, de l'avis unanime, le premier facteur de déstabilisation est économique, même si, reflet des différences d'approches nationales, la déclaration finale adoptée par l'ensemble des participants — dont la dette extérieure cumulée dépasse 260 milliards de dollars — s'est contentée de dénoncer le « protectionnisme des pays avancés » et « l'obstacle formidable au développement » et à la sécurité qu'est le poids de l'endettement croissant. Si la « déclaration de Manille » est mesurée, des participants ont exprimé l'espoir de voir émerger à terme une politique collective capa-

ble d'imposer un nouvel ordre économique mondial aux grands créanciers récalcitrants et peu compréhensifs...

Les Etats-Unis ont été vivement critiqués par les représentants du Nicaragua avec, apparemment, le soutien tacite de l'ensemble des participants. La décision du gouvernement philippin d'inviter Managua à la conférence et d'offrir ainsi aux autorités sandinistes un nouveau forum international a failli provoquer un incident diplomatique. L'ambassadeur américain à Manille s'est ému de cette présence. Le gouvernement Aquino, sous l'impulsion de son fougueux ministre des affaires étrangères, entend élargir ses « horizons diplomatiques ». M. Manglapus nous a ainsi confié que « si le Mouvement des non-alignés nous invitait à rejoindre ses rangs, nous serions vraisemblablement d'accord... ».

M. Roland Dumas a fait parvenir à M. Manglapus un message de solidarité : « La France se félicite de votre initiative et souhaite le plein succès de cette conférence à laquelle elle s'associe tout particulièrement... », écrit-il notamment.

KIM GORDON-BATES.

(1) Participants : Argentine, Brésil, Equateur, El Salvador, Espagne, Grèce, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Pérou, Philippines, République dominicaine et Uruguay, La Bolivie, Haïti et la Corée du Sud ont décliné l'invitation (la République coréenne a néanmoins déposé un observateur). Taiwan n'est pas reconnu par les Philippines comme nation indépendante.

● Le Sénat philippin contre la présence d'armes nucléaires. Le Sénat philippin a approuvé, le lundi 6 juin, un projet de loi interdisant l'introduction d'armes nucléaires dans le pays, législation qui doit encore être examinée par la Chambre des représentants. Le projet a été approuvé par 19 voix contre 3 et 1 abstention. Il fixe des peines pouvant atteindre trente ans de prison pour introduction d'armes nucléaires dans le territoire des Philippines et allant jusqu'à douze ans de prison pour introduction de composants nucléaires. Cette mesure vise principalement les bases militaires américaines aux Philippines, les Etats-Unis refusant de confirmer ou d'infirmer la présence d'armes nucléaires. — (AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Critiques étudiantes contre le régime

Pékin (Reuters). — La colère des étudiants de l'université de Pékin après le meurtre de l'un des leurs a pris, lundi 6 juin, une connotation politique, avec la floraison d'affiches hostiles au parti et au gouvernement. Griffonnées à la main, les diatribes ont notamment accusé de corruption plusieurs personnalités et exhorté les étudiants à « se sacrifier pour la démocratie ». Au total, une centaine de diatribes ont fait leur apparition dans la journée à proximité du port, entouré de couronnes funéraires, de Chai Qingfeng, assassiné la semaine dernière à deux pas du campus.

Un grand nombre d'affiches rendaient hommage à l'étudiant de géographie, mais d'autres voulaient dans ce meurtre la conséquence d'une rupture de l'ordre social sous l'effet de la corruption, de la pauvreté et de l'incompétence du pouvoir. Plusieurs diatribes attaquaient notamment le premier ministre Li Peng, élu le mois dernier lors du Congrès du peuple quinquennal.

Fidji

Quarante personnes interpellées à la suite de la découverte de dépôts clandestins d'armes

Suva (AFP). — Six dépôts clandestins d'armes, de fabrication soviétique, ont été découverts, lundi 6 juin, par la police dans l'ouest de l'archipel, et quarante personnes, dont un ancien ministre, sont interpellées à la suite de cette opération, a annoncé la police. Au cours de ces perquisitions ont été saisis 93 fusils de type AK-47, 10 mitrailleuses lourdes, 10 lance-roquettes, 72 batteries, ainsi que des caisses de munitions et 105 casques, a-t-on précisé.

Parmi les quarante personnes interrogées à la suite de ces perquisitions, toutes d'origine indienne, figure M. Krishna Datt, ancien ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de M. Timoti Bavadra, chassé du pouvoir l'année dernière, et deux directeurs d'une campagne

d'assurances, a indiqué la police. Ces armes, qui font partie d'une cargaison illégalement introduite dans le pays le 11 avril, ont été découvertes grâce à une enquête menée depuis l'interception par les autorités australiennes d'une seconde livraison d'armes destinée à Fidji dans le port de Sydney la semaine dernière (Le Monde du 2 juin), a précisé la responsable de l'enquête. Le ministre de l'Intérieur par intérim des Fidji, le général Sitiveni Rabuka, avait alors estimé que le cargo saisi à Sydney faisait partie d'un complot destiné à déstabiliser la République de Fidji.

Tchad

M. Hissène Habré se dit prêt au dialogue avec la Libye

N'Djamena. — Le Tchad « est disposé à rétablir immédiatement ses relations diplomatiques avec la Libye et à inaugurer avec elle une nouvelle ère fondée sur les principes des chartes de l'OUA et de l'ONU », a déclaré, lundi 6 juin, à N'Djamena, le président Hissène Habré.

Dans un message à la nation, à l'occasion du sixième anniversaire de son gouvernement au pouvoir, le 7 juin 1982, le chef de l'Etat a souligné que son pays n'était pas encore parvenu à la paix définitive et durable, bien qu'il existe quelques signes encourageants. Il a estimé que le cessez-le-feu instauré depuis septembre, grâce à la médiation de l'OUA, « dure toujours malgré les violations continues et répétées de la part de la Libye ». Il a réaffirmé sa confiance en l'OUA pour trouver une solution négociée. « Nous apportons notre appui à la nouvelle orientation que s'est donnée l'OUA dans sa mission de paix, à savoir créer un climat de détente, favoriser la reprise des relations normales et renouer un dialogue entre la Libye et le Tchad », a-t-il dit, jugeant « réaliste » cette démarche de l'organisation panarabique.

« Nous devons être conscients des menaces très sérieuses que constitue la grande concentration de forces (libyennes) dans la région d'Aouzou, celle d'El Ghir (sud-ouest de la Libye) et de Tourni (en territoire nigérien), a-t-il ajouté. M. Habré, qui a dénombré « deux cent soixante-douze cas de violations du cessez-le-feu » par Tripoli et qui a également fait état d'actions terroristes « programmées » actuellement par la Libye contre des villes tchadiennes. — (AFP.)

Diplomatie

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

Les chances de succès de M. Shultz paraissent de plus en plus minces

Poursuivant sa nouvelle mission de paix au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz a passé, lundi 6 juin, cinq heures à Damas pour s'entretenir avec le président Hafez Al-Assad. Les deux hommes ont eu près de trois heures d'entretiens à l'issue desquels le porte-parole de la présidence syrienne a indiqué qu'ils avaient porté « sur la situation et les développements au Proche-Orient, les idées des Etats-Unis sur le processus de paix dans la région ainsi que sur la situation internationale ».

M. Shultz, qui a quitté Damas dans l'après-midi pour regagner Le Caire, n'a pas fait de déclaration. A son arrivée en Syrie dans la matinée, il avait déclaré que l'idée de créer un Etat palestinien indépendant ne lui paraissait pas viable. Parlant aux journalistes avant son entrevue avec M. Assad, il a dit : « Personnellement, je pense que ce n'est pas viable. Pour moi, cela n'a pas de sens de penser qu'on pourrait faire un Etat viable avec un pays en Cisjordanie et à Gaza ». Sur l'avenir des Palestiniens, il a déclaré : « Je pense qu'il est bien plus pratique de songer à un groupement de peuples qui ont une relation — confédération ou autre — avec un autre Etat ou des autres Etats ».

Répétant que la situation au Proche-Orient devenait de plus en plus dangereuse, le secrétaire d'Etat a observé : « Il y a des problèmes très difficiles qui ne disparaîtront pas et nous sentons que des occasions sont perdues ».

Au pessimisme à peine voilé de M. Shultz fait écho le scepticisme quant aux chances de succès du secrétaire d'Etat affirmé par la Maison-Blanche, dont le porte-parole a reconnu lundi que les efforts de paix américains avaient peu de chances d'aboutir durant le mandat du président Reagan. Les perspectives de paix, a déclaré M. Marlin Fitzwater, sont « les mêmes que depuis deux mois ».

Par ailleurs, au moment où Moscou nuance sa position vis-à-vis d'Israël, insistant sur la nécessité de reconnaître celui-ci, M. Shamir a adopté un ton intrinsèque en évoquant l'avenir des rapports soviéto-israéliens. Israël ne fera aucune concession politique en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS, a affirmé le premier ministre à quelques jours de sa rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze.

« Je ne pense pas que nous devions payer pour le rétablisse-

ment des relations diplomatiques », a-t-il dit, réitérant son opposition à la tenue d'une conférence internationale, même si « les Soviétiques continuent à laisser entendre qu'ils renouvelleront diplomatiquement avec nous si nous acceptons leur proposition » pour une telle conférence.

Parallèlement, les troubles se sont poursuivis en Cisjordanie où trois Palestiniens, dont une petite fille de neuf mois qui a reçu une balle en caoutchouc dans l'œil, ont été blessés lundi. Dans la bande de Gaza, des dizaines de personnes, selon des sources palestiniennes, ont été arrêtées à la veille de la visite, lundi, de M. Richard Shifter, adjoint au secrétaire d'Etat américain, chargé des droits de l'homme. M. Shifter s'est notamment entretenu à cette occasion avec des officiers et des responsables de l'administration militaire de Gaza.

Un député de l'opposition de gauche, le général Matti Peled, a pour sa part demandé une enquête sur une affaire remontant au début d'avril et que « l'armée a tenté d'étouffer » : trois officiers, dont un colonel, auraient pris en chasse, en hélicoptère, un jeune berger palestinien de Cisjordanie pour le tuer de sept balles dans la poitrine. — (AFP, Reuters.)

L'ouverture du sommet arabe à Alger

La revanche de M. Yasser Arafat

(Suite de la première page.) Sur ce point, les dirigeants arabes ont déjà adopté, notamment à Amman, le principe d'une telle conférence réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les parties concernées, y compris l'O.L.P., sur un pied d'égalité.

Pour faciliter les choses, affirme-t-on de source palestinienne, l'O.L.P. accepterait officiellement le principe d'une délégation arabe commune, solution souhaitée par le président syrien Hafez Al-Assad, à condition que chaque pays y soit représenté à part entière et au même niveau. Approuvé par Moscou, le plan de Fès avait été jugé « positif » par Washington, qui avait, il est vrai, alors surtout retenu de cette réunion la reconnaissance implicite d'Israël. Le fait que l'O.L.P. demande aujourd'hui de revoir ce plan ne manque pas d'habileté.

Au moment où Moscou plaide pour le « réalisme » et où M. Gorbatchev exhorte les pays arabes à prendre une « décision qui dénouerait le problème ardu du droit d'Israël à la sécurité », le rappel, même implicite, de la reconnaissance d'Israël et de son droit à vivre en paix n'est pas négligeable. Après les ambiguïtés de langage soviétiques qui n'avaient pas manqué d'inquiéter l'O.L.P., M. Arafat a reçu lundi un ferme soutien du chef du Kremlin qui, dans un message au président Chadi, a réaffirmé qu'« aucune organisation arabe qui n'aurait pas la reconnaissance de l'O.L.P. ne sera capable de prendre une décision au nom du peuple palestinien ni d'assurer son application par le peuple palestinien ».

Le chef de l'O.L.P., qui avait effectué dimanche un bref voyage à Alger pour s'entretenir avec M. Youfi Vorontsov, venu à la veille du sommet rendre compte des entretiens soviéto-américains, a peut-être reçu de sa part quelques conseils de modération mieux à même de prendre en compte l'initiative de M. Shultz.

Le plan de paix américain comporte aux yeux de beaucoup de pays arabes deux lacunes : le refus des Etats-Unis de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens et l'existence et la représentativité de l'O.L.P. L'intransigence israélienne dispense d'une certaine façon les pays arabes de leur caractère non à Washington. Cela d'autant plus que la Jordanie, l'Arabie saou-

dite et, en coulisse de ce sommet, l'Egypte sont favorables à la poursuite des efforts du secrétaire d'Etat. Mais, dans le contexte du nouveau dialogue soviéto-américain, M. Gorbatchev a probablement comblé les vœux du roi Fahd, même si l'attentisme soviétique devant l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, réclame déjà à Amman, n'est pas gâté par les allées de l'Irak. Le président Saddam Hussein, représenté à Alger par le vice-président, M. Taber Yassine Ramadan, peut compter sur de solides appuis, d'autant plus que ses récentes victoires militaires le placent dans une position beaucoup plus confortable.

On n'exclut pas, de source arabe bien informée, qu'un accord sur une délégation arabe commune puisse être trouvé, quitte à ne pas trop entrer dans les détails pour savoir comment celle-ci se diviserait ensuite dans les négociations. De même, les pays arabes pourraient assouplir quelque peu leurs positions sur le rôle de la conférence, souveraine pour certains, simple « paraplui » abrégé des négociations directes pour les Etats-Unis, en position de doter celle-ci d'un « rôle actif d'arbitrage ». Autant de sujets qui nécessiteront de sévères révisions pour certains, mais qui auraient le mérite, si un accord sur ces points était acquis, de donner plus de crédibilité au monde arabe.

La guerre du Golfe

La guerre du Golfe sera aussi un des sujets débattus, et la présence à Alger du roi Fahd d'Arabie saoudite, arrivé lundi soir, n'y est sans doute pas étrangère. Le souverain saoudien, qui avait boycotté le sommet d'Amman, s'est cette fois déplacé et entend bien faire prévaloir son point de vue après que son pays a rompu ses relations diplomatiques avec l'Irak. Téhéran n'a d'ailleurs pas manqué de faire parvenir à Alger puis à Tripoli un de ses vice-ministres des affaires étrangères, M. Becharati. Celui-ci a plaidé la cause de son pays, indiquant-on de bonne source, en précisant que le sommet adopterait sans doute sur ce thème une résolution proche de celle d'Amman qui avait condamné Téhéran, mais en des termes peut-être moins durs, compte tenu de la position plus modérée de l'Algérie. Il sera intéressant d'observer la position de la Syrie, qui n'avait élevé aucune objection à Amman et qui a montré à Beyrouth beaucoup de souplesse face aux desiderata iraniens.

La violence distribue du colonel Kadhaïf contre les dirigeants arabes à la solde, selon lui, de Washington annonce-t-elle son abstention ? Rien ne permet de le dire, mais le colonel libyen est trop imprévisible pour que l'on puisse être sûr de sa décision finale.

FRANÇOISE CHMFAUX.

Selon un haut responsable iranien

Paris et Téhéran pourraient procéder à un échange d'ambassadeurs d'ici à un mois

Téhéran (AFP, AP). — Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a déclaré, le lundi 6 juin, que la France et l'Iran pourraient procéder à un échange d'ambassadeurs d'ici à un mois. Répondant à une question de Radio-Téhéran, il a affirmé que « les délégations iranienne et française, représentées par MM. Ali Ahani, pour l'Iran, et Christian Graef, pour la France, ont déjà eu plusieurs rencontres à Genève et il semble que les relations entre les deux pays reprendront dans un mois, au niveau des ambassadeurs ».

Selon M. Moayeri, « la République islamique a réaffirmé ses conditions pour la normalisation de ses relations avec Paris : le remboursement par la France du prêt consenti par l'Iran à l'époque du chah et ses intérêts », la « neutralité de Paris dans le conflit irano-irakien » et enfin « l'interdiction imposée par le gouvernement français aux activités des corps révolutionnaires iraniens installés en France ».

[A Paris, le quel d'Orsay confirme que des entretiens ont eu lieu à Genève, mais se refuse à tout pronostic sur la durée des négociations.]

Après le sommet de Moscou

Des pourparlers pourraient s'ouvrir entre les deux Corées

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, qui, de retour de Moscou, faisait une étape à Tokyo, lundi 6 juin, a déclaré notamment : « La menace soviétique pour cette partie du monde [l'Extrême-Orient] est importante et elle continue d'augmenter ». M. Carlucci a estimé qu'il était trop tôt pour savoir si les changements mis en œuvre par M. Gorbatchev déboucheraient sur une « politique moins expansionniste » et sur l'arrêt des violations des droits de l'homme ou si, au contraire, ils permettraient à l'URSS dans les années 90 de « produire d'énormes quantités d'armes de manière encore plus efficace qu'aujourd'hui ».

Un émissaire spécial du gouvernement soviétique, chargé lui aussi de rendre compte à Tokyo du sommet soviéto-américain, M. Kiriev, a indiqué lundi que son pays avait demandé aux Etats-Unis d'entamer un dialogue direct avec la Corée du Nord, afin de diminuer les tensions dans la péninsule.

D'autre part, les autorités de Pyongyang se sont déclarées prêtes à rencontrer les responsables de la Corée du Sud pour des discussions préliminaires en vue de la préparation d'une conférence Nord-Sud, a annoncé lundi l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

Le projet de conférence conjointe, proposé par le président nord-coréen Kim Il Sung en janvier, avait été dénoncé par Séoul comme étant une manœuvre destinée à détourner l'attention des accusations d'attentat visant la Corée du Nord après l'explosion, en novembre, d'un avion sud-coréen dont les cent quinze passagers avaient péri.

Vendredi dernier, cependant, le premier ministre sud-coréen, M. Lee Hyun Jae, avait proposé que les deux pays se rencontrent au niveau ministériel ce mois-ci pour discuter de la participation de Pyongyang aux Jeux olympiques de Séoul et d'autres thèmes intercoréens. — (AFP, Reuters.)

Le statut des personnels soviétiques à l'ONU pourrait être modifié

L'Union soviétique envisage de confier à ses ressortissants employés à l'ONU des mandats de longue durée, ce qui ferait d'eux, en fait, des personnels permanents dotés d'un statut de fonctionnaires internationaux plus conforme à la charte des Nations unies.

Les personnels de l'ONU, Soviétiques mis à part, ont généralement carrière dans l'organisation, leur révocation éventuelle ne dépendant que du secrétaire général. Dans un rapport présenté au Congrès, l'administration Reagan avait dénoncé le fait que quatre seulement des cent trente-quatre Soviétiques en poste au siège de New-York et un seul sur les soixante-quatorze en poste à Genève avaient des contrats de longue durée. Les autres, affirmait l'administration, ont pour seule fonction

d'appliquer les instructions de Moscou, certains à des fins d'espionnage.

Cette réforme de statut s'inscrirait dans le cadre d'une politique qui traduit depuis quelque temps un regain d'intérêt de l'URSS à l'égard de l'ONU. L'Union soviétique s'est ainsi acquittée récemment des arriérés de ses contributions envers l'Organisation.

● Reprise des négociations directes entre « contras » et sandinistes. — Les autorités sandinistes et la Contra (opposition armée au régime nicaraguayen) devaient reprendre, mardi 6 juin, à Managua, leurs négociations directes pour tenter de trouver un accord sur un cessez-le-feu définitif au Nicaragua, assorti de mesures de démocratisation réclamées par la Contra. — (AFP.)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

Pour vous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur.

Préparations annuelles complètes

• **HEC - ESSEC - ESCP - ECRICOME**

• Filière classique **BAC C**

• Filière économique **BAC B et D**, Admissions sur tests écrits (Maths, Culture Générale ou Économie)

• Stages intensifs, Noël et Pâques.

• **SECTIONS PILOTE : Carrés C et B**

Résultats de la section Pilote Promotion 1987 : 50 % d'intégrés aux Parisiennes et Écricome.

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 +

AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henry 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 +

Europe

URSS : la célébration du millénaire du christianisme

Des discussions vont s'ouvrir entre Rome et Moscou sur le statut des catholiques d'Ukraine

La célébration du millénaire de la Russie chrétienne est entrée le 6 juin dans sa phase active. Jusqu'au 9 se tiennent à la Trinité-Saint-Serge à Zagorsk un concile de l'Eglise russe orthodoxe — le premier depuis celui de 1971, qui avait élu le patriarche Pimen. Il doit notamment aborder la question de l'organisation locale des paroisses. Une limite d'âge de soixante-cinq ans serait par ailleurs imposée aux évêques.

Le vendredi 10, une cérémonie est prévue au théâtre Bolchoï en l'honneur des invités officiels soviétiques et étrangers. Les principales célébrations auront lieu les 11 et 12 juin prochains au monastère Doudov de Moscou, récemment réouvert au culte et dont les évêques veulent faire leur siège patriarcal.

L'enjeu de toutes ces manifestations, qui vont se poursuivre jusqu'en juillet dans les villes et paroisses de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, est de manifester la vitalité du christianisme, à l'heure où la nouvelle équipe au pouvoir depuis 1985 réexamine la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Toutes les grandes Eglises chrétiennes sont représentées aux fêtes de Moscou. Le pasteur Emilio Castro conduit la délégation du Conseil

oecuménique des Eglises de Genève, dont fait partie l'Eglise orthodoxe de Russie. Primat de la Communauté anglicane, le docteur Runcie, archevêque de Cantorbéry, est aussi du voyage, ainsi que Frère Roger, prieur de la communauté oecuménique de Taizé.

En dehors du pape, qui n'a pas été personnellement invité, les trois personnalités représentant le Saint-Siège sont sans doute les plus convoitées à un renforcement du dialogue avec l'Eglise russe : il s'agit du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat, numéro deux dans la hiérarchie romaine, principal acteur, sous Paul VI puis sous Jean-Paul II, de l'Ostpolitik et dont l'arrivée à Moscou est prévue pour le mercredi 8 juin ; de cardinal Johannes Willebrands, président du secrétariat pour l'Unité des chrétiens, qui, après sept ans d'intermission, a relancé en octobre 1987, au cours d'un colloque à Venise, les conversations théologiques entre des représentants du patriarcat de Moscou et de l'Eglise catholique romaine ; enfin, du cardinal français Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix. Le cardinal Casaroli est porteur d'une lettre personnelle de Jean-Paul II pour M. Gorbatchev.

Il sera rejoint par une deuxième délégation catholique représentative des cinq conti-

nents qui comprendra dix cardinaux et évêques, dont le cardinal Glomp, primat de Pologne. Mais ce sont tous les présidents des conférences épiscopales à travers le monde qui avaient été invités par le patriarcat de Moscou (le Monde du 6 mai).

Le principal désaccord entre l'Eglise catholique et l'Eglise russe orthodoxe porte sur les « uniates » ukrainiens. Cette question — ainsi que celle des attitudes à la liberté des fidèles et du clergé catholiques dans les pays baltes — a fait capoter le projet longtemps caressé par le Vatican et par M. Gorbatchev d'un voyage du pape à Moscou.

Une détente est-elle envisageable sur ce point ? Le métropolitain orthodoxe Philarete de Kiev a déclaré, le 4 juin, que des entretiens prévus en Finlande, près de Naapio, au mois d'août prochain, entre catholiques et russes orthodoxes porteraient sur le statut de l'Eglise catholique ukrainienne rattachée en 1946 par Staline au patriarcat de Moscou. Au cours d'une conférence de presse, le 3 juin à Moscou, l'académicien Andreï Sakharov était aussi intervenu en faveur de la reconnaissance officielle des catholiques d'Ukraine.

H. T.

Les tribulations d'une Eglise

(Suite de la première page.)

Et ce n'est un mystère pour personne que la véritable raison de l'absence à Moscou de Jean-Paul II est le contentieux sur cette question ukrainienne.

Impossible de comprendre un tel niveau de tension sans remonter très loin dans l'histoire. C'est à la suite des invasions mongoles et du sac de Kiev (1240) que les princes héritiers de Vladimir et les métropolitains de Kiev se déplacent vers l'est, à Moscou, qui devient alors le principal foyer religieux de l'orthodoxie russe.

Quand ces territoires orientaux et méridionaux de l'ancienne Rus' (1), connus alors sous le nom de « marches » de la Russie (« Oukraina »), sont annexés au quatorzième siècle par les souverains catholiques de Lituanie et de Pologne (qui créent en 1386 un Etat fédéral), un équilibre confessionnel « survit » tant bien que mal. Un siège métropolitain orthodoxe indépendant de Moscou est maintenu à Kiev.

Ce sont les tentatives de rattachement à Rome de populations restées orthodoxes qui ont rompu cet équilibre. Le concile oecuménique de Florence (1439) marque un rapprochement de circonstance entre Rome et Constantinople, alors sous la menace des Turcs et à la recherche d'alliances à l'ouest. Mais à son retour à Moscou, le métropolitain orthodoxe Isidor est dévoué par le peuple et mis en prison par le tsar. Moscou se rebelle et se constitue en Eglise autocephale (1448).

La tentative suivante d'union avec Rome va cette fois aboutir au synode de Brest-Litovsk (1596),

véritable acte de naissance de l'unionisme ukrainien. Le métropolitain de Kiev et six évêques orthodoxes sur huit, inféodés aux souverains lituanien et polonais, se rallient à l'Eglise catholique. Le pape leur accorde le maintien des traditions locales (mariage du clergé, liturgie en slavon). On est alors en pleine époque de contre-réforme et les jésuites marquent partout des points. Une nouvelle Eglise catholique de rite naît, mais à quel prix ! Le nom de Brest-Litovsk deviendra le symbole des tentatives de reconquête romaine envers l'orthodoxie.

Mais la griffe prend mal. Le clergé, les moines, les laïcs groupés en puissantes fraternités orthodoxes se retournent contre la hiérarchie uniate, appuyée sur les souverains catholiques. Un évêque est assassiné en 1623. La répression s'abat sur les orthodoxes qui, à tort ou à raison, sont accusés de « schisme ». Les monastères et les églises sont fermés ou donnés aux seuls uniates (2).

Les héritiers de l'union de Brest et les orthodoxes soutenus par Moscou vont survivre à ces guerres de religion et aux différents régimes d'occupation que connaît l'Ukraine moderne — de la part de la Pologne, de l'Autriche, de nouveau de la Pologne, de l'Allemagne, puis de l'URSS — jusqu'en 1946. A cette date, l'histoire se renverse. A la suite d'un synode « manipulé » tenu à Lvov, sans la participation de ses évêques, l'Eglise grec-catholique d'Ukraine est liquidée par Staline, qui la soup-

çonne d'être un foyer de revendications nationalistes et le foyeron de l'étranger en Union soviétique. Des quantités de prêtres et les évêques sont mis en prison. Ils ne sortent des camps qu'à partir de 1956. Archevêque de Lvov, Mgr Joseph Slipyj est libéré en 1961, mais il doit s'exiler à Rome.

Cette longue histoire marque aujourd'hui encore les esprits. Successeur du cardinal Slipyj, mort en 1984, le cardinal Lubachivski, archevêque majeur des Ukrainiens, résident à Rome, et le métropolitain Philarete de Kiev ont été les deux seules personnalités, au cours de la réunion interreligieuse d'Assise, le 27 octobre 1986, à refuser de se serrer la main.

Surtout concentrés à l'ouest, en Galicie, dans les régions de Tarnopol, Lvov, Ivano-Frankovsk, les catholiques ukrainiens n'ont d'autres ressources que d'assister aux liturgies dans les paroisses orthodoxes ou de pratiquer leur foi dans la clandestinité. Mais celle-ci est de moins en moins supportée. Le vent de réforme qui souffle en Union soviétique encourage les revendications visant à la légalisation de l'Eglise grec-catholique. Un appel en ce sens a notamment été signé le 4 août 1987 par deux évêques, trente-six prêtres, des religieux et des fidèles laïcs sortis de leur clandestinité. L'académicien Sakharov vient, son tour, de prendre fait et cause pour les uniates.

La reconnaissance de l'Eglise catholique en Ukraine réveillerait de vieilles plaies et porterait un rude coup au patriarcat de Moscou. Sur six millions huit cents mille catholiques orthodoxes actuellement ouverts en

GRANDE-BRETAGNE : un tournant chez les travaillistes ?

M. Neil Kinnock ne serait plus favorable au désarmement nucléaire « unilatéral »

LONDRES
de notre correspondant

M. Neil Kinnock a fait un pas de plus vers une « révision déclinante » de la doctrine du Parti travailliste en matière de défense nucléaire. Interrogé le dimanche 5 juin par la première chaîne de télévision de la BBC, le dirigeant du Labour s'est, en effet, refusé à se proclamer « unilatéraliste », bien que son parti soit, officiellement, favorable au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Cette formule consue, selon M. Kinnock, une « incantation » qui n'est plus de saison.

Tout cependant n'est pas encore très clair dans le discours de M. Kinnock. Certes, dit-il, « nous n'avons pas besoin d'un unilatéralisme qui consiste à donner quelque chose pour rien (...). Cette idée est dépassée (...). Il faut obtenir quelque chose en échange de la renonciation à l'arme nucléaire ».

Abandon d'une doctrine ou de sa formulation ?

Le leader travailliste estime maintenant que les sous-marins atomiques lanciers d'engins Trident qui vont progressivement remplacer les Polaris au cours des années 90 ne doivent pas être désarmés sans autre forme de procès dès l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste ; fer de lance de l'arsenal nucléaire britannique, ils doivent constituer une monnaie d'échange. Mais M. Kinnock rétorque qu'il est toujours décidé à « mettre hors service » ces Trident et que « cela reste sa position ». M. Kinnock justifie son évolution en soulignant que l'environnement international a changé grâce au traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNII), signé en décembre à Washington, et aux négociations START sur les engins intercontinentaux. Dans ces conditions, la Grande-Bretagne pourrait maintenant obtenir « quelque chose » des Soviétiques si elle abandonnait ses armes nucléaires.

Les conservateurs ne sont guère impressionnés. Un proche conseiller de M^{me} Thatcher affirme : « Rien n'a bougé dans la doctrine du parti ».

HENRI TINOCO.

(1) A l'époque du baptême de Vladimir (neuvième siècle), la Rus' englobait des territoires connus plus tard sous les noms d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie.

(2) Sur l'histoire très controversée de l'unionisme ukrainien, on lira : *Naissance de la chrétienté russe*, de Vladimir Vodoff (Fayard-1988) ; *L'Eglise orthodoxe hier et aujourd'hui*, par Jean Meyendorff (Seuil-1960) ; ainsi que la présentation par Yves Hannant, professeur à Paris-X, et le Père René Meyendorff, de l'Institut de la Sainte-Georgie de Méridon, du millénaire du baptême de saint Vladimir, dans *Documents-Episcopat* (bulletin de la conférence épiscopale catholique française de janvier 1988).

(3) Au cours d'une audience, le 5 mai 1988, avec des historiens spécialistes du christianisme slavo-byzantin, SOP (Service orthodoxe de presse, 139).

SUEDE : démission du ministre de la justice

L'étrange enquête parallèle sur le meurtre d'Olof Palme...

STOCKHOLM
de notre correspondant

A moins de quatre mois des élections législatives qui s'annoncent pourtant bien pour lui, le gouvernement social-démocrate suédois de M. Ingvar Carlsson est ébranlé par une obscure affaire qui était partie d'une intention louable : celle de retrouver, mais apparemment par des moyens peu orthodoxes, les meurtriers de l'ancien chef du gouvernement, Olof Palme, assassiné le 28 février 1986 à Stockholm. Première conséquence : le ministre de la justice Mme Anna-Greta Leijon, a présenté, le mardi 7 juin, sa démission.

Depuis quelques jours, l'ensemble de l'opposition (conservateurs, libéraux, centristes et communistes) exigeait le départ du ministre de la justice, qui avait commis l'erreur fatale d'avoir cautionné — dans des documents écrits et sans en informer les magistrats du parquet — une enquête « parallèle » à celle de la police sur ce meurtre toujours aussi mystérieux. Les « recherches » étaient menées par le responsable d'une maison d'édition, M. Ebbe Carlsson, proche du pouvoir et ami du garde des sceaux. Lors d'un récent voyage à Paris, il avait notamment rencontré l'ex-président iranien Bani Sadr. Selon une des nombreuses théories examinées par les enquêteurs depuis deux ans, mais qui semblait quelque peu abandonnée, Olof Palme aurait pu être assassiné par un commando terroriste kurde commandé par Téhéran.

L'affaire avait pris une nouvelle dimension le week-end dernier avec l'arrestation à la douane suédoise du port d'Helsingborg, dans le sud du pays, du garde du corps de l'éditeur qui tentait de passer en fraude du matériel d'écoute particulièrement sophistiqué et destiné sans doute à l'enquête « parallèle ». Il est en outre apparu que toutes ces activités plus ou moins clandestines étaient financées par un Suédois riche, M. Thomas Fischer, lui aussi très proche des milieux sociaux-démocrates et de l'ancien préfet de police de Stockholm, Hans Holmér, qui avait dirigé l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme jusqu'en janvier 1987.

Parmi les documents signés par le ministre de la justice figure une « lettre de recommandation » pour la « détection », adressée aux services secrets britanniques qui auraient averti quelques mois avant le meurtre leurs homologues suédois d'une « opération » dirigée contre Olof Palme. Muni de cette lettre, M. Ebbe Carlsson envisageait de se rendre à Londres pour vérifier ces informations.

En dépit des accusations portées ces derniers jours par l'opposition contre le ministre, de la justice et la menace d'une motion de censure, le chef du gouvernement avait renouvelé lundi sa « totale confiance » dans M^{me} Anna-Greta Leijon. M. Carlsson avait même laissé entendre que son départ pourrait entraîner la démission de l'ensemble de son équipe.

FRANÇOISE NIETO.

Berlin-Est serait prêt à verser des réparations pour les victimes juives du nazisme

BONN
de notre correspondant

M. Heinz Galinski, président du Conseil central des juifs allemands, a été reçu lundi 6 juin à Berlin-Est par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. M. Galinski a retenu de cet entretien l'impression que la RDA était prête à accorder des réparations pour les juifs victimes du nazisme pouvant s'élever jusqu'à 100 millions de dollars.

Les négociations sur cette question avaient été définitivement rompues en 1976. Les dirigeants est-allemands avaient fait parvenir unilatéralement 1 million de dollars pour soldé de tout compte à la « Claims Conference », l'organisme chargé de négocier les réparations avec les Etats issus du III^e Reich. Mais, son président, M. Nahum Goldmann les avait renvoyés, considérant que cette somme octroyée était une insulte aux victimes. La RDA justifiait son attitude par une philosophie d'Etat rejetant totalement tout lien avec ce qui existait avant elle sur le territoire allemand.

L'évolution de Berlin-Est s'est traduite ces derniers mois par plusieurs gestes à l'égard de la communauté juive : l'abandon d'un projet de route qui devait traverser le cimetière juif de Berlin-Weissensee et l'acceptation de délégations du Congrès juif mondial par les autorités de la RDA par exemple.

Aujourd'hui, il semble que M. Erich Honecker soit désireux d'accélérer ce processus. Au cours sa rencontre avec M. Galinski il a également évoqué les cérémonies solennelles prévues pour célébrer, au mois de novembre prochain, le cinquantième de la « nuit de cristal » (1). Une session spéciale de la Chambre du peuple de la RDA devrait avoir

lieu, que M. Honecker souhaite voir se dérouler à la même date que la session du Bundestag prévue à Bonn.

Par ailleurs, le numéro un est-allemand a proposé à son interlocuteur la constitution d'un comité international chargé de concevoir et de piloter la restauration de la Grande Synagogue de l'Oranienburgerstrasse. Jadis la plus belle de toute l'Allemagne, elle avait été éparpillée lors de la « nuit de cristal ». La synagogue avait cependant été totalement détruite par des bombardements en 1943. M. Galinski a accepté de faire partie du comité international.

Le président de la communauté juive ouest-allemande s'est également entretenu avec M. Honecker du conflit du Proche-Orient. Le rabbin de Berlin-Est, l'Américain Isaac Neumann, depuis démissionnaire, avait violemment critiqué au mois de mai la couverture des événements de Cisjordanie par la presse officielle de la RDA, allant même jusqu'à comparer l'organe central du parti au journal nazi *Der Stürmer*.

Cet essai, bien tardif, de normalisation des relations de la RDA avec le judaïsme allemand et mondial répond à la volonté de M. Honecker d'associer définitivement la respectabilité internationale de son pays. Cela pourrait faciliter la mise sur pied d'un voyage aux Etats-Unis qui consisterait le couronnement de l'offensive diplomatique en direction de l'Occident que M. Honecker avait inaugurée en septembre dernier par sa visite en RFA.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Le 9 novembre 1938, les troupes de choc du parti nazi, les SA, saccagèrent les biens appartenant aux juifs et incendièrent les synagogues dans toutes les villes allemandes.

(Publicité)

TURQUIE - LIBERTÉ

Les soussignés, soucieux du respect des droits de l'homme et des libertés ;

Souhaitant que la Turquie prenne sa place parmi les démocraties européennes jouissant pleinement des libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association ;

Demandant la libération immédiate de M. Haydar Kutlu, secrétaire général du Parti communiste de Turquie, et du docteur Nihat Sargin, secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie, et la possibilité de mener leurs activités politiques en toute liberté et légalité ;

Demandant avec les intéressés, même s'ils ne partagent pas toutes leurs idées :

- la levée de tous les obstacles à l'exercice des droits et libertés démocratiques pour tous les courants de pensée ;
- l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion, la fin des poursuites pour cette raison ;
- la liberté de retour et d'activité des réfugiés politiques ;
- la fin de toute pratique tortionnaire et la punition des auteurs ;
- l'abolition de la peine de mort.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES
ASSOCIATION FRANÇAISE DES JURISTES DÉMOCRATES
ASSOCIATION FRANCE-TURQUIE
AVOCATS EUROPÉENS DÉMOCRATES
OMADE
COMITÉ POUR L'INDÉPENDANCE ET LE DÉVELOPPEMENT
FÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME
LIQUE DES DROITS DE L'HOMME FRANÇAISE
LIQUE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES
MAGISTRATS EUROPÉENS POUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS
MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE
SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE
TURQUIE LIBERTÉ (Comité pour contribuer à la démocratisation de la Turquie)

MANIFESTATION
devant l'ambassade de Turquie
Rendez-vous : métro Passy
le mercredi 8 juin, à 18 h 30

Politique

La préparation du second tour

L'URC laisse M. Gaudin conduire la négociation avec M. Le Pen

Dans les première et deuxième circonscriptions de l'Oise
Tous les suffrages socialistes sont annulés et les candidats de l'URC déclarés élus

Dans la première et la deuxième circonscription de l'Oise, MM. Guy Desessart et Jean-François Mancel, candidats de l'URC, ont été déclarés élus dès le premier tour par décision de la commission de recensement des opérations de vote. Les voix des candidats socialistes ont été déclarées nulles par cette commission. Le contentieux est soumis au Conseil constitutionnel.

BEAUVAIS
de notre correspondant

En ballottage, défavorable pour le premier, et favorable pour le second, dimanche soir, MM. Guy Desessart, candidat CNI-URC, ancien suppléant de M. Marcel Desautel, dans la première circonscription du département de l'Oise, et M. Jean-François Mancel, président du conseil général, candidat RPR-URC dans la deuxième, qui ont recueilli tous deux les suffrages de plus d'un quart des inscrits, ont été proclamés élus dès le premier tour, le lundi 6 juin à 19 h 30, par M. Rosine Piard, présidente du tribunal de grande instance de Beauvais qui présidait la commission de recensement des opérations de vote, appelée à statuer à l'issue de chaque scrutin sur l'invalidité de celui-ci.

A l'origine de ce coup de théâtre qui a frappé de stupeur les électeurs du département et les deux candidats socialistes, l'annulation pure et simple par cette commission des suffrages recueillis par les adversaires les plus directs des deux élus, MM. Walter Amsellem, maire de Beauvais, candidat du Parti socialiste dans la première circonscription, et Guy Vadeplad, maire de Méru, candidat du PS dans la deuxième.

Ainsi M. Amsellem, qui est arrivé en tête dimanche dans sa circonscription avec 20 599 voix, et M. Vadeplad, en seconde position dans la sienne avec 15 375 voix, réalisent tous deux zéro voix après la décision de la commission de recensement des votes.

Les services de la préfecture de l'Oise, qui apparaissent très embarrassés par cette affaire, ont cherché pendant la nuit et la journée à faire revenir M. Piard sur sa décision. Mais cette dernière s'est montrée intraitable : les bulletins de MM. Amsellem et Vadeplad ont été invalidés parce qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions réglementaires voulant que la

mention « suppléant » figure avant le nom de l'éventuel député remplaçant, et non après comme c'est le cas sur les bulletins utilisés dimanche par les électeurs des candidats socialistes de ces circonscriptions.

Fait rarissime sans doute dans des circonstances électorales, le préfet de l'Oise, M. Pierre Chaigneau, a décidé de présenter un recours auprès du Conseil constitutionnel parce que, faisant-on savoir dans son entourage, l'erreur constatée par la commission n'est pas substantielle et, en tout cas, pas de nature à annuler les voix obtenues par les candidats.

Tout en envisageant d'autres actions en justice, les deux personnalités socialistes n'ont pas attendu la décision préfectorale pour déposer l'un et l'autre un recours devant le Conseil constitutionnel dans le but d'obtenir le plus tôt possible la réformation de la proclamation des résultats par la commission de l'Oise et de pouvoir participer au deuxième tour des élections législatives dimanche prochain. Mais cet espoir est vain. Les textes ne prévoient pas de procédure d'urgence dans ce type de cas. Le second tour de l'élection ne sera donc pas organisé dans les premières et deuxième circonscriptions, et deux élections partielles devront probablement être organisées quand le contentieux aura été tranché.

« La commission a annulé d'un trait de plume, pour une patacoche, le vote de milliers d'électeurs qui ont fait dimanche le choix en toute lucidité en notre faveur. C'est un abus de pouvoir qui ne s'est jamais vu. C'est grave pour la Justice, avec un grand « J ». Le suffrage universel et la démocratie sont bafoués », a déclaré M. Amsellem.

M. Vadeplad parle, de son côté, de « coup de force prémédité ».

JEAN-MARIE DEROT.

■ M. JOSPIN : « Scandaleux ! » — M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale de la recherche et des sports, a jugé « invraisemblable » et « totalement scandaleux » la décision de la commission départementale de recensement des opérations électorales qui a, dans l'Oise, proclamé élus d'office, dans les première et deuxième circonscriptions, deux candidats de l'URC, en annulant la totalité des suffrages qui s'étaient portés sur les candidats socialistes, MM. Walter Amsellem et Guy Vadeplad.

Dès lundi soir, les responsables du RPR et de l'UDF se sont retrouvés à l'Assemblée nationale pour une réunion d'« ajustement » sur la préparation du deuxième tour. Le problème essentiel portait évidemment sur le désistement entre le Front national et l'URC à Marseille et dans le département des Bouches-du-Rhône. Le matin, M. Jean-Marie Le Pen était revenu à la charge en précisant que le Front national « n'aurait que dans le cadre de la réciprocité » et que, par conséquent, il attendait avant de se prononcer de connaître l'attitude des dirigeants de l'URC. Au bout de trois heures de discussion, lundi soir, il est apparu que ces responsables RPR et UDF n'avaient rien « ajusté » du tout.

De l'avis de l'un d'eux, chaque s'est surtout efforcé de « se rassurer le mutisme », autrement dit de laisser au chef de file de l'opposition marseillaise, M. Jean-Claude Gaudin, inscrit aux abonnés absents depuis le matin, le soin de régler cette affaire. Moi, a fait valoir en substance M. Charles Pasqua avec ce sens pratique que le caractère, je suis le patron dans les Hauts-de-Seine. Quand j'ai des problèmes, je les règle moi-même. Propos qui devait trouver une traduction moins abrupte, mais tout aussi parlante dans la bouche de M. Jacques Toubon, le secrétaire général du RPR, déclarant à l'issue de cette réunion à la presse que ces questions de désistement « sont des problèmes qui sont traités localement et au mieux par Jean-Claude Gaudin ».

Tout au long de cette réunion, de l'avis d'un autre participant, M. Gaudin est apparu comme un homme seul, conscient d'avoir mis le doigt dans un engrenage dangereux, qui va lui coûter certainement, dans l'immédiat, sa présidence du groupe UDF à l'Assemblée nationale et le transformer symboliquement en victime expiatoire de toutes les mauvaises consciences de droite.

Mme Veil, MM. Noir et Méhaignerie : le « front du refus »

Pas d'accords avec le FN : M. Simone Veil, M. Pierre Méhaignerie et M. Michel Noir multiplient les déclarations tandis que les tractions vont bon train dans les Bouches-du-Rhône et le Var. Les membres du « front du refus » hostiles à tout accord avec le FN constatent d'ailleurs que là où la droite classique a su faire pièce au FN, en refusant tout compromis, elle a plutôt renforcé sa position. « Le fait que les électeurs du FN depuis des années se répartissent entre la gauche et la droite, et ne sont pas aussi fidèles qu'on le pense », fait que « M. Le Pen n'est pas du tout maître de ses voix », estime M. Simone Veil. « Je serais choquée s'il y a des désistements de candidats URC en faveur du FN », a conclu l'ancienne présidente du Parlement européen à l'Antenne 2 au cours de l'émission « Télématin ».

A l'unisson, M. Méhaignerie, président du CDS, réélu député au premier tour, a expliqué que le RPR et l'UDF « doivent se battre sur leurs valeurs et leurs positions ». « Je souhaite qu'il y ait une cohérence entre les responsables nationaux, et je la crois tout à fait possible, et les responsables départementaux », a-t-il ajouté sur RMC. Les jeunes démocrates sociaux (JDS) appellent quant à eux « tous les candidats de l'UDF et du RPR à se maintenir au second tour dans l'hypothèse d'une triangulaire avec le FN (...). Seul le maintien peut permettre d'offrir aux électeurs un véritable choix démocratique au deuxième tour (...) pas une voix pour le FN ».

Au cours de cette réunion, le secrétaire général du PR, M. François Léotard, est resté très en retrait. Dans le Var voisin, M. Léotard a officiellement adopté une attitude de fermeté vis-à-vis du Front national, sans que soient exclues pour autant quelques concessions de dernières minutes au chef de file du FN



circumscription, le chef de file du Front national lyonnais, M. Bruno Gollnisch, était venu présenter son soutien, sous quelques conditions, au centriste, Michel Maucclair, pour se liguer contre M. Jean Poperen. Il fut éconduit. Dès lors, les centristes ont eu lundi soir beau jeu de rappeler à M. Gaudin qu'un principe de fer-

Les centristes ferment les yeux

Par bonheur pour eux, le rattachement du Front national en Alsace à éparpillé, ce genre de tracas, et ils ont pu mettre en avant leur constante attitude de fermeté, qui, le matin même, avait encore fait ses preuves dans le Rhône. Dans la troisième

mette arrêté dès le départ aurait sans doute été le meilleur choix. Mais ils n'ont pas voulu aller plus loin. Ils ont demandé que, si désistements il y a, ceux-ci ne s'accompagnent pas de la part des candidats de l'URC d'un appel au vote en faveur du Front national. Pour le reste, ces centristes sont décidés à fermer encore les yeux. Seize députés CDS ont été élus dimanche dernier, et vingt pourraient l'être dimanche prochain. Leur groupe autonome est en bonne voie. C'est tout ce qui semble leur importer pour cette semaine.

Les uns et les autres se sont donc contentés d'entendre les explications et les justifications de M. Gaudin, lequel forcément ne manquait pas d'arguments chiffrés. Depuis diman-

che soir, le Front national est en position de se maintenir dans quatorze des seize circonscriptions de son département et de faire battre tous les candidats de l'URC en position de ballottage favorable, à l'exception de lui-même. Pour échapper « à ce tremblement de terre », M. Gaudin semblait lundi soir disposé à retirer ses candidats dans quatre circonscriptions où le Front national peut l'emporter : la 3^e (M. Jean Roussel), la 5^e (M. Gabriel Domenech), la 12^e (M. Jean Perdomo) et la 13^e (M. Jean-Pierre Sibros). M. Gaudin a quitté Paris sans en dire davantage. Car, depuis dimanche soir, des difficultés sont encore apparues entre lui et le patron du RPR à Marseille, M. Maurice Toga, qui plaide, lui, pour une attitude de fermeté vis-à-vis de M. Le Pen. M. Gaudin devait donc faire connaître sa position officielle mardi avant l'heure limite du dépôt des candidatures.

Pour le reste, les dirigeants de l'URC se sont contentés d'un tollage général. Le RPR s'est inquiété de l'attitude du gaullio-barriste Pierre Bas dans la troisième circonscription de Paris, celle de l'immobilier M. Edouard Frédéric-Dupont. Sans résultats. Le RPR a encore plaidé pour un retrait pur et simple dans la troisième circonscription de Haute-Savoie du PR Michel Meylan, arrivé en tête devant le secrétaire général du CNI, M. Yvon Briant, auquel le RPR avait promis l'investiture unique. M. Léotard a refusé. Son parti peut d'ores et déjà revendiquer seize députés, le même chiffre que le CDS. Il mise sur quarante ballottages favorables. Le Parti radical n'a à ce jour qu'un élu, son président, M. André Rossinot. Si dimanche soir une certaine euphorie avait gagné l'opposition, ses dirigeants lundi soir se montraient déjà beaucoup plus prudents.

DANIEL CARTON.

La limitation du cumul des mandats

En vigueur depuis les élections législatives du 16 mars 1986, la loi du 30 décembre 1985 tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives n'a jusqu'à présent été appliquée qu'à l'occasion de scrutins partiels. Cette fois, l'ensemble des élus des 5^e et 12^e juin vont devoir s'y soumettre.

Cette loi dispose, dans son article 4, que « nul ne peut cumuler plus de deux mandats électoraux ou fonctions électives », à savoir ceux de député, sénateur, représentant à l'Assemblée des Communautés européennes, de conseiller régional, de conseiller général, de conseiller de Paris, de maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, d'adjoint au maire d'une commune de plus de cent mille habitants. Etant entendu que les mandats de député et de sénateur sont incompatibles, ainsi que les fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional.

Les élus qui seront, au lendemain du scrutin législatif, titulaires de trois de ces mandats devront renoncer à l'un d'eux dans un délai de quinze jours. En cas de non-respect de ce délai, les députés seront démis automatiquement de leur mandat à l'Assemblée nationale.

Ainsi, M. Jacques Chaban-Delmas, président du conseil régional d'Aquitaine, maire de Bordeaux, qui a été réélu le 5 juin député de la Gironde, a d'ores et déjà annoncé qu'il allait quitter son siège à l'Assemblée régionale.

Néanmoins, la loi a prévu un dispositif particulier à l'égard des élus exerçant à la veille du scrutin législatif plus de trois mandats. A chaque renouvellement de l'une de leurs fonctions, ces « cumulards » devront se démettre d'un nombre de man-

dats tel qu'ils en détiendront moins qu'à la veille du scrutin. Ainsi, M. Michel Péricard, député sortant des Yvelines, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller général et maire de Saint-Germain-en-Laye, qui a été réélu, le 5 juin, à l'Assemblée nationale, doit abandonner l'un de ses mandats dans les quinze jours sous peine de perdre son siège au Palais-Bourbon. Il renoncera à une autre de ses trois dernières fonctions lors du prochain renouvellement de l'une d'entre elles.

En revanche, M. Dominique Baudis, qui siège déjà au Parlement européen, au conseil régional, au conseil général et dans le fauteuil de maire de Toulouse, vient de surcroît d'entrer à l'Assemblée nationale. Il a déjà annoncé qu'il renoncera à ses mandats de député européen et de conseiller général.



Grande promotion «toits ouvrants»
Pose gratuite de tous modèles sur
tous véhicules par spécialiste
d'usine et cadeau d'une housse de
protection pour les démontables

Darl'mat

29, rue Frémicourt
75015 Paris

(Publicité)
CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres
57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SÉMINAIRES A SAN FRANCISCO
Août 1988
Avocats : du 15 au 26 août
Experts comptables : du 1er au 12 août
Information et inscriptions avant le 15 juin 1988
à l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
17-25 rue de Chaillot - 75116 PARIS Tél. 40.70.11.71
Communiqué par l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness SAN FRANCISCO CA 94109

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

UNIVERSITÉ PARIS-XII
U.F.R. Administration
et Échanges
A.E.S. Administration Économique
et Sociale
Administration des entreprises
Commerce international
Administration publique
Spécificité : droit, économie, gestion,
langues (allemand, anglais, espagnol).
Stage (Licence, Maîtrise).
I.P.A.G. Institut de Préparation à
l'Administration Générale
Spécificité : préparation concours
administratifs
Licence d'Administration Publique
(niveau DEUG, DUT, BTS, Licence).
C.P.A.G. (concours externes et
internes)
D.E.S.S. Administration Locale
(inscriptions à partir du 1er juin 1988)
Renseignements et inscriptions :
avenue du Général-de-Gaulle,
94010 CRÉTIL cédex.
Tél. : 48.98.91.44

Associations
Rocard
Ja

M. Fran
le N

Politique

des élections législatives

M. Rocard : « Il faut savoir ce que l'on souhaite Jacques Chirac ou moi-même »

M. Michel Rocard a déclaré, le mardi 7 juin sur Europe 1, que « la France sent, maintenant, qu'elle est mieux gouvernée dans le respect de ses équilibres » et que « le suffrage universel, plein de sagesse, les prévoit ». « Il reste, tout de même, a-t-il ajouté, la question ministérielle, à consolider cette majorité et, au second tour, il faut savoir ce que l'on souhaite : Jacques Chirac ou moi-même. »

Pour M. Rocard, « l'enjeu est de savoir si les options présidentielles, telles qu'elles ont été adoptées le 8 mai 1988, auront une majorité au Parlement ». « Le problème, a-t-il insisté, est de savoir s'il y aura une majorité pour le président pour exécuter les orientations qu'il a données : minimum social garanti, crédit-formation, rénovation du système scolaire, attaque plus vive contre le chômage, paix civile en Nouvelle-Calédonie. »

Interrogé sur le mode de scrutin, M. Rocard a réaffirmé sa préférence pour le système majoritaire dans lequel on « instillerait » de la proportionnelle, mais il n'est « pas sûr » qu'il faille faire cette réforme. « Les hommes politiques, a-t-il expliqué, sont ceux qui sont stables, et comme il n'y a pas de parfaites on fait avec ce qu'on a. »

La discipline républicaine

La veille, le bureau exécutif du PS s'était réuni pour décider de l'attitude du parti au second tour. Au terme de cette réunion, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, a expliqué que le PS appliquera sans excep-

tion la règle de la discipline républicaine vis-à-vis du PCF : désistement pour le candidat de gauche le mieux placé. Ainsi M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat, arrivé derrière le candidat communiste dans la 20^e circonscription du Nord, doit se retirer. M. Rocard a exprimé mardi sur Europe 1 son mécontentement devant le fait que le PCF, de son côté, opère un tri, pour appliquer la règle, entre les candidats que présente le PS.

Le scepticisme du PS sur l'ouverture

En revanche, selon l'expression employée naguère par M. Mauroy, les « guichets » de l'ouverture sont désormais fermés pour les candidats contristes ou de droite modérée. Aucun candidat socialiste ne se retirera devant l'un d'eux. Ainsi, à Paris, M. Pierre Bachevalier a déclaré hier à la fois M. Edouard Frédéric-Dupont et le candidat socialiste, M. Gilles Lacan (3^e circonscription de Paris).

Le PS justifie cette attitude par le faible nombre de triangulaires auquel aboutit la baisse du Front national. Ainsi M. Bernard Stasi n'est-il finalement, confronté qu'à un candidat socialiste, M. Michel Thomas. En fait, le PS, échoué sans doute par le relatif échec de l'ouverture (tant au niveau des candidats que par rapport à leurs résultats) ne veut plus faire de « cas particuliers » en l'absence d'une « réalité politique », comme l'a expliqué M. Mauroy lundi sur RTL.

Le bureau exécutif, qui a commencé à analyser la situation créée

par les élections législatives, a, dans l'ensemble, exprimé un certain scepticisme sur la politique d'ouverture, en constatant que celle-ci avait fait perdre ses repères habituels à une partie de l'électorat de gauche. Les membres du bureau exécutif (où étaient présents plusieurs ministres), ont également souligné que le gouvernement ne tarde pas à faire des gestes (par exemple, sur le plan du remboursement des médicaments) attendus par les couches populaires.

Les dirigeants du PS ont dû se pencher sur quelques cas particuliers. Ils ont ainsi décidé que M. Jean Glavany, chef de cabinet de l'Elysée, se maintiendrait dans la 3^e circonscription des Hautes-Pyrénées, bien qu'il soit arrivé derrière le candidat socialiste dissident, M. Claude Marimón, « mais en congé » par son départ. M. Glavany a estimé à Tarbes, lundi, qu'il pourra compter sur les voix communistes pour être élu et que son résultat du premier tour constitue une « très bonne base de départ ».

Le MRG, de son côté, manifeste une certaine mauvaise humeur et commence à exercer des pressions dans certains départements où il estimait avoir de bons candidats d'ouverture qu'il n'a pas pu présenter, pour respecter la discipline, et où il n'a pas eu non plus de suppléant pour compenser. Ainsi le comité basque du MRG a-t-il décidé de ne pas soutenir M. Jean-Pierre Desbordes, candidat socialiste sortant en ballottage dans la 5^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques. Le MRG soutient que « M. Desbordes et ses proches collaborateurs ne sont pas des

vrais hommes d'ouverture dans le sens où l'entendait le président de la République et les Français. »

Après avoir envisagé de se maintenir en Seine-Saint-Denis (3^e circonscription), où il a été devancé par la candidate communiste, M. François Dubois, président du MRG, devait faire accepter par le bureau de son parti, mardi, le principe général de la discipline républicaine.

Le MRG, dont deux candidats l'ont emporté au premier tour (MM. Jean Rigal dans l'Aveyron, et Jean-Michel Baylet dans le Tarn-et-Garonne), peut nourrir l'espoir au second tour de cinq réélections (MM. Michel Crépeau en Charente-Maritime, Jean Zuccarelli en Haute-Corse, Alain Bonnet en Dordogne, Roger-Gérard Schwartzberg dans le Val-de-Marne et Dominique Saint-Pierre dans l'Ain).

Six autres candidats MRG défendent les couleurs de la gauche au second tour : MM. Bernard Charles dans le Lot, Claude Gaits dans les Hautes-Pyrénées, Paul Duraffour dans la Saône-et-Loire, Paul Giacobbi en Haute-Corse, Jean-Pierre Defontaine dans le Pas-de-Calais et François Gayet dans le Val-d'Oise. Les radicaux de gauche souhaitent obtenir d'autre part un geste du PS en faveur de M. François Hurart (21,28 %), qui s'est présenté comme candidat socialiste sortant en ballottage dans la 5^e circonscription d'Eure-et-Loir, geste qui se traduirait par le retrait du candidat socialiste M. Bertrand Gallet (25,12 %).

Les socialistes cherchent à mobiliser les abstentionnistes

(Suite de la première page.)

Mais le taux d'abstention élevé du premier tour (34,26 %) permet aux socialistes d'espérer, grâce à une bonne mobilisation, une amélioration de leurs résultats. Officiellement, ils attribuent le désintérêt d'une partie de leurs électeurs à un scrutin que l'on disait joué d'avance. En privé, nombre d'entre eux accusent le discours d'« ouverture » du président de la République qui, perçu essentiellement comme une tentative de débanchage, s'est usé au fil des semaines jusqu'à apparaître ambigu et tacticien.

Pour mobiliser, les socialistes disposent de deux arguments : l'accord — même partiel — de la droite et du Front national ; la crainte d'un retour au pouvoir de M. Chirac. Les tractations, à Marseille, entre M. Jean-Claude Gaudin et M. Jean-Marie Le Pen tombent à point nommé pour alimenter cette offensive. Les dirigeants de l'URC se sont interdits tout accord national avec l'extrême droite. Mais Marseille est plus qu'une ville symbole : c'est là que le Front national a fait donner toutes ses forces. L'accord dit « local » conclu par M. Gaudin a en fait valeur nationale. Les socialistes l'exploitent à l'avance. « Le retrait est une forme honteuse de l'alliance », affirme M. Lionel Jospin.

Les vieilles ficelles l'ont encore de l'usage. Les socialistes supposent que le 8 mai dernier les Français ont voulu se débarrasser de M. Chirac. Michel Rocard a agité, mardi à Europe 1, l'épouvantail Chirac-Balladur-Pasqua, et a demandé aux Français s'ils préfèrent son maintien à Matignon ou le retour de ce trio. « J'en ai surtout peur, a-t-il dit,

pour des raisons de respectabilité internationale de la France. » M. Rocard utilise le ton propre aux campagnes électorales pour recommander que l'on ne renvoie pas au gouvernement des « excités », que l'on ne restaure pas la cohabitation et que l'on évite « une France bancal et incertaine ». Le premier ministre paie aussi de sa personne sur le terrain, ainsi que tous les poids lourds socialistes. MM. Mauroy, Bérégovoy, Jospin, Fabius, consacreront l'essentiel de leur temps à sillonner les circonscriptions.

Quant à l'ouverture, elle a été mise au placard et enfermée à double tour jusqu'au 12 juin. On ne parle plus que d'ouverture... à gauche. Socialistes et communistes pratiqueront la discipline républicaine en se retirant au profit des candidats de gauche les mieux placés. La direction du Parti communiste, rassurée par un premier tour qui lui laisse entrevoir le retour d'une vingtaine de députés à l'Assemblée nationale, s'est offert le plaisir de distribuer son soutien à la carte à certains candidats de la « majorité présidentielle » soigneusement choisis. Elle ne veut pas entendre parler de M. Tapie à Marseille, considéré comme un « homme du patronat », ni de M. Lionel Stoléru, étiqueté « homme de droite ». M. Marchais donne son feu vert à M. Brice Lalonde et une médaille supplémentaire à M. Roger Bambuck.

En somme, les socialistes pratiqueront l'ouverture à gauche bien que M. Jospin affirme qu'ils n'ont pas l'intention de gouverner avec les communistes, et l'URC se prépare, en sous-main, à s'ouvrir à l'extrême droite.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Jospin dans la capitale

« A gauche, toute »

« On est un peu déçu quand même. » Ca retentit haut et fort, loignant vers Lionel Jospin pour se rassurer. Celui-ci, quelques heures à peine après le premier tour, est déjà dans les rues accablées de ses camarades candidats « en difficulté » à Paris. C'est le premier et le plus rapide des responsables invités lundi matin à Matignon à partir sur le terrain pour préparer le deuxième tour. La semaine dernière, il faisait « sa propre campagne et son travail de ministre ». Il a gagné dans sa circonscription de Haute-Garonne.

Lionel Jospin commence sa balade presque improvisée au pied des marches du métro Glacière. Ce lundi, vers 17 heures, il vient soutenir Gisèle Sève, députée sortante, une des rares femmes de l'Assemblée nationale, contre Jacques Toubon. Et il répond, sans détour et sans complaisance, au vieux militant inquiet qui l'interroge : « Nous avons des réserves. Il faut mobiliser les abstentionnistes de gauche. Ce sont elles qui expliquent le score inférieur aux sondages. Il y a un grand espoir à gauche que nous avons peut-être laissé... » L'autre insiste : « On a peut-être cru trop vite que c'était déjà fait. » Quelques têtes acquiescent autour de M. Jospin. Un tambour bat la mesure de cet appel à la mobilisation générale. Les passants, indifférents à la musique, grimpent en accéléré vers le métro du repos — comme au début du cinématographe.

« muets, sans voir Jospin, sans voir Gisèle, sans rien voir. »

Le dialogue finit par se nouer. On fait une pause dans cette rue de fin de boulevard. Les loyers, ce n'est plus tolérable. Faut-que chiese », supplie une forte blonde. « Avez-vous l'intention de prendre des mesures pour les jeunes ? », interroge, sceptique, une autre femme dont le fils n'a, depuis trois ans, pu traverser qu'un intérim. Lionel Jospin souligne les décisions prises en conseil des ministres depuis l'arrivée du nouveau gouvernement de Michel Rocard. Ces petites gens qui prennent le temps de saluer très sérieusement « Monsieur Jospin » et « Madame Gisèle », parlent, eux, « chômage, emploi » et « résultats ». « Les socialistes vont gagner, vous le croyez ? »

L'heure des courses

Le ministre précise : « Le ballottage nous est favorable. Je préfère parler de rassemblement plutôt que d'ouverture. Pour le moment, qui voyons-nous en face ? Des RPR et des UDF : une coalition provisoire. Il faut une majorité parlementaire pour prolonger la majorité présidentielle. »

Les jeunes militants sont contents. Avant l'arrivée du ministre, ils ne mâchaient pas leurs mots : « On ouvre tellement

grand la porte qu'on coince ceux qui sont déjà dedans. On a déçu de nombreux supporters. A gauche, toute. »

Au métro Glacière, la rue s'accroît et Lionel Jospin s'en va. Il fait un petit tour chez Patrick Bloche, « en difficulté » lui aussi face à Alain Dewaquet, « parti avec tout le monde et peut-être même bientôt avec le Front national ? ». En haut de la rue de la Roquette, à l'heure des courses, avant le repas du soir, les marmies du quartier interrompent leurs achats et se précipitent vers « Lionel » : « Vous êtes encore plus beau qu'à la télévision. » — « Mais ce n'est pas moi votre candidat. Il est plus jeune, d'ailleurs. »

La mamie encore coquette ne lâche pas des yeux son héros. Un monsieur entre dans la conversation : « Vous ne me connaissez pas, mais je me présente. C'est moi qui, dans mon véhicule des PTT, ai soigné la présidentielle, alors que nous croisions votre voiture, vous et le V de la victoire. » Lionel Jospin éclate de rire. Il s'en souvient, dit-il.

Trois petits tours place Léon-Blum au cœur populaire de ce quartier. Puis le leader s'en va soutenir Michel Charzat dans le 20^e arrondissement, député sortant qui a pour adversaire Didier Bariani. Sur la place Léon-Blum, les sourires persistent avec nostalgie : « Il est parti si vite. »

DANIELLE ROUARD.

A Caen

M. François Mitterrand a inauguré le Mémorial pour la paix

Durant le précédent septennat, M. François Mitterrand avait promis à M. Jean-Marie Girard (UDF-PR), maire de Caen, que le chef de l'Etat viendrait inaugurer, le 6 juin 1988, le Mémorial pour la paix, dressé en souvenir de la bataille de Normandie. Lui-même ou son successeur, avait alors précisé le président de la République.

Lundi, M. Mitterrand a exprimé sa satisfaction d'être présent, à l'aube d'un nouveau septennat, au milieu des dix mille personnes, régiments, fanfares, anciens combattants ou enfants des écoles, venus

des treize pays ayant participé, en 1944, au débarquement, rassemblés pour fêter ensemble l'ouverture officielle de ce « musée de la mémoire ». « Je me réjouis de pouvoir moi-même affirmer qu'il y a là un acte de vigilance, de confiance et d'espérance », a déclaré le chef de l'Etat.

Sur la vaste esplanade bordant le mémorial, cube de pierre de Caen brossé en son milieu, entouré de MM. Michel Rocard, Roland Dumas, Jean-Pierre Chevènement, Jack Lang et de M. Alain Pober, président du Sénat, le président de la République a longuement évoqué les événements du printemps 1944 avant de rendre ce « musée du souvenir » témoin des nécessités de la paix.

« Le principal, a-t-il dit, est d'expliquer et de faire comprendre que la paix n'est pas possible dans la désunion des peuples, que seule

une solide organisation commune de nations au niveau mondial rendra la paix durable. » (...) Nous sommes si nous le voulons maîtres de notre histoire. Comment ne pas se réjouir des efforts axés au cours de ces dernières années, (...) au cours de ces derniers jours, pour qu'enfin on commence à songer à faire le désarmement des forces les plus destructives ? Comment ne pas remercier ceux qui s'y sont appliqués dès lors qu'en même temps chacun veillera à ce que l'équilibre nécessaire entre les nations soit constamment préservé. »

Avant de visiter le mémorial, le chef de l'Etat a appelé de ses vœux l'« espérance » de la jeunesse, qui « connaît elle aussi, qui pressent le prix de la paix ». « Elle veut l'union du peuple. Elle sait bien, puisqu'elle a toute sa vie devant elle, que c'est ainsi qu'elle bâtit son avenir. »

Forfait Air Canada Pass: 1980F

On se met en quatre pour que vous alliez aux quatre coins de l'Amérique du Nord.

Vancouver

Calgary

Los Angeles

Toronto

Les grands espaces du continent Nord-Américain vous attirent ? Mais vous êtes « limite » dans votre budget. Air Canada vous propose le Air Canada Pass, une formule pratique et pas chère pour tout visiter en toute liberté.

Avec Air Canada Pass, le Canada et les Etats-Unis s'offrent à vous ; par exemple pour 1980F, vous pouvez aller de Toronto à Vancouver puis partir à Calgary, redescendre à Los Angeles et retourner à votre point de départ.

Pour bénéficier des avantages Air Canada Pass, il suffit de traverser

l'Atlantique à destination du Canada sur un vol Air Canada, de retenir à partir de l'Europe le billet et le circuit choisi 21 jours à l'avance. Vos places étant réservées vous éviterez toute mauvaise surprise une fois au Canada.

Air Canada Pass, la formule passe-partout pour plus de 30 villes canadiennes et 7 villes américaines.

Tarifs et conditions susceptibles de changements sans préavis.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAS

AIR CANADA

Politique

La « discipline républicaine » à gauche

Tout en appelant au désistement en faveur des candidats socialistes

La direction du PCF estime que le scrutin sanctionne un « échec » de M. Mitterrand

Réunis à huis clos, au siège du PCF à Paris, le lundi 6 juin, les membres du comité central ont adopté, à l'unanimité, les propositions du bureau politique pour le second tour des élections législatives, présentées par M^{me} Madeleine Vincent, responsable du secteur des collectivités locales et des élections. Une très courte discussion a suivi cette présentation. Au cours d'une conférence de

Le dernier scrutin national apparaît comme « le début de la remonte du PCF », aux yeux de la direction du parti, qui estime que l'influence communiste « va encore au-delà du résultat de dimanche, aussi appréciable et encourageant soit-il ». Selon M. Marchais, le président de la République est mis « en échec » dans son entreprise d'ouverture « du gouvernement et de la majorité socialiste à la droite ». Avec 37,30 % et 9 176 000 voix, souligne la résolution, les candidats présents au nom de la « majorité présidentielle » perdent, en effet, plus d'un million de voix par rapport au score de M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle (1). Encore faut-il noter que les pertes de la droite — plus d'un million de voix par rapport aux résultats additionnés de Chirac et de Barre au premier tour — et celles des lésinés — deux millions de voix — font apparaître qu'une grande partie des électeurs qui avaient voté au premier tour de l'élection présidentielle pour Barre ou pour Le Pen et au second tour pour François Mitterrand ont voulu confirmer leur choix en votant, cette fois, pour les candidats bénéficiant du label du président qu'ils ont élu. Et cela d'autant plus que les intentions affichées par lui vont dans le sens souhaité par cet électeur de droite.

De cette analyse, la direction communiste conclut que nombre d'électeurs de M. Mitterrand se

pressent, l'après-midi, M. Georges Marchais a donné connaissance de l'analyse de la direction du PCF sur les résultats obtenus dimanche par les candidats communistes, et officialisé, selon la tradition, à gauche, de la discipline républicaine, le désistement en faveur des candidats socialistes ou radicaux de gauche arrivés en tête au premier tour.

Rejetant l'explication municipale de la progression communiste qui serait, selon elle, une façon de « dépolitiser » le résultat, la direction du PCF note que le redressement « se manifeste dans tous les cas de figure : que notre influence soit forte, moyenne ou faible, que nos candidats aient eu ou non une chance d'être élus ». Elle s'en tient aux « profondes empreintes dans le mouvement social » laissées par la campagne de M. André Lajoinie. « Ainsi est-il confirmé, indique le texte de la résolution, que l'effort de renouvellement profond de notre stratégie et de notre pratique politique, que nous avons entreprise au vingt-deuxième congrès et accompli aux vingt-cinquième et vingt-sixième congrès, est bien de nature à surmonter les obstacles considérables que les forces populaires et notre parti ont vu se dresser sur leur chemin durant toutes ces dernières années. »

Exceptions

Après avoir dénoncé le mode de scrutin (Le Monde du 7 juin), M. Marchais a demandé aux fédérations qui sont concernées de retirer les candidats communistes placés derrière ceux du PS ou du MRG en

appelant à voter pour eux. Rappelant que l'opposition du PCF « à la droite et à sa politique ne peut souffrir d'exception », le secrétaire général a précisé que, « dans les circonscriptions où le PS n'a pas présenté de candidat et soutenu un homme de la droite ou du patronat », le PCF n'appelle pas au désistement. C'est le cas de M. Paul Chomat dans la Loire.

De même, le PCF n'appellera pas à voter pour MM. Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône) et Lionel Stoléru (Oise). En revanche, M. Marchais n'est pas hostile à un soutien communiste « en faveur de MM. Brice Lalonde (Seine-et-Marne) et Roger Bambuck (Essonne), tous deux candidats de la « majorité présidentielle ».

Il va sans dire que cette attitude du PCF « ne saurait engager si peu que ce soit [sa] responsabilité dans la politique du gouvernement et dans l'alliance avec la droite que les candidats socialistes approuvent ». Ironisant sur les « cadeaux » qu'avait envisagés le PS, M. Marchais n'a demandé aucun traitement particulier pour MM. Charles Fiterman (Rhône) et Marcel Rigout (Haute-Vienne), deux anciens ministres qui ont été distancés dans leur circonscription respective par deux candidats socialistes.

O. B.

(1) Le PS réalise un gain de 3,5 points par rapport au premier tour de la présidentielle.

Querelle entre les socialistes et les communistes à la Réunion

M. Fruteau (PS) menace de se maintenir contre M. Paul Vergès (PCR) au risque de faire réélire M. Virapoulle (CDS)

Le Parti communiste réunionnais, qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, a réagi, le dimanche 5 juin, au score historique. Il est assez bien placé après le premier tour de scrutin pour envoyer trois autres de ses représentants à l'Assemblée nationale en plus de M. Laurent Vergès, fils du secrétaire général du PCR réélu dimanche. Son résultat du 12 juin est cependant conditionné par un bon report des voix à gauche.

Or, lundi soir, la commission exécutive de la fédération socialiste locale a décidé de maintenir la candidature de son premier secrétaire, M. Jean-Claude Fruteau, dans la cinquième circonscription, contre M. Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS) et M. Paul Vergès, qui a pourtant remporté la primaire à gauche.

La fédération socialiste a invité le secrétaire général du PCR à se retirer en faveur de M. Fruteau, tout en appelant au désistement réciproque

dans les trois autres circonscriptions où deux candidats communistes et un socialiste sont en ballottage.

Le PCR, qui devait réagir mardi à la décision des socialistes locaux — en espérant une intervention en sa faveur de la direction nationale du PS — n'a pas encore fait savoir, d'autre part, si ses députés siégeraient au Palais-Bourbon avec ceux du PCF. La question est importante, car le renfort des communistes réunionnais pourrait permettre d'aider les députés du PCF à constituer un groupe.

L'hypothèse de leur apport paraît la plus probable malgré la polémique qui avait opposé ces deux partis frères à la suite du choix des communistes réunionnais en faveur de M. Mitterrand dès le premier tour, au détriment de M. André Lajoinie.

Le PC réunionnais à un niveau historique

SAINT-DENIS

DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Le Parti communiste réunionnais (PCR) a confirmé, le dimanche 5 juin, qu'il est la principale force politique de l'île de la Réunion, en rassemblant sur ses cinq candidats à la députation plus de 37 % des suffrages. Un niveau historique encore jamais atteint par la formation de M. Paul Vergès. Au plus fort de la « vague rose », de 1981 à 1983, le PCR n'avait atteint que 33 %.

Ce score exceptionnel laisse présager la conquête de nouvelles municipalités l'an prochain, dont celle de Saint-Paul, sous-préfecture de la côte ouest, où le décès, en 1987, du sénateur Paul-Julius Bénard, appe-

rent RPR, a complètement désarticulé la droite, éclatée entre les baristes et les chiraquiens.

A l'origine de cette victoire, M. Paul Vergès, la soixantaine, l'air débonnaire, une frontale pipe aux lèvres, le secrétaire général du PCR tient sa revanche. Longtemps montré du doigt par M. Michel Debré comme un dangereux indépendantiste, M. Vergès a remporté la guerre d'usure qui l'opposait à l'ancien premier ministre.

Malgré la pression exercée par M. Debré et des méthodes électorales souvent douteuses il a maintenu le cap. Des défaites, il en a connu, et de cuisantes. Mais, dans cette bataille, les troupes communistes ont mieux résisté que les gaullistes.

Politiquement, le PCR dispose maintenant de la même puissance que les partisans de M. Debré au milieu des années 60. Une domesticité explique ce revirement : alors que les gaullistes n'ont guère changé de discours politique tout au long de ces trois décennies — brandissant à toute élection le spectre de l'indépendance —, le PCR a su s'adapter à l'évolution des mentalités locales. Une stratégie à géométrie variable, qui a progressivement fait passer les communistes d'un mot d'ordre d'autonomie à la reconnaissance implicite du *status quo*, c'est-à-dire la départementalisation.

La revendication de l'égalité sociale entre les Réunionnais et les Français de l'Hexagone en est la meilleure preuve. En l'espace d'un septennat, le PCR s'est éloigné de l'orthodoxie marxiste pour se rapprocher d'une social-démocratie plus pragmatique. Ce changement suscite de nombreuses réactions. A droite, on soupçonne le PCR d'être un caméléon de la politique, de se fondre avec le milieu ambiant, avant de révéler sa véritable nature, une fois l'environnement domestiqué. Raisonnablement peu convaincant, car le PCR pâtirait certainement s'il renouait avec ses velléités autonomistes.

Électionisme

A gauche, les socialistes ont le vertige devant le fossé qui les sépare du PRC. A la fédération socialiste, on avance quelques explications. Devenu plus gestionnaire que doctrinaire, le PRC est un « autruche », déclare M. Wilfrid Bertille, ancien député socialiste.

Les communistes sont, en effet, très écolociques dans leurs revendications : l'égalité sociale, la bi-départementalisation pour rééquilibrer le nord et le sud de l'île (une idée chère aux socialistes et aux baristes) et, enfin, le développement économique. D'autre part, certains socialistes accusent les communistes de pratiquer le même clientélisme électoral que la droite à sa plus belle époque. Le PCR gère sept municipalités qu'il a regroupées en un puissant syndicat intermunicipal à vocation multiple. Le SIVOM-Réunion, dirigé par M. Pierre Vergès, second fils du secrétaire général du PCR, tend de plus en plus à devenir une sorte de troisième assemblée locale, avec d'importants moyens financiers.

« En matière de clientélisme électoral, le PCR est parfois encore plus dur que la droite », affirme M. Bertille, candidat malheureux contre M. Elie Hoarau, maire communiste de Saint-Pierre, sous-préfecture du sud de l'île.

Dominant sur l'échiquier politique réunionnais, le PCR se pose en interlocuteur privilégié du gouvernement. Les socialistes s'inquiètent déjà d'être laissés pour compte et déplorent les « coupables faiblesses » de M. Mauroy envers le PCR. La droite, pour sa part, y trouve un argument pour dire que le Parti socialiste est l'otage des communistes.

Le PCR attend les premières mesures du gouvernement de M. Rocard en faveur des DOM, notamment la mise en place de l'égalité sociale. S'il le déçoit sur ce point, le gouvernement se trouverait en difficulté face à des alliés qui n'ont jamais ménagé leurs critiques aux autorités socialistes avant 1986.

ALIX DAJOUX.

Deux disparitions

Paul Balmigère ancien maire de Béziers

Paul Balmigère, ancien maire communiste de Béziers (Hérault), est mort, le lundi 6 juin, d'une crise cardiaque à l'hôpital de Montpellier. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Fils d'ouvrier agricole, né le 25 décembre 1908 dans l'Aude, Paul Balmigère fut compagnon de combat de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, après son adhésion au PCF en 1927. Remarqué par Edouard Fajon, dirigeant communiste originaire de l'Hérault, il devint premier secrétaire des fédérations communistes regroupées de l'Hérault et de l'Aude avant la seconde guerre mondiale. De 1945 à 1951, il est conseiller général de l'Hérault et vice-président de l'Assemblée départementale de 1949 à 1951. En 1951, il accède au comité central du parti comme suppléant avant d'être élu député, l'année suivante. Titulaire du comité central de 1964 à 1967, il est réélu député de l'Hérault, en 1967, siège qu'il perd en 1968 mais qu'il retrouve en 1973 pour le conserver jusqu'en 1986.]

Il entra la mairie de Béziers en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche et fut battu, en 1983, par l'actuel maire, M. Georges Fumès (RPR), ancien secrétaire d'État aux anciens combattants. Apprécié pour sa bonhomie, Paul Balmigère fut un défenseur acharné de la viticulture méridionale.]

Jacques Le Roy Ladurie ancien ministre

Jacques Le Roy Ladurie, ancien député, ancien ministre, est décédé le lundi 6 juin à Caen. Agé de quatre-vingt-six ans, il était le père de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, directeur de la Bibliothèque nationale.


[Né le 28 mars 1902 à Saint-Michel, dans la Meuse, Jacques Le Roy Ladurie s'était installé comme agriculteur-exploitant dans le Calvados, aux Moutiers-en-Cinglais, ville dont il fut maire de 1931 à 1933. Ministre de l'Agriculture, secrétaire d'État à l'Économie et au ravitaillement d'avril à septembre 1942 dans le gouvernement de Vichy, il avait été député du Calvados de 1951 à 1953 puis de 1958 à 1962 et membre du comité directeur du CNUP.]

Vingt-six candidats au second tour

Vingt-six candidats du PCF restent présents pour le second tour des élections législatives, le dimanche 12 juin. Vingt-cinq d'entre eux seront les représentants uniques de la gauche et le vingt-sixième, M. Paul Chomat, député sortant, se maintient dans la 1^{re} circonscription de la Loire face « au candidat de droite soutenu par le PS », M. Pierre-Roger Gausson, radical valaisien dissident et ancien député. Les noms de ces candidats sont les suivants.

MM. Gustave Ansart, d.s., membre du bureau politique (Nord, 19^e circ.), François Asenai, d.s. (Seine-Saint-Denis, 11^e circ.), Marcelin Berthelot, m. de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis, 2^e circ.), Jean-Pierre Brard, m. de Montreuil (Seine-Saint-Denis, 7^e circ.), Jacques Bruhnes, m. de Gennepville (Haute-de-Seine, 1^{re} circ.), Alain Boquet, d.s., membre du comité central (Nord, 20^e), André Duroché, sénateur m. du Havre (Seine-Maritime, 8^e circ.), Jean-Claude Gayssot, d.s., membre du secrétariat du comité central (Seine-Saint-Denis, 5^e circ.), Pierre Goldberg, m. de Montluçon (Allier, 2^e circ.), Georges Hage, d.s. (Nord, 16^e circ.), Guy Hermier, d.s., membre du bureau politique (Bouches-du-Rhône, 4^e circ.), M^{me} Maguyette Jacquaint, d.s., seule femme encore en lice pour le PCF (Seine-Saint-Denis, 3^e circ.), MM. André Lajoinie, d.s., président du groupe communiste sortant, candidat du PCF à l'élection présidentielle, membre du secrétariat du comité central (Allier, 3^e circ.), Jean-Claude Lefort, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, membre du comité central (Val-de-Marne, 10^e circ.), Daniel Le Men, d.s. (Aisne, 2^e circ.), Paul Lombard, m. de Marignies (Bouches-du-Rhône, 13^e circ.), Georges Marchais, d.s., secrétaire général du PCF (Val-de-Marne, 11^e circ.), Gilbert Millet, m. d'Alès (Gard, 4^e circ.), Robert Mondargès, d.s., m. d'Argenteuil (Val-d'Oise, 5^e circ.), Louis Perna, m. de Stains (Seine-Saint-Denis, 4^e circ.), Jean Reyssier, d.s., m. de Châlons-sur-Marne (Marne, 4^e circ.), Jacques Rimbaud, d.s., m. de Bourges, membre du comité central (Cher, 2^e circ.), Jean Tardito, m. d'Aubagne (Bouches-du-Rhône, 9^e circ.), Fabien Thiémié, c.s. (Nord, 21^e circ.), Théo Vial-Massat, m. de Firminy (Loire, 4^e circ.).

Par ailleurs, cinq candidats communistes représenteront la gauche dans trois circonscriptions de la Réunion et deux de la Guadeloupe.



Le Monde

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

- La campagne : les candidats, les programmes.
- Les résultats complets : par département, ville et grande commune pour chaque tour avec les commentaires des correspondants du Monde.
- Les analyses : avec le concours du CNRS
 - les enjeux de l'élection présidentielle,
 - les priorités comparées des candidats et des médias,
 - les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens,
 - les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.).

Un numéro hors série, 146 p. — 33 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BON DE COMMANDE : L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____ PAYS : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 38 F (frais de transport inclus, France métropole)

Nombre d'exemplaires : _____ X 40 F (frais de transport inclus, étranger)

TOTAL : _____ F

Commande et règlement à renvoyer à **Le Monde**, Service de la vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 Paris (FRANCE)

Le Monde

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

le nouveau contrat de François Mitterrand

LES CANDIDATS ET LEURS PROGRAMMES — LES RÉSULTATS COMPLETS — LES ANALYSES AVEC LE CONCOURS DU CNRS

— les enjeux de l'élection présidentielle — les priorités comparées des candidats et des médias — les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens — les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.)

Un numéro hors série, 146 p. — 33 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BON DE COMMANDE : L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____ PAYS : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 38 F (frais de transport inclus, France métropole)

Nombre d'exemplaires : _____ X 40 F (frais de transport inclus, étranger)

TOTAL : _____ F

Commande et règlement à renvoyer à **Le Monde**, Service de la vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 Paris (FRANCE)

Politique

Les nouveaux élus du premier tour de scrutin

Nous publions, ci-dessous, par département, les biographies des députés élus le 5 juin, à l'exception des sortants et de ceux qui, élus le 16 mars 1986, avaient abandonné leur mandat pour entrer dans le gouvernement de M. Chirac.

Charente-Maritime

ROLAND BEIX
PS (3^e circ.)

Né le 22 septembre 1949 à Servières-le-Château (Corrèze), M. Roland Beix, exploitant agricole, est licencié des lettres, titulaire d'une maîtrise et d'un CAPES d'allemand. Conseiller général de Saint-Hilaire-de-Villefranche depuis 1976, il est élu, en 1978, député de la troisième circonscription de Charente-Maritime. Réélu en 1981, il ne retrouve pas son siège en 1986, figurant en troisième position sur la liste PS-MRG conduite par M. Michel Crépeau. Tête de liste aux élections régionales de 1986, il est depuis lors vice-président du conseil régional de Poitou-Charentes.

Gironde

BERNARD MADRELLE
PS (11^e circ.)

Né le 27 avril 1944 à Saint-Seurin-de-Cursac, licencié en lettres, professeur, M. Bernard Madrelle est conseiller général depuis 1976, maire de Saint-Seurin-de-Cursac depuis 1977. Il avait été élu député en 1978 et réélu en 1981. Conseiller régional depuis 1978, M. Madrelle est au PS depuis 1962.

Loire-Atlantique

JACQUES FLOCH
PS (4^e circ.)

Statisticien à l'INSEE, M. Floch est né le 28 février 1938 à Bihorel

(Seine-Maritime). Maire de Rezé depuis 1978, réélu en 1983, il est président de l'Association des maires des banlieues des grandes villes de province. Conseiller régional des Pays de la Loire depuis 1986, il pourrait abandonner ce poste pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats.

Manche

CLAUDE GATIENOL
URC-UDF (4^e circ.)

M. Claude Gatignol est né le 20 novembre 1938 à Saint-Julien-près-Bort (Corrèze). Vétérinaire, il a exercé sa profession à Palaise, Lisieux et Valognes. Membre du PR, il a été élu conseiller municipal de Valognes en 1977; il devient premier adjoint du maire, M. Godefroy, député RPR, qui ne s'est pas représenté cette fois. M. Gatignol est aussi conseiller général de Valognes depuis 1979.

Nord

ALBERT DENVERS
PS (12^e circ.)

À l'âge de quatre-vingt-trois ans, Albert Denvers retrouve l'Assemblée nationale, où il a siégé pendant trente ans, de 1956 à 1986. Né le 21 février 1905 à Oost-Cappel (Nord), M. Denvers apparaît comme l'un des derniers grands caciques socialistes issus de la SFIO. Cet ancien instituteur et international de basket-ball est entré au conseil général du Nord en 1937 pour représenter le canton de Gravelines, où il fut constamment réélu jusqu'en 1985. Il présida l'Assemblée départementale de 1973 à 1985.

Maire de Gravelines, il dirige la communauté urbaine de Dunkerque, qu'il préside depuis sa création en 1969. Avant de siéger au Palais-

Bourbon de 1956 à 1986, il avait été sénateur de 1946 à 1956. Militant du logement social, M. Denvers a présidé pendant vingt-neuf ans l'Union nationale des organismes HLM, charge qu'il a abandonnée en 1984.

Pas-de-Calais

JEAN-CLAUDE BOIS
PS (13^e circ.)

Né le 16 mars 1934 à Lens, M. Jean-Claude Bois est un ancien professeur d'anglais. Il est adjoint au maire de Lens depuis 1966, conseiller général depuis 1972 et a siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale de 1981 à 1986.

Pyrénées-Atlantiques

MICHEL INCHAUSPÉ
URC-RPR (4^e circ.)

Né le 5 novembre 1925 à Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques), M. Inchauspé, diplômé de la faculté de droit de Bordeaux et de l'Institut technique de Roubaix, est inspecteur général de banque. Il fut secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer (gouvernement de M. Couve de Murville, 1968-1969). Il est conseiller général depuis 1960 et vice-président du conseil général depuis 1982. Il est également vice-président du conseil régional depuis 1986, date de sa première élection dans cette assemblée. Député de 1967 à 1986, il n'avait pas retrouvé son siège en mars 1986.

Haut-Rhin

JEAN-LUC REITZER
URC-RPR (3^e circ.)

Né le 29 décembre 1951 à Altkirch (Haut-Rhin), M. Jean-Luc Reitzer est cadre chez Peugeot. Conseiller général du canton d'Altkirch depuis mars 1979, il est le maire de cette ville depuis 1983. Candidat malheureux aux élections législatives de 1981 et de 1986, M. Reitzer a été cependant élu conseiller régional en mars 1986.

Hauts-de-Seine

NICOLAS SARKOZY
URC-RPR (6^e circ.)

Né le 28 janvier 1955 à Paris, M. Nicolas Sarkozy est avocat. Très tôt engagé politiquement, il milite à l'UJFP, avant de devenir un des responsables des jeunes du RPR. Entré au conseil municipal de Neuilly-sur-Seine en mars 1977, il en devient le maire au décès d'Achille Peretti en avril 1983, alors que beaucoup pensaient que le poste intéressait M. Charles Pasqua. Celui-ci ne lui en a pas voulu puisqu'il le prit à son cabinet quand il devint ministre de l'Intérieur et a imposé sa candidature contre celle de Mme Florence d'Harcourt, député UDF sortante. M. Sarkozy est aussi conseiller général depuis 1985 et conseiller régional. Il a pris une part active à la campagne présidentielle de M. Chirac en organisant plusieurs de ses meetings.

Tarn-et-Garonne

JEAN-MICHEL BAYLET
PS (2^e circ.)

M. Jean-Michel Baylet est né le 17 novembre 1946 à Toulouse (Haute-Garonne). Après des études juridiques, il devient directeur de la *Dépêche du Midi* en 1975. Maire de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) depuis 1977, il est élu député en 1978 et réélu en 1981. Président du Mouvement des radicaux de gauche (1983-1984), il doit céder son siège à l'Assemblée nationale à M. Pierre Larroque, à la suite de sa nomination au secrétariat d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, en juillet 1984.

Il devient en 1985 président du conseil général, où il représente le canton de Valence-d'Agen. S'il conduit la liste PS-MRG aux élections législatives de 1986, il ne retrouve pas son siège au Palais Bourbon. En revanche, il entre au Palais de Luxembourg lors des élections sénatoriales de septembre 1986.

Vendée

JEAN-LUC PRÉEL
URC-UDF (1^e circ.)

Né le 30 octobre 1940 à Caen, M. Préel est docteur en médecine. Il est actuellement chef du service de gastro-entérologie au centre hospitalier départemental de La Roche-sur-Yon. Il est conseiller général depuis 1985 et conseiller municipal de La Roche-sur-Yon depuis 1983.

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F

Renseignements :

RENFE

1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. 47-23-52-01

UN LIVRE D'ACTUALITÉ

DROIT DES ELECTIONS

par Claude FRANCK

Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux

1988, 288 pages, 280 F

(tarif public TTC à 21,05 €)

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES

QUAND ROME ÉTAIT LA CAPITALE DU MONDE

L'Inventaire du Monde

CLAUDE NICOLET
L'Inventaire du Monde

GÉOGRAPHIE ET POLITIQUE AUX ORIGINES DE L'EMPIRE ROMAIN

Le livre de Claude Nicolet, qui ne cède sur rien de ce qu'exige l'érudition, dit fort bien, et fort clairement, ce grand rêve vécu. Toujours vécu, peut-être : urbi et orbi...

André Miquel
Le Nouvel Observateur

FAYARD

Le chef-d'œuvre diabolique du plus célèbre historien français

La Sorcière

par

J. MICHELET

texte intégral avec les 15 étranges et troublants hors-texte de MARTIN VAN MAELE et 54 bandeaux et culs de lampe d'Eugène Dédé

UN LIVRE MAUDIT

Assuté par les premiers éditeurs, interdit malgré cela par la censure, publié fragmentairement sous le manteau à Bruxelles, ce livre peu connu est un des textes les plus fascinants du XIX^e siècle.

Pour tout dire, il s'agit d'une apologie de la sorcellerie et d'une réhabilitation de Satan considéré comme la résurgence du dieu Pan. Pan, figure ambiguë de la mythologie grecque avait la

tête cornue et des pieds fourchus de bouc.

Écrit tardivement, ce livre d'un érudit rationaliste est surprenant par la caution qu'il apporte à l'irrationnel. Comme si, après une vie consacrée à établir la vérité historique, Michelet, privé du réconfort de la religion, avait éprouvé dans les profondeurs de l'âme une aspiration irrésistible pour l'insolite et l'explicable.

Les femmes et la sorcellerie

"La Sorcière", qui contient nombre des plus belles pages jamais écrites par son auteur, reste essentiellement un livre d'historien. Michelet se réfère et commente les grandes affaires de sorcellerie qui ont défrayé la chronique, des sorcières basques (1608) à l'affaire La Cadrière (1730) sans oublier les Possédées de Loudun et celles de Louviers.

Cependant, dans le cours du volume apparaît une sorcière mythique qui a les attributs d'une femme à la fois jeune, belle et quelque peu perverse. Cette héroïne donne au livre une sensualité inattendue, magistralement exprimée dans les superbes planches hors-texte de Martin Van Maele. C'est que, pour Michelet, la sorcellerie est l'affaire quasi exclusive de la femme. "Pour un sorcier, dix mille sorcières", disait déjà Louis XIII.

"Un livre d'art comme on n'en fait plus !"

Notre édition est conforme à l'édition intégrale imprimée en

Un "livre-joyau"

Ce livre précieux met en œuvre plus de 110 cm² de feuille d'or à 22 carats et 750 cm² de véritable cuir de mouton d'un seul tenant.

Cet ouvrage est précieux aussi par la qualité des fers du décor, gravés à la main par Maurice Charrier. Cet artiste vient de donner à Jean de Bonnot, avec "La Sorcière", son ultime chef-d'œuvre.



1911 par Chevreton à 300 exemplaires seulement sur Arches. C'est dire son extrême rareté.

Nous avons particulièrement soigné la reliure en plein cuir de mouton. Sur fond de paysage en à froid, le décor à l'or représente, sur un des plats, une jeune sorcière nue adorant Hécate (la lune) argentée, déesse de la magie infernale, et un couple de hiboux perchés surmonte le titre du dos également doré, comme la tranche supérieure, à l'or titrant 22 carats.

Papier chiffon à la forme, signet et trancheilles tressés, dos renforcé et galbé, gardes assorties.

tout contribue à l'élégance de ce livre d'art hors du commun.

Garantie à vie

Les livres d'art Jean de Bonnot mettent en œuvre dans la bonne tradition des matériaux nobles. Inutile de les protéger par une housse, le temps les améliore. Ils prennent avec les ans une patine inimitable. Leur valeur s'accroît d'autant. C'est pourquoi je suis, à ma connaissance, le seul éditeur au monde à proposer de racheter mes livres aux souscripteurs n'importe quand, au prix d'achat.

Jean de Bonnot

BON

OFFRE EXCEPTIONNELLE

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08
Tél. 48.87.47.06

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "La Sorcière" de Jules Michelet en un fort volume in-octavo, relié plein cuir et doré à l'or fin 22 carats.

Si je vous le retourne dans les dix jours, je ne vous devrai rien.

Si je décide de le garder, j'en réglerai le montant, soit 183 F (+15,40 F de frais de port).

Nom Prénom

Adresse complète

Code postal Commune

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Politique

Les ballottages

La gauche est majoritaire dans 215 circonscriptions, la droite dans 31

L'extrême droite arbitre dans 209 circonscriptions

Dans 215 des 455 circonscriptions restant en ballottage (y compris les deux de l'Oise — première et deuxième — où la proclamation d'office de l'élection des deux candidats de l'URC est contestée), le total des suffrages obtenus par les candidats divers gauche, écologistes, communistes, de la majorité présidentielle et de l'extrême gauche est supérieur à 50 %.

Dans 31 autres, ce sont les candidats divers droite et de l'URC qui sont majoritaires.

Dans les 209 circonscriptions où ni la droite ni la gauche n'ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, les résultats du 12 juin dépendront des électeurs de l'extrême droite.

Les candidats du Parti communiste arrivent en tête de la gauche dans 29 circonscriptions où, globalement, la gauche était majoritaire le 5 juin. Les circonscriptions sont les suivantes : Aisne (2^e et 3^e), Bouches-du-Rhône (4^e, 9^e et 13^e), Cher (2^e), Gard (4^e), Loire (4^e), Marne (4^e), Nord (16^e, 19^e, 20^e et 21^e), Seine-Maritime (8^e), Hauts-de-Seine (1^{re}), Seine-Saint-Denis (2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 7^e et 11^e),

Val-de-Marne (10^e et 11^e), Val-d'Oise (5^e), Guadeloupe (2^e), Réunion (3^e, 4^e et 5^e).

Sur les circonscriptions où ni gauche ni droite ne sont majoritaires, l'extrême droite n'a fait mieux que la droite que dans 4 circonscriptions des Bouches-du-Rhône (3^e, 9^e, 10^e et 12^e).

Dans les 209 circonscriptions où l'extrême droite est en position d'« arbitre », que ses candidats se maintiennent ou non ou qu'ils soient éliminés, la gauche fait mieux que la droite dans 129 circonscriptions. En revanche, les candidats de l'URC et les divers droite ont pris le dessus sur les représentants de la gauche dans 80 circonscriptions.

Les résultats de l'élection présidentielle comme les enquêtes d'opinion montrent que les voix du Front national se répartissent inégalement au second tour entre le report pur et simple à droite, l'abstention et le vote socialiste. Cette dispersion est d'autant plus grande que le niveau du Front national est élevé. Au mieux, le

report vers la gauche peut atteindre 20 %. Dans ces conditions, la gauche peut espérer conquérir mécaniquement 35 circonscriptions en plus de celles où elle est majoritaire à elle seule.

Dans ces 35 circonscriptions, il y a en effet conjonction d'une gauche qui approche les 50 % et d'un Front national élevé. Elles se situent dans l'Ain (4^e), les Hautes-Alpes (1^{re}), l'Arèche (3^e), les Ardennes (3^e), les Bouches-du-Rhône (10^e), le Calvados (1^{re}), la Drôme (1^{re}, 2^e et 4^e), la Haute-Garonne (4^e), l'Hérault (1^{re} et 6^e), l'Indre-et-Loire (4^e), le Loiret (2^e), le Lot-et-Garonne (1^{re} et 3^e), la Meurthe-et-Moselle (2^e), la Moselle (6^e), le Nord (6^e et 7^e), l'Oise (6^e), les Pyrénées-Orientales (3^e), le Rhône (11^e et 13^e), Paris (19^e), la Seine-Maritime (2^e et 10^e), la Seine-et-Marne (7^e), la Vaucluse (1^{re}), la Vienne (3^e), les Vosges (4^e), l'Essonne (7^e), les Hauts-de-Seine (12^e), la Seine-Saint-Denis (10^e) et le Val-d'Oise (3^e).

A. Ch.

DÉPARTEMENTS	N° de cir.	Total ex. p. + div. p. + div. d.	Total: URC + div. d.	Total: FN + div. d.
Ain	1	46,20	46,65	7,13
	2	44,09	42,63	13,26
	3	48,97	39,73	11,28
Aisne	1	52,26	40,28	7,45
	2	59,04	31,47	9,47
	3	64,15	26,53	9,31
	4	65,30	24,35	10,34
	5	46,13	45,07	8,79
Allier	1	54,42	40,41	5,16
	2	65,26	29,87	4,86
	3	59,78	34,04	6,16
	4	45,92	46,93	7,13
Alp. de Hte-Pr.	1	53,18	35,42	11,38
	2	51,10	36,28	12,68
Hautes-Alpes	1	49,22	44	6,76
	2	44,45	49,02	6,52
Alpes-Maritimes	1	40,89	40,98	18,12
	2	34,75	44,08	20,39
	3	40,40	34,90	24,69
	4	33,88	53,19	12,92
	5	46,51	35,73	16,61
	6	35,86	41,85	22,27
	7	31,32	46,47	22,19
	8	29,40	48,40	20,99
	9	34,45	45,83	16,94
Ardèche	1	54,96	36,16	8,86
	2	42,71	40,54	6,73
	3	48,59	42,48	8,91
Ardennes	1	51,01	39,70	9,27
	2	62,51	24,05	11,42
	3	49,84	41,96	8,18
Arège	1	60,90	33,80	8,28
Aube	1	39,45	50,20	10,33
	2	43,94	47,61	8,44
	3	51,82	38,32	9,84
	4	62,47	29,58	7,94
Aude	1	64,75	23,20	12,04
	2	42,17	31,54	26,27
	3	25,39	44,25	20,34
	4	41,78	28,20	29,37
	5	59,66	12,40	27,93
	6	43,15	29,82	27,01
	7	46,55	31,15	22,28
	8	52,70	12,88	34,40
	9	51,77	15,38	32,83
	10	48,49	25,72	25,77
	11	49,61	24,37	26,01
	12	46,66	31,48	21,84
	13	48,08	24,79	27,12
	14	64,15	18,90	16,93
	15	39,87	38,12	21
	16	46,78	32,45	20,76
	17	55,63	25,44	18,91
Calvados	1	49,84	43,60	6,55
	2	48,32	42,12	7,16
	3	44,07	50,86	5,06
	4	44,90	49,09	6
Canal	1	53,96	42,98	3,04
Charente	1	49,46	45,98	4,54
	2	47,77	47,21	5
	3	62,42	31,97	5,60
Charente-Mar.	1	56,57	34,81	8,60
	2	48,31	45,02	6,65
	3	51,86	42,09	6,04
	4	43,31	46,44	10,23
Cher	1	45,28	45,79	8,92
	2	64,78	27,72	7,49
	3	54,34	38,51	7,13
	4	57,43	39,87	2,69
Corrèze	1	48,66	45,72	5,60
Corse-du-Sud	1	37,16	48,78	5,56
Haute-Corse	1	46,98	38,40	7,13
	2	46,60	42,09	5,64
Côte-d'Or	1	40,61	49,87	9,50
	2	44,51	47,56	7,92
	3	51,92	40,47	7,59
	4	58,36	36,83	4,79
	5	64,52	27,87	4,20
	6	57,74	36,78	9,89
Côte-d'Or	1	52,30	38,44	9,25
	2	43,33	40,88	15,77
	3	53,13	37,05	9,80
	4	43,70	48,40	7,89
	5	51,79	42,42	5,77
Finistère	1	51,68	42,51	5,80
	2	46,50	47,68	5,81
	3	54,26	42,01	3,71
	4	50,11	44,48	5,40
	5	47,81	48,04	4,13
	6	51,78	42,11	12,42
	7	52,52	27,19	20,27
	8	60,75	33,70	14,51
	9	60,04	28,14	13,13
	10			11,81
Gard	1	54,21	37,21	8,57
	2	54,07	38,06	7,95
	3	48,71	41,54	9,11
	4	56,31	29,50	11,13
	5	54,34	40,78	4,87
	6	43,06	46,68	8,91
	7	61,32	28,68	8,52
	8	57,41	37,41	8,38
	9	55,83	36,97	7,18
	10	45,86	45,99	8,14
	11	58,41	32,99	8,58
	12	51,75	42,25	5,98
	13	45,13	35,22	19,64
	14	48,73	33,37	16,79
	15	47,69	37,21	15,08
	16	57,92	28,45	13,61
	17	60,34	28,74	10,90
	18	49,72	36,47	13,79
	19	53,43	32,18	14,37
	20	57,81	36,92	8,25
	21	46,67	48,52	4,79
	22	42,10	51,68	6,20
	23	51,35	41,33	7,30
	24	58,22	34,83	6,64
	25	57,59	35,36	7,84
	26	47,96	43,80	8,23
	27	54,78	37,63	7,88
	28	49,33	42,72	7,93
	29	48,58	44,51	6,90
	30	62,32	25,66	12,80
	31	48,65	31,01	9,80
	32	55,86	35,04	9,08
	33	51,44	39,79	8,75
	34	46,19	42,27	11,52
	35	43,95	45,78	10,25
	36	64,57	32,90	12,52
	37	48,95	40,51	10,52
	38	53,41	38,39	8,19
	39	45,53	45,01	9,44
	40	50,64	41,56	7,78
	41	54,75	39,47	5,76
	42	59,42	33,72	6,85
	43	54,14	37,69	8,15
	44	50,84	42,19	6,95
	45	46,78	45,23	7,98
	46	48,90	36,58	14,50
	47	45,12	41,43	13,44
	48	51,90	31,46	12,79
	49	54,23	31,97	13,79
	50	54,10	38,01	7,88
	51	38,98	49,47	11,53
	52	46,86	46,56	6,57
	53	45,89	46,36	7,83
	54	48,85	48,21	5,92
	55	44,41	49,43	6,14
	56	68,24	26,61	5,13
	57	50,73	41,34	7,92
	58	48,79	41,74	9,46
	59	47,64	40,14	10,14
	60	42,36	48,56	9,06
	61	41,88	49,50	8,61
	62	63,06	31,33	5,60
	63	49,40	42,55	8,04
	64	59,28	31,46	9,25
	65	39,45	38,79	10,39
	66	40,95	54,90	4,13
	67	43,57	49,04	7,37
	68	45,68	48,01	6,30
	69	45,19	50,99	3,80
	70	46,49	46,69	11,59
	71	39,32	53,80	6,87
	72	56,75	36,09	7,15
	73	43,35	49,20	7,43
	74	52,27	38,19	9,53
	75	48,81	41,99	9,17
	76	47,08	45,74	9,17
	77	46,92	42,54	10,53
	78	46,29	39,42	14,28
	79	45,45	48,06	6,47
	80	52,27	35,89	11,83
	81	47,02	49,01	3,95
	82	40,18	56,39	3,41
Meurthe-et-Moselle	1	49,08	41,85	9,47
	2	47,29	43,23	10,97
	3	46,39	42,63	8,37
	4	47,24	44,37	9,12
	5	58,78	32,09	9,12
	6	66,05	23,81	9,11
	7	44,67	49,04	6,28
	8	51,54	37,77	7,61
	9	59,46	32,68	7,85
	10	54,08	39,90	6
	11	51,39	36,64	11,96
	12	38,17	50,29	11,52
	13	35,80	53,16	11,03
	14	47,51	74,30	8,18
	15	26,78	61,73	11,48
	16	49,49	33,04	17,46
	17	37,02	48,62	14,35
	18	40,68	49,11	10,20
	19	47,44	42,90	9,42
	20	63,54	22,97	13,47
	21	62,17	27,54	10,28
	22	54,92	33,87	11,30
	23	60,49	27,54	11,96
	24	44,06	42,51	13,41
	25	41,78	47,85	10,36
	26	59,22	28,72	12,05
	27	49,65	42,83	7,51
	28	48,27	31,80	19,91
	29	40,13	38,93	20,92
	30	47,51	34,06	18,42
	31	55,26	31,11	10,21
Haute-Garonne	1	54,21	37,21	8,57
	2	54,07	38,06	7,95
	3	48,71	41,54	9,11
	4	56,31	29,50	11,13
	5	54,34	40,78	4,87
	6	43,06	46,68	8,91
	7	61,32	28,68	8,52
	8	57,41	37,41	8,38
	9	55,83	36,97	7,18
	10	45,86	45,99	8,14
	11	58,41	32,99	8,58
	12	51,75	42,25	5,98
	13	45,13	35,22	19,64
	14	48,73	33,37	16,79
	15	47,69	37,21	15,08
	16	57,92	28,45	13,61
	17	60,34	28,74	10,90
	18	49,72	36,47	13,79
	19	53,43	32,18	14,37
	20	57,81	36,92	8,25
	21	46,67	48,52	4,79
	22	42,10	51,68	6,20
	23	51,35	41,33	7,30
	24	58,22	34,83	6,64
	25	57,59	35,36	7,84
	26	47,96	43,80	8,23
	27	54,78	37,63	7,88
	28	49,33	42,72	7,93
	29	48,58	44,51	6,90
	30	62,32	25,66	12,80
	31	48,65	31,01	9,80
	32	55,86	35,04	9,08
	33	51,44	39,79	8,75
	34	46,19	42,27	11,52
	35	43,95	45,78	10,25
	36	64,57	32,90	12,52
	37	48,95	40,51	10,52
	38	53,41	38,39	8,19
	39	45,53	45,01	9,44
	40	50,64	41,56	7,78
	41	54,75	39,47	5,76
	42	59,42	33,72	6,85
	43	54,14	37,69	8,15
	44	50,84	42,19	6,95
	45	46,78	45,23	7,98
	46	48,90	36,58	14,50
	47	45,12	41,43	13,44
	48	51,90	31,46	12,79
	49	54,23	31,97	13,79
	50	54,10	38,01	7,88
	51	38,98	49,47	11,53
	52	46,86	46,56	6,57
	53	45,89	46,36	7,83
	54	48,85	48,21	5,92
	55	44,41	49,43	6,14
	56	68,24,		

Alfa 164.

L'événement des Grands Prix Européens 88.

En 1988, ALFA ROMEO crée l'événement sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa dernière et plus prestigieuse création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance: "La Course des Célébrités".

Une première originale qui honore, cet été, chaque Grand Prix Européen de F1.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
9 JUILLET	LE CASTELLAY (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKENHEIM (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
26 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)

La Course des Célébrités Alfa 164.

Sur la ligne de départ, 18 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

Au volant, 18 personnalités originales de chaque pays où se déroulera le Grand Prix.

7 courses, 7 pays, 112 pilotes V.I.P. issus d'univers aussi différents que la finance, l'industrie, la mode, le cinéma ou le monde du sport pour célébrer la naissance de la 164.

230km/h sur circuit pour glorifier sa puissance.

La Course des Célébrités Alfa 164: jamais course n'a été aussi spectaculaire, prestigieuse et passionnante.

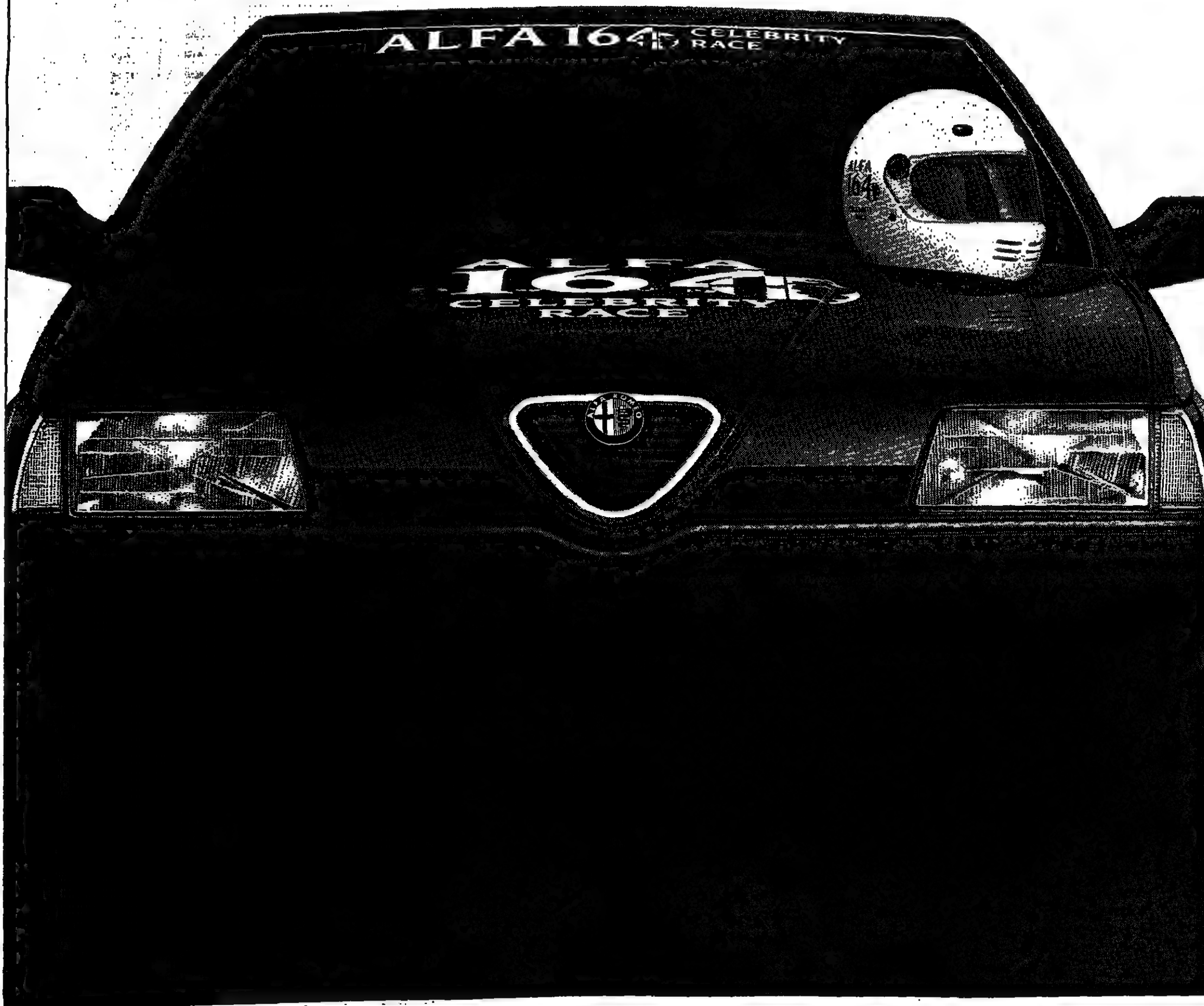
Alfa 164: du circuit à la route.

Quand une Alfa Romeo brille de toutes ses performances sur circuit, elle brille tout aussi spectaculairement sur route: c'est ce légendaire esprit pur-sang Alfa Romeo.

Si vous ne pouvez être présent à l'un des Grands Prix de la saison, mais voulez être au vif de l'actualité de "La Course des Célébrités" ou mieux être informé en avant-première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant par téléphone votre concessionnaire Alfa Romeo ou allez le voir directement.

* Consommation V230 (3.0 V6): 7,5 l à 90 km/h - 9,1 l à 120 km/h - 12,5 l en cycle urbain.

Informez-vous chez votre concessionnaire



Politique

L'évolution des rapports de forces

La gauche retrouve ses bastions

Si le PS gagne un peu moins de quatre points dans l'élection par rapport au résultat de M. Mitterrand au premier tour de l'élection, tout comme le PCF gagne un peu plus de quatre points par rapport au score de M. Lajoinie, la progression du PS est moins générale que celle du PCF : le PS recule, par rapport au résultat de M. Mitterrand, dans 146 circonscriptions, tandis que le PCF ne perd du terrain que dans... 12 circonscriptions.

Dans 12 des 146 circonscriptions où il fait moins bien que M. Mitterrand, le PS avait investi des candidats — locaux ou parachutés — non membres du PS, au titre de l'ouverture. Ironie du sort, c'est le premier centriste à avoir accepté l'investiture du PS, M. Joutet (5^e circonscription du Calvados), qui coûte son plus grand recul au PS : 13,90 % de perte par rapport au résultat du 24 avril !

Dans 13 autres circonscriptions où le PS recule par rapport à M. Mitterrand, cette baisse socialiste s'accompagne d'une poussée, parfois très forte, du PCF. Dans certaines de ces circonscriptions, la tendance des dernières années est ainsi inversée : c'est

la hausse du PCF qui compense, pour la gauche, la baisse du PS.

C'est la 8^e circonscription du Finistère, dont le candidat était M. Louis Le Pen, ministre de la mer, qui détient le ruban bleu de la progression socialiste (plus 20,14 %).

Au total, sur les 96 départements métropolitains, l'ensemble des candidats de gauche, d'extrême gauche et écologistes progressent, par rapport au total équivalent du 24 avril, dans 58 départements et reculent dans 38. Ce recul s'effectue dans des départements de droite qui retrouvent leur tendance ancienne. Sauf exception (Loire-Atlantique, Oise, Saône-et-Loire, Sarthe, Somme, Vienne), la gauche maintient ou renforce ses positions dans les départements où elle était déjà majoritaire.

A noter que les Bouches-du-Rhône se rapprochent de la majorité absolue (48,32 %). Au total, la gauche est majoritaire dans 51 départements métropolitains. Elle devient majoritaire dans 11 départements (Alpes-de-Haute-Provence, Drôme, Eure, Finistère, Gard, Hérault, Jura, Loir-et-Cher, Pyrénées-Orientales, Essonne, Val-d'Oise) et perd la majorité dans 5 départements (Calvados, Corrèze, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Haute-Saône).

J.-L. A.

La droite remonte la pente

La droite classique avait bien mal choisi ses candidats... lors de l'élection présidentielle ! La comparaison des scores additionnels du RPR, de l'UDF et des divers droite de 16 mars 1986 à ceux de MM. Chirac et Barre le 24 avril 1988, ainsi qu'à ceux de l'URC et des divers droite du 5 juin 1988 montrent, en effet, dans tous les départements, sans aucune exception, un effondrement de la droite parlementaire au premier tour de la présidentielle, effondrement qui ne s'est pas confirmé aux législatives.

Dans aucun des départements de métropole, MM. Chirac et Barre n'avaient réussi, à eux deux, à franchir la barre des 50 %. Leurs amis de l'URC et des divers droite y parviennent dans quarante-quatre d'entre eux. Le renversement est parfois spectaculaire, et pas simplement dans le pourtour méditerranéen où il peut s'expliquer par le résultat de Jean-Marie Le Pen. Ainsi, dans la Charente-Maritime, qui atteignait 58,06 % le 16 mars 1986, avait chuté d'exactement 20 points deux ans après, pour remonter à 52,93 % le 5 juin 1988 ; le balancier est encore plus brutal dans la Haute-Loire : 68,21 % en 1986, une perte de 25,79 points au premier tour de la présidentielle, pour revenir à 62,36 % aux législatives. L'évolution est du même ordre en Alsace, où M. Le Pen avait fait une percée le 24 avril 1988, mais

aussi en Vendée et dans l'Yonne, départements traditionnellement ancrés à droite.

Le balancier, toutefois, n'a pas joué complètement. Dans trente départements où le RPR, l'UDF et les divers droite étaient majoritaires en 1986, ils ne retrouvent pas cette situation le 5 juin 1988 : Ardennes, Charente-Maritime, Dordogne, Drôme, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gers, Girond, Hérault, Indre, Isère, Jura, Loir-et-Cher, Loire-Atlantique, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Oise, Orne, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Sarthe, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Vienne, Vosges, Essonne et Val-d'Oise. Ce sont habituellement des secteurs où la gauche est solidement implantée et que la droite avait cru conquérir il y a deux ans. Elle doit aujourd'hui déchanter, car sa chute est parfois brutale : moins 10,26 points dans la Haute-Garonne d'une législative à l'autre, moins 10 points dans l'Indre, moins 9 points dans le Pas-de-Calais, moins 8 points dans la Marne.

Ainsi, dans aucun des départements métropolitains, la droite classique ne retrouve son score d'il y a deux ans. Elle ne réussit à s'en rapprocher de très près que dans la Lozère, en Maine-et-Loire, dans la Manche, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, ainsi qu'à Paris.

Le Front national revient à 1986

Le négatif des résultats de l'élection présidentielle du 24 avril 1988, la copie presque conforme des élections législatives de mars 1986 : c'est l'aspect qui présente la carte électorale du FN au premier tour des élections législatives. Après le bon score du candidat Le Pen à l'élection présidentielle (14,4 %), le FN était, dimanche, en recul dans toutes les circonscriptions sauf quatre : la 8^e des Bouches-du-Rhône, où se présentait M. Le Pen (+ 3,65), la 1^{re} de la Manche (+ 2,01), la 7^e des Bouches-du-Rhône, dans laquelle était candidat M. Pascal Arrighi (+ 1,83), la 6^e de la Marne (+ 0,63).

On mesure le renversement de tendance d'une élection à l'autre, quand on sait que le FN n'avait, le 24 avril, enregistré qu'un seul recul minime (- 0,43) à Paris dans la 3^e circonscription. Partout ailleurs, le score de M. Le Pen, projeté sur les circonscriptions redécoupées par M. Charles Pasqua, traduisait une progression du FN parfois spectaculaire, comme dans l'Est (gains supérieurs à 10 points).

Le scrutin de dimanche marque le retour de l'extrême droite à la case départ de mars 1986. En affinant l'analyse, on constate que ce sont les anciens bastions du FN

qui ont le mieux résisté au laminage du scrutin législatif et à la quasi-omniprésence des candidatures uniques de l'URC : les Bouches-du-Rhône, le Var, les Pyrénées-Orientales, les Alpes-Maritimes.

Dans les départements qui avaient été saisis, le 24 avril, d'un accès de fièvre lepéniste, le FN est en recul très sensible. L'Alsace, qui, à la surprise générale, avait semblé se « convertir » au lepénisme, a fait dans l'ensemble machine arrière. Dans plusieurs circonscriptions du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, le FN recule de 8 à 10 points. La Lorraine a emboîté le pas. On relève deux fortes baisses en Moselle : - 14,34 dans la 4^e circonscription, et - 10,55 dans la 5^e. Dans l'ensemble du département, le FN perd 8,06 %. Le recul du FN en Corse-du-Sud est explicable, quant à lui, par l'absence de candidat FN dans la 2^e circonscription de M. Jean-Paul de Rocca redécoupée par M. Charles Pasqua, secrétaire général du FN, avait, en effet, décidé de ne pas faire de concurrence à ce député URC-RPR. C'est également le cas dans le Pas-de-Calais pour MM. Yvan Blot (RPR, 7^e) et Léonce Deprez (UDF-PSD, 4^e).

P. S.

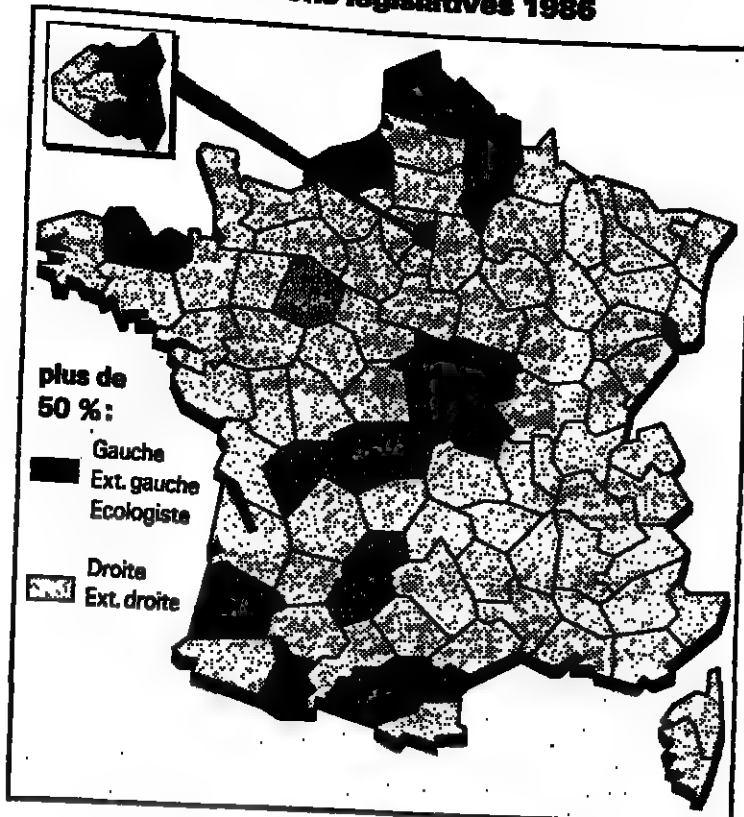
	16 mars 1986 Gauche+ext. g. +total	24 avril 1988 MM. Mitterrand+Lajoinie +Joutet+Wacziarg +Lajoinie+Roussel	5 juin 1988 Gauche+ext. g. +total
Alsace	38,93	43,57	44,38
Alsace	31,69	36,10	37,59
Alsace	53,89	55,40	56,74
Alsace	45,47	49,24	52,11
Alsace	45,47	45,84	47,23
Alsace	35,10	38,36	36,39
Ardèche	44,06	48,07	48,50
Ardennes	49,38	53,37	54,20
Arde	52,58	61,11	64,14
Aube	40,24	47,31	45,46
Aube	57,26	58,36	58,45
Aveyron	41,34	46,56	47,32
Bouches-du-Rhône	42,96	44,93	45,32
Calvados	43,57	30,25	48,11
Canal	49,30	43,57	45,30
Charente	51,27	56,25	56,44
Charente-Maritime	45,28	58,57	51,72
Cher	50,56	53,13	54,56
Corrèze	45,90	50,44	49,09
Corse-du-Sud	37,62	39,26	37,45
Haute-Corse	42,93	45,55	46,75
Côte-d'Or	41,93	48,81	47,06
Côte-d'Or	51,77	55,02	56,71
Corse	50,61	54,04	57,40
Dordogne	40,38	54,32	57,40
Drôme	43,46	48,43	45,98
Drôme	47,48	47,85	51,53
Eure	44,77	47,68	50,49
Eure-et-Loire	47,68	49,39	47,45
Finistère	45,91	49,39	51,30
Gard	46,69	49,48	54,11
Haute-Garonne	46,93	55,32	56,73
Gers	49,50	54,26	58,53
Gironde	42,29	52,78	57,45
Hérault	47,45	49,11	52,76
Ille-et-Vilaine	42,53	50,81	44,78
Indre	46,86	54,13	56,18
Indre-et-Loire	46,26	50,79	50,76
Jura	46,32	50,37	50,76
Jura	46,38	49,27	50,21
Landes	55,47	55,07	59,75
Loir-et-Cher	45,49	49,43	50,73
Loire	46,19	47,68	47,66
Haute-Loire	31,79	43,49	47,66
Loire-Atlantique	45,51	50,31	50,20
Loire	45,28	45,77	45,99
Loire	61,89	55,72	61,95
Loire-Garonne	47,49	50,82	51,95
Lozère	34,28	39,94	35,08
Maine-et-Loire	37,54	44,13	39,27
Manche	36,39	45,07	38,87
Marne	39,97	48,26	47,45
Haute-Marne	41,48	49,16	48,52
Mayenne	35,94	44,25	39,28
Meurthe-et-Moselle	46,46	51,54	51,07
Morbihan	43,86	49,51	47,42
Morbihan	40,43	47,42	47,42
Moselle	38,25	47,16	40,17
Nièvre	57,05	60,88	64,07
Nord	51,07	54,22	55,35
Oise	45,77	51,47	52,78
Orne	38,96	45,48	41,67
Pas-de-Calais	55,22	60,13	64,65
Puy-de-Dôme	46,14	51,35	52,89
Pyrénées-Atlantiques	44,81	46,74	45,89
Hautes-Pyrénées	55,54	56,54	59,54
Pyrénées-Orientales	44,95	48,27	52,52
Bas-Rhin	33,36	41,86	35,09
Haute-Rhin	35,88	43,14	35,84
Rhône	41,08	42,52	42,52
Haute-Saône	44,12	50,53	49,49
Saône-et-Loire	46,98	51,14	50,72
Sarthe	45,67	53,18	51,95
Savoie	41,50	46,79	46,37
Haute-Savoie	38,19	39,18	37,63
Seine-Maritime	53,42	55,93	57,21
Deux-Sèvres	43,54	50,16	51,52
Somme	47,68	54,45	52,38
Tarn	46,89	51,33	53,50
Tarn-et-Garonne	52,28	58,69	56,81
Var	36,53	38,83	40,18
Vaucluse	44,28	44,96	48,24
Vendée	34,85	42,77	39,35
Vienne	48,81	52,53	52,39
Haute-Vienne	57,80	59,04	64,52
Vosges	45,77	48,56	48,94
Yonne	41,29	47,07	44,70
Territoire de Belfort	52,00	52,03	56,17
Paris	39,36	41,44	39,25
Seine-et-Marne	43,42	47,27	47,67
Yvelines	40,79	41,97	41,34
Essonne	47,33	49,83	51,81
Haute-Seine	52,53	43,59	43,50
Seine-Saint-Denis	52,58	54,48	57,93
Val-de-Marne	50,33	50,95	54,49
Val-d'Oise	47,98	48,38	50,82
Guadeloupe	52,91	62,44	62,78
Martinique	54,19	62,61	60,29
Guyane	48,35	56,56	57,88
Réunion	44,14	56,26	57,77
Saint-Pierre-et-Miquelon	0,00	45,05	0,00
Mayotte	1,75	6,95	0,97
Nouvelle-Calédonie	8,89	6,83	0,00
Des Wallis et Futuna	32,84	7,79	3,94

	16 mars 1986 RPR + UDF + div. d. MM. Chirac + Barre + Chirac	24 avril 1988 MM. Chirac + Barre + Chirac	5 juin 1988 URC + div. d.
Alsace	61,06	40,33	55,41
Alsace	48,38	39,48	42,40
Alsace	46,10	34,48	42,38
Alsace	54,52	34,03	47,88
Alsace	56,75	40,43	52,76
Alsace	64,89	39,26	62,93
Ardèche	50,65	44,26	51,49
Ardennes	59,65	31,55	45,70
Arde	35,70	28,59	33,85
Aube	59,59	52,58	54,53
Aube	42,73	27,97	37,14
Aveyron	50,65	44,26	52,67
Bouches-du-Rhône	57,04	28,66	51,44
Calvados	53,88	38,09	51,25
Canal	59,19	48,96	54,31
Charente	48,72	34,85	43,25
Charente-Maritime	54,71	38,35	42,36
Cher	49,49	35,29	45,43
Corrèze	53,89	44,02	50,90
Corse-du-Sud	54,74	45,92	57,51
Haute-Corse	49,68	42,43	46,69
Côte-d'Or	58,06	38,06	50,46
Côte-d'Or	48,22	36,13	49,59
Corse	49,38	38,16	42,59
Dordogne	50,41	35,86	43,12
Drôme	56,25	37,14	52,87
Drôme	56,54	36,45	52,84
Eure	55,32	36,02	49,39
Eure-et-Loire	57,37	36,91	51,81
Finistère	54,88	40,48	48,69
Gard	52,48	29,92	45,88
Haute-Garonne	53,06	31,73	42,06
Gers	50,41	34,74	41,46
Gironde	51,96	34,94	45,36
Hérault	52,54	34,94	47,23
Ille-et-Vilaine	57,46	41,34	54,44
Indre	53,15	34,52	42,54
Indre-et-Loire	57,63	37,04	51,34
Jura	51,07	33,52	49,23
Jura	53,61	36,19	49,78
Landes	44,53	35,96	48,24
Loir-et-Cher	54,59	37,57	49,25
Loire	54,97	34,43	52,33
Haute-Loire	68,21	42,42	62,36
Loire-Atlantique	54,48	39,65	49,79
Loire	56,71	39,30	54,00
Loire-Garonne	58,50	38,54	58,44
Lozère	52,59	34,96	46,75
Maine-et-Loire	65,79	48,52	64,91
Manche	62,48	46,33	60,72
Marne	63,60	44,14	61,12
Haute-Marne	60,82	37,70	52,64
Mayenne	58,51	35,20	51,47
Meurthe-et-Moselle	64,05	47,53	60,79
Morbihan	56,13	33,60	48,77
Morbihan	56,47	31,06	51,06
Moselle	59,56	39,59	57,10
Nièvre	61,74	32,92	59,76
Nord	42,94	29,47	35,92
Oise	49,32	35,61	44,48
Orne	52,78	31,79	48,28
Orne	60,85	42,71	58,31
Pas-de-Calais	44,79	28,46	35,34
Puy-de-Dôme	53,85	37,08	47,10
Pyrénées-Atlantiques	54,29	42,52	49,65
Hautes-Pyrénées	43,38	33,99	40,43
Pyrénées-Orientales	55,04	31,20	47,47
Bas-Rhin	64,63	36,19	64,90
Haute-Rhin	64,11	35,14	64,05
Rhône	58,70	39,34	57,47
Haute-Saône	55,87	35,61	50,50
Saône-et-Loire	53,02	37,74	49,27
Sarthe	54,23	37,46	48,04
Savoie	58,49	38,99	53,02
Haute-Savoie	61,80	45,33	61,77
Seine-Maritime	46,57	32,83	42,78
Deux-Sèvres	56,65	42,54	48,47
Somme	52,11	31,71	47,61
Tarn	51,10	33,89	46,69
Tarn-et-Garonne	47,71	34,11	43,18
Var	63,46	36,08	59,81
Vaucluse	55,71	33,91	51,06
Vendée	62,94	48,52	60,64
Vienne	51,18	38,15	47,60
Haute-Vienne	42,19	33,11	35,47
Vosges	56,72	34,54	44,60
Yonne	58,70	37,19	55,29
Territoire de Belfort	47,99	31,19	43,82
Paris	60,63	45,16	60,13
Seine-et-Marne	56,57	34,97	52,32
Yvelines	59,38	41,97	50,48
Essonne	52,66	35,17	48,18
Haute-Seine	57,16	41,23	56,49
Seine-Saint-Denis	46,98	25,70	42,06
Val-de-Marne	49,66	33,40	45,47
Val-d'Oise	52,01	32,53	48,94
Guadeloupe	47,12	35,87	37,21
Martinique	45,89	34,71	39,39
Guyane	51,65	39,71	42,11
Réunion	55,85	41,96	42,22
Saint-Pierre-et-Miquelon	40,25	49,11	59,95
Mayotte	98,24	91,75	99,02
Nouvelle-Calédonie	91,10	80,77	100,00
Des Wallis et Futuna	67,15	91,58	96,85

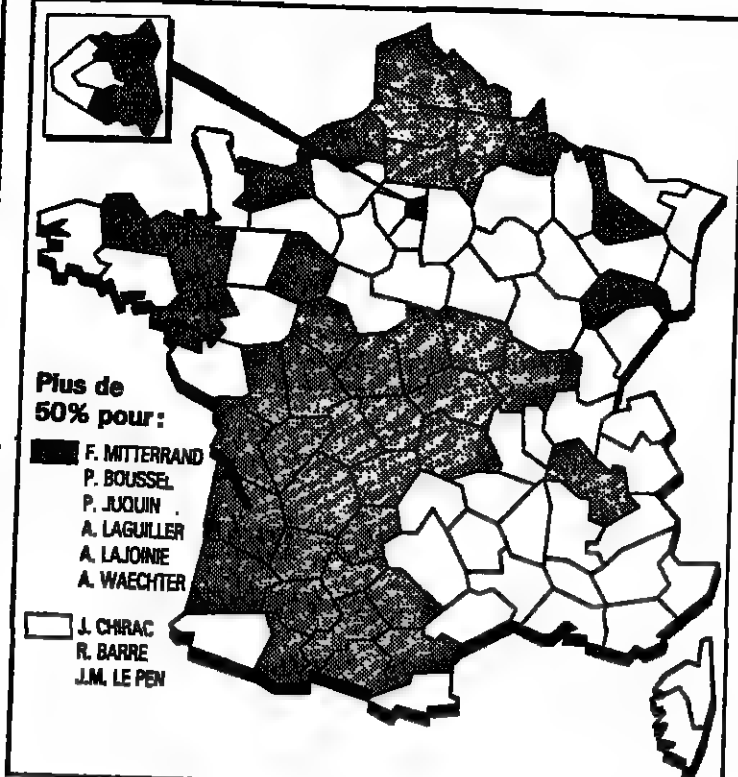
	16 mars 1986 Ext.-droite	24 avril 1988 M. Le Pen	5 juin 1988 Ext.-droite
Alsace	10,13	16,08	

après le scrutin du 5 juin

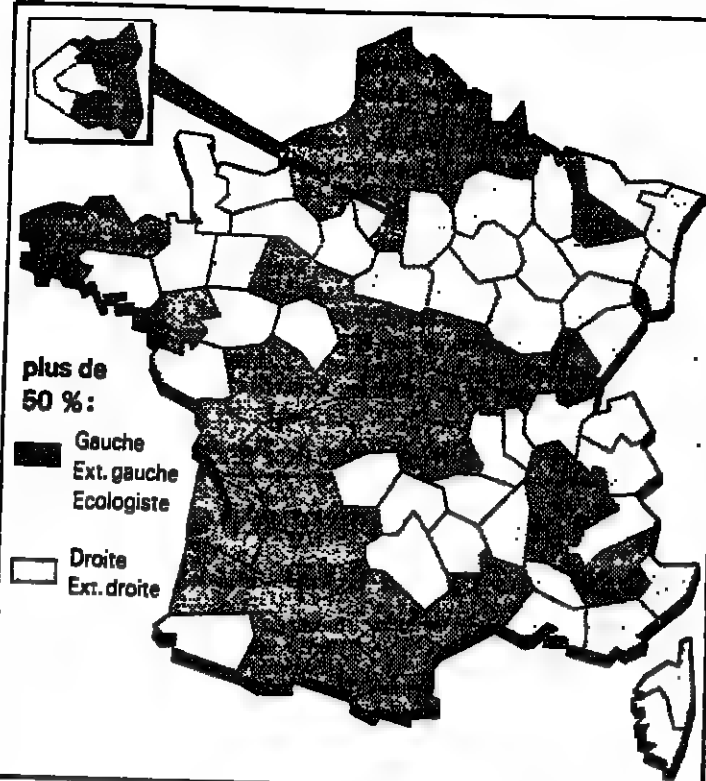
Elections législatives 1988



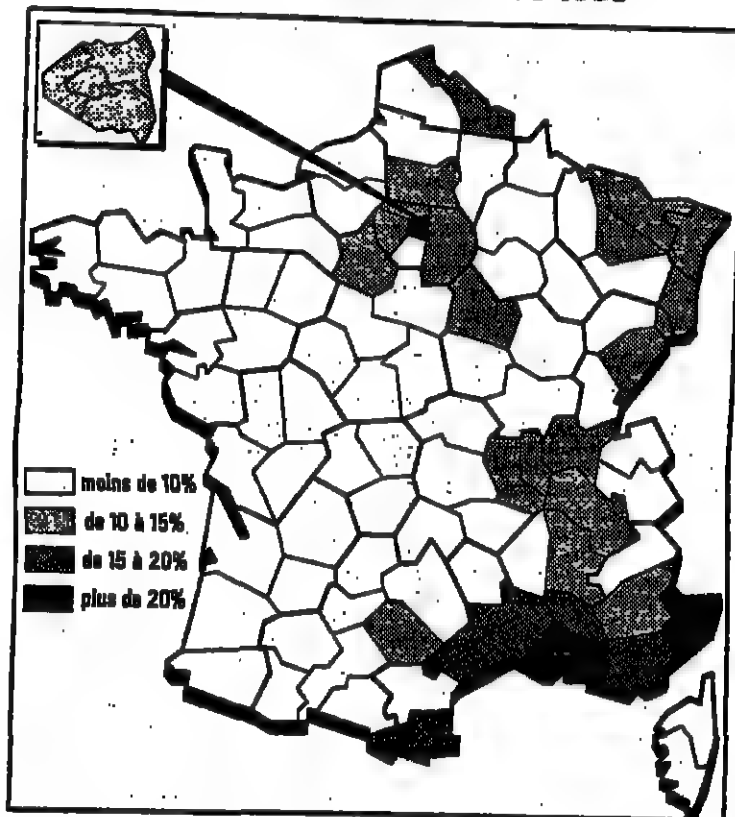
Election présidentielle 1988 (1^{er} tour)



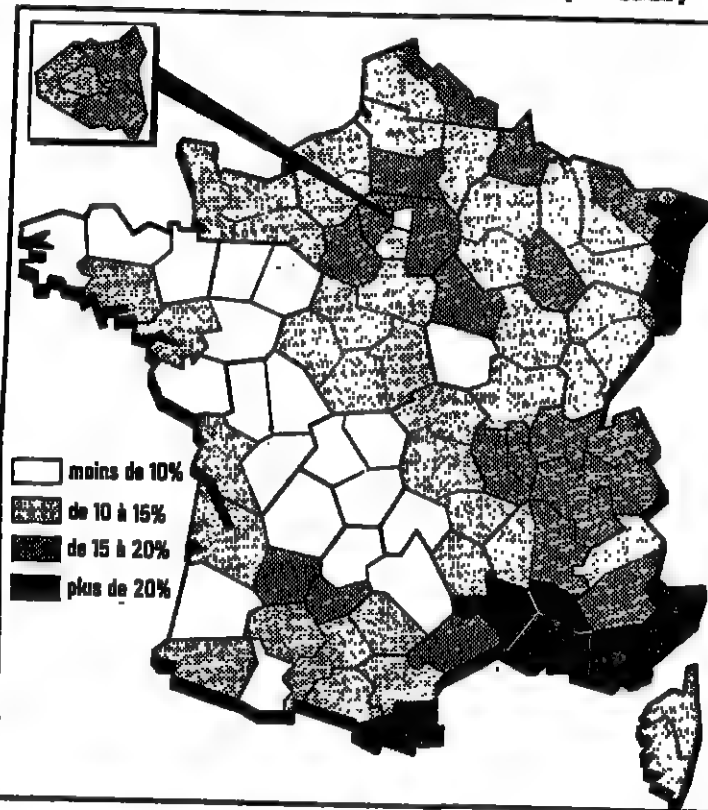
Elections législatives 1988 (1^{er} tour)



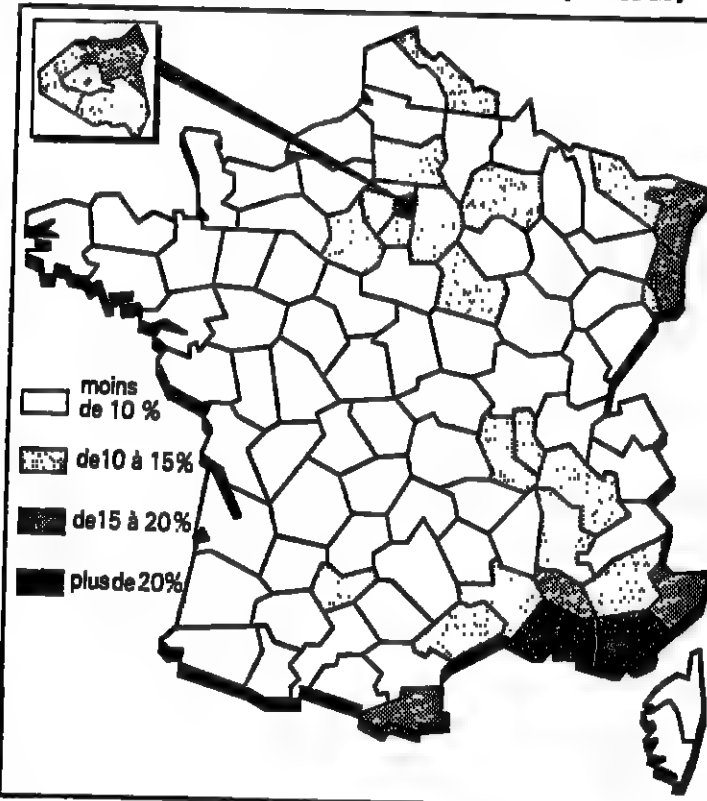
Les voix de l'extrême droite aux élections législatives de 1988



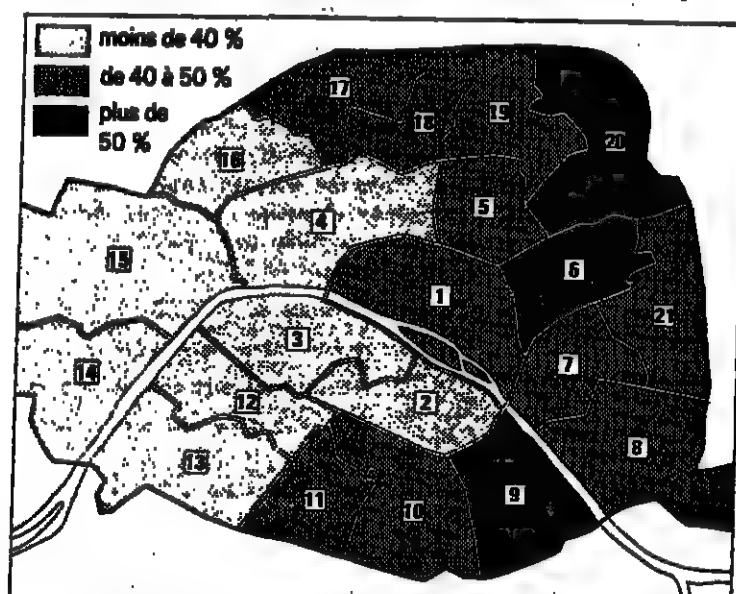
Les voix de M. Le Pen à l'élection présidentielle de 1988 (1^{er} tour)



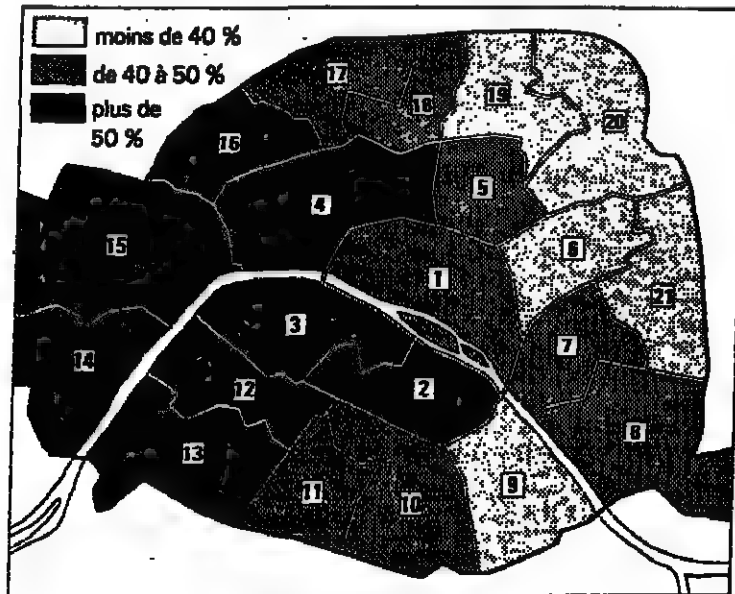
Les voix de l'extrême droite aux élections législatives de 1988 (1^{er} tour)



Les voix de la gauche et des écologistes à Paris aux élections législatives de 1988 (1^{er} tour)...



... et les voix de l'URC et des divers droites



Les résultats officiels du ministère de l'intérieur

	Inscrits :	37 945 582	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suffr. expr.	Répartition en sièges
	Votants :	24 944 792			
	Abstentions :	13 000 790	34,26		
	Suffrages exprimés :	24 432 095			
Extrême gauche		89 065	0,36	0,36	1
Parti communiste		2 765 761	11,32	11,32	37
Parti socialiste		8 493 702	34,76	34,76	27
MRC		272 316	1,11	1,11	2
Autres socialistes		403 698	1,65	1,65	1
Écologistes		86 312	0,35	0,35	1
Écologistes		15 496	0,06	0,06	1
RPR		4 687 047	19,18	19,18	38
UDF		4 519 459	18,49	18,49	38
Divers droite		697 272	2,85	2,85	3
Front national		2 359 528	9,65	9,65	1
Extrême droite		32 446	0,13	0,13	1

(1) Non compris les deux circonscriptions de la Polynésie française.

Harald R. FABIAN
LA CORSE
Cartonné, 17x17 cm, 148 p., 12 pl. coul., 120 ill. - 90 F

Pierre KJELLBERG
Le nouveau guide de MARAIS
Cartonné, 17x17 cm, 148 p., 12 pl. coul., 120 ill. - 90 F

Photographies de Ernst H. RUTH
Relié pleine toile, 30x24 cm, 146 p. de textes, 60 pl. coul., 92 ill. en noir et blanc - 300 F

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
5, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.88

Jean-Pierre Hammer
Lenau
poète rebelle et libertaire

Par sa jeunesse et par sa œuvre, cet écrivain allemand du 19^{ème} siècle est un audacieux libertaire et mystique, sensible et rebelle, un poète romantique, écologiste et féministe avant la lettre. Lenau fut persécuté par toutes les injustices de son temps et se retrouva dans les époques et les situations d'oppression "d'aujourd'hui".

Aubier

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

La « mission du dialogue » regagne Paris

La « mission » chargée le 15 mai de « rétablir le dialogue » en Nouvelle-Calédonie regagne Paris après trois semaines de contacts sur le territoire auprès de tous les milieux locaux. Elle a quitté Nouméa le mardi 7 juin et doit arriver mercredi en métropole, où elle rendra compte de ses impressions et de ses conclusions au premier ministre.

Parmi les hypothèses de travail évoquées localement par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, et par le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, figurent en particulier la création sur le territoire

de deux régions autonomes dont la gestion serait confiée, l'une, aux indépendantistes, l'autre, à leurs adversaires, dans l'attente d'un référendum accepté par tous, et l'organisation, pour consacrer cet accord éventuel, d'un référendum national.

Le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, n'exclut pas que des entretiens politiques, à Paris, entre les représentants du gouvernement et les responsables des formations locales pour parvenir à une solution globale.

M. Michel Rocard, qui était, mardi matin, l'invité d'Europe 1 à ce sujet : « Nous

avons besoin de temps et de sérénité. Dans la méthode de gouvernement que je mets en place l'essai d'écarter l'idée que l'État fait tout seul. La solution politique, ce sera celle que l'investigation des différentes sensibilités et puis aussi des méfiances, des refus, des garanties nécessaires des deux côtés, rendra possible et je ne garderai rien d'en préserver. »

Sur le territoire, la situation reste tendue en plusieurs endroits, en particulier, depuis lundi, dans la région de Ponérihouen, où un jeune calédonien a été tué par des tirs de chevrotines alors qu'il sortait d'une ferme.

A Paris, les avocats des militants du FLNKS inculpés après l'assaut d'Ouvéa ont dénoncé les « sévices » subis, selon eux, par leurs clients de la part de certains militaires.

Au même moment, en Normandie, où il inaugurerait un mémorial, M. François Mitterrand faisait implicitement allusion à la récente polémique entre le ministre de la défense, M. Chevènement, et ses prédécesseurs RPR, MM. Michel Debré et Pierre Messmer, sur le rôle de l'armée en Nouvelle-Calédonie (le Monde daté 5-6 juin), en soulignant que « l'armée de la démocratie est par nature même au service de la liberté et de la justice ».

Dans une vallée proche de Ponérihouen

Un broussard européen est tué et un autre blessé à coups de chevrotines

NOUMÉA
de notre correspondant

Toute détente est, en Nouvelle-Calédonie, extrêmement fragile. L'amorce du dialogue n'est jamais à l'abri de débordements sur le terrain, imprévisibles et empoisonnants pour les deux-majors politiques qui s'efforcent de mettre au point une nouvelle solution politique pour le territoire.

Commencée au moment où se produisait une bavure militaire à Toubou (côte est) dont a été victime un jeune Mélanésien, la séquence de la « mission de conciliation » envoyée par M. Michel Rocard s'est achevée, le mardi 7 juin, quelques heures après un nouvel incident meurtrier qui a coûté la vie à un broussard européen.

Le drame est survenu dans la vallée de Nimaye, près de Ponérihouen (côte est), une zone isolée où vivent encore quelques Européens au milieu de Mélanésiens. Bien qu'il n'ait pas été le théâtre d'affrontements sérieux comme à Canala ou à Ouvéa, ce secteur de la côte est (entre Houailou et Toubou) vit depuis un mois dans un climat de tension. Les rapports entre les tribus et les broussards se sont durcis. Une véritable guerre des nerfs les oppose. Chacun a peur de l'autre et organise l'« autodéfense ».

C'est le cas de M. Lucien Dubois, élève de Ponérihouen et frère d'un responsable territorial du Front national, qui gardait sa propriété avec deux amis, MM. Franck Hannekin et Albert Sangaré, ce dernier étant un réfugié de Henghène.

Lundi soir, alors qu'ils étaient sur le point de passer à table, les trois hommes sont alertés par des aboiements. Ils sortent inspecter les alen-

tours de la ferme. M. Sangaré, trente ans, est muni d'une lampe électrique et, au moment où il balaise l'obscurité d'un faisceau lumineux, il reçoit en plein thorax une décharge de chevrotines. Ses amis ripostent puis se retranchent dans l'habitation. Quelques minutes après, éclate un second échange de coups de feu. Les agresseurs prennent alors la fuite sans qu'il soit possible de savoir si certains d'entre eux ont été blessés ou non. Albert Sangaré devait mourir au cours de son évacuation vers le dispensaire du village. M. Hannekin, vingt-sept ans, a été blessé au bras.

Mardi, l'émotion était très vive à Ponérihouen où les quelques commerces avaient baissé leur rideau en signe de deuil, alors que des habitants érigeaient aux entrées nord et sud du village des barrières « fil-trant » brisées d'un drapeau tricolore : ils exigent l'arrestation des « terroristes ».

De leur côté, les autorités ne cachent pas leur embarras. M. Clément Bouhin, haut commissaire de la République à Nouméa, a vivement dénoncé ces « actions violentes et irresponsables, de nature à contrarier le dialogue et le processus de rétablissement de la tranquillité engagé par la mission de conciliation ». Cette dernière, troublée au plus haut point par ce genre de « dérapage » meurtrier, y a vu, au moment de quitter ses valises, une raison supplémentaire de dénouer d'urgence la crise que traverse le « Caillou ». Le drame de Ponérihouen, s'il était nécessaire, lui a rappelé que, malgré les notes optimistes recueillies ici et là dans les états-majors politiques, la situation restait toujours aussi préoccupante.

FREDERIC ROBIN

Plusieurs des indépendantistes canaques emprisonnés auraient été victimes de sévices après leur arrestation

Les avocats des indépendantistes canaques emprisonnés à Paris ont décidé, le lundi 6 juin, de porter plainte contre X... en raison des « violences et voies de faits » subies, selon eux, par leurs clients lors de leur arrestation après l'assaut mené par l'armée le 5 mai sur l'île d'Ouvéa. Cette plainte se fonde sur des constatations médicales et judiciaires.

Certains des indépendantistes mélanésiens incarcérés en métropole à la suite des événements d'Ouvéa auraient été, selon eux, frappés par des militaires, pour certains juste après l'assaut de la grôte de Gossain ; pour d'autres après leur transfert en hélicoptère à Saint-Joseph ; pour d'autres encore, au cours de leur trajet en camion — une trentaine de kilomètres — entre Saint-Joseph et l'aéroport d'Ouloup.

Ces accusations semblent corroborées par des procès-verbaux d'interrogatoire, des certificats médicaux figurant au dossier. Tous les Canaques concernés sont ceux qui ont été interpellés après l'assaut de la grôte, les autres ayant apparemment pitié de leur arrestation ni de leur garde à vue.

C'est d'abord le 6 mai que le juge d'instruction Philippe Allard, qui, à Nouméa, au cours de l'interrogatoire de première comparution, prend le soin de noter au procès-verbal ce qu'il constate de visu. Pour certains des Canaques interpellés, le magistrat inscripteur consigne un expert, M. Jean Nouchi, chirurgien de la clinique Magrin à Nouméa. D'autres médecins — militaires — ont aussi examiné les personnes interpellées au cours de leur garde à vue : il s'agit du docteur Jean-Claude Dié, médecin principal des armées à

Nouméa, du docteur Marc Vasseur, médecin adjoint du groupement de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie à l'hôpital de Nouméa et du docteur François Bellanger, médecin aspirant au groupement de gendarmerie de Nouvelle-Calédonie.

Enfin, à Paris, la demande des avocats du FLNKS, le juge Jean-Louis Mazères a commis le docteur Riveline, qui a procédé, du 17 au 20 mai, à des expertises. Avec un degré de précision plus grand en métropole, les certificats médicaux attestent que nombre des trente-dix mélanésiens portent des traces d'un enlèvement des mains et des pieds, et quelques-uns des brûlures de cigarette.

Après leur transfert en métropole, quatre des Mélanésiens blessés — pour par balles au cours de l'assaut, mais à la suite des sévices dénoncés par leurs avocats — ont dû passer une quinzaine de jours à l'hôpital des prisons de Fresnes.

Brûlures de cigarettes et lésions diverses

Voici pour les plus gravement touchés la synthèse des constatations faites tant à Nouméa qu'à Paris :

1) Hilaire Diansou (le frère d'Alphonse, mort à Ouvéa), né le 24 janvier 1957, se présente torse nu et porte pour seul vêtement un pantalon. « Vous constatons, écrit le juge Allard, que l'inculpé a l'œil droit tuméfié. Il se plaint d'écoulement du pied gauche. Ces blessures lui ont été occasionnées, d'une part, lors de son arrestation et, d'autre part, lors de son embarquement dans l'hélicoptère. Le certificat du docteur Bellanger, établi le 5 mai à 23 h 15, précise qu'Hilaire Diansou présente une contusion orbitaire droite sans atteinte oculaire ni signes neurologiques.

Quatorze jours plus tard, le docteur Riveline, à Paris, note : « Quatre cicatrices récentes de brûlures de cigarette circulaires sur l'ensemble du corps, de la face externe de la jambe gauche. Une cicatrice d'un centimètre circulaire, des brûlures récentes à la partie médiane de la plante du pied droit. »

2) Marcel Wadjemo, né le 4 mai 1958, se présente torse nu, porteur d'un t-shirt. Il a l'œil tuméfié et une plaie à la lèvre inférieure. Il précise au juge d'instruction que ces blessures lui ont été occasionnées lors de son arrestation. Le 5 mai, le docteur Vasseur, au cours de la garde à vue, note qu'il faudra suturer une plaie à la lèvre inférieure. Le juge Allard ordonne qu'il soit transféré à la clinique de Nouméa, où on constate qu'il a la joue gauche infectée et présente un hématome péri-orbitaire bilatéral.

3) Serge Wassoum, né le 29 janvier 1968, se présente torse nu. Il présente un important hématome qui ferme pratiquement l'œil gauche. Le docteur Bellanger rapporte, dans son certificat, du 5 mai, qu'il remarque une plaie superficielle au pied droit et au genou interne. Le docteur Nouchi, qui l'examine le 6, le confirme. Le 8 mai, le docteur Riveline note que les ulcérations sous-pensement des plaies persistent et relève une hyposthésie maladroite gauche.

4) Jacob Wama, né le 4 mars 1969, est, lui aussi, torse nu. Il a, lui aussi, un hématome à l'œil gauche. Le docteur Nouchi, le 6 mai, relève qu'il présente un hématome péri-orbitaire de la joue gauche et une contusion au sommet du crâne.

5) Jonas Adeda, né le 25 juillet 1985, présente une ecchymose au niveau du nez, une excoriation au niveau de la joue droite et une plaie au niveau de la lèvre inférieure qui, selon l'inculpé, ont été occasionnées lors de son arrestation par les militaires. Les médecins en Nouvelle-Calédonie confirment les constatations du juge. A Paris, le docteur Riveline va plus loin en constatant une fracture des os propres du nez, sans déplacement.

6) Vincent Adeda, né le 15 mars 1957, est habillé d'un pantalon et d'une veste militaire. Il présente une ecchymose à l'œil gauche et une plaie située au-dessus de l'œil droit, ainsi qu'une plaie au niveau de la joue gauche. L'inculpé se plaint de l'œil gauche. Il présente, en effet, une plaie au niveau du pavillon de l'oreille gauche. On précise que ces blessures ont été occasionnées lors de son arrestation. On constate, dit le médecin, que l'inculpé présente des des mains à l'issue des traces profondes, que des coups ont été portés au niveau du crâne.

7) Martial Louquino, né le 25 septembre 1963, se présente au juge vêtu d'une veste militaire et d'un bermuda. Il porte un pansement au niveau de la cheville gauche, ainsi qu'un bandage entourant son abdomen, et l'on précise que ces blessures ont été occasionnées lors de son arrestation par les militaires. Le docteur Nouchi a demandé une échographie pour une lésion viscérale sous-jacente.

8) Roger Wama, né le 20 avril 1984, se présente en bermuda et en t-shirt déchiré. Il a le nez, recouvert de sang en raison d'une plaie située à la base du nez et la hauteur des yeux qui a été occasionnée lors de son arrestation.

Ag. L.

Six élections cantonales

Deux sièges pour le PS et trois ballottages favorables à la droite

Deux élus socialistes, un ballottage favorable à un représentant du PCF et trois favorisant un candidat de la droite : tel est le bilan des six élections cantonales partielles qui se sont déroulées le dimanche 5 juin. Dans les Côtes-du-Nord et le Val-de-Marne, où étaient organisés les deux seconds tours, une meilleure mobilisation électorale a caractérisé ces scrutins.

CÔTES-DU-NORD : canton de Goussier (2^e tour). Inscr., 3 362 ; vot., 2 747 ; suffr. expr., 2 622. MM. Tousseau (RPR), 1 411 voix, élu ; Paul Guégan (div. d.), 1 211.

[Le candidat socialiste a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite du décès de Léon Lamy, conseiller général socialiste. Recueillant 53,81 % des voix, M. L'Hermite se retrouve pas le score obtenu par les trois candidats de gauche au premier tour (62,98 %). Il pâtit, d'une part, d'une meilleure participation électorale (18,29 % d'abstentionnistes au lieu de 25,28 % dimanche dernier). Il pâtit, d'autre part, des effets de mauvais reports de voix, puisque'il ne rassemble pas sur son nom l'intégralité des suffrages des électeurs de gauche du premier tour.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 366 ; vot., 2 515 ; suffr. expr., 2 475. MM. Guégan,

916 ; L'Hermite, 815 ; Le Cam (PC), 450 ; Gallou (div. d.), 294. Léon Lamy avait été réélu, au premier tour du scrutin de 1982, avec 79,95 % des suffrages.]

HAUTE-RHIN : canton d'Ensisheim (1^{er} tour). Inscr., 14 744 ; vot., 10 043 ; suffr. expr., 9 168. M^{me} Annette Costa (app. UDF), 2 389 voix ; MM. Vincent Birt (PS), c.n., d'Ensisheim, 2 313 ; Pierre Meyer (div. d.), 2 026 ; Michel Schmeber (FN), 864 ; Bernard Winter (sans étiqu.), 622 ; Roger Glath (div. d.), 357 ; Gérard Bonvilain (PC), 287 ; Joseph Schmitt (sout. rad.), 191 ; André Jocko (CND), 119. Il y a ballottage.

[Neuf candidats briguent la succession de Louis Egloff, conseiller général (UDF-CDS) d'Ensisheim depuis l'élection partielle de 1983, qui est décédé le 8 mai dernier. M^{me} Costa

ainsi de près de 7 points à Goussier, à 12 points à Alfortville-Nord. Si le candidat socialiste a pâti de cette baisse des abstentions dans les Côtes-du-Nord, celui du Val-de-Marne en a tiré profit.

En Haute-Vienne, le candidat communiste, proche de M. Marcel Rigout, ancien député

est arrivé en tête de ce scrutin avec 26,05 % des voix, tandis que les cinq candidats de droite rassemblaient 55,43 % des suffrages. Avec 9,42 % des suffrages, le représentant du FN abandonne plus de 6 points par rapport au score obtenu en 1985 (15,74 %). Au total, les candidats de droite perdent 8,5 points en recueillant 64,85 % des voix.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 13 889 ; vot., 9 489 ; suffr. expr., 8 858 ; MM. Egloff, 4 949 ; REELU ; Birt, 2 043 ; Thévenet (FN), 1 395 ; Oignoux (PC), 296 ; Wosak (sout. CND), 255.]

HAUTE-VIENNE : canton de Saint-Mathieu (1^{er} tour). Inscr., 3 440 ; vot., 2 765 ; suffr. expr., 2 651. MM. Marcel Darcy (PC), 1 204 voix ; Jean-Louis Léonard (div. d.), 843 ; Maurice Lathière (PS), 604. Il y a ballottage.

[Le candidat communiste, proche de M. Marcel Rigout, ancien député contestataire du PCF, est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, au cours dernier, d'André Meynard, conseiller général (PC) de Saint-Mathieu depuis 1982. Imposé par la base militante à la candidature, M. Darcy a obtenu 43,41 % des suffrages dans ce canton où M. André Lajoie avait recueilli, le 24 avril, 23,56 % des voix. Le représentant du PCF contestataire, de surcroît, le score remporté par André Meynard au premier tour de scrutin de 1982 (43,41 %). Le candidat socialiste, qui se présentait en 1982 sous l'étiquette divers droite, réalise également une bonne opération puisqu'il recueille 22,78 % des suf-

frages. Il progresse de près de 15 points par rapport à 1982.

Avec 31,79 % des voix, le représentant divers droite abandonne, en revanche, près de 17 points par rapport au total des suffrages rassemblés par les deux candidats de l'opposition en 1982 (48,47 %).

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 666 ; vot., 3 041 ; suffr. expr., 2 940. MM. Meynard, 1 280 ; Lathière (div. d.), 877 ; Thullier (UDF), 552 ; Frémont (PS), 239. Au second tour, André Meynard l'avait emporté avec 1 644 voix contre 1 515 à M. Lathière, sur 3 159 suffrages exprimés, 3 256 votants et 3 666 électeurs inscrits.]

MOSELLE : canton d'Albestroff (1^{er} tour). Inscr., 4 792 ; vot., 3 675 ; suffr. expr., 3 565. MM. Jean Poltre (RPR), m. d'Albestroff, 925 voix ; Eugène Thomas (div. d.), 593 ; Yves Kessler (app. UDF), m. de Munster, 557 ; Jean-Pierre Morel (PS), 537 ; Pierre Genet (RPR-diss.), 447 ; Claude Ritié (div. d.), 322 ; André Scherer (div. d.), 98. M^{me} Monique Pierre (PC), 86. Il y a ballottage.

[Six candidats de droite briguent la succession de Renaud Muller, conseiller général (UDF-R) d'Albestroff depuis 1982, décédé le 13 mai dernier. Le candidat du RPR, maître du chef-fleau, est arrivé en tête de la consultation avec 25,94 % des suffrages, tandis que l'ensemble des représentants de la droite rassemblent 82,57 % des voix. En 1982, les deux candidats de l'UDF et du RPR se partageaient, au

premier tour, 72,02 % des suffrages, soit 10,5 points de moins que cette fois-ci.

Dans ce canton où les électeurs n'ont accordé que 30,26 % des voix aux candidats de gauche au premier tour de l'élection présidentielle, les représentants socialistes et communistes ont cédé, d'ailleurs, encore du terrain. Avec 15,06 % des suffrages, M. Morel abandonne plus de 6 points par rapport à son score de 1982 (23,29 %), tandis que M^{me} Pierre en perd plus de 2 en recueillant 2,41 % des voix.

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 656 ; vot., 3 636 ; suffr. expr., 3 583. MM. Muller, 1 359 ; Boyon (RPR), 1 168 ; Morel, 516 ; Neuwied (PC), 164. Au second tour, Renaud Muller l'avait emporté avec 1 480 voix, contre 1 228 à M. Boyon et 972 à M. Morel, sur 3 680 suffrages exprimés, 3 772 votants et 4 656 électeurs inscrits.]

MOSELLE : canton de Woippy (1^{er} tour). Inscr., 20 316 ; vot., 12 568 ; suffr. expr., 12 185. MM. Jean-Claude Thébault, div. d., 5 838 ; Sébastien Cansel, PS, 3 609 ; Gilbert Houillon, FN, 1 118 ; Claude Traver, écol., 886 ; Jacques Marbach, PC, 734. Il y a ballottage.

[Le candidat divers droite est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 24 avril, de Pierre Hermant, conseiller général (app. UDF) de Woippy depuis 1973. En recueillant 47,92 % des voix, M. Thébault perd plus de 3 points par rapport au score réalisé par les deux candidats

de droite en 1982 (51,06 %). Avec 9,17 % des suffrages, le représentant du FN en abandonne, lui, plus de 7. Ces pertes profitent d'abord au candidat socialiste, maître du chef-fleau cantonal qui amène de plus de quatre points, avec 29,62 % des voix, son résultat de 1982.

Au premier tour de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 19 487 ; vot., 11 900 ; suffr. expr., 11 537. MM. Hermant, 5 252 ; Cansel, 2 902 ; M^{me} Peiffer, FN, 1 915 ; M. Marchal, 568 ; M^{me} Sennecq, div. d., 539 ; M. Becker, écol. g., 261. Au second tour, M. Hermant l'avait emporté avec 7 157 voix, contre 3 418 à M. Cansel, sur 10 575 suffrages exprimés, 10 925 votants et 19 484 électeurs inscrits.]

VAL-DE-MARNE : canton d'Alfortville-Nord (2^e tour). Inscr., 12 162 ; vot., 7 119 ; suffr. expr., 6 746. MM. Roger Tysseire (PS), 4 350 voix, élu ; Jean-Louis Auriche (RPR), 2 396.

[Le candidat socialiste a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite du décès de Joseph Franceschi, conseiller général (PS). M. Tysseire a bénéficié d'une meilleure participation électorale : 41,46 % des électeurs se sont pas rendus aux urnes ce dimanche, au lieu de 54,15 % au premier tour. Les résultats étaient les suivants : inscr., 12 162 ; vot., 5 576 ; suffr. expr., 5 497. MM. Tysseire, 2 351 ; Aurichio, 1 218 ; Doche (FN), 756 ; Bergamini (PC), 675 ; Massis (écol.), 229 ; M^{me} Longuet (div. d.), 60. Joseph Franceschi l'avait emporté, dès le premier tour de scrutin de 1985, avec 51,18 % des voix.]

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAIT ROUBAIX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Les « aigreurs » de M. Christian Charrière

« Un attentat raciste, cela ne tombe pas du ciel, il y a des gens qui donnent des « armes intellectuelles » aux thèses brûlées qui un jour jettent un immigré par la porte d'un train. » En s'exprimant ainsi, le lundi 6 juin, devant les magistrats de la 17^e chambre correctionnelle de Paris, M. Dominique Tricaud, conseiller du Mouvement contre les racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), décrivait l'auteur d'un texte où l'on pouvait notamment lire à propos des immigrés arabes : « Quand on voit ces femmes matrones entrer chez nous comme des reines terminées pour y pondre et pondre encore, il est impossible de ne pas sentir s'élever un sentiment de méfiance, une « aigreur » qui nous fait mal. »

Cette phrase n'est pas extraite d'un tract anonyme distribué sous le manteau, mais figure en toutes lettres dans un article intitulé « Mes cousins », publié le 5 novembre 1987 par le *Quotidien de Paris* sous la signature de M. Christian Charrière. C'est la raison pour laquelle le MRAP, se trouvant poursuivi ainsi que M. Philippe Tesson, directeur de la publication, pour « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciale ».

Pour M. Charrière, absent à l'audience, il s'agissait de critiquer un débat sur l'immigration diffusé la veille à la télévision où ceux qu'il désigne comme « un peuple d'immigrés qui commencent à envahir les villes françaises » auraient eu la part trop belle à son goût. Pourtant, l'auteur semble bien s'en rendre compte en l'appelant « cousin ». Mais il lui reproche « de

recevoir et d'orienter chaque jour ses frères venus tout droit d'Orly avec leur valise en carton ».

Un comportement ségrégationniste

Selon M. Marie-Christine Krieger, du cabinet de M. Gilbert Dhumerey, défenseur du *Quotidien de Paris*, M. Charrière n'aurait fait que « manifester une opinion qui peut ne pas plaire, mais ne dépasse pas les limites de la polémique ».

Le substitut, M. Marc Domingo n'a pas partagé cette interprétation. Tout en discutant la qualification juridique de « discrimination raciale » également invoquée par le MRAP, il a considéré que les termes « presque orduriers » contenus dans l'article constituaient des injures et « une incitation au lecteur à adopter un comportement ségrégationniste ».

Après avoir, M. Dominique Tricaud et M. Jean-Louis Royer avaient dénoncé le caractère « sournois » du texte « plus insidieux que certains articles de Front national », journal proche du Front national, pour déclarer : « Il n'y a rien de pire que cette attitude qui présente comme objective, qui résume les différents rapports que l'on fait aux immigrés. On ne peut pas descendre plus bas. »

Jugement le 4 juillet.
MAURICE PEYROT.

Pour avoir blessé un colleur d'affiches de M. Bernard Kouchner

Un Valenciennais condamné à six mois de prison ferme par le tribunal correctionnel

Inculpé de coups et blessures avec arme ayant entraîné une incapacité temporaire de travail de moins de huit jours, Giovanni Deiana, trente-deux ans, chômeur, a été condamné, lundi 6 juin, à un an de prison, dont six mois avec sursis, par le tribunal correctionnel de Valenciennes (Nord) pour avoir blessé, au visage, d'un coup de pistolet à grenaille un colleur d'affiches qui faisait campagne pour Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'insertion sociale et candidat dans la vingt-troisième circonscription du Nord, et passant, selon ses dires, avoir affaire à des cambrioleurs, sortit de l'épicerie de ses parents et s'approcha, arme au poing.

Après avoir tiré deux coups de feu en l'air, il dirigea ses armes sur l'un des militants, Charles Lux, soixante ans, retraité, le blessant sérieusement au visage, notamment à l'œil. Ensuite, rentré chez lui, il devait téléphoner à la police, affirmant avoir été agressé par les colleurs d'affiches et avoir fait feu par accident. Cette explication n'a pas été retenue par le tribunal.

POINT DE VUE

Le rejet du pourvoi de Klaus Barbie

Pour confondre les « révisionnistes » avant l'an 2 038

par Charles Libman
avocat à la cour de Paris

La Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi de Klaus Barbie. Depuis le 3 juin, sa condamnation à la réclusion perpétuelle est donc devenue définitive.

Or, depuis un certain temps déjà et singulièrement depuis le procès de Lyon, des pseudo-historiens croient pouvoir soutenir avec une perversité obsessionnelle, dans des articles intitulés par exemple « Le mythe de l'extermination » ou « La savon juif », que l'existence des chambres à gaz, comme d'ailleurs l'existence même du génocide juif, ne seraient que chimères, faute de preuves. Et ce sous couvert de « rechercher la vérité historique » puisque « aucun document n'est resté et n'a peut-être jamais existé » (le *Journal révisionniste*), Carlo Mattogno. Cette « doctrine » a donné lieu à plusieurs procès : un arrêt de la Cour de cassation (l'arrêt 2 juin 1980) a tranché sans équivoque en jugeant que des « propos qui tendent à mettre en doute l'importance de la réalité de ces holocaustes... en suggérant au lecteur qu'il a été mystifié, caractérisaient (le délit) de provocation à la discrimination et à la haine à l'égard de la communauté juive ».

Ces « chercheurs » reviennent néanmoins régulièrement à la charge, se réfugiant derrière la nécessité d'ouvrir un « débat historique »... Faudrait-il, face à ceux qui prétendent que l'histoire n'est qu'une fable et le droit le serviteur de l'imaginaire, accepter un débat qui n'existe pas ?

Est-il nécessaire de rappeler que, jour après jour et pendant deux mois, à Lyon, en l'absence de l'accusé qui a refusé de les entendre, des témoins

sont venus dire sous la foi du serment ce qu'a été l'extermination, que les chambres à gaz ont existé ; que ces témoins ont été filmés, que leurs dépositions ont été enregistrées, que la preuve testimoniale est une preuve ; que cette preuve-là s'ajoute à tous les autres éléments réunis depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et qu'elle se trouve sous scellés aux Archives nationales ?

Malheureusement la loi du 11 juillet 1985, tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice, ne prévoit la reproduction ou la diffusion de l'enregistrement sonore ou audiovisuel, librement, que cinquante ans après la clôture du procès, soit... en 2 038. Ce délai d'un demi-siècle est-il concevable, est-il supportable ?

● Protestation après l'inculpation de l'un des avocats de Philippe Bidard. — Le Syndicat des avocats de France (SAF), orienté à gauche, vient, dans un communiqué d'exprimer « sa stupeur » après l'inculpation de M. Jean-Claude Ababerry l'un des avocats du membre d'extrême droite Philippe Bidard, inculpé d'assassinat et qui fut trouvé en prison en possession d'une correspondance illicite (le *Monde* du 2 juin). Pour le SAF, cette inculpation, qui s'accompagne d'une mesure de contrôle judiciaire interdisant à M. Ababerry de rencontrer son client (...), constitue une entrave intolérable aux droits de la défense, au principe du libre choix de l'avocat et une véritable interdiction professionnelle. Le Syndicat s'engage, dans ces conditions, à solliciter, dans une procédure en vue de la radiation lorsque la condamnation sera devenue définitive.

● Condamnation d'un notaire. — Le tribunal de grande instance de Périgueux a condamné, lundi 6 juin, à quatre ans de prison sans sursis un notaire de Vergt (Dordogne), M. Jacques Chapon, qui avait répondu d'un détournement de 1 million 500 000 F. Agé de trente-cinq ans, exerçant la profession depuis octobre 1985, M. Chapon, avait été inculpé à la fin de l'année 1987, après que son associé eût découvert dans la comptabilité de l'étude des détournements de fonds notamment dans les dossiers de succession en attente de liquidation. M. Chapon avait été alors suspendu par la chambre départementale des notaires en attendant l'ouverture d'une procédure en vue de la radiation lorsque la condamnation sera devenue définitive.

FAITS DIVERS

Une pétition de la CFTD en faveur d'un policier emprisonné

L'Union fédérale CFTD de la police nationale vient d'ouvrir une pétition en faveur d'un inspecteur de police, Dominique Loiseau, emprisonné depuis vingt-huit mois. A plusieurs reprises, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a refusé la mise en liberté du policier. Déjà, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire chez les policiers en civil, avait soutenu le policier et fait appel à la Ligue des droits de l'homme (le *Monde* du 27 février 1988).

« Sans vouloir intervenir sur le fond de l'affaire, précise la CFTD, il apparaît complètement anormal qu'aujourd'hui, dans le pays des droits de l'homme, un citoyen souffre toutes les garanties de représentation soit maintenues en détention préventive aussi longtemps. Alors, soit les charges contre Dominique Loiseau sont suffisantes et il doit être jugé. Soit elles ne le sont pas, auquel cas il doit être libéré ou placé sous contrôle judiciaire. Rappelons qu'en droit français tout prévenu est présumé innocent. »

Après une expédition punitive contre des immigrés

Treize militaires originaires de Nouvelle-Calédonie en garde à vue à Mulhouse

Treize militaires, mélanésiens et wallisiens, originaires de Nouvelle-Calédonie, ont été placés, lundi soir 6 juin, en garde à vue au commissariat de Mulhouse (Haut-Rhin).

Il s'agit de dix soldats, tous appelés et incorporés au 57^e régiment de transmissions de Mulhouse, d'un brigadier-chef engagé, ainsi que d'un sergent et d'un brigadier-chef, tous deux du contingent. Les treize militaires sont impliqués dans une expédition punitive, au cours de laquelle, le jeudi 2 juin, deux ressortissants turcs et un Algérien ont été blessés. L'un d'eux était encore en observation lundi soir à l'hôpital.

Selon les autorités militaires, tout avait, semble-t-il, commencé mercredi par une dispute sur un terrain proche de la caserne, où les appelés jouent au football, soit entre eux, soit avec les résidents turcs et arabes de la cité. Ce soir-là, deux appelés d'outre-mer auraient été pris à partie par des Turcs et des Arabes. Le lendemain soir, des

appelés sont alors sortis en groupe pour « venger » leurs camarades, armés, selon les autorités militaires, de simples bâtons. Dans la cité, proche de la caserne, ils ont endommagé plusieurs véhicules, brisé les vitres de quelques appartements et pris à partie deux Turcs et un Algérien. L'expédition punitive a pris fin à l'arrivée de trois voitures de police.

Au parquet de Mulhouse, on estimait, lundi, qu'il s'agissait d'une simple rixe et d'actes de vandalisme. Selon les habitants de la cité, les militaires, qui étaient armés de chaînes, de barres de fer et de coups de poing américains, se sont livrés à des agressions racistes et sont « sortis de leur caserne pour causer de l'étranger ».

Le lendemain de l'expédition punitive, un petit groupe de Turcs et d'Algériens a insulté la sentinelle et le chef de poste de la caserne. Ce dernier a reçu un coup de gourdin de la part d'une femme.

REPÈRES

Espace

Un Bulgare en orbite

Les Soviétiques devaient lancer, le mardi 7 juin en milieu d'après-midi, un nouveau vaisseau spatial habité, Soyuz TM-5, en direction de la station orbital Mir, à bord de laquelle Vladimir Titov et Moussa Menarov vivent depuis la fin du mois de décembre 1987.

Ce nouveau vol mixte, placé sous la responsabilité des communistes Anatoly Soloviov et Viktor Savinyk, devrait permettre au cosmonaute bulgare Alexandre Alexandrov de passer une dizaine de jours à bord de Mir pour y mener une quarantaine d'expériences scientifiques. En avril 1979, une précédente mission avec le bulgare Guergui Ivanov avait dû être interrompue prématurément en raison d'un problème d'amarrage avec la station orbitale soviétique.

Enfance

Deux mères grévistes de la faim

Deux mères d'enfants franco-algériens retenus par leur père en Algérie observent une grève de la faim depuis le mardi 31 mai dans le hall de l'aéroport d'Orly-Sud. Ces deux femmes, Annie Turpault et Marie-Josée Hellet, veulent revoir leurs filles âgées de cinq et six ans, amenées en Algérie par les pères à la faveur d'un droit de visite. Une autre mère, M^{me} Valérie Turli s'est jointe à elles mais, enceinte de huit mois, elle se contente de camper dans l'aéroport et s'alimente normalement. M^{me} Turli a deux enfants retenus en Algérie : une fille de trois ans et un garçon de deux ans.

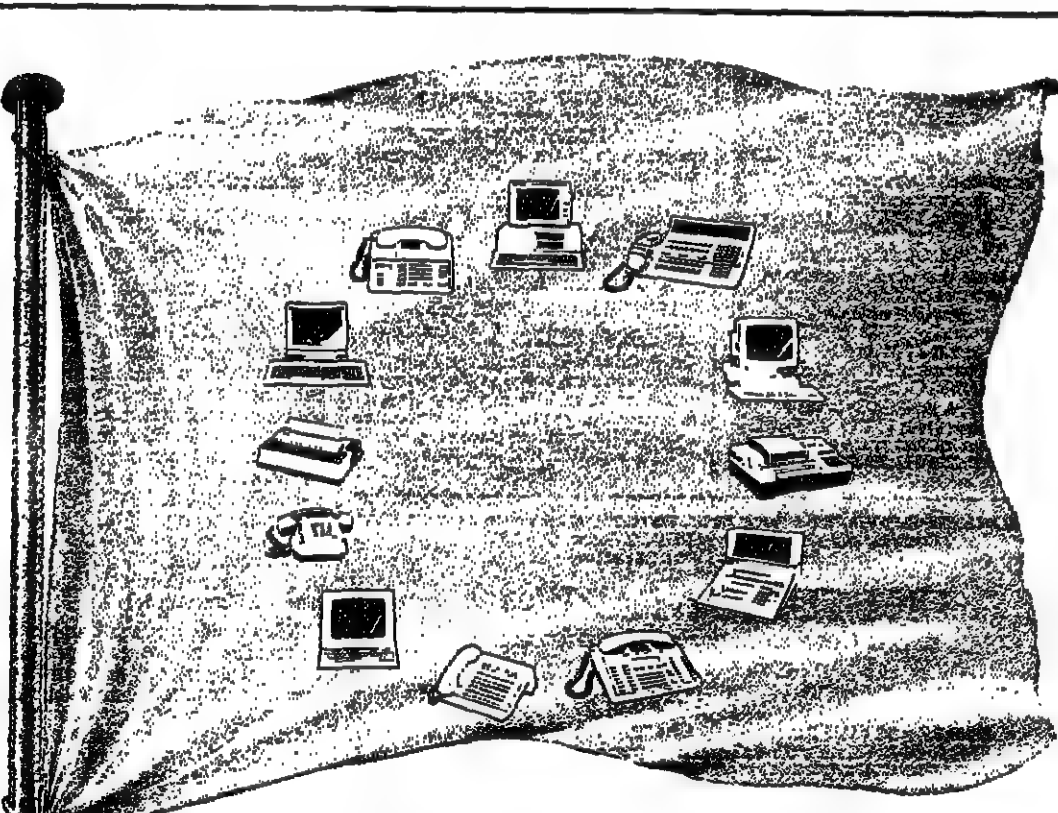
Rugby

Treize Français au pays de l'apartheid

Treize rugbyman français, dont le troisième ligne de Bayonne Aimé

Ravier, sont arrivés le lundi 6 juin en Afrique du Sud pour y intégrer une équipe « européenne » qui s'apprête à disputer six rencontres dans plusieurs provinces de ce pays. Invités à titre individuel par le Board sud-africain, ces joueurs, dont trois Toulousains, ne doivent pas officiellement rejoindre les rangs du Quinze mondial qui effectuera cette année une tournée au pays de l'apartheid. La semaine passée, M. Albert Ferrasse avait fait savoir qu'aucun joueur français ne serait autorisé à participer à cette tournée mondiale.

● Le footballeur José Touré, suspendu de permis, provoque un accident. — L'international bordelais José Touré a provoqué un accident, le dimanche 5 juin, blessant trois personnes, alors qu'il était sous le coup d'une suspension de permis de conduire. Le milieu de terrain du club des Girondins, qui venait de disputer la veille le dernier match de championnat de France à Metz, a manqué un virage dans la banlieue bordelaise. Son véhicule a alors percé une voiture arrivant en sens inverse dont les trois occupants ont été blessés.



ENFIN L'EUROPE VA POUVOIR SE FAIRE ENTENDRE.

Qui pourrait nier l'importance vitale que prend aujourd'hui la communication des entreprises dont le champ d'activité n'est plus la France mais le monde ? Voilà pourquoi deux grands des télécommunications chacun dans leur pays, JEUMONT-SCHNEIDER en France et TELENORMA, filiale de BOSCH, en Allemagne, se sont associés pour créer JS TELECOMMUNICATIONS. Résultat : le seul groupe 100% européen des télécommunications, c'est-à-dire issu de deux pays de la Communauté Economique Européenne, est déjà opérationnel.

Il en résulte pour ses clients :
● La capacité d'innovation exceptionnelle que confère la puissance : le groupe BOSCH et JS TELECOMMUNICATIONS consacrent 3,8 milliards de francs en recherche et développement.
● La garantie de pérennité des équipements qui répondent à toutes les normes européennes actuelles et futures, notamment celles du réseau numérique à intégration de services (R.N.I.S.).
JS TELECOMMUNICATIONS c'est l'Europe branchée sur l'avenir.

L'ALLIANCE JEUMONT SCHNEIDER/BOSCH LE DÉFI EUROPÉEN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.



JS Télécommunications

31/32 Quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex - Tél. (1) 42.91.61.23 - Télex 610.425 MELEC F

ÉDUCATION

La priorité des priorités

Sus à l'échec scolaire !

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) vient de lancer une campagne de sensibilisation sur le thème « Echec à l'échec scolaire ». La forme de questionnaires aux enseignants et aux parents d'élèves. Il publiera une brochure sur ce thème à la rentrée. Le SGEN souhaite, par ce débat, attirer l'attention sur les causes de l'échec et valoriser les initiatives déjà prises dans les établissements pour le combattre.

Consacrée priorité nationale pendant la campagne présidentielle, l'éducation va être confrontée, pendant les dix années à venir, au troisième grand défi qu'elle aura connu en un siècle. Le premier, il y a un siècle, a consisté à scolariser à l'école primaire l'ensemble de la nation. Le deuxième, dans les années 50-60, à prolonger la scolarité jusqu'à seize ans. Il s'agit maintenant de mener la quasi-totalité d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat.

La III^e République a achevé l'alphabétisation de la nation. La V^e République du général de Gaulle a consacré l'industrialisation et l'urbanisation de la France, transformant une nation de paysans en un pays industriel. Celle de Mitterrand II doit faire entrer notre pays dans l'ère postindustrielle de la technologie avancée.

Cette nouvelle étape demande un effort considérable d'équipement et de recrutement. La société française, avec sa forte infrastructure administrative et sa capacité d'organisation, a montré, dans le passé, qu'elle en était capable. On ne voit pas pourquoi il n'en serait pas à nouveau ainsi, si la volonté politique existe. Mais le problème qu'il faut maintenant résoudre ne dépend plus

uniquement des moyens financiers et administratifs. Ses solutions ne sont plus seulement quantitatives, mais en grande partie qualitatives. La qualité de l'enseignement devient l'un des grands débats des sociétés développées, comme on le constate en ce moment dans la campagne présidentielle aux Etats-Unis.

Il est illusoire, en effet, de vouloir mener « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac » tant que, chaque année, plus de deux cent mille jeunes (un sur quatre) sort du système scolaire sans diplôme ni formation — c'est-à-dire en état d'échec complet (1). L'évaluation générale du niveau de formation des jeunes Français, rendue nécessaire par les évolutions technologiques, suppose d'abord que soit réduite cette plaie de notre système : l'échec scolaire. Telle est bien la priorité des priorités.

Sur le terrain

Comment faire ? Certaines mesures d'ordre global — comme l'évaluation du niveau de formation des instituteurs, la révolution du statut des enseignants, l'allègement de certains programmes ou la généralisation de la préscolarisation à l'âge de deux ans — peuvent contribuer à améliorer la productivité du système. Mais elles ne peuvent, à elles seules, traiter des situations qui se caractérisent par leur très grande diversité. Les conditions qui sont à l'origine de l'échec sont connues : elles sont sociales, géographiques, culturelles. Ce n'est pas uniquement par des dispositions d'ordre général que pourront être éliminés des phénomènes qui demandent des interventions ponctuelles, adaptées aux situations locales et presque aux individus.

La politique des « zones d'éducation prioritaires », consistant à don-

ner davantage de moyens aux régions scolairement défavorisées, va dans ce sens. Inaugurée par M. Savary, elle vient d'être confirmée par M. Jospin, qui lui a consacré 20 millions de francs supplémentaires pour la rentrée prochaine. Cette approche devrait être systématisée en concentrant les capacités d'action au seul niveau où le mal peut être combattu : celui de l'établissement. Cela demande que l'ensemble de la communauté éducative, sous la conduite du directeur ou du proviseur, se cache collectivement responsable d'un objectif clair : « Pas un seul échec chez nous ». Aucun élève ne devrait terminer son année, ou son cycle d'enseignement, sans avoir atteint le niveau minimal lui permettant de poursuivre ses études ou de décrocher un diplôme. Dès que des difficultés apparaissent, il faut pouvoir prendre sur le terrain les mesures nécessaires pour le rattrapage : pédagogie personnalisée, groupes de soutien ou leçons particulières, scolarité plus lente, réorientation, affectation dans un autre établissement, conseils à la famille, pour le travail à la maison, soutien psychologique...

Les deux cent mille jeunes qui, à la fin de cette année, se retrouveront sur le carreau, sans rien en poche, ne sont ni des fantômes ni des abstractions statistiques. Ce sont des individus en chair et en os, qui ont passé près de dix ans à l'école et au collège. Comment croire que personne n'a pu leur venir en aide, leur faire rencontrer les éducateurs, les psychologues ou les professionnels qui leur auraient permis de trouver leur voie ?

Bref, les établissements doivent avoir les moyens, la liberté d'action et la volonté d'appliquer aux élèves ce que les lois leur ont données. Ce n'est pas une tâche facile, car elle suppose que l'administration mette à leur disposition, sur la base d'un contrat clairement établi à chaque rentrée, les moyens, en matériel pédagogique et en heures d'enseignement, correspondant à la nature particulière de leur tâche. En sachant que la difficulté de celle-ci varie selon les régions, les quartiers, le recrutement social de l'établissement et son environnement économique et culturel. Ayant davantage d'autonomie dans la gestion de leurs ressources, enseignants et chefs d'établissement seraient jugés selon l'utilisation qu'ils en auraient faite et selon leurs résultats. Les moyens symboliques et matériels permettant de sanctionner la réussite — et bien sûr l'échec — existent. Il faut les accroître.

La solidarité sociale

Pour être utilisés de façon rationnelle et efficace, les crédits supplémentaires qui seront affectés à l'éducation nationale doivent être décentralisés au maximum et gérés par ceux qui sont directement au contact des réalités, sous le contrôle des inspections académiques. C'est ce qu'avait commencé à faire M. Mooney en prévoyant d'affecter, dans le budget de 1989, 250 millions directement aux établissements. (Initiative reprise par M. Jospin qui a débloqué, dès 1988, 100 millions de francs pour la création d'un fonds d'aide à l'innovation).

Mais quelle que soit l'ampleur de l'effort financier consenti par l'Etat, ni le gouvernement ni l'administration ne peuvent, à eux seuls, résoudre un problème qui est avant tout humain. S'il est un domaine où le mot de solidarité devrait avoir un sens, c'est bien celui de l'éducation. L'école assume la plus grande part de celle-ci, mais non la totalité. La responsabilité en revient, aussi, aux familles, aux collectivités locales, aux entreprises, aux associations, à l'ensemble des structures sociales et culturelles. Un élève en difficulté à l'école peut trouver de l'aide dans une association de quartier, un mouvement de jeunesse, un club sportif, un groupe musical, une entreprise locale... C'est l'ensemble du tissu social qui doit se sentir mobilisé pour lutter contre le fléau de l'échec scolaire. Et c'est la mission de multiples réseaux qui peuvent jouer un rôle dans l'éveil des personnalités.

Lutter contre l'échec scolaire, c'est simplement fournir à tous les jeunes ce dont ils bénéficient naturellement, les enfants de milieu favorisé, et principalement ceux des enseignants : l'attention, le soutien dans les moments difficiles, les possibilités de rattrapage. Disons le respect.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Deux cent trente mille jeunes sortent, chaque année, des établissements de l'éducation nationale sans diplôme ni qualification. Mais cent vingt mille d'entre eux, environ, obtiennent finalement un diplôme (souvent un CAP) soit par l'apprentissage, soit dans les écoles dépendant d'autres administrations comme l'agriculture ou la santé.

(2) Slogan qui avait été lancé par M. Jean Andrieu dans son rapport au Conseil économique et social (*Le Monde* du 14 octobre 1987).

FRANCOPHONIE

Deux colloques à Paris

Francophonie et monde islamo-africain

Quoique de nature différentes, deux colloques qui viennent de se réunir dans la capitale ont mis tous deux en présence les concepts de « francophonie » d'une part et d'« arabo-islamité » et d'« africainité » d'autre part. Le premier qui s'est déroulé à l'Institut du monde arabe (IMA) était patronné par le Haut Conseil de la francophonie (1), le Bureau pour l'enseignement de la langue et de la civilisation françaises (BELC) et le *Monde* et commandité en grande partie par Hachette. Le second avait lieu dans le cadre plus restreint du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) (2) dépendant de la Fondation nationale des sciences politiques.

A l'IMA, les débats sur le thème « Des cultures, des institutions » ont été inaugurés par Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales et à la francophonie. M. de Beaucourt, contrairement à son prédécesseur, M. Michaux-Chevry, vient d'être doté des moyens en personnel d'une politique, en l'occurrence les quelques soixante agents du Quai d'Orsay chargés des relations culturelles et des affaires francophones. Le nouveau ministre a insisté sur deux points : « Il y a aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, plus de porteurs français hors de France que dans l'hexagone : le français n'appartient plus seulement à la civilisation française. Il faut être fier de ce pluralisme francophone ».

Les travaux ont ensuite été lancés par André Fontaine. « A l'heure où passe sur la planète un risque d'uniformisation, à fait valoir le directeur du *Monde*, il est bon que des foyers culturels différents, comme la francophonie, se renforcent ». Il a suggéré « la création d'un centre unique, à l'échelle de la francophonie, répondant aux demandes d'informations terminologiques, festives

ou autres du public utilisant le français ».

Le sénateur Xavier de Villepin (Union centriste), élu des Français de l'étranger, a estimé pour sa part que la priorité devait revenir « à l'amélioration de ce qui existe déjà », notamment les cinq cents écoles françaises hors de France et Radio-France internationale « peu audible ou inaudible en Asie ou en Océanie ». Il s'agit de voyager pour se rendre compte que RFI y compte dans plusieurs pays méditerranéens ou africains, est beaucoup plus difficile à capter que Radio-Tirana sans parler de la BBC ou de la Voix de l'Amérique.

La table ronde sur la diffusion des auteurs arabes, africains ou américains de graphie française hors de leur terre natale a mis en lumière la nécessité de multiplier les éditions, formule pour le moment peu prise par les éditeurs parisiens. C'est ce que préconise de longue date l'Association (internationale) des écrivains de langue française. Plusieurs orateurs ont estimé que seules des incitations politiques et financières venant des capitales francophones industrialisées permettraient de débloquer cette situation, alors que le public français, belge, suisse ou canadien se montre de plus en plus curieux de connaître les littératures d'outre-mer, comme l'a souligné la romancière franco-algérienne Lella Sebbar.

La diffusion des écrits

La diffusion des écrits en langue française dépend aussi, en grande partie, de l'école et les participants à la table ronde sur « La francophonie et l'enseignement des langues » ont souligné les obstacles qui existent à ce sujet : conception très « franco-française » des manuels, manque d'ouverture dans la formation des

enseignants, inadéquations des méthodes pédagogiques, manque d'articulation entre le français et les autres langues. Malgré cela, l'enseignement du français ne se porte pas mal et de nombreuses potentialités existent, comme l'ont signalé les représentants de la Mission laïque, de l'Alliance française ou de la Fédération internationale des professeurs de français, dont les effectifs et les activités ne cessent de croître.

Alors même que, en colloque de l'IMA, Robert Persel, chargé des échanges journalistiques au Quai d'Orsay, déplorait que « le fait de publier en français soit devenu péjoratif dans certaines disciplines au Centre national de la recherche scientifique », les journées d'études du CERI centrées sur « Les intellectuels et les militants de l'islam contemporain » montraient que quand des travaux en français, en l'occurrence en islamologie, sont réellement novateurs, des chercheurs de premier plan de toutes nationalités se mettent naturellement au français, même si des traductions ont été réalisées dans leur langue.

Ainsi du jeune orientaliste ouest-allemand Reihard Schulze dont l'apport totalement inédit sur les élites saoudiennes est d'une richesse telle qu'il donne envie à *Contraintes* d'apprendre la langue de Goethe... En attendant il faut souhaiter que sa contribution au colloque de Paris, ainsi que celles de Yann Richard sur l'Iran, de Nilsafer Goss sur le Turkmén, de Chébi Mallat sur l'Irak et d'autres encore soient réunies et publiées à l'intention d'un public francophone de plus en plus fier d'orientalisme.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) HCF, 72 rue de Valenciennes 75007 Paris.
(2) CERI, 4 rue de Chevreuse 75006 Paris.

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 16 juin 1988 à 14 h 30
UNE BOUTIQUE
au rez-de-chaussée, porte à droite dans un immeuble sis
à PARIS-13^e
33, rue du Moulinet
dans le bêt. A et une cave au sous-sol
Mise à prix : 40 000 F + les charges de copropriété arriérées
S'adr. par rendez-vous, M^r Jean PICHAT, avocat à PARIS-12^e
44, av. Daumesnil, Tél. 43-07-40-71.
M^r D. BAUMGARTNER, mand. lq. à PARIS, 4, rue de la Castellane.
A tous avantages près le Tribunal de Paris et sur les lieux pour visiter.

Cabinet de la SCP d'avocats CHEVALIER, CREVALIER-ANDRIER et BARADEZ, 108, place des Mirons à 91000 EVRY - Tél. 64-97-11-11.
VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
au Palais de Justice (EVRY) (Seine-et-Marne), rue des Mazures, le MARDI 14 JUIN 1988 à 14 heures, D'UN
PAVILLON A MÈROBERT
(ESSONNE), 7, GDE-RUE, De 6 p. p. p. p.
Mise à prix : 130 000 F
Consignation obligatoire pour enchérir. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Evry (l'avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci). Une visite sur place est prévue le JEUDI 9 JUIN 1988 de 17 heures à 18 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 16 juin 1988 à 14 heures
UN STUDIO à PARIS-16^e
65, rue Chardon-Lagache, 13, rue Jouveau et 6, rue Musset
au rez-de-chaussée : entrée, kitchenette, chambre, salle de bains + w.-c., plac.
Mise à prix : 130 000 F
S'adr. à M^r DIRCKS DILLY, avocat à PARIS-16^e, 3, rue Francis-Hellin, Tél. 45-04-48-88. Au greffe du Tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 16 JUIN 1988 à 14 heures
APPARTEMENT à COURBEVOIE (92)
8, rue Alfred-de-Vigny et 7, rue de l'Ourcq
au rez-de-chaussée gauche, comprenant : entrée, trois pièces, cuisine, salle de bains, w.-c., C.A.V.E.
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^r René-Henry HARAN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 14, avenue Anatole-France, 92700 COLOMBES - Tél. 42-42-48-74.

Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de PARIS le jeudi 16 juin 1988 à 9 h 30 à 944220 LE FLEISS-TRÉVISE
24, allée des Mousquetaires
MOBILIER ET MATÉRIEL DE CLINIQUE
(chirurgie et matériel)
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU - MATÉRIEL DE CUISINE ET DIVERS - MATÉRIEL ROULANT
Au comptant, frais légaux en sus des ench. SCP LEBERT et CASTOR, comm. pris. ass., 3, rue Rossini, 75009 PARIS 48-24-51-21

Avec *Le Monde* sur Minitel
CENTRALE ET SUPELEC
GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

Le Monde
L'ALBUM PHOTO
DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

TIRAGE LIMITÉ
EN VENTE UNIQUEMENT
PAR CORRESPONDANCE

DEPART
Vues

Le Monde

PRÉFACE DE BERNARD FRANK

LES VUES DE RAYMOND DEPARDON

PRIX (tires d'expédition inclus) : FRANCE, 85F ; ÉTRANGER, 80F

NOM _____ PRÉNOM _____ PAYS _____

ADRESSE _____ LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____

COMMANDE D'ENVOI _____

à retourner à L'ÉDITION
7, rue de la Harpe
75004 PARIS

Culture

ARTS

Le Monde • Mercredi 8 juin 1988 17

Rétrospective Jean-Paul Goude au Musée Cantini, à Marseille

Un fabuliste moderne

Célébrée comme une création artistique, la pub entre au musée grâce à un cinéaste prolifique et percutant, sorte de Douanier Rousseau des médias.

Fils naturel de Milla et de Fragonard, Jean-Paul Goude est devenu en quinze ans la star hyper-primée du cinéma publicitaire. Illusionniste féroce, cet ancien loupé de la quasi quinquagénaire tire de son chapeau magique coquilles géantes, hommes-caoues et créatures de rêve à crête rouge et nez carotté.

Conçu comme un chausson, brassant maquettes, croquis et extraits de films, la première exposition Jean-Paul Goude, à Marseille, est centrée autour de la figure tutélaire de Grace Jones.

« Je suis né à Saint-Mandé, dit-il, juste à côté du zoo de Vincennes. Mon meilleur ami était le fils du gardien. Le rocher m'impressionnait beaucoup. A lui seul, il créait un climat d'aventures et d'exotisme. Il y avait l'odeur des fèves et les cris d'animaux. Tout cela a forcément nourri mon imaginaire. Je pouvais tout inventer sans mettre en doute la vérité du décor. Il y avait aussi le cinéma. Au Saint-Mandé Palace, on jouait des westerns. J'ai adoré les Mines du roi Salomon. J'étais un amoureux du film. J'ai dévoré le Livre de la jungle. La beauté de Mowgli m'envoûtait.

« Vous étiez aussi du Musée des arts africains. Est-ce là qu'est née votre fascination de la femme noire ?

« Probablement. J'ai toujours aimé les morphologies différentes. Quand j'étais conseiller artistique à Esquire, j'expliquais qu'un nez plat, une grosse bouche, un front large, des yeux bridés, un long cou, c'était beau. On me traitait de fou. Ce n'était pas leur canon. En Amérique, on aime les poupées Barbie. La réalité n'est pas comme je la rêve. C'est pourquoi je change toujours un petit rien. Je ne suis pas un Pygmalion. Par chance, les femmes de ma vie étaient quasiment comme je les vois en dessin.

« Grace Jones a été pour vous une extérieuse idéale...

« Oui. Il n'y avait presque rien à modifier. Tout était là. Quand j'ai connu, Grace était chanteuse. C'était en 1978, en pleine vogue disco. Pour moi, c'était l'occasion rêvée de créer complètement un personnage original. A l'époque, les Noirs américains tentaient d'oublier le ghetto, le peur qu'ils inspiraient. Ils se décoloraient les cheveux, s'habillaient brillant, claquaient des



Portrait de Grace Jones en Monsieur Poirot

doigts. Ils avaient leur revêto des années 60. La musique new wave est arrivée. J'en ai fait une femme bleue.

« Tout le monde, à présent, s'adresse aux ethnies « minoritaires ». Avez-vous le sentiment d'avoir été un précurseur ?

« Oui. Mais je n'étais pas seul. Mes images étaient tendres et satiriques. Elles montraient les ethnies sous un jour très particulier. En revanche, j'étais le premier à m'intéresser au cultisme féminin. Et à modeler mes personnages.

« Après Grace Jones, il y a eu Farida. Pourquoi transformez-vous en mythe les femmes de votre vie ?

« Je crois que c'est par orgueil. Quand j'ai connu Grace, mes amis se moquaient de moi. Ils disaient : « Goude est avec un homme. C'est un travesti ». Au début, ça me faisait rire. Je les trouvais idiots. A la longue, ça a fini par m'énerver. J'ai voulu les briffer en leur révélant les beautés cachées de Grace. C'est la vraie raison. Mon idée n'était pas de

gagner de l'argent, d'en faire une star. J'ai tout fait pour la mettre en valeur, car elle était ma fiancée. J'ai pour Farida. Beaucoup ne l'aiment pas, je le sais. C'est l'être le plus étonnant que je connaisse. Elle est arabe, née en France. Le magazine Face m'a demandé de la décrire. Par facilité, j'ai dit qu'elle était un croisement d'Ava Gardner et de Yasser Arafat.

« L'humour et le rythme sont la base de votre univers. Avez-vous eu du mal à l'imposer ?

« Cela a mis du temps. Ce n'est qu'au retour des États-Unis que j'ai commencé à avoir du crédit. J'ai connu Grace Jones, un livre et ma première publicité pour Lee Cooper. Plus un numéro zéro resté sans suite pour le Monde. J'ai dit à mon premier client : « Voilà ce que je vends. Si vous m'achetez, je suis ravi. Mais je ne sais rien faire d'autre. Ça a été bien passé. Et puis, j'ai perdu le budget. Peut-être était-ce un peu trop nouf.

« Vous disposez désormais de moyens formidables. Comment préservez-vous votre liberté ?

« C'est de plus en plus difficile. Voyez la dernière campagne Kodak. Mes personnages n'étaient plus. Ils sont connus. J'ai donc dû faire un film de 18 secondes parfait. A défaut de surprendre, la forme doit être irréprochable.

« Comment est né le fameux film au maillot de bain ?

« Pour la première campagne. J'ai croqué des petits personnages. Dans ma mémoire traitaient les héros de la Famille Fenouillard, du Sapeur Camembert et de Little Nemo. Il fallait inventer une famille, mais je suis incapable d'en montrer une normale. J'ai donc transposé d'après le dessin. C'est devenu un mini-opéra.

« Votre langage repose en priorité sur le rythme. Comment concevez-vous le rapport de la musique et des images ?

« Cela varie. D'ordinaire, la forme précède le fond. Pour Orange, j'avais l'idée d'une sorte de divertissement musical. Mon problème, c'est la brièveté. C'est pourquoi le rythme est si important. Le seul film que j'ai presque réussi, c'est celui du Crédit lyonnais. Ça débute par une suite rythmique de « non ! ». Et, à la fin, un jeu « oui » et « non ». J'aurais voulu que ce soit plus agressif. Le clip était conçu comme une complicité, une symphonie ultra-brève avec des violons et un extrait du Sacre du printemps.

« Considérez-vous la publicité comme un art ?

« Non. La publicité n'est pas un art. C'est un moyen de communication qui peut permettre à un artiste de s'exprimer. Mais certaines publicités sont si belles qu'on peut les considérer comme des œuvres d'art.

« Vous précédez l'esprit du temps. Votre métier n'est pas de suivre la mode mais de la créer. Craignez-vous un jour d'être démodé, de n'avoir plus d'idées ?

« Oh ! oui ! Bien sûr. Quand je n'en ai pas, c'est terrible. Cela m'a toujours angoissé. A vingt-trois ans déjà, j'avais la sensation d'être fini. Je travaillais pour le Printemps. J'étais complètement déprimé si je ne m'épiais pas. Et pourtant, j'étais conscient de mon originalité. Ma mère me disait toujours : « Be yourself ». La seule façon de ne pas se démoder, c'est d'être sincère et fidèle à soi-même.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS.

* Jean-Paul Goude, la French Connection, exposition réalisée avec le soutien de Kodak, au Musée Cantini, 19, rue Grignan, Marseille, jusqu'au 3 juillet.

Une exposition d'Alain Kirili

Terre, fer, bronze

Un sculpteur contemporain qui rend toute sa grandeur à son art : c'est Kirili, dont il faudrait mesurer toute l'importance.

En une brève rétrospective de quelques pièces des quinze dernières années, Alain Kirili, sculpteur français établi à New-York, fait la preuve de sa maîtrise des matériaux et de l'intensité de son travail. Alors qu'il est devenu banal d'attribuer le titre de sculpteur à des artistes dont l'ambition principale, issue du minimalisme ou le fait povera, a été de réduire à peu de chose cette discipline. Kirili a entrepris de rendre un sens au mot. Il ne craint ni le fer, qu'il martèle au feu, ni la terre qu'il modèle, ni le bronze auquel il insufflé un lyrisme monumental. Il ne craint même pas l'aluminium. Il est l'un des seuls, le seul peut-être, à faire éclater à la chaleur de manière à obtenir des déchirures et des chevelures ondoyantes de métal blanc qui suggèrent des métaphores végétales ou érotiques. Et tout cela sans rompre avec la tradition moderne de la construction abstraite, ou à peine allusivement anthropomorphe.

Chacune des pièces, qu'elle soit fondée sur une technique particulière ou sur la réunion de plusieurs procédés employés en concerto, affirme de façon provocante, tant

elle a d'énergie, la présence du geste et du corps. Les mains, les poings ont laissé leurs empreintes dans la glaise qu'ils ont bouleversée, percée, remuée et caressée, le bras a tordu ou fait éclater les barres de métal chauffées et rien cependant ne relève la décadence d'un exhibitionnisme de la force ou d'un expressionnisme de la rage.

La puissance a été retenue, la violence sublimée, et les pièces présentes relèvent bien plus d'un écho de la douceur et du désir — elles se nomment *Nudité* ou *Maternité*, il est vrai — que de l'apologie du labeur qui les a suscitées. S'il fallait indiquer la généalogie idéale de Kirili, elle passerait par Picasso et Rodin, le Picasso de Boisgeloup et le Rodin d'Iris messagère des deux et du *Baiser*. Elle remonterait ensuite vers le dix-huitième siècle, vers Puget, qu'aimait tant Cézanne, et vers le Bernini. Ou elle quiterait l'Europe pour l'Inde, la Birmanie ou le Népal.

Cette fidélité aux grands modèles de la sculpture, exempte de tout passéisme, a permis à l'artiste d'échapper étape après étape à l'ascétisme obligatoire des années 70 et à l'incité à rechercher une complexité et une inspiration de plus en plus étrangères aux modes.

PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Philippe Casati, 13, rue Chapon, jusqu'au 13 juillet.

Un trésor aux enchères

Key West, en Floride, à 30 kilomètres de Cuba, est connu pour sa colonie d'artistes, la maison d'Hemingway et pour être le lieu de passage obligé des réfugiés cubains. Il y a plus de trois cents ans, les galions espagnols chargés d'or défilèrent devant l'île. Les corsaires et les pirates forçaient les navires espagnols à se regrouper à La Havane avant d'entreprendre, en convois armés, la traversée de l'Atlantique. En septembre 1822, l'*Atocha* et la *Santa-Margarita* prirent la direction de Cadix. Une tempête les surprit en face des côtes de Floride. Ils sombrèrent corps et biens.

Au début des années 70, on va repérer d'eux. Mel Fisher, dont l'aventure avait à peine croyable transposée au cinéma, va se mettre à leur recherche. En août 1985, ses efforts sont enfin couronnés de succès. Non sans dommage. Il y a gagné un trésor, mais son « fils » et sa belle-fille y laisseront la vie. Enfin, l'entreprise aura été et ce n'est que le fruit de sa quête va être dispersé chez Christie's, à New-York, pour rembourser les nombreux créanciers qui ont financé l'opération.

Une chaîne en or massif est estimée à plus de 1 million de

francs. Plus modestement, des boutons sertis d'émeraudes, créés par les joailliers de la couronne espagnole, sont évalués à 80 000 F. Mais un exceptionnel rosière en or et corail devrait dépasser également le million de francs. Sans oublier les quatre rarissimes astrolabes, destinés à la navigation et expertisés à près de 480 000 F chacun. A noter aussi les pièces de monnaie, qui constituent l'essentiel du trésor, comme le huit-valet en argent frappé à Bogota et qui pourrait atteindre 80 000 F. Enfin, un lingot d'argent de 35 kilos est estimé à près de 150 000 F. Marqué du chiffre 4 584, il apportera la preuve à Fisher qu'il était bien en présence de l'*Atocha*.

Mais les 4 millions de dollars — soit 24 millions de francs — que devrait rapporter la vente ne devraient pas couvrir tous les frais occasionnés par seize ans de recherches. Mais la part de rêve de l'aventure de Mel Fisher — dont l'intérêt historique et documentaire a été largement rapporté — devrait contribuer au succès de cette vente.

ALICE SEDAR.

* Vente : le 14 juin à New-York chez Christie's.

Le long été marseillais

Une seconde édition riche et protéiforme : jusqu'au 15 août « l'été marseillais » investit la cité, du Vieux Port aux quartiers Nord.

« L'été marseillais » relève d'un pari ambitieux : à Marseille, plus qu'ailleurs, l'été n'est pas une saison, c'est un événement. En créant en 1987, avec le soutien de la municipalité, l'Office de la culture, dirigé par Dominique Vallon, a pensé en termes de « saison », susceptible de retenir un soir ou deux le festival de passage entre Avignon ou Aix, d'offrir pendant deux mois et demi un large éventail de manifestations artistiques de toute tenue à une population moins encline que d'autres aux grandes migrations estivales.

Fort du succès de sa première édition (plus de quarante mille spectateurs), « l'été marseillais », en 1988, se poursuit avec le Festival d'Avignon pour une coproduction, le *Glématis*, de Kaffa, mis en scène par Isabelle Poussier, et pour deux coproductions : Les amis font le philosophe, de Lemz, mis en scène par Bernard Sobel, et, dans le cadre du Festival des îles, les *Troyennes*, d'Euripide, mis en scène par Thierry Salmon et en musique par Giovanni Marin. La compagnie Michel Galabru vien-

dre jouer les *Ruines* et Jean-Louis Hourdin des *Textes d'Albert Cohen*, tandis que le Théâtre des Bernardins se met à l'unisson de l'hommage rendu à Pessoa, cet été à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, en créant *Ode maritime*, une mise en scène d'Emmanuel et Frédéric Stokich.

« L'été marseillais » sera également l'occasion d'un coup de projecteur sur les arts plastiques et les jeunes créateurs, dont la cité ne manque pas. Le Musée Cantini exposera à la Vieille-Chartre son « Bilan d'une collection ». L'école d'art de Luminy s'efforcera dans les rues, des particularités accueillant dans leurs appartements des jeunes peintres marseillais et on repartira de la commande publique à l'occasion de la toute nouvelle sculpture de Richard Baqué.

« L'été marseillais », c'est plus d'une centaine de spectacles, de concerts (Nana Vasconcelos, Ray Charles, Guy Bedos, Hallyday, Aznavour, Barbara, Joraz, tout comme Rostropovitch, la London Symphony Orchestra ou la Philharmonie de Marseille, sous la direction de Serge Baudo) et de multiples manifestations culturelles éparpillées sur tous les quartiers : un Festival des nuits bleu soleil (avec Mory Kanté, Pierre Akenangué), des journées internationales du chant choral, un « Festival » encore, opération de promotion du cinéma qui concernera toutes les salles d'un côté, par ailleurs, souffre d'un manque de salles « art et essai ».

O. OT.

* « L'été marseillais », jusqu'au 15 août (Tél. : 91-90-25-35. Et sur minitel : 36-14, taper « Trois Coups »).

Au Musée gallo-romain de Fourvière

Vie et mort du gladiateur

Dans le Musée de Fourvière ouvert sur les ruines du théâtre antique, une exposition consacrée aux gladiateurs évoque leur apprentissage et leurs assauts...

Qui ne sait distinguer le mirmillon casqué, armé de l'épée pointue, du rétiaire qui cherche à l'envelopper dans son filet pour le mieux frapper du trident et du poignard ! Pour reconnaître le Thrace à l'épée recourbée, le lourd hoplomaque, le secuteur qui s'attaquait au plus près l'adversaire pour l'atteindre avec son glaive, le laqueur maniant agilement la corde, le vété lanceur de javelots, sans compter d'autres combattants qui surent bien mourir pour les délices de Rome, il faut plus que des souvenirs classiques.

L'exposition, conçue à l'origine par le conservateur du Musée de Laté, Christian Landes, dont le Musée gallo-romain de Fourvière présente une version originale, permet de tout connaître de ces gladiateurs dont le métier, tenu pour infâme, faisait cependant d'eux, parfois, des vedettes acclamées.

Une salle, à l'orée du musée imaginé par Bernard Zehrfuss qui descend en spirale dans les flancs de la colline de Fourvière, abrite environ quatre-vingt pièces, de petit format photographiques et commentaires apportent un complément agréablement pédagogique. On trouve là lampes à huile, manches de couteaux, médailles, fragments de frise, tous frappés d'images de combats dont la représentation est parfois animée. On voit ainsi sur une médaille

d'appiquer les spectateurs séduits par la valeur égale de Xantus et d'Eros crier « *Stantés missi* » (Renvoyés debout).

Une statuette de rétiaire qui fut trouvée en Côte-d'Or domine par sa qualité artistique le petit peuple de bronze de ces guerriers d'arène qui figurent dans les vitrines et un diptyque de la cathédrale de Bourges illustre dans l'ivoire l'affrontement, sous le regard d'un consul, d'un bestiaire et des fauves. Comme le destin du gladiateur n'a cessé de hanter l'esprit des artistes, des reproductions de tableaux de Gérôme et quelques projections de séquences de films-peplum, dont l'inséparable *Spartacus*, attestent cette vitalité du thème dans l'académisme du dix-neuvième siècle et dans le cinéma contemporain.

Une attraction : le téléphone qui relie le visiteur à Martial, à Cicéron, à saint Cyprien. En fait, on entend dans l'écouteur lecture de textes qu'ils écrivirent sur les gladiateurs. Mais le plus étonnant de cette exposition n'est-il pas dû à la pierre de dédicace de l'amphithéâtre des trois Gaules à Lyon où périrent les chrétiens condamnés aux bêtes, les graffiti découverts dans une maison sur les pentes de Fourvière et ces épitaphes consacrées par leurs épouses à la mémoire du mirmillon Colombus et d'Hylas qui combattait avec deux poignards.

Ces inscriptions rappellent à quel point les jeux de l'amphithéâtre, qui s'éteignirent après l'avènement de Constantin, étaient cruels.

JEAN-JACQUES LERRANT.

* Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Cléberg, Lyon. Jusqu'au 3 juillet.

THÉÂTRE

« Veracruz », de Georges Lavaudant

« Souvenirs, souvenirs »

Moitié texte, moitié images. Dans Veracruz, qu'il a écrit et met en scène, Georges Lavaudant sépare le chaud et le froid pour faire part de ses réflexions sur le théâtre, fond, forme, illusions.

« La vie passe vite, oh Diana », comme disait une chanson d'une autre époque. Mais il suffit de se concentrer sur la pensée de cet art transitoire pour y prendre un bonheur ineffable. Georges Lavaudant avait cherché déjà un bonheur semblable dans *Palazzo mentale* et dans les *Cannibales*. Peu importait que le premier spectacle fût tourné vers le passé, le second ancré dans le présent : l'un et l'autre montraient la merveilleuse dérive des événements et des représentations.

Dans Veracruz, il s'agit de célébrer le glissement de choses plus ténues, plus intimes, plus personnelles, même si les modes et les clichés de la culture leur donnent forme. Lavaudant y parvient avec rien que du texte et seulement des images, une extrême sobriété et un baroque échelonné, une exigence d'authenticité et une débauche de truquages. Avec du sérieux et de la dérision, du vrai et du toc.

En première partie, la plateau est vide, excepté une rangée de chaises contre le mur du fond. Dans ce vide, des souvenirs s'égrènent, sorte de bavardage entre soi et soi que le choc d'un détail aurait rendu audible. Georges Lavaudant fait là ses débuts d'auteur rebelle au cloisonnement des genres, il mélange bana-

lité et fulgurances, cultive vulgarité et raffinement, goûte aux saveurs délicates ou corsées des villes, des femmes, des songes.

Marc Betton est l'interprète sensible de ces incontinences, sans autre effet que de les voiler subtilement de nostalgie. Et Gilles Arbona, par un geste esquissé, un regard, un changement de posture, construit un écran mobile où les mots puissent résonner.

Ayant ainsi travaillé comme jamais sur les possibilités de la voix, du corps de l'acteur, l'auteur-metteur en scène de Veracruz, prolonge le spectacle par un déballage iconoclaste et amoureux d'images. Toutes y passent, les siennes et celles des autres, des clichés de music-hall pour collégiens aux compositions emblématiques de Bob Wilson ou de Pina Bausch. L'amateurisme, eden perdu des professionnels, transcende sa propre ringardise dans la confusion des pastiches.

Qu'importe le grand art pourvu qu'on ait l'extase, semble dire Lavaudant à ce tournant de sa carrière. L'extase est atteinte à la fin, en effet, par la plus naïve des simulations, celle d'un voyage en autocar au pays des merveilles. Entassés sur des chaises figurant les banquettes, les comédiens surjoignent l'excitation devant l'invisible paysage. Tous en font trop, personne n'y croit, pas plus que dans les jeux de faire-semblant de l'enfance, mais cet instant de pur théâtre est tout aussi magique, et beaucoup plus drôle que les illusions de Diana.

BERNADETTE BOST.

* Aux ateliers de décor du TNP, à Villeurbanne, jusqu'au 11 juin.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

THÉÂTRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mercredi
8 juin
20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

LES MOUVEMENTS musicaux
de l'ATHÉNÉE
Coproducteur Pierre
BERGÉ et AMERICAN
COLLEGE IN PARIS
**BARBARA
HENDRICKS
ANDRAS
SCHIFF**
piano
HAYDN, MOZART
MENDELSSOHN
WOLF, MAHLER

T.M.P.
CHATELET
Vendredi
10 juin
20 h 30

IV^e FESTIVAL
INTERNATIONAL
D'ORCHESTRE
D'ORCHESTRE
de MONTE-CARLO
Dir.: LAWRENCE
FOSTER
Sol.: FRANK-PETER
ZIMMERHANN Viol.
TCHAIKOVSKI
D'YORNIK, DUKAS

GRAND
AUDITORIUM
104 RADIO
FRANCE
Samedi
11 juin
20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

N.O.P.
Dir.: MAREK
JANOWSKI
BRUCKNER
8^e Symphonie

Abbey de
Royalton
(Val-d'Oise)
Samedi 11
à 20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

« VOIX NOUVELLES »
Concerts, rencontres
F. Kubler, R. Oudot
Créations: PECOU, NATOU
COURDEROUE, CAMPANA
E. Vassiliev
Chœur contemporain
Musiciens: R. Heyrabadian
DENSOV, OHANA
SOLISTE

THÉÂTRE
ATHÉNÉE
L. JOUVET
Samedi
11 juin
20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

HERMANN
PREY
Léonard
HOKANSON
Piano
BRAHMS, WOLF

Église
ST-AUGUSTIN
Samedi
11 juin
21 h
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

J.-S. BACH
Cantates de Pâques
Ensemble
BACH de Paris
Dir.: JUSTUS VON
WEBSKY

Église
NOTRE-DAME-
DU-TRAVAIL
Samedi
11 juin
21 h
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

E.O.P.
Direction: EMMANUEL
KRIVINE
Violon: AUGUSTIN
DUMAY
MOZART

THÉÂTRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mercredi
15 juin
20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

BEETHOVEN
Intégrale des sonates
YO YO MA
Violoncelle
EMMANUEL AX

THÉÂTRE
NATIONAL
de l'OPÉRA
Pâques
Mercredi
16 juin
20 h 30
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

LES ARTS
FLORISSANTS
Dir.: William
CHRISTIE
Maurice-Antoine
CHARPENTIER
DAVID et
JONATHAS
Version concert

Château de
GEORGES
Samedi
17 au 20 juin
Loc. Res.
L.P. 40
36400
Le Château
Tél.: 04-48-11-36
(p.a. Valmécia,
G. et C.)

FETES
ROMANTIQUES
de NOHANT
MAGALOFF
J. BOLET
ENS. AMADIS
QUAT. TALICH
CL. CLUDAT
SOL. DE MOSCOU
avec Y. BASCHMET

PIANO
SALLE PLEYEL
PARIS
Vendredi 17 juin, 20 h 30
Johann Sebastian
BRENDL
MOZART-BEETHOVEN-BRAHMS-LISTZ
Vendredi 24 juin, 20 h 30
Réclat
ASHKENAZY
SCHUMANN-BEETHOVEN

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

88
Abonnement
Brochure
gratuite
sur
demande
42 60 94 27

ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

ORCHESTRE
DE
PARIS
Directeur musical
Daniel Barenboim
Directeur Général
Pierre Vozlinsky
SALLE PLEYEL 20H30

8, 9, 10 juin
Günther Herbig, direction
Lynn Harrell, violoncelle
Weber, Elgar, Beethoven

16 juin, 18 juin - 16h30
Erich Leinsdorf, direction
Benita Valente, soprano
Jorma Hynninen, baryton
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Okham, chef de chœur
Brahms

22, 23 juin
Pascal Verrot, direction
Maria Joao Pires, piano
Berlioz, Chopin, Lutoski,
Strauss
RENSEIGNEMENTS - LOCATION:
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

1988 / 1989
ORCHESTRAL
ENSEMBLE
DE PARIS
ABONNEMENT
NUMERO VERT 05.42.67.57
DEPLIANT GRATUIT

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

ORCHESTRE
NATIONAL
D'ÎLE DE FRANCE
Salle Pleyel
samedi 11 juin 20h30
Guitare:
NARCISO YEPES
direction: JACQUES MERCIER
RAVEL - CASTELNUOVO
TEDESCO - RODRIGO - DE FALLA
Prix des places: 70-100-140 F - réduits: 50-120 F
(collectivités - étudiants - cartes Verts)
Location: SALLE PLEYEL
3 FINE - SPECTACLES - PASTEL
Reus.: ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE DE FRANCE
(1) 45.47.53.53
PLEYEL: 45.63.88.73
PASTEL: 43.96.48.48

Culture

CINÉMA

« Eddie Murphy Show », de Robert Townsend

Le cru et le recru

Le filic de Beverly Hills remporte des triomphes aux États-Unis en présentant des sketches mat cho, miso, mégalo, porno... Un comique qui ne franchit pas l'Atlantique.

L'affiche annonce: « Le show d'Eddie Murphy en version intégrale non censurée ». Sous-titre: « raw », c'est-à-dire cru. On en sort recrus, saisis d'une mauvaise fatigue, regrettant fort que le show en question ne nous ait pas été dispensé en « version réduite et censurée ».

On savait que le charismatique filic de Beverly Hills avait fait ses classes au cabaret, qu'il avait pris du galon dans les spectacles de variétés télévisées, qu'il y remportait encore de solides succès.

On ne savait pas, en revanche, qu'il cachait sous son joli sourire, sa souplesse électrique, sa spontanéité, une indigestible réserve de grossièreté. Une grossièreté organique, animale, permanente.

Grossièreté qui, dans les toutes premières minutes, atteint de tels sommets qu'on ne peut s'empêcher de rire, d'un rire gras dont on n'est pas fier, d'un rire organique, animal. Eddie Murphy, au début de son show mis en images par Robert Townsend, le jeune auteur metteur en scène interprète de *Hollywood Shuffle* qui devait avoir besoin d'argent, dessine en effet une épure scatologique parfaite, dissertant non sans fondement sur l'art et la manière de déféquer. Et voilà, on rit.

Après, on ne rit plus. Mister Murphy a beau se lancer dans un marathon d'imitations plutôt réussies des valeurs sûres du show-biz noir, Bill Cosby, Richard Pryor ou Mister T, le gros bras du feuilleton « L'Agence tous risques », on s'ennuie. Le rythme s'accroît pour tout.

A la vitesse d'une centrifugeuse emballée, avec une virtuosité digne d'une meilleure cause, la star, très satisfaite d'elle-même, s'en prend alors aux hommes, aux femmes, aux Noirs, aux Blancs, à tout ce qui bouge. Mais pas méchamment, hein, juste grossièrement. Macho, miso, mégalo, et surtout porno. Eddie Murphy reste irrémédiablement gentil, avec sa tête joyeuse, son air de gamin qui n'en finit pas de crier « caca boudin » dans toutes les fêtes de famille.

Pas de délire suicidaire à la Lenny Bruce, pas de revendications sociales à l'arrière-plan, pas de ghetto blues viriel par la dérision. Eddie Murphy, lorsqu'il ne joue pas les voleurs, les flics ou les redresseurs de tort, est un bon Black qui aime bien les gros mots. C'est tout. Et c'est triste.

DANIELE HEYMANN.

« Un certain regard » à la Cinémathèque

La Cinémathèque française présente, salle du Palais de Chaillot, jusqu'à la mi-juin, des films de la sélection officielle d'un certain regard (Cannes, 1988). Outre ceux dont nous avons rendu compte pendant le Festival, il faut accorder une attention particulière à *Havre*, production néerlandaise réalisée par Frans Weisz. Un avocat d'Amsterdam, dont l'épouse vient de mourir dans un accident d'automobile, doit affronter le chagrin et l'horde de sa fille de quinze ans, sort de son égocentrisme et faire face à de nouveaux problèmes lorsqu'il apprend que sa

femme - qui le trompait - s'est suicidée.

Cette étude psychologique, remarquablement écrite et réalisée, tranchait sur l'ensemble des films politiques et humanistes, se distinguait par une qualité digne de la compétition où la jeune actrice Anne Marthe Lousberg aurait pu être distinguée pour un prix d'interprétation. En attendant une sortie commerciale, *Havre* passe à la Cinémathèque mardi 7 juin, à 21 heures.

J. B.

Le cinéma populaire de Riccardo Freda

Jérôme Clément, directeur général du CNC, a remis lundi les insignes de commandeur dans l'ordre des Arts et Lettres au cinéaste italien Riccardo Freda.

L'Institut Lumière de Lyon, qui participe actuellement aux manifestations du cinquantième anniversaire de la FIAP, avait célébré, au début de cette année, l'anniversaire de Riccardo Freda (soixante-neuf ans) par une rétrospective. Celui-ci nous confiait alors qu'il ne se reconnaissait pas d'autre influence que celle du cinéma romanesque hollywoodien, le « serial » en particulier: « J'admire l'action, le rythme, les aventures de Pearl White suspendue au-dessus d'un précipice ou ligotée sur une voie de chemin de fer. Quel suspense ! »

En 1942, il débutait avec *Don Cesar de Bazan*, film de cape et d'épée dont, vingt ans plus tard, il réalisera une nouvelle version en

couleurs sous le titre *Sept épées pour le roi*. Le goût du cinéma historique lui est venu d'Hollywood, comme celui du film à peuplier qui naquit pourtant en Italie. Comme celui du film fantastique. Riccardo Freda - il ne se gêne pas pour le dire - n'a jamais été intéressé par le « néo-réalisme ». Il préfère le spectacle pur. Avec les moyens souvent limités qu'on lui accordait, il faisait, d'ailleurs, du grand spectacle. En témoignent, entre les films cités, *l'Aigle noir*, *le Cavalier mystérieux*, *le Château des amants maudits*, les *Misérables* (en deux époques), *Théodora impératrice de Byzance*, *la Vengeance de l'aigle noir*, *Roméo et Juliette*, les *Deux Orphelins*, *Roger la Honte*. Défenseur et auteur d'un cinéma populaire qui passe par le mélodrame, Riccardo Freda avait ses acteurs préférés. Il a lancé deux vedettes des années 50: Yvonne Sanson et Gianna-Maria Canale, ce dont il n'est pas fier.

JACQUES SICLIER.

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Vendredi 10 juin
20 h 30
Maison des Champs-Élysées
WERNER: Im Sommerwind - BARTOK: Concerto n° 1
JANACEK: Tancrède
KODALY: Danse de Galop
JOSEPH SUIK, violon - Div. JACQUES DELACOTE
BETHOVEN: Concerto n° 5 "L'Empereur"
Symphonie n° 4
BRUNO-LEONARDO GELBER, piano
Direction: RUDOLF BARSHA

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE
Samedi 11 juin
20 h 30
Maison des Champs-Élysées
MUSIQUE AU PRÉSENT
WERNER: The Unanswered Question
BACH: Concerto (commande création)
MAHERNA: Magnificat (création)
HERSANT: Missa Brevis
ROBERT FONTAINE, directeur
GROUPE VOCAL DE RADIO FRANCE
Direction: YVES PRIN - GUY REINEL
Samedi 11 juin 20 h 30
GRAND AUDITORIUM
BRUCKNER: Symphonie n° 8 "du Destin"
Direction: MAREK JANOWSKI

MUSIQUE DE CHAMBRE
Jeudi 16 juin
20 h 30
Salle Pleyel
PARIS DES ORGUES
Messes de SCHNITT et de WERNER
PIERRE: Trois Pièces op. 29
FRANÇOIS-HENRI HOUBART,
FRANÇOIS LOMBARD, orgue
CHEUR DE RADIO FRANCE
Direction: MICHEL TRANCHANT

LOCATION 14 JOURS A L'AVANCE
RADIO FRANCE
42 30 15 16
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES
47 20 36 37
ECLUSE: vente des billets sur place le soir du concert

SALLE PLEYEL
45 63 88 73
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES
47 27 81 15

Radio France

« Biloxi Blues », de Mike Nichols

Beau sergent

Les souvenirs militaires d'un auteur célèbre qui a mené une vie banale mais a eu la chance d'avoir pour interprète Christopher Walken.

Neil Simon, auteur célèbre autant que fortuné de Broadway, bien connu en France grâce à des succès comme *Rendez-vous au Plaza*, *Chapitre II*, a vu plusieurs de ses pièces transposées au cinéma - *Pieds nus dans le parc*, *Sweet Charity*... Une carrière à ce point réussie signifie-t-elle une vie intéressante? Neil Simon doit penser que oui, puisqu'il a entrepris d'écrire pour la scène une trilogie autobiographique et de l'adapter ensuite pour l'écran. La première partie, *Brighton Beach Memoirs*, racontait son adolescence juive - comme l'ont fait beaucoup d'autres avant lui, sans oublier Woody Allen. La troisième partie rappellerait ses débuts au théâtre.

Dans la deuxième, le héros qui le représente sous le nom d'Engene Morris Jerome (Matthew Broderick) en est encore à rêver d'écriture, tient son journal tout en accomplissant son service militaire à Biloxi, Mississippi, petite ville de garnison désolée, étouffante. C'est donc *Biloxi Blues* (Tony Award 1985). Le film est réalisé par Mike Nichols, qui a monté plusieurs pièces de Neil Simon, mais en tourne une pour la première fois.

L'histoire se passe à la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque, les GI sont considérés comme des anges libérateurs. Les conscrits de Biloxi rêvent d'aller délivrer l'Europe et de revenir sous les bras de la foule émue. Ils n'en auront pas l'occasion, car la guerre finira pendant qu'ils sont encore à la caserne à s'entraîner, sans qu'il leur arrive grand-chose. Ils ont chaud, ils apprennent la discipline, jouent à qui avouera le meilleur fantasme, font du bordel et au bal... L'un d'eux sera puni pour homosexualité. Le héros, puceau, perd sa virginité avec une prostituée fatiguée, et trouvera du sentiment avec une élève de pension catholique. Lui-même est

juif, flicier, raisonneur et, dans ce domaine, trouve son maître chez un autre conscrit juif (futur avocat) toujours malade de l'estomac et tête de Turc du sergent instructeur...

Rien donc que de très banal dans une mise en scène appliquée. Seulement, cet inévitable sergent instructeur sadique, homo coïné, qui traîne ses rancœurs et une vieille blessure à la tête, est Christopher Walken, plus équivoque et inquiétant, plus séduisant que jamais. Physiquement, il est juste abîmé ce qu'il faut pour mettre en valeur le pathétique de sa beauté. Corps impeccable, visage un peu mon, et une déresse vertigineuse derrière la froideur de ses

Communication

Mettant fin à un an de conflit Les exploitants de cinéma signent un accord avec Canal Plus

Les exploitants de cinéma tiennent congrès jusqu'au 9 juin à Strasbourg. Congrès morose — la chute de la fréquentation se poursuit malgré l'espoir d'un nouveau plan d'aide en faveur de l'exploitation et l'annonce de la signature, lundi 6 juin, d'un accord-mettant fin à douze mois de conflits avec Canal Plus.

Il y a un an, les relations passionnelles du cinéma avec Canal Plus s'emballaient. Les professionnels du septième art reprochaient à la chaîne cryptée de ne pas avoir renoncé aux avantages temporaires qui lui avaient été consentis lorsqu'elle était en difficulté, et de ne pas respecter l'intégrité de ses engagements financiers. Canal Plus, il est vrai, affichait déjà une insatiable soif, alors que le cinéma s'enfonçait chaque jour davantage dans la crise.

À l'automne, la chaîne payante, jouant avec habileté des divisions de ses interlocuteurs, négociait un accord séparé avec les producteurs de films en concédant un réajustement de sa politique d'achat de longs métrages et en leur versant — à titre de rattrapage — 90 millions de francs. Isolés, les exploitants durcissaient alors le ton et assuraient, le 27 octobre, la chaîne en référent. C'est cette action qui a trouvé, lundi, son épilogue avec la signature d'un nouveau protocole. Canal Plus s'engage, d'abord, à ne plus diffuser de films le vendredi

avant 23 heures (au lieu de 22 heures jusqu'ici) et à ne programmer le dimanche, à 18 heures, qu'un film déjà diffusé sur son antenne la semaine précédente. De plus, la chaîne versera aux exploitants une « contribution financière particulière » (prévue dès février 1985, mais jamais mise en place) fixée forfaitairement à 5 millions de francs pour 1986, puis à hauteur de 0,8 % du chiffre d'affaires annuel (abonnement et publicité) de l'année suivante : 27,2 millions de francs pour 1987 et plus de 30 millions probablement en 1988. Des sommes que la FNCF répartira, selon des formes encore non précisées, entre ses adhérents.

Le PDG de Canal Plus, M. André Rousselet, se félicite de cet accord « équitable » qui met fin à la procédure judiciaire en cours. Il est vrai que la contribution financière prévue, ne menace guère l'exceptionnelle santé financière de sa chaîne, et que les concessions mineures accordées sur la grille de programmes ne devaient pas remettre en cause l'attrait de Canal Plus auprès de ses abonnés. La spécificité « cinéma » de la chaîne cryptée devrait, au contraire, être prochainement renforcée par la réduction du nombre de films programmés à 20 à 30 par les autres chaînes de télévision. Le décret qui avait été préparé à ce sujet par le cabinet de M. François Léotard devrait être prochainement signé par le gouvernement.

PIERRE-ANGEL GAY.

Ambitions marocaines et françaises pour des chaînes africaines

Dans les locaux de l'Institut national de l'audiovisuel, rue du Dragon à Paris, des stagiaires marocains s'entraînent à manier caméras et palettes graphiques. Ils formeront l'ossature d'une nouvelle chaîne privée internationale qui compte ouvrir dès mars 1989, d'abord au Maroc, par voie hertzienne, avant d'être relayée par satellite vers d'autres pays africains et les réseaux câblés européens (le Monde du 27 février).

Pour financer cette aventure, la Société de réalisations et d'études audiovisuelles (SOREAD) vient d'augmenter son capital de 4 à 18 millions de dirhams (environ 82,6 millions de francs). L'actionnaire principal de la SOREAD, dont la majorité des capitaux est marocaine, est l'Omnium Nord-Africain, un conglomérat qui réalise 4,3 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'agro-alimentaire, le textile, l'automobile et le transport, et possède 10 % de la SOA.

Dirigé par M. Fouad Filali, un jeune manager à l'américaine qui est aussi le gendre du roi du Maroc, l'ONA veut étendre à la communication sa place de premier groupe privé marocain. En combinant douze à quinze heures par jour de programmes éducatifs ou de distraction en clair, et de films ou émissions cryptés, la chaîne compte d'abord assurer son équilibre économique par le péage et la publicité à destination du million de téléviseurs marocains. Mais elle se fixe dès le départ une ambition internationale, en exportant ses images, via un satellite Intelsat. Vers l'Europe, pour une chaîne câblée s'adressant aux communautés maghrébines. Et vers l'Afrique, où la SOREAD affirme avoir l'accord de six pays pour implanter des émetteurs hertziens de rediffusion vers les centres urbains.

Mais la SOREAD n'est pas seule à nourrir des ambitions panafricaines. L'Etat français a déjà annoncé le projet Canal France, pour contrebalancer notamment l'expansionnisme de Worldnet, le réseau de l'agence amé-

ricaine d'information qui fournit déjà six heures par jour de programmes à plusieurs télévisions nationales, trop heureuses de remplir à moindre coût des grilles souvent anémiques. Toutefois, Canal France, tributaire du contexte électoral et des dissensions entre ministères ou entreprises publiques comme RFO ou la Sofrad, a du mal à décoller.

Le rôle de Canal Plus

En lice aussi, Canal Plus, appuyé sur son petit et son expérience du cryptage et du marché des films. Sa filiale Canal Plus Afrique fait le tour des capitales africaines pour trouver des partenaires qu'elle souhaite majoritaires dans les sociétés locales relayant Canal Plus et l'adaptant, afin d'éviter l'accusation de néo-colonialisme. Les contacts sont avancés avec l'Algérie, qui a l'avantage d'être dans la zone de couverture du satellite Télécom 1.

Plus au sud, la concurrence promet d'être vive entre Canal Plus et la SOREAD, si aucun accord n'est trouvé. Parmi les actionnaires étrangers de la SOREAD, on compte TF1 et sa régie (13 %), Bouygues (3 %), Maxwell (3 %), le câble-opérateur canadien Vidéotron (13 %), et la SOFIRAD. Cette dernière vient de diminuer sa part de 15 à 3 %, laissant ainsi un capital « flottant » de 12 %, porté dans l'immédiat par l'ONA. Côté marocain, on laisse entendre que des 12 % sont disponibles pour un opérateur « maîtrisant bien les techniques de cryptage », ce qui ressemble étrangement à Canal Plus. Mais cette dernière ne semble pas disposée à se contenter d'une simple participation, sans négociation d'ensemble des projets d'extension. Des divergences sous-jacentes par la question de savoir qui, des Marocains ou des Français, a le plus vocation à être l'artisan d'une télévision à l'échelle du continent africain.

M.C.L.

« Communication et Business » devra changer son titre

Pendant l'été, l'hebdomadaire spécialisé *Communication et Business* changera de titre chaque semaine. Depuis un an, rendu par la cour d'appel de Paris, exécutoire le dimanche 3 juin, ce magazine lancé en septembre 1986 n'a plus le droit d'utiliser son titre tel quel. Une agence de publicité créée en 1982, Communication Business, a fait valoir son autorité dans le choix de cette appellation. « Nous avons disposé ce nom en tant que raison sociale », explique M. Michel Ganasia, le PDG de l'agence publicitaire. La jurisprudence indique que la raison sociale prévaut sur la marque. « Communication Business » se plaint, en outre, de dérangements téléphoniques et postaux et de problèmes commerciaux que lui auraient posés l'hebdomadaire au titre similaire.

Le journal regrette quant à lui cette décision et indique être à la recherche d'un nouveau nom. *Communication*, tout simplement, lui aurait convenu. Mais il est impossi-

ble de déposer ce titre jugé « trop vague ». Christian Blasbas, son fondateur, a donc pris le parti d'inventer. En bon organe de la profession publicitaire, son journal a décidé de rebondir sur la décision du tribunal et d'organiser un jeu. Pendant les semaines à venir, les lecteurs pourront donc proposer le titre de leur choix : « Communication et presse », « Communication et affaires », « Communication et médias », etc., selon l'inspiration. « Ce qui est important, c'est que notre logo ne change pas », insiste François Vidal, rédacteur en chef. La profession le connaît. C'est l'essentiel. On y ajoutera donc un terme complétant « Communication et », avant de choisir à la rentrée un titre définitif.

Un titre différent chaque semaine... Cela ne risque-t-il pas de brouiller l'image d'un hebdomadaire qui, en deux ans, s'est bien implanté dans la profession et vend, selon l'AJD, 7 500 exemplaires ?

Y.-M.L.

Les auteurs de « Génération » protestent contre la diffusion tardive de leur série

Dans une lettre adressée le 3 juin au vice-PDG de TF1, M. Patrick Lelay, Hervé Hamon et Patrick Rotman, auteurs-réalisateurs de la série « Génération », se sont « indignés » de l'heure tardive à laquelle leur émission est programmée et demandé que la chaîne assure « une programmation décente et digne ». La série a été achetée par TF1, après que la Cinq l'eût brusquement retirée de sa grille.

Frilosité

Déprogrammée de la Cinq en catastrophe après la visionnage de ses premières images par son PDG, M. Hénart, la série « Génération », dirigée des deux livres d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman, avait été rachetée par TF1 mais reportée pour cause d'élections : le temps de parole de certains intervenants y aurait été comptabilisé comme propos de campagne. Enfin reprogrammée, entre le 13 et le 30 juin, après le second tour, l'émission a été reléguée vers minuit.

Est-ce le thème ? Une plongée dans les années 60 depuis la guerre d'Algérie jusqu'à la tentation terroriste de l'après-mai 68 ? La violence de certaines images et d'anciens documents ? Est-ce le témoignage

de certains acteurs de l'époque, devenus journalistes, dirigeants d'entreprise ou ministres ? Ces quinze émissions d'une demi-heure font visiblement peur et semblent témoigner de la frilosité d'une chaîne plus encline à organiser des hommages aux vedettes disparues du show-biz qu'à s'intéresser à l'histoire contemporaine.

En rachetant à la hâte — et à bas prix — la série, la Une s'est fait à bon compte de la publicité. Quitte à ne prendre à son tour aucun risque en exilant la série dans une fin de soirée, et en prenant de vitesse les autres chaînes, — notamment Antenne 2, également sur les rangs ?

A. Co.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Pourquoi la littérature est si ennuyeuse !

1 Un goût de mixer

Le parallèle que j'ai tenté d'esquisser entre la Lagarde et Michard de Bordes et le Darcos d'Hebert ne s'est effacé qu'à regret. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi cet article, j'ai reçu en renfort les quatre tomes fort copieux de la collection « Littérature » (textes et documents) qui, sous la direction d'Henri Mitterrand, et chez Nathan, nous offrent une anthologie d'une richesse sans égale, tout ce qu'il faut avoir lu et étudié pour se dire cultivé et d'abord pour réussir son baccalauréat. Bordes enfin, pris d'un subit remords, m'envoie son « XX^e siècle » dernière ! Le regret d'Henri Mitterrand, auteur lui-même d'un *Dictionnaire Bordes de littérature française et francophone*, a contribué à la composition de l'ouvrage avant de disparaître. M. Mitterrand, dans une lettre fort courtoise, me signale que son propre « XX^e siècle » paraîtra chez Nathan au début de 1989. Sans être insensible à mes arguments, il accepte avec calme les risques du choix, les erreurs éventuelles. « Il n'est pas possible, en 1990, de laisser les futurs bacheliers dans l'ignorance de ce qui a été la littérature de ce siècle et de ce que sont ses orientations présentes ».

Soit ! Mais le vrai problème, c'est de savoir si les futurs bacheliers qui s'intéressent à notre littérature ont vraiment besoin d'un manuel scolaire pour lire les écrivains de leur temps et si les auteurs de ce manuel sont les personnes les plus qualifiées pour leur indiquer les écrivains contemporains qu'ils doivent lire. J'entends bien que ces manuels ne sont pas destinés aux « forts en français », à ceux qui rêvent encore d'être écrivains, mais à ceux — et ils sont la majorité — qui passent leur baccalauréat pour avoir une teinture de culture, qui ne liront jamais *A la recherche du temps perdu*, ni le *Voyage au bout de la nuit*, mais qui ne seraient pas mécontents d'en avoir entendu parler pour des raisons évidentes.

Faute d'avoir cette tête « bien faite » souhaitée par Montaigne, on s'est aperçu que la tête aussi pleine que possible était préférable à la tête vide des tueurs du dimanche sur les stades. Ce que je crains, c'est que voulant traiter le contemporain comme les autres siècles, les professeurs qui composent ces anthologies ne démasquent par le même occasion leur profonde ignorance de la littérature. Qu'après avoir lu leur « XX^e siècle », on se pose des questions sur leur façon d'envisager les autres siècles. Si ceux qui ont la charge d'enseigner les beautés des écrivains du passé se montrent si crédules, si vains des qu'ils abordent notre siècle, pourquoi leur supposer plus de jugement, un goût meilleur quand ils s'occupent de l'ancien ? Leur façon de se jeter tête la première sur les textes les plus ennuyeux du XX^e siècle ne devrait-elle pas nous avertir qu'ils en ont fait autant avec les pauvres siècles sans défense ?

Cette constatation pourrait avoir des conséquences en chaîne redoutables. On comprendrait enfin pourquoi la littérature est parfois si ennuyeuse : parce qu'elle est écrite par d'anciens bons élèves qui n'arrivent pas à perdre les mauvaises habitudes prises pendant leurs études ; pourquoi la critique est arrivée à ce degré zéro de bavardage : c'est qu'elle « pond » sur les vivants ces dissertations qui lui permettraient d'avoir de bonnes notes quand elle était en tablier ; pourquoi le brave lecteur achète de préférence de mauvais livres guindés et sans saveur : c'est qu'il a l'impression

de retrouver dans cette littérature fade les madeines desséchées de sa scolarité.

C'est par miracle qu'il y a encore des bons livres puisque l'on fait tout pour les confondre avec les autres et que l'enseignement s'acharne à les rendre méconnaissables en les passant à sa moulinette verbale pour qu'ils ressortent avec ce goût si typique de mixer qui ne permet plus de les identifier.

2 Où est donc passé Saint-Simon ?

M. Mitterrand m'affirme que dans son « XX^e siècle », on rasera gratis, que les erreurs possibles seront compensées « par la netteté de la démarche historique et analytique et par la précision de l'information sur les auteurs, les œuvres, les courants littéraires, l'évolution des idées, les transformations de la sensibilité ». J'en accepte l'augure et je note d'ailleurs que les quatre premiers tomes de la collection (du Moyen Âge au XIX^e siècle) sont riches et fouillés. Que si la feuilletonne le « XIX^e siècle », le nombre de pages accordées à chacun des quatre romanciers traditionnels respecte la mesure et ne cherche pas l'originalité à tout prix.

Balzac reste le numéro un avec ses quarante et une pages, suivi de Flaubert avec ses trente-trois pages, presque *ex aequo* avec Stendhal qui en a trente et une. Zola, malgré les excellentes œuvres qu'Henri Mitterrand lui a consacrées, ne tourne qu'autour de vingt pages, ce qui est méritoire quand on est le maître d'œuvre ! Enfin, Hugo retrouve sa prééminence au XX^e siècle avec quarante-trois pages. On regrettera d'autant plus alors que les auteurs de cet ouvrage (Dominique Rincé, Bernard Lachetbonnier) n'aient pas cru bon de faire figurer au chapitre « Renouveau de l'histoire et de la critique » par exemple les *Choses vues* ou l'*Histoire d'un crime*. Quand on tombe sur des textes d'une lisibilité parfaite de grands écrivains du passé, on a bien tort de les escamoter.

C'est pour la même raison que je regretterai une fois de plus la médiocre place accordée à Benjamin Constant, l'oubli des livres d'histoire et de littérature de Lamartine, le silence sur les *Dix Années d'exil*, de M^{me} de Staël.

Le Mitterrand, comme le Darcos et la Lagarde et Michard, s'acharne à réduire à la portion congrue les *Mémoires* de Saint-Simon : ce n'est pas que les professeurs nient l'intérêt de Saint-Simon, il n'est plus temps pour cela, mais c'est qu'ils ne savent pas où le placer ! Darcos et Tartayre lui accordent trois pages dans leur XVIII^e siècle avec ce commentaire embarrassé : « Pris dans une certaine perspective, en particulier si on se limite essentiellement à l'exploration morale des personnages influents qui marquent la fin du règne de Louis XIV, les *Mémoires* de Saint-Simon peuvent se rattacher à la littérature du XVIII^e siècle. Mais la période où vécut l'auteur est si libre d'esprit le plaçant parmi les écrivains du XVIII^e siècle, à condition de ne pas fonder cette appartenance sur des considérations de style et de langue. » Dans le Mitterrand, il est classé par Puzin au XVII^e siècle (trois pages toujours). Mais là encore avec mille points d'interrogation dans le commentaire : « Où situer l'homme et son œuvre ? »

Ce faux frère est à la fois le contemporain de Racine et de Voltaire. C'est dans les

A Toulouse

« Le Courrier sud » un nouveau quotidien d'inspiration « libérale »

TOULOUSE
de notre correspondant

Report, rumeurs : on commençait à douter de la réalité du projet. Pourtant, au lendemain du premier tour des élections législatives et alors que le *Journal de Toulouse*, le « quotidien le moins cher de France », selon sa publicité, se maintient contre vents et marées depuis mars, paraît le *Courrier sud* (le Monde du 5 mars), le nouveau *Courrier sud* devrait-on dire. Ce petit frère de l'hebdomadaire qui portait le même nom et était dirigé pour l'essentiel par la même équipe est apparu dans les kiosques de Toulouse. Vendu 3,5 francs pour quarante pages, il est le troisième du genre dans une ville qui, il y a quelques mois, ne lisait que la vénérable *Dépêche du Midi*.

Cette presse nouvelle cultive le mystère sur son mode d'existence. C'est le cas du *Journal de Toulouse* et du petit dernier. Le capital de la SARL Le Courrier sud se monte à 150 000 francs. Les principaux bailleurs de fonds demeurent inconnus. Le gérant, M. Michel Laborie, un imprimeur qui s'était déjà fait les

dents avec quelques autres publications, et le directeur, M. Martial Brenac, refusent d'en divulguer les noms, en assurant qu'il s'agit d'industriels étrangers au monde de la presse.

En revanche, le nouveau quotidien ne cache pas ses orientations : « Notre indépendance [...] ne signifie pas que le *Courrier sud* demeure [...] mollement installé sur le confortable coussin de l'apolitisme », peut-on y lire. « Ce journal se veut d'opposition [...] libérale ».

L'éditorial, signé du rédacteur en chef, M. Michel Demelin, ancien correspondant du *Quotidien de Paris*, n'entretient d'ailleurs pas l'équivoque, puisqu'il est tiré : « Une défaite pour le président », après le scrutin du 5 juin.

Ce journal, dont l'objectif est d'offrir à ses lecteurs une autre image de Toulouse, vise un public de cadres. Spectacles et sports semblent devoir y tenir une place importante. M. Dominique Baudis, le maire de Toulouse, s'est rendu en pleine soirée électorale au chevet du nouveau-né.

G.V.

années 1739 à 1750 qu'il rédige ses *Mémoires*, qui ne furent publiées qu'en 1830 et qui racontaient des histoires bien antérieures à leur rédaction et à leur publication !

La question est ainsi posée : « Ces *Mémoires* sont-ils d'auteurs du domaine de la littérature ? » Ou « de celui de la politique ? » Ou encore « du domaine de l'historiographie ? » Ah ! que de soucis avec Saint-Simon ! Ce n'est pas un classique et ce qu'il a écrit n'est pas comparable « aux productions du XVIII^e siècle ». Je crois en définitive que les manuels auraient volontiers fait l'impasse sur Saint-Simon qui les faisait tourner en bourrique avec sa manie de bouger, d'échapper au cadre, si par malchance Saint-Simon n'avait pas trouvé moyen de susciter l'admiration des plus grands écrivains (Stendhal, Chateaubriand, Hugo, Michelet, Proust).

Il faut reconnaître, dit Puzin avec un certain dépit, qu'avec « son regard perçant sur les âmes » son « beau style grand seigneur » comme disait Hugo, le bougre a su les mettre dans sa poche ! Dans le Darcos comme dans le Mitterrand, il y a dans la commentaire consacré au petit duc si fier de son tabouret coté agent de police de la circulation des lettres qui ne sait que faire de cet original qui en pleine heure de pointe par ses prétentions crée un embouteillage monstre près du Louvre. Le sort réservé en cette fin de siècle par les manuels à Saint-Simon, si comblé par ailleurs, nous en apprend plus sur la critique, ses réactions, que bien des longs traités. Pour être un écrivain dont on parle, qui ait ses ailes dans les manuels, il faut s'y prêter. Offrir ses théories béantes et soulignées aux commentateurs des simples !

3 Tristan Bernard sans mot

Dans sa nouvelle édition, le Lagarde et Michard du XX^e siècle, qui va désormais de 1900 à 1988, est passé des 640 pages en 1966 à 896 aujourd'hui. Soit 256 pages supplémentaires pour un peu moins d'un quart de siècle de littérature française. Quand le XX^e siècle aura fini de tourner sur lui-même, on peut prévoir que le Lagarde de l'an 2000 fera bien ses 1 000 pages, soit près du double du XIX^e siècle qui ne faisait que 576 pages. Ah ! il ne fait pas bon vieillir, on en sort diminué !

Entre le XX^e siècle de 1966 et celui de 1988, malgré l'augmentation des pages, des écrivains ont trépassé. Ainsi Emile Verhaeren a perdu l'*Escaut* et Paul Fort l'une de ses trois ballades françaises, *Louis XI curieux homme*. Ce qui m'a le plus scandalisé, c'est que Tristan Bernard d'une édition à l'autre ait perdu son fragment de *Triplepatte*. Pour me consoler, j'ai lu, et je vous conseille d'en faire autant, trois romans délectables de Tristan Bernard que Christian Bourgois vient de rééditer en 10-18 dans la série « Fin de siècle » créée par Hubert Juin : *Nicolas Bergère*, qui date de 1911. C'est Candide devenu boxeur. Un mari pacifique dédié à Lucien Guity : « Daniel en somme était un philosophe. C'est un nom que se donnent généralement dans le monde les gens qui évitent de penser. » Et le très étrange *Aux abois*, roman écrit à soixante-sept ans et où Tristan Bernard décrit avec un naturel inquiétant la balade d'un meurtrier comme vous et moi. Son emploi du temps.

ETROITE SURVEILLANCE (A, v.o.) :
L'CCB Rinnier, 8: (415) 63-30-40)

ETROITE SURVEILLANCE (A, v.o.) :
L'CCB Rinnier, 8: (415) 63-30-40)

ETROITE SURVEILLANCE (An. v.a.) :
UGO Barrioz, 1° (45-62-20-40).
LE FESTIN DE BARETTE (Dan. v.a.) :
Forum Orient Express, 1° (42-23-
42-26); Cluny Palace, 5° (43-54-07-76).
14 Juillet Parades, 5° (42-26-38-00).
UGO Barrioz, 5° (45-62-20-40); La Bas-
sine, 1° (45-60-31); Les Bouillottes, 1°
(45-62-27-84-50). 14 Juillet Banquet,
Grenelle, 15° (45-75-79-79).
FRANÇIC (Ch. v.a.) : Forum Horizon, 1°
(45-08-37-57); UGC Odéon, 6° (42-25-
42-26).
LES GÉOMÈTRES (Ch. v.a.) :
1° George V, 5° (45-62-41-07).
Biservants Montparnasse, 15° (45-44-
25-02); v.f. : Palais Impérial, 2° (47-42-
75-52).
FRÉQUENCE MÉLURIE (Fr.) :
George V, 1° (45-62-41-46).
LES GENS DE DUBLIN (An. v.a.) : Ulys-
sée Champollion, 5° (43-26-64-55); Ely-
sée Lincoln, 6° (43-59-36-14).
LE GRAND BLEU (Fr. v.a.) : Gaumont
Champs-Élysées, 1° (45-62-20-40); Palais-
Michel, 5° (43-26-79-17). 14 Juillet
Odéon, 6° (42-25-39-93); Bretagne, 6°
(42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 6°
(43-59-19-08); Publicis Champs-Élysées,
1° (45-62-20-40).
14 Juillet, 1° (45-62-27-84-50).
Alésia, 16° (43-27-84-50). Kinopanora-
ma, 15° (43-06-50-50); v.f. : Gaumont
Opéra, 2° (42-47-60-33); Rex (La
Cigale), 1° (45-62-83-93).
Nation, 12° (43-64-04-67); Faurex, 13°
(43-31-36-86); Gaumont Convention, 15°
(45-28-42-27); Palais Watvil, 18°
(45-62-20-40).
LE GRAND GEMIN (Fr.) : Lucerne,
6° (45-54-37-34); George V, 5° (45-62-
41-46); Convention Saint-Charles, 15°
(45-73-39-00).
HOPE AND GLORY (Bril. v.a.) : Utopie
Champs-Élysées, 1° (43-26-64-55).
INTENSITÀ (It. v.a.) : Utopie

6* (45-44-57-34); George V, 8* (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 19* (45-79-33-00).

L'ÊTRE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 10 (40-26-12-12) ; Cinéoch. Les Halles, 13 (40-26-13-52) ; Pathé-Lucas-Chempey, 15 (40-26-13-73) ; Biograph, 15 (40-26-13-73) ; Montparnasse, 15 (40-26-15-25) ; v.f. : Pathé Impérial, 27 (47-42-72-52).

MAISON FANTÔME (A. v.o.) : Gaumont V, 6 (45-62-41-46).

JEONG VU ET LA SIGNORA (IL. v.o.) : Luce, 6 (44-45-57-34).

LA VIE DE CHIEN (Sa. v.o.) : Club Gaumont (Pathé Maigaux), 42 (45-59-31-97).

LE TATOUÉ (A. v.o.) : Club Beaumont, 35 (42-71-53-36) ; Studio de la Marine, 35 (42-71-54-25).

LA LIGÈRE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 10 (40-26-12-12) ; Pathé Haussmann, 6 (46-33-79-38) ; Publicis Sentier-Marmain, 6 (42-72-72-80) ; Pathé Marignac-Courtois, 15 (45-59-82-52) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-59-30-40) ; Gaumont Albi, 14 (43-57-44-30) ; 14 (45-59-30-40) ; Biograph, 15 (40-26-13-73) ; Gaumont Biograph, 15 (40-26-13-73).

LES FILMS NOUVEAUX

LE JEAN-PÈRE (A. v.o.) : Film américain de Joseph Rabin, v.o. : Fernu Horizon, 11 (45-58-67-57) ; Pathé Haussmann, 6 (46-35-79-38) ; Pathé Marignac-Courtois, 15 (45-59-82-52) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-59-30-40) ; UGC Lucu Beville, 12 (43-43-01-59) ; Trols Parisiennes, 12 (43-43-01-59).

LE BEAU-PÈRE (*) Film américain de Joseph Ruben. v.o. : Forum

[illegible]**MERCREDI 8 JUIN**

L'Observatoire de Paris, 14 h 15, 61, avenue de l'Observatoire (Isabelle Haublé).

Hôtels du Marais, place des Vosges, 14 h 30, méro Pont-Marie (Fianciera).

Musées et passages couverts du Palais-Royal, 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat (Christine Mété).

De Saint-Roch aux hôtels de la rue Saint-Hippolyte, 14 h 30, méro Tuileries (Paris culturel et insolite).

Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges, 14 h 30, méro Saint-Paul, mortir (Réassurance du passé).

Musée du Château de Vincennes, 15 heures, centre (Paris culturel).

Musée du Grand Canal, France, 15 heures, 16, rue Cadet (Approche de l'art).

Jardin botanique et parc Montsouris, 15 heures, 16, rue d'Ulm (Paris est son histoire).

Monuments historiques

"L'ancien village de Passy, passé et présent", 15 heures, méro Passy, en haut des escaliers.

Le

5

15

de

Me

tu

en

du

M

100

CON

Je

la

to?

et

60,

20

30

la

(P)

78,

La

Le

P

30, avenue Corentin-Carion (arr. B-)

60, boulevard Latour-Maubourg.
20 h 30 : « Psychiatrie psychanalytique : la manie dépressive », par Yves Diéni (Psycho-Santé).

78, boulevard Malesherbes, 20 h 30 :
« La kabbalah ou tradition comique » - Le bestiaire symbolique » (2^e partie), par J. Baryosher (L'homme et la conscience).

10 Athlétisme. Meeting international
au stade Auguste-Delaune 22.
h. 22.35 **Clothes** : **Police Nationale**
Américain de William Fredrick 1:19
Petersen, Willem Dufco, John Pa
sifications. Film français classé A et
77). Avec Karine Allen, François
deans la Mafia. 2.30 Documentaire

18. Familier : Côte nord. 14.30 Ch
 19. Pstier : Mimpoua : A la recherche de
 20. G.I. Joe : Silver Hawks : Les ch
 21. 19.45 : Jem et les hologrammes 18
 22. 20.00 : Météo. 19.00 Finlands : N
 23. 20.00 : La fortune. 19.50 Tirage d
 24. 20.30 : 20.30 Journal. 20.30 4
 25. 20.30 : Tirage du Loto. 20.45 : 20.45
 26. 20.45 : Présentée par Jean-Pierre Fouca
 27. 20.45 : Marthe Villagosa. Patricia Ma
 28. 20.45 : Fleur. David Halliday. 20.45 :
 29. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 30. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 31. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 32. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 33. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 34. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 35. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 36. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 37. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 38. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 39. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 40. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 41. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 42. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 43. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 44. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 45. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 46. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 47. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 48. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 49. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 50. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 51. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 52. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 53. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 54. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 55. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 56. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 57. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 58. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 59. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 60. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 61. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 62. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 63. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 64. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 65. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 66. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 67. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 68. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 69. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 70. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 71. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 72. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 73. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 74. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 75. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 76. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 77. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 78. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 79. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 80. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 81. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 82. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 83. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 84. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 85. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 86. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 87. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 88. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 89. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 90. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 91. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 92. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 93. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 94. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 95. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 96. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 97. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 98. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 99. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 100. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 101. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 102. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 103. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 104. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 105. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 106. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 107. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 108. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 109. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 110. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 111. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 112. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 113. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 114. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 115. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 116. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 117. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 118. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 119. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 120. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 121. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 122. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 123. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 124. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 125. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 126. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 127. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 128. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 129. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 130. 20.45 : 20.45 : 20.45 : 20.45 :
 131.

Penfilière : Jumeau descaun. 14.25
 Comacinos : Lépreux du monde. 14
 Cobra : Tchaou et Grodo : Gaiety. 14
 Série : Quel est ceci, descaun ? 17.25
 17.55 Série : Les deux lions de
 de pou : Des chiffres et des lettres. 18
 de pou : Patrice Laiffon. 19.05 INC
 9.10 Variétés : Les deux lions de
 Halimi. 19.30 Coma
 20.35 Théâtre : Le Chânoir à Paris
 Douglas Homes, mise en scène de P
 Poire, Christiane Misarzoli. 21.15
 Air, Ammi Alan. 22.50 Musique
 Penma. De Jean-Pierre Richard
 Les petits boules : La vraie vie e
 mères : Le bon-cœur
 de la séduction : Comment s'occu
 87 : Manuel de sauvetage pour occ
 : Guide du zapper. 23.50

Magazine : La vie à l'étranger
14.00 Magazine : Une pêche d'été
14.25 au 14.30 Série : *Stavros*, avec
G. L. et J. L. : *Le monde des hommes*
14.30 Informations. 15.00 Série : *Q. O.*
15.05 *Le monde des hommes*
15.10 *Le monde des hommes*
15.15 *Le monde des hommes*
15.20 *Le monde des hommes*
15.25 *Le monde des hommes*
15.30 *Le monde des hommes*
15.35 *Le monde des hommes*
15.40 *Le monde des hommes*
15.45 *Le monde des hommes*
15.50 *Le monde des hommes*
15.55 *Le monde des hommes*
16.00 *Le monde des hommes*
16.05 *Le monde des hommes*
16.10 *Le monde des hommes*
16.15 *Le monde des hommes*
16.20 *Le monde des hommes*
16.25 *Le monde des hommes*
16.30 *Le monde des hommes*
16.35 *Le monde des hommes*
16.40 *Le monde des hommes*
16.45 *Le monde des hommes*
16.50 *Le monde des hommes*
16.55 *Le monde des hommes*
17.00 *Le monde des hommes*
17.05 *Le monde des hommes*
17.10 *Le monde des hommes*
17.15 *Le monde des hommes*
17.20 *Le monde des hommes*
17.25 *Le monde des hommes*
17.30 *Le monde des hommes*
17.35 *Le monde des hommes*
17.40 *Le monde des hommes*
17.45 *Le monde des hommes*
17.50 *Le monde des hommes*
17.55 *Le monde des hommes*
18.00 *Le monde des hommes*
18.05 *Le monde des hommes*
18.10 *Le monde des hommes*
18.15 *Le monde des hommes*
18.20 *Le monde des hommes*
18.25 *Le monde des hommes*
18.30 *Le monde des hommes*
18.35 *Le monde des hommes*
18.40 *Le monde des hommes*
18.45 *Le monde des hommes*
18.50 *Le monde des hommes*
18.55 *Le monde des hommes*
19.00 *Le monde des hommes*
19.05 *Le monde des hommes*
19.10 *Le monde des hommes*
19.15 *Le monde des hommes*
19.20 *Le monde des hommes*
19.25 *Le monde des hommes*
19.30 *Le monde des hommes*
19.35 *Le monde des hommes*
19.40 *Le monde des hommes*
19.45 *Le monde des hommes*
19.50 *Le monde des hommes*
19.55 *Le monde des hommes*
20.00 *Le monde des hommes*
20.05 *Le monde des hommes*
20.10 *Le monde des hommes*
20.15 *Le monde des hommes*
20.20 *Le monde des hommes*
20.25 *Le monde des hommes*
20.30 *Le monde des hommes*
20.35 *Le monde des hommes*
20.40 *Le monde des hommes*
20.45 *Le monde des hommes*
20.50 *Le monde des hommes*
20.55 *Le monde des hommes*
21.00 *Le monde des hommes*
21.05 *Le monde des hommes*
21.10 *Le monde des hommes*
21.15 *Le monde des hommes*
21.20 *Le monde des hommes*
21.25 *Le monde des hommes*
21.30 *Le monde des hommes*
21.35 *Le monde des hommes*
21.40 *Le monde des hommes*
21.45 *Le monde des hommes*
21.50 *Le monde des hommes*
21.55 *Le monde des hommes*
22.00 *Le monde des hommes*
22.05 *Le monde des hommes*
22.10 *Le monde des hommes*
22.15 *Le monde des hommes*
22.20 *Le monde des hommes*
22.25 *Le monde des hommes*
22.30 *Le monde des hommes*
22.35 *Le monde des hommes*
22.40 *Le monde des hommes*
22.45 *Le monde des hommes*
22.50 *Le monde des hommes*
22.55 *Le monde des hommes*
23.00 *Le monde des hommes*
23.05 *Le monde des hommes*
23.10 *Le monde des hommes*
23.15 *Le monde des hommes*
23.20 *Le monde des hommes*
23.25 *Le monde des hommes*
23.30 *Le monde des hommes*
23.35 *Le monde des hommes*
23.40 *Le monde des hommes*
23.45 *Le monde des hommes*
23.50 *Le monde des hommes*
23.55 *Le monde des hommes*
24.00 *Le monde des hommes*

L PLUS

5.00 Documentaire : Les alpinistes
 Ernest Borgnine, pêcheurs
 de l'Alaska : La promesse, De Glenn Jar-
 vis et James Woods, Piper Laurie, 17.10
 7.50 Série : Thru, 12.15 Film
 Les hommes de l'acier, 18.25 Documentaire : Les alpinistes

Science TV du 6 j
instantanée, région parisienne 7 jours = 3

VOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (sur 50)		TF 1
2	46,7	Serge Gainsbourg 19,5
3	51,8	René Barjavel 27,5
4	55,4	James 35,3
5	55,4	Le Jeu Cœur 17,4
6	55,4	Le Jeu Cœur 17,5
7	53,0	Samedi 6 en soirée 15,2

Plus de 200 foyers en Ile-de-France.

PARIS JAZZ FESTIVAL

88

ALAIS DES SPORTS

RTM

FR 3
Île de France

COORDINATION
SPECTACLES
ALAIN LUMBROSIO
SPS

RAY CHARLES
1ère partie
19 h CHRISTIANE LEGRAND
22 h MICA PARIS

BB KING
STEEVIE RAY VAUGHAN

MILES DAVIS
DOU DOU N'DYAE ROSE

HERBIE HANCOCK
BOBBY MC FERRIN
WYNTON MARSALLIS

JAZZ A NEWPORT
B. CLAYTON - B. TATE - R. BRAFF

DAVE BRUBECK QUARTET

CAB CALLOWAY REVUE
en 1ère partie
THE CHANCE ORCHESTRA

DAVID SANBORN
J.L. PONTY

GEORGE BENSON

CARLOS SANTANA
WAYNE SHORTER ETC...

UB 40

**LOCATION TEL :
48 28 40 90**
du 12 h 30 à 19 h
LOCATION GUICHET :
du lundi au vendredi 12 h 30 à 19 h

30 JUIN
19 h
22 h

4 JUILLET
20 h 30

5 JUILLET
19 h et 22 h

6 JUILLET
20 h 30

7 JUILLET
20 h 30

8 JUILLET
20 h 30

9 JUILLET
20 h 30

10 JUILLET
19 h et 22 h

11 JUILLET
19 h 30

12 JUILLET
20 h 30

**POUR TOUS
RENSEIGNEMENTS
48 28 40 48**

Canal P

Informations « services »

(spécial de la Météorologie nationale.)

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Presse

Isabelle Adjani obtient 2,25 millions de francs des éditions Bauer

La rumeur et le préjudice

Après transaction, l'actrice Isabelle Adjani vient d'obtenir des éditions Bauer la somme de 2,25 millions de francs. Une réparation pour le préjudice causé par un article du magazine *Aujourd'hui Madame*, qui faisait resurgir d'anciennes rumeurs sur son état de santé, lancées dès l'automne 1986 et toujours démenties depuis.

Annoucé par un titre de couverture « SIDA-Adjani », l'article en question est accompagné d'un encadré sur « Ce qu'il faut savoir du SIDA » et de photos non autorisées par l'actrice. Dès le samedi 4 juin, soit deux jours avant la parution du magazine hebdomadaire, l'actrice obtenait en réalité l'interdiction de sa diffusion.

Pourtant, le lundi 6 juin, 1,4 million d'exemplaires de ce magazine populaire (*Le Monde* du 31 mai) étaient en kiosque. Dès l'après-midi, le tribunal ordonnait la saisie immédiate, l'interdiction de diffusion, et condamnait les éditions Bauer à 150 000 francs de dommages-intérêts à titre de provision. L'ordonnance précise que l'article litigieux, « bien que rédigé dans des termes destinés apparemment à la défense de l'actrice », « a pour objet essentiel de relancer ou raviver des rumeurs » et « exploite ainsi

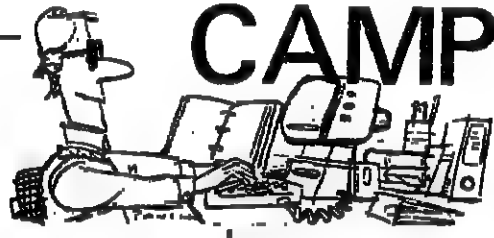
d'une manière singulièrement hypocrite un thème portant une atteinte inadmissible à la vie privée ».

Estimant le préjudice déjà consommé et la saisie des exemplaires difficile, Isabelle Adjani préférait dans la soirée obtenir des éditions Bauer une transaction de 2,25 millions de francs qui met fin au litige.

Pour l'actrice et son avocat, M^{re} Karen Berreby, les deux jugements et la somme obtenue — dont l'actrice reversera l'essentiel à des œuvres — marquent un précédent important dans le domaine de la protection de la vie privée. Selon M^{re} Berreby « la jurisprudence, actuellement, permet difficilement d'avoir réparation d'un préjudice à son vrai niveau », les sommes accordées par les tribunaux n'étant pas prohibitives pour les auteurs d'infractions.

Du côté des éditions Bauer, on estime que le groupe « aurait probablement fait appel des jugements dans le cas d'une publication normale ». Mais *Aujourd'hui Madame* est en période de lancement, avec une importante campagne de publicité, ce qui explique la transaction.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



Aider Paul-Valéry

UNIVERSITÉ presque exclusivement littéraire, Paul-Valéry (Montpellier-III), qui vient d'être expertisée par le Comité national d'évaluation, a subi de plein fouet les difficultés propres à ce domaine d'enseignement. Après avoir stagné dans les années 70, en raison du faible attrait des études de lettres, ses effectifs se sont envolés depuis 1980, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : le reflux vers elle des étudiants provenant d'autres disciplines de plus en plus sélectives (comme la médecine); les conséquences positives de la rénovation du DEUG, qui a réduit les éliminations en première année; la mise en place de filières nouvelles mieux adaptées aux débouchés professionnels (comme l'administration économique et sociale et les langues étrangères appliquées); et le dynamisme du Languedoc-Roussillon, qui attire de nombreux étudiants d'autres régions. Résultat : l'université étouffe dans un cadre matériel et pédagogique ridiculement étroit.

Autre paradoxe : les moyens sont insuffisants pour encadrer les filières nouvelles prometteuses pour les étudiants et l'université ne peut plus assurer convenablement sa tâche traditionnelle de préparation aux concours d'enseignants, au moment où une forte demande s'annonce dans ce secteur.

C'est pourquoi le comité d'évaluation plaide pour qu'un effort vigoureux soit fait par les pouvoirs publics pour venir en aide à cette université qui, de façon méritoire, de faire face à une situation difficile. « Elle doit corriger certaines erreurs et mieux éclairer sa démarche, mais son effort doit être compris, apprécié et elle doit être aidée en conséquence », conclut le comité.

F. G.

Inscriptions à Paris-III

L'université Paris-III-La Sorbonne-Nouvelle ouvre, du 23 juin au 4 juillet, ses bureaux d'inscription aux bacheliers des années antérieures n'ayant encore fait aucune inscription dans un établissement d'enseignement supérieur.

(Centre Canier, service de la scolarité, 13, rue de Santeuil, 75005 Paris. Tél. : 46-87-40-00.)

L'ESSEC à Versailles

Les élèves de l'ESSEC organisent, le 25 juin, au château de Versailles, leur traditionnel gala.

Au programme : Mozart et feu d'artifice.
(Avenue de la Grande-Ecole, BP 105, 95201 Cergy-Pontoise. Tél. : 30-30-43-68.)

Optique

L'université de Paris-Sud et le lycée technique d'optique proposent, conjointement, un enseignement qui permet aux bacheliers C ou D d'obtenir en trois ans à la fois le DEUG (sciences de la nature et de la vie) et le BTS (optique lunetterie).

(Office des carrières et de l'orientation du centre d'Orsay, bât. 333, 91405 Orsay CEDEX. Tél. : 69-41-72-77.)

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES

échappées belles en France

Une première série de 8 guides :

- L'ALSACE DU NORD
- LE PÉRIGORD NOIR
- L'ANJOU
- LE ROUSSILLON
- LES CÉVENNES
- LE BEAUJOLAIS
- LA CHAMPAGNE
- LE TRÉGOR

En librairie, 128 pages illustrées, 65 F.

autrement ÉDITIONS

Le Carnet du Monde

Naissances

M. Georges HOLLEAUX et M^{re} Sophie Navet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Mariages

11, rue du Dobropol, 75017 Paris.

M. et M^{re} Jacques RIGAUD sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jérôme RIGAUD avec Anne-Christine SOULEZ, fille de M. et M^{re} René Soulez.

Le mariage religieux sera célébré dans l'intimité familiale le 18 juin 1988, à Paris.

15, quai Paul-Dominer, 92400 Courbevoie.

Décès

Le président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Et l'administrateur de la Maison des sciences de l'homme ont le regret d'annoncer le décès de

Alexandre BENNINGSEN, directeur d'études.

M. et M^{re} Chénier, M. et M^{re} Raffalli, ont la douleur de faire part du décès de

Patrick, Monsieur Marie-Christine HIDEAU.

Une cérémonie religieuse aura lieu jeudi 9 juin au funérarium de Gonesse.

M^{re} Nadia Lamrani, sa fille, Marie et Nils Lefevre, ses petits-enfants, M. et M^{re} Louis Blézy, ses frères et belle-sœur, M^{re} Juliette Portier, sa belle-mère.

Ses neveux et nièces, Les familles Hoisey, Desplanques, Blézy, Bordeaux, Quennesson, Portier, Quinquart, Paveris, Colin, Bayet, Baudet, Lamrani-Goldo, Dubrulle, Stocquart, Grouet, Llenard, Zedde, Delcroix, Depoit.

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BLÉZY,

survenu le jeudi 2 juin 1988, à l'âge de soixante-trois ans, à La Mure (Isère).

L'inhumation aura lieu le mercredi 8 juin, à 17 heures, au cimetière nouveau de Gennevilliers.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière, rue Villabon-Mareuil, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Le Vivier, 38135 La Motte-Saint-Martin.

L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADM), et la profonde tristesse d'annoncer la mort de

Paula CAUCANAS-PISIER, collectionneuse et secrétaire générale de l'ADM, membre du bureau de la Fédération mondiale des Associations pour le droit de mourir dans la dignité.

(Le Monde du 2 juin.)

M^{re} le docteur Cécile Chahan, M^{re} Michèle Chahan et Michèle, Le docteur Yves Chahan, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile CHAHAN,

survenu dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le 8 juin 1988.

Catherine et Hervé Deschamps, Jean-Pierre Coulon, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Robert COULON, né Denise Buzand,

survenu le 2 juin 1988, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 juin, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette à Suresnes.

Pas de fleurs, dans la Ligue contre le cancer.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, rue des Halles, 75427 Paris Cedex 08. Tél. : 30-30-43-68.

Télécopieur : 45-25-05-81. Renseignements. Tél. : 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 79 F

Abonnés (avec justificatif) : 89 F

Communications diverses : 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Notre service, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Paris - Montier-en-Der. M^{re} René Dupuis, son épouse, M^{re} Judith Magre, M^{re} et M^{re} Roland Girard et Marie-Cécile, M^{re} Claude Duilleux, M. et M^{re} François Dupuis, Nathalie, Marion, M. et M^{re} Emile Biasini et Grégoire, M. et M^{re} Pierre Dupuis, Isabelle, Emmanuel, Stéphanie, M. et M^{re} Alain Thifnot, Stanislas et Garance, ses enfants et petits-enfants,

M. Pol Dupuis, son frère, Sœur Marie-Pierre Dupuis, sa sœur, M^{re} Maurice Conchon, M^{re} Robert Vitry, ses belles-sœurs,

Ses neveux, nièces et cousins, Ses amis Gad'zarts, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DUPUIS, ingénieur des Arts et Métiers,

le 5 juin 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 8 juin, à 14 h 30, en l'église abbatiale de Montier-en-Der (Haute-Marne) et suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Ni fleurs ni couronnes. Prière pour lui.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Monique Dussault-Carpentier, son épouse, Laurence, Dorothée et Christophe, ses enfants, Fernand et Renée Debray, ses beaux-parents, ont la douleur de faire part du décès de

Roger DUSSEAUX, ancien ministre, député honoraire de Seine-Maritime,

survenu en son domicile.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le lundi 30 mai 1988, selon son vœu, au cimetière de Saint-Denis-le-Thibout (Seine-Maritime).

Le Flet d'Authuit, 27790 Rosay-sur-Lieure.

Claude Faugère, son épouse, et leur fils Lucien de Troin, Caroline et Florence Troin, Les familles Faugère, Tovo, Troin, Tandouet et Masé, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} veuve Auguste FAUGÈRE, née Lucienne Tandouet,

survenue à Antony, le 2 juin 1988.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le mercredi 8 juin, à 10 h 30.

8, rue des Trois-Portes, 75005 Paris.

M^{re} Raymond Fischer, M. et M^{re} Didier Heilbronn et leurs enfants, M. et M^{re} Robert Fischer et leur fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond FISCHER, officier de la Légion d'honneur, ancien président du conseil général de l'Aisne, ancien maire d'Hirson, ancien président d'honneur des villes jumelées de France,

survenu le 3 juin 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Montparnasse, dans le caveau de famille, le vendredi 10 juin, à 11 h 30.

Réunion à la porte du cimetière, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14^e).

On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Daniel HERRENSCHMIDT, préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, qui s'est endormi le 26 mai 1988, à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de : Isabelle Herrenschmidt, Jean-Fabien et Marie-Christine Méroc, Nicolas et Anouchka, Jean-Michel Herrenschmidt, Alexandre et Rébecca, Roland et Joëlle Besset, Cyril, Nathalie et Benjamin, ses enfants, beaux-fils et petits-enfants, Et toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Severdun (Ariège).

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tourne-toi vers moi, prends pitié de moi, car je suis seul et misérable. Les angoisses de mon cœur augmentent, délivre-moi de ma détresse. » Psaume XXV, 16-17.

169, boulevard Murat, 75016 Paris.

3, boulevard Jules-Peltier, 92210 Saint-Cloud.

2, rue des Marronniers, 75016 Paris.

7, avenue du Général-Leclerc, 78160 Marly-le-Roi.

Notre service, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Ewa et Roman Jaskowski ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Piotr JASKOWSKI,

survenu le 3 juin 1988, dans sa vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le lundi 6 juin, au cimetière communal du Plessis-Robinson.

Edith Kauffmann, Gilles et Jacqueline Kauffmann, Nadine et Lionel Matton, leurs enfants, et leurs petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès survenu brusquement le 1^{er} juin, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de

M^{re} Jacques KAUFFMANN,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Elle a su apprécier la vie et se réjouir autour d'elle que du bonheur.

26, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Mallé et Bernard Bassez, Monica et Mario Klachko-Tiffenberg, Monique et Georges Mercier, Geneviève Rumeau, Aline et Boris Vargalg, ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Gabriel LABAT,

survenu le 2 juin 1988.

Ses amis garderont le souvenir de la qualité de son engagement et de la chaleur de son amitié.

M^{re} Pierre MESNARD, née Juliette Daynard,

s'est éteinte dans la paix et la lumière du Seigneur, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour mardi 7 juin 1988, à 10 heures, en sa paroisse de Saint-Julien de Tours (37).

De la part de : Charles et Liane Mesnard, Marie (Y) et François Dionis du Séjour, François et Marie-Claude Mesnard, Thérèse et Marc Torsan, Hélène et Georges de la Borde, Odile et Eric Poulliquen, André Hubert et Gertrude Mesnard, Philippe et Bernadette Mesnard, ses enfants,

Ses quatre-vingt-huit petits et arrière-petits-enfants, Ses amis,

L'absoute, précédée de la messe, sera donnée au l'église de Lamoignon (Lot-et-Garonne), le mercredi 8 juin, à 9 h 30.

M^{re} Jean-Rémy Palanque, M^{re} Pierre Pillement et ses enfants, M. Bernard Palanque et ses enfants et petit-enfant, M. et M^{re} Joseph Cecaldi, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{re} Pierre Palanque, M^{re} Anne-Marie Palanque, M. et M^{re} Jean Palanque et leurs enfants, M. et M^{re} René Palanque et leurs enfants, M. et M^{re} Georges Flageolet, leur fille et petite-fille, M. et M^{re} Bernard Ronget et leurs fils, M. Gilles Grovia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Rémy PALANQUE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, doyen honoraire de la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence, professeur honoraire de l'Université de Montpellier, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, chevalier des Arts et Lettres, médaille de la Résistance, officier du Mérite de la République italienne, président d'honneur de la Société d'histoire ecclésiastique de la France, de la Fédération historique de Provence, de la Société aixoise d'études historiques, de la Fondation de Lourmarin, membre honoraire de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix, membre d'honneur de l'Académie du Var, membre associé de l'Académie de Marseille,

leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, oncle, grand-oncle,

rappelé à Dieu le 2 juin 1988, à Aix-en-Provence, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Né le 7 mars 1898 à Marseille, Jean-Rémy Palanque a fait ses études au lycée Louis-le-Grand et à l'Ecole normale supérieure. Agrégé d'histoire et docteur en lettres, il a commencé sa carrière en 1921 au lycée de Montpellier. De 1933 à 1940, il a été maître de conférences à la Faculté de lettres de Montpellier, puis professeur d'histoire médiévale à la Faculté de lettres d'Aix-en-Provence. Depuis 1958, il était membre libre de l'Institut à l'Académie des inscriptions et de l'Académie des sciences. Il a composé ses thèmes à « Saint Ambroise » et à « La préface du prélat de Saint-Empire ».

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{re} Henri RADIER,

né Lisette Lebeuf,

survenu à la suite d'une longue maladie, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de sa famille, Et de ses nombreux amis.

15, rue des Petits-Bois, 92370 Chaville.

Volodia Shalshani a la douleur de faire part du décès de sa compagne.

Marie-Noëlle, et de leur enfant.

Leurs cendres ont été dispersées au-dessus de Grenoble le jeudi 2 juin 1988.

Gilles Vidal a la tristesse de faire part du décès de son père,

Fernand VIDAL,

survenu le 24 mai 1988, à Toulon.

Libreville, Toulon.

Remerciements

Nathalie Degues, Et sa famille, profondément touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jacques SUBRENAT,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

M^{re} Béatrice Toussaint et ses quatre fils, M. et M^{re} Jean Toussaint, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Olivier TOUSSAINT,

remercient bien sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

Messes annuelles

Il y a bientôt un an,

M^{re} Jacques FURET, né Jeanne Vimalis,

était tragiquement frappé à Dieu.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 11 juin 1988, à 10 heures, en l'église de l'Église Notre-Dame-de-Lourdes de Chaville (Hauts-de-Seine), avenue Roger-Salengro.

« Elle a trop aimé ses enfants pour qu'elle soit jamais oubliée. » Saint-Augustin.

Communications diverses

Le Cercle Bernard-Lazare invite Pierre-André Taguieff, auteur de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite, pour son dernier livre et petite conférence, samedi 11 juin 1988, à 10 heures, avec la participation d'Elizabeth de Fontenay, jeudi 9 juin, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

STERN GRAVEUR depuis 1840

Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité le prestige de la gravure 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS Tél. : 42.36.94.45 - 45.06.05

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASEFMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél. : 48 06 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

Croire au

Les disciples de... leur instinct... Ils prétendent... Sans aucune preuve...

GUY CLAUDE... adorer... Surmonter... Les disciples de... leur instinct... Ils prétendent... Sans aucune preuve...

historique... leur instinct... Ils prétendent... Sans aucune preuve...

Et de conclure, dans un ton... 1974 sous le titre... Les disciples de... leur instinct... Ils prét

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Croire au cru

Les disciples de l'instinctothérapie suivent leur instinct pour se nourrir et mangent cru. Ils prétendent guérir toutes les maladies. Sans aucune preuve.

GUY-CLAUDE BURGER adore parler de ses enfants. Surtout de ses trois derniers, les « crus ». Depuis leur plus tendre enfance, ces trois bambins, qui ont aujourd'hui atteint l'âge de raison, n'ont jamais touché un aliment bouilli, pressé, congelé, haché, grillé ou frit. Faut-il s'en étonner ? Leur père, Guy-Claude Burger, cinquante-trois ans, fondateur de l'instinctothérapie, prêche depuis 1964 le retour à l'alimentation « originelle ». Non traitée, cela va sans dire, mais de plus crue.

« Seul l'instinct peut nous guider vers ce qui est bon pour notre santé, explique ce diplômé de physique venu de Suisse. Regardez les animaux, ils savent, grâce à une sorte de prescience qui nous dépasse, les aliments qui leur sont nécessaires. Nous aussi, nous devons suivre notre instinct alimentaire. Mais il ne fonctionne qu'avec des aliments originaux qui ont existé de tout temps dans la nature. La cuisson et plus généralement la cuisine tendent à rendre bon ce qui était mauvais à l'état naturel. Elles faussent donc notre instinct. »

Et de conclure, dans un texte paru en 1974 sous le titre, « Instinctothérapie, élixir de jeunesse ? » : « Il s'agit de retourner à une alimentation telle que pouvaient se la procurer nos ancêtres avant le règne de l'artifice, tel que les prédateurs de l'homme sapiens ou leurs ancêtres plus ou moins simiesques. »

Et donc de la cuisson, source de tous les maux, mais aussi des mélanges, des associations ou même de l'assaisonnement. A-t-on jamais vu un de ces hommes pré-

historiques si chers au cœur de Burger saler une tomate ou ajouter un filet de citron à sa viande crue ? Le lait et ses produits dérivés, à l'exception du lait maternel, sont, eux aussi, bannis. « Le lait de vache est naturel pour le veau, pas pour l'homme », tranche sentencieusement Guy-Claude Burger, dans un livre paru en 1985, *La Guerre du cru* : « Pour se procurer du lait, il faut tuer une vache dans la forêt vierge. »



En vertu de ces principes, les petits Burger, mis à l'école « instinctive » dès leur naissance, n'ont jamais goûté un morceau de pain, une tasse de tisane, un avocat vinaigrette, un yaourt ou une orange pressée. En revanche, glisse malicieusement leur mère, « ils adorent les pommes de terre crues ».

Pour suivre son instinct, Guy-Claude Burger, qui n'est pas médecin, ne donne qu'une consigne : se fier à son odorant. La règle du jeu consiste donc à respirer fruits et légumes en attendant le moment magique de l'appel instinctif, cet instant où l'on acquiesce à la certitude que l'aliment reniflé est le plus juste.

Au château de Montrambé (Seine-et-Marne), une superbe bâtisse du douzième siècle qui abrite les disciples de Guy-Claude Burger, cette loi est devenue la

régle. A chaque repas, les « instinctifs » réunis autour de grandes tables de bois couvertes de fruits et de légumes, de viande et de poisson crus reniflent à qui mieux mieux dans l'attente de leur appel instinctif. Appliqués, sérieux, ils se passent un à un les aliments en commentant gravement les odeurs du jour. Mutine, la femme de Burger, qui vole de table en table au secours des néophytes, déconcertée, accepte de livrer quelques secrets : « Si la salade sent la rose, c'est qu'elle est bonne pour vous, si elle sent la poussière, changez d'aliment. » A deux pas, Joëlle, une petite brune appliquée, venue d'Ardèche, suit ses conseils à la lettre.

Après avoir consciencieusement reniflé les œufs, elle avale sans sourcilier dix-huit jaunes crus. Une véritable aubaine pour son

voisin qui se délecte des saladiers de blancs d'œuf qu'elle laisse volontiers de côté.

« Ce type d'alimentation sans produits laitiers risque de provoquer des carences en calcium importantes », note le professeur Bernard Guy-Grand. « De plus,

les repas monocordes, où les aliments sont peu variés, entraînent une réduction de l'apport calorifique, et donc de forts amaigrissements. »

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 24.)

LES GARDIENS DU TEMPS

QUAND ils furent découverts, en juillet 1967, par les astronomes britanniques de l'observatoire de Mullard, l'incroyable s'empara d'un instant de la communauté scientifique. Pourtant, les mesures étaient formelles. Là bas, au fond du ciel, quelque chose battait la seconde avec la régularité d'un métronome. Une série de pulsations radioélectriques se répétaient à l'identique toutes les 1,337 secondes. Après avoir longuement étudié le phénomène, les astronomes montrèrent que ces signaux n'étaient pas le fruit de quelque émission radio émise par une civilisation extraterrestre à destination des autres peuples de l'univers, mais plus simplement le chant du cygne d'étoiles en fin de vie : les pulsars.

Ces objets étonnants et de petite dimension — environ 10 kilomètres de rayon — sont des astres presque exclusivement composés de neutrons, l'un des constituants fondamentaux de l'atome. Ces étoiles, dont la masse est considérable — leur densité est telle qu'une cuillère à café de matière provenant de ces astres pèse de l'ordre du milliard de tonnes — ont la particularité de tourner très rapidement sur elles-mêmes, tel un rotaphore. A titre d'exemple, l'un des plus célèbres, le pulsar du Crabe, vestige de l'explosion d'une supernova en 1054, tourne sur lui-même en trente-trois millièmes de seconde.

En vingt ans, plus de quatre cents pulsars ont été identifiés. Mais la découverte, au début des années 80, d'une nouvelle source radio répondant au nom de 4C21.53 ou de PSR 1937+214, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le monde de la recherche. Ce nouveau pulsar tournait sur lui-même en un peu plus d'une milliseconde et demie, soit vingt fois plus vite que le plus rapide des pulsars connus. Découverte surprenante, car cette valeur de la période est très proche de la limite. Les lois de la physique stipulent en effet qu'une étoile à neutrons ne peut présenter une période inférieure à la milliseconde, faute de quoi elle vole en éclats.

Depuis, plusieurs autres pulsars de ce type ont été mis en évidence. On en connaît six dont la période est comprise entre 1,5 et 15 millièmes de seconde. Contrairement à ce que l'on pensait, ces étoiles particulières ne seraient pas des astres jeunes, mais plutôt de vigoureux vieillards dont on attend beaucoup pour comprendre l'évolution de ces astres, mais aussi pour mener des recherches dans d'autres domaines. C'est ainsi que l'on pense que les plus rapides d'entre eux pourraient servir de gardiens du temps. Selon François Baudou de l'observatoire de Meudon, ces pulsars présenteraient en effet des stabilités plus grandes que celles des horloges atomiques sur des intervalles de temps supérieurs à six mois.

J.-F. AUGEREAU.

Ciels d'usines

Depuis cent cinquante ans, l'activité industrielle influe sur le climat. Des changements importants vont se produire dans les prochaines décennies. Les scientifiques s'y préparent.

Le climat n'a cessé de se modifier depuis que la Terre s'est formée. Il y a 4,5 milliards d'années. Les variations climatiques les plus récentes étant cette alternance de périodes glaciaires et interglaciaires qui se succèdent depuis 2 millions d'années. Il y a donc des facteurs naturels qui font inexorablement évoluer le climat à l'échelle de temps de millions ou de millions d'années. Mais depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire depuis le début de la révolution industrielle, l'homme est, sans nul doute, devenu l'artisan de modifications climatiques qui, elles, pourraient se produire en quelques dizaines — ou quelques centaines au maximum — d'années.

Il est donc urgent de comprendre les processus naturels ou humains des modifications climatiques. Cent trente spécialistes d'une vingtaine de nationalités différentes se sont réunis du 22 au 27 mai à Louvain-la-Neuve (Belgique) en un colloque pluridisciplinaire (« Le climat et les géosciences, un défi pour la science et la société du XXI^e siècle »), organisé par M. André Berger, professeur à l'université catholique de Louvain (UCL), avec l'aide de l'OTAN, des Communautés européennes et de l'UCL.

L'énergie solaire, source de toute vie, qui parvient sur la Terre est actuellement, en moyenne, de

340 watts (340 joules par seconde) par mètre carré. Mais cette énergie augmente très lentement : il y a 4,5 milliards d'années, l'énergie émise par le Soleil n'était que les trois quarts de ce qu'elle est actuellement.

En outre, la composition de l'atmosphère terrestre évolue depuis son origine. Enfin, les masses continentales ne cessent de dériver, de se souder et de se fragmenter sous l'effet des processus de la tectonique des plaques. Et la latitude aussi bien que la distribution relative des terres et des mers jouent un rôle décisif sur les circulations atmosphériques et océaniques, et donc sur le climat. On sait ainsi que la Terre a subi une dizaine de grands « âges glaciaires » et que, de - 65 millions à - 2 millions d'années, la température moyenne de la Terre était supérieure de 5 à 10 degrés Celsius à la température globale moyenne actuelle, qui est de 15°C.

Les premiers, le Français Alphonse Adhémar (vers 1850) et le Britannique James Croll (quelques années plus tard) ont pensé que les variations climatiques moins longues, telles les alternances de périodes glaciaires et interglaciaires des deux derniers millions d'années, étaient provoquées par les variations de l'insolation liées à des facteurs astronomiques.

La position de la Terre sur son orbite elliptique se décale peu à peu : c'est la précession des équinoxes. Actuellement, lorsque le soleil est à la verticale du tropique du Capricorne, la Terre est tout près de son périhélie (le point de l'orbite le plus rapproché du Soleil). L'hiver de l'hémisphère nord et l'été de l'hémisphère sud coïncident donc avec le moment où la Terre est la plus proche du Soleil. Dans dix mille cinq cents ans, ce sera l'inverse : notre hiver boréal aura lieu lorsque la Terre sera la plus éloignée du Soleil. Encore dix mille cinq cents ans, et nous serons de nouveau dans la situation actuelle. Certes, de nos jours, le périhélie et l'aphélie (le point de l'orbite le plus éloigné du Soleil) ne sont respectivement qu'à 147,55 millions de kilomètres et 152,55 millions de kilomètres du Soleil (soit 1,7 % en moins ou en plus des 150 millions de kilomètres de la distance moyenne Terre-Soleil). Mais la différence d'énergie solaire reçue par la Terre lors de ses passages au périhélie et à l'aphélie est de 6,8 %.

Rendez-vous dans 80 000 ans

Autre variable astronomique : la forme de l'orbite terrestre qui évolue selon un cycle de cent mille ans (avec des irrégularités d'amplitude). L'excentricité de l'orbite terrestre est actuellement de 0,017. Pendant le quaternaire (de - 1,8 million d'années à nos jours), elle a varié de 0 à 0,07 : entre ces deux valeurs extrêmes, la différence d'énergie solaire reçue par la Terre est de 28 %.

Il y a aussi l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre par rap-

port au plan de l'écliptique, qui est responsable de l'alternance des saisons. Cette obliquité de l'axe de rotation est actuellement de 23°27'. Mais elle oscille de 21° à 25° selon une période de quarante et un mille ans.

Milutin Milankovitch (1879-1958), un ingénieur-mathématicien — astronome yougoslave, fut le premier à calculer — sans ordinateur — les différences d'insolation liées à ces facteurs astronomiques. Les effets de ceux-ci s'ajoutent ou s'annulent en fonction des périodes propres à chacun d'entre eux et en fonction des latitudes et des saisons. Disons, en simplifiant, que les régions équatoriales sont surtout sensibles au cycle de vingt et un mille ans de la précession des équinoxes, alors que l'insolation des hautes latitudes dépend principalement du cycle de quarante et un mille ans de l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre.

L'idée de départ de Milankovitch était que l'élément essentiel pour le déclenchement d'une période glaciaire était une série d'étés suffisamment froids dans les hautes latitudes pour que la neige ne fonde pas. Il a donc recherché, par le calcul, les variations de l'insolation responsables, non pas des grands « âges glaciaires », mais des oscillations qui se produisent pendant chacun de ceux-ci.

Sa théorie, publiée en français en 1920, reçut l'appui d'Alfred Wegener — le « père » de la dérive des continents — et d'Alfred Köppen — le grand climatologue. Mais elle dut attendre les années 70 pour être scientifiquement vérifiée. En s'appuyant sur la théorie de Milankovitch, l'équipe d'André Berger vient de

reproduire la succession des climats subie par la Terre au cours des 150 000 dernières années : de - 150 000 à - 120 000 ans, interglaciaire ; de - 110 000 à 13 000 avant notre ère, dernière glaciation et ses oscillations ; de 10 000 à 4 000, réchauffement ; depuis 4 000 avant notre ère, refroidissement. Le maximum de la prochaine glaciation est prévu pour dans 60 000 ans...

L'effet de ces facteurs astronomiques est amplifié par des processus naturels, par exemple par la variation du taux de gaz carbonique contenu dans l'atmosphère. Cette variation étant liée à des phénomènes encore mal connus de nature biochimique ou géochimique.

Au cours de ces variations naturelles du climat, la température globale moyenne de la Terre n'a varié que de 4°C ou 5°C (1) à un rythme qui est de l'ordre d'une fraction de degré Celsius par siècle. Or le réchauffement dû à la seule augmentation du gaz carbonique émis par les activités humaines en quantités croissantes pourrait être de plusieurs degrés Celsius par siècle. Ce qui est dix fois plus rapide.

Les activités humaines, en effet, ont déjà fait passer la teneur de l'air en gaz carbonique à 340 ou 350 parties par million (ppm), alors que celle-ci était de 270 à 280 ppm vers 1850. Elles contribuent aussi à augmenter les teneurs de l'air en méthane, en sulfates, en nitrates, en oxydes nitreux, en chlorofluorocarbones, etc.

Certes, les teneurs en gaz carbonique et en méthane résultent partiellement de causes naturelles. L'analyse, par le laboratoire de glaciologie et de physique

de l'environnement du CNRS de Grenoble et par le laboratoire de géochimie isotopique du CEA-CNRS de Saclay, des échantillons prélevés par les Soviétiques dans la calotte glaciaire antarctique, a montré que, pendant les 160 000 dernières années, les fluctuations de la teneur de l'air en gaz carbonique suivent fidèlement les variations de la température (le Monde du 7 octobre 1987) : plus il fait froid, moins le gaz carbonique est abondant et inversement.

L'effet de serre

Le gaz carbonique ne représente guère que quelques ppm de l'atmosphère actuelle. Mais il joue un rôle essentiel : il renvoie vers la Terre le rayonnement infrarouge émis par notre planète chauffée par l'énergie solaire. C'est ce qu'on appelle l'« effet de serre » (2). Et n'oublions pas que les autres produits rejetés dans l'atmosphère par les activités humaines doubleraient, à eux tous, les effets du gaz carbonique.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 24.)

(1) Il s'agit-là de la variation moyenne calculée pour toute la Terre. En fait, les variations sont très inégalement réparties. Elles doivent être d'une dizaine de degrés Celsius dans les hautes latitudes et de 1 à 2 degrés Celsius dans la zone intertropicale.

(2) Le verre ou le polyéthylène sont utilisés par les horticulteurs et les pépiniéristes pour l'effet de serre qu'ils produisent. Ils laissent passer la plus grande partie du rayonnement solaire de l'extérieur vers l'intérieur. Mais en sens inverse, seule passe la partie de ce rayonnement dont la longueur d'onde est plus grande que celle du rouge. L'infrarouge reste donc dans la serre et chauffe celle-ci.

Ciels d'usines

(Suite de la page 23.)

Notons que la vapeur d'eau — qui représente environ 0,3 % de l'atmosphère — est encore plus importante pour l'effet de serre. A eux deux, la vapeur d'eau et le gaz carbonique élèvent la température moyenne de la Terre au sol de 33°C. Rappelons que la température moyenne de la Terre, toutes régions confondues, est de 15°C. Sans gaz carbonique, toute l'eau présente sur notre planète serait gelée et ne pourrait donc contribuer à l'effet de serre — dont nous bénéficions.

Notons aussi que la Terre est la seule planète du système solaire sur laquelle l'eau est présente sous ses trois états : liquide, solide et gazeux. Cette situation exceptionnelle est le résultat d'un équilibre maintenu par des processus stabilisateurs, efficaces à l'échelle des temps géologiques, sans lesquels la Terre serait une planète morte, invivable, comme le sont Vénus et Mars. Mais n'oublions pas que les perspectives de l'espèce humaine ne s'expriment pas à l'échelle des temps géologiques...

Pour le moment, les spécialistes essaient de prévoir les variations climatiques engendrées par les activités humaines, en élaborant des modèles mathématiques de plus en plus sophistiqués. Mais encore faudrait-il connaître et comprendre les processus extrêmement complexes qui se produisent dans l'atmosphère et dans les océans et qui régissent le climat. Or les mesures de base manquent cruellement pour les océans, pour toute la zone intertropicale et pour l'hémisphère sud en général.



L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) ont créé, en 1979, le Programme mondial de recherche

sur le climat (PMRC), dont le secrétaire exécutif est M. Pierre Morel, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI). Après neuf ans de réflexion, les

spécialistes qui participent aux travaux du PMRC ont élaboré un très vaste projet, Global Energy and Water Cycle Experiment (GEWEX), qui va être proposé en juin à l'OMM et en octobre à l'ICSU.

Le GEWEX est ambitieux. Il prévoit le lancement de trois « plates-formes spatiales polaires » (des satellites placés sur une orbite polaire), d'un satellite à orbite inclinée à 30° et de cinq satellites géostationnaires. Le GEWEX s'ajoute aux programmes déjà en cours dans le cadre du PMRC : par exemple, l'expérience sur la circulation océanique globale (WOCE), qui mettra en œuvre le satellite franco-américain Topex-Poseidon, le satellite européen ERS-1 et de très nombreuses campagnes océanographiques par bateau. Ainsi, espère-t-on avoir les premières données sur la dynamique et la cinématique du système global océan-atmosphère vers l'an 2000.

L'ensemble de ces projets sera sûrement très coûteux. Mais la perturbation prévisible du climat, créée par les activités humaines se produisant dans un intervalle de temps de cinquante ans. Il s'agit d'un temps très bref, qui est du même ordre de grandeur que le temps nécessaire à la mise en œuvre d'une technologie nouvelle (aviation ou électronique, par exemple). Il est donc urgent de se préparer à un changement climatique profond et inéluctable, qui bouleversera la vie des populations et l'économie. Ce qui impose de connaître et de prévoir le mieux et le plus rapidement possible l'ampleur et la vitesse de ce changement.

YVONNE REBEYROL

Croire au cru

(Suite de la page 23.)

Avec ses 18 jaunes d'œufs Joëlle reste malgré tout en deçà des records du monde détenus par les « pionniers » de l'instinctothérapie cités avec une pointe de fierté par Guy-Claude Burger dans la guerre du cru : 151 jaunes d'œuf en deux jours, 120 kilos de miel en un repas, 1.300 kilos de miel en un dessert, 67 bananes en une journée. Le tableau est suivi d'un post-scriptum : « Ces records ont été battus pour la plupart par de grands malades qui s'en sont fort bien trouvés et dont les besoins spécifiques s'expliquent par un état particulièrement précaire. »

Car l'instinctothérapie se pique également de guérir. « La maladie n'est pas une fatalité, explique docement Guy-Claude Burger dans un dépliant sur le centre thérapeutique d'alimentation originelle Les Fontaines. Vous pouvez l'éviter en laissant à votre organisme la possibilité de choisir ce qu'il lui faut. »

L'instinctothérapie stimulerait un système de défense naturel rendu inopérant par des siècles d'alimentation cuite. Migraines, arthrose, rhumatisme, grippe, tout disparaîtrait comme par miracle avec les aliments originaux.

Les patriarches de l'Ancien Testament eux-mêmes ne sauraient échapper à cette implacable logique. Si Adam, Seth, et Mathusalem ont vécu plus de neuf cents ans, Abraham, Isaac, Jacob, et Joseph, après le Déluge, sont morts avant d'avoir atteint deux cents ans. « On dirait qu'après le Déluge il y avait eu une dégradation progressive, note Guy-Claude Burger, les problèmes de santé semblent s'aggraver : les ulcères de Job, la peste qui frappe le peuple de David pendant la moisson du blé, l'attraction volontiers cette lente décoloration aux progrès de la cuisine. Au cours du temps, ses effets sur la santé et la durée de vie n'ont pu que s'intensifier. »

Mathusalem, patriarche « instinctif ». De deux réveurs de ce paradis de la préhistoire ? Pas toujours. Avec le temps, les « instinctifs » se sont forgés un jargon métaphysico-scientifique où surnaissent quelques mots-clés : la détoxication, les phases lumineuses, la rééducation de l'instinct alimentaire, l'état d'interrogation-obéissance et la dénaturation thermique.

Plus qu'une intuition, l'instinctothérapie récemment rebaptisée anapostrophe est devenue un système. Et, au fil des années, Guy-Claude Burger est passé maître dans l'art de planer ici et là des références scientifiques qu'il met habilement bout à bout. Partielles tronquées, souvent remaniées, mais terriblement efficaces auprès de ses fidèles. Sa référence préférée demeure ainsi un article de 1982 de R. Derauche, intitulé « Pyrolyse des aliments et risques de toxicité ». Burger aime le résumer en quelques mots expéditifs : « Avec la nourriture cuite, on

absorbe une quantité de substances cancérigènes correspondant à deux paquets de cigarettes par jour. »

Le maître omet de distinguer la pyrolyse, le chauffage excessif qui fait apparaître des composés bruns, et la cuisson. Simple détail sans doute mais cette conclusion de M. Derauche : « Si la pyrolyse donne effectivement naissance à des substances mutagènes, cet effet ne signifie pas pour autant qu'elles soient cancéreuses. »

Des expériences invérifiables

Qu'importe. Les disciples de Burger, qui notent scrupuleusement ses paroles sur de grands cahiers d'écolier, ne songent guère à se plonger dans ce genre de littérature. La parole du maître leur suffit. Et cette parole énonce de véritables miracles. Dans un texte de 1983, *Nature contre cancer*, Guy-Claude Burger dresse la liste des « résultats déjà obtenus » : la guérison dans deux cas de leucémie myéloblastique, un cas de dendrome méningé, un cas de trachéome trophoblastique avec métastases pulmonaires, trois cas de mélanome avec métastases diverses, un cas de carcinome avec des métastases pulmonaires importantes, un cas de sarcome lymphoblastique du pharynx et un cas de tumeur du col de l'utérus. Des résultats « tout aussi encourageants », auraient été obtenus avec « divers cas de maladies auto-immunes, comme la polyarthrite rhumatoïde, la sclérose en plaques ou l'ulcère variqueux ».

Où sont les études scientifiques qui pourraient appuyer de tels résultats ? Elles n'existent pas. Ces opérations seraient « très coûteuses », rétorque Guy-Claude Burger à ceux qui s'étonnent d'une telle désinvolture scientifique. Constatant l'absence de travaux expérimentaux ou d'essais chimiques, la Ligue suisse contre le cancer conclut d'ailleurs dans une étude publiée le 17 janvier dernier que « Burger énonce des informations péremptives basées sur des expériences anecdotiques et bien entendu invérifiables ».

C'est pourtant sur la foi de ces rumeurs de guérison miraculeuse que de grands malades se pressent à Montréux. Les déplorables rumeurs de l'association ne proclament-ils pas : « Vous a-t-on dit que vous avez une maladie incurable ? Qui sait mieux que votre corps si elle est incurable ou non ? »

Dans les couloirs du château, l'on se raconte à mi-voix les histoires mystérieuses de ces rétablissements spectaculaires : Guy, vingt-six ans, cancéreux, remis sur pied grâce à l'instinctothérapie. Michel, dix-huit mois, leucémique, guéri après avoir absorbé 16 jaunes d'œuf par jour pendant six mois. Sans compter la propre légende du maître des lieux qui assure avoir vaincu son cancer de la gorge grâce à son alimentation.

La Ligue suisse contre le cancer précise qu'il s'agit d'une guérison liée à la fois à la chirurgie et à la radiothérapie.

Mais Roger n'a que faire de preuves scientifiques. Retraité depuis peu, il est atteint d'une forme de myopathie qui le rend chaque jour plus faible. Aujourd'hui, pour marcher, cet ancien sportif doit s'aider d'une canne qui ne le quitte plus.

Il y a quelques mois, entraîné par une amie « instinctive », Roger a décidé de jeter à la poubelle sa cortisone. Il rit encore en songeant au mauvais tour qu'il a alors joué à son médecin : « Je ne lui ai pas dit que j'avais arrêté mon traitement et il m'a trouvé mieux. Quand je lui ai dit qu'il ne prenait plus de cortisone, il a été bien surpris. » Convenu que son salut passe désormais par l'instinctothérapie, Roger suit les cours de Guy-Claude Burger en hochant gravement la tête.

Les couloirs de Montréux viennent rarement à connaître le destin de ceux que Guy-Claude Burger classe parmi ses échecs. Comme cette silhouette maigre et épuisée, débarquée un beau matin dans le cabinet du professeur Marcel-François Kahn à l'hôpital Bichat à Paris. « Il s'agissait d'une jeune fille atteinte de polyarthrite qui n'était pas totalement satisfaite de nos résultats, raconte-t-il. Elle a suivi, dès avril 1987, un régime « instinctif », accompagné d'un arrêt complet de son traitement. Lorsqu'elle est revenue trois mois plus tard, j'étais atterré : elle avait maigri de 14 kilos, ses règles s'étaient interrompues et elle perdait ses cheveux. Elle avait des carences en calcium, en minéraux et en protéines importantes. Elle présentait les mêmes symptômes que les personnes atteintes d'anorexie mentale. Il a fallu la réadmettre progressivement et elle a été régulièrement suivie par le service d'endocrinologie et par le service de nutrition de l'hôpital. Elle se remet peu à peu. »

Trois morts par négligence

Ces drames ont tout de même fini par ébranler certains des adeptes de Guy-Claude Burger. Dans le numéro 3 de l'*Éveil instinctif*, une publication « instinctive » qui se veut « ni inconditionnelle ni iconoclaste », Jacques Fradin s'interroge sur « les problèmes pratiques d'un tel régime ». Et l'on découvre au détour d'un paragraphe consacré aux risques d'amaigrissement le cas d'un pratiquant suisse, « instinctif » depuis quatorze ans, « hospitalisé en extrême état issu fausse pour dénutrition avancée ».

Plus inquiétante encore apparaît la méfiance naturelle des « instinctifs » pour la médecine, cet « acte d'orgueil » qui irrite tant Guy-

Claude Burger. Jacques Fradin, favorable à un suivi médical rigoureux relève trois cas de mort dramatiques : « Une personne morte de paludisme pour s'être obstinée à ne pas consulter pendant huit jours de fièvre en plateau, une autre ayant attendu plus de six jours de fièvre en plateau et de céphalée occipitale avant de consulter et de découvrir qu'il s'agissait d'une typhoïde, une autre encore ayant arrêté son traitement immuno-suppresseur malgré une greffe d'organe. »

De nouveaux volontaires se présentent malgré tout régulièrement aux portes du château. Prêts le plus souvent à laisser tomber leur traitement du jour au lendemain. Les films que le centre présente en soirée dans le salon du château sont, d'ailleurs, de nature à entretenir les vocations les plus fragiles. Dans un court métrage, produit par le Centre d'écologie alimentaire, une institution créée par Burger dans son pays natal, la Suisse, le maître de Montréux s'interroge : « Le cancer ne serait-il pas le résultat de nos erreurs ? » Suit le témoignage invérifiable d'une femme affirmant s'être débarrassée d'un cancer généralisé en deux mois. Assise, à l'ombre d'une tonnelle fleurie, elle fixe la caméra en bémolant cette guérison acquise, dit-elle « sans autre thérapeutique que l'alimentation ».

Si cette thérapie 100 % naturelle n'a guère profité aux malades, la famille « instinctive », elle, a prospéré. Installée dans un superbe château rénové, à quelques kilomètres de Provenç, les fidèles de Burger semblent à l'abri du besoin. Cette « médecine holistique » est d'ailleurs coûteuse : un week-end d'introduction donnant droit aux cours de Guy-Claude Burger revient à 1.220 francs et le prix des stages de huit jours dépassent 4.000 francs, non remboursés par la Sécurité sociale.

Au tarif normal, un couple désirant passer quatre semaines à Montréux doit déboursier plus de 30.000 francs. « Victimes de leur succès », disent-ils, les Burger se sont également originels ne se trouvant pas dans les rayons des supermarchés, ils ont fondé un label, Orkos, et un réseau de distribution qui couvre désormais la quasi-totalité du territoire. On y trouve, à la fois, du miel en rayons, des algues Kombu, des avocats « sauvages », des fruits « bio » et de la viande « instinctive » d'animaux élevés aux aliments crus.

Toutes ces précautions justifient, dit-on à Montréux, les prix élevés de ces marchandises parallèles. « La santé n'a pas de prix », chuchote la femme de Roger en souriant. « Ils sont tellement bons pour nous, ici. » Déçu par la médecine, abattu par la maladie, trompés par de faux espoirs, ils restent fidèles à Montréux. Pour quel résultat ?

ANNE CHEMIN

LE CANCER PAR CORRESPONDANCE

A la suite de la publication dans le Monde du 16 avril d'un article critiquant l'initiative de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), baptisée « Grande enquête nationale de l'ARC », le professeur Léon Schwarzenberg, l'un des responsables de cette campagne, nous demande de publier le texte ci-dessous au titre du droit de réponse.

VOUS écrivez : « Une série parfois fort longue d'examen biologiques est indiquée. La réponse au questionnaire rempli comporte un avertissement que les indications données ne constituent pas un diagnostic et que le document adressé n'est ni une ordonnance ni une prescription médicale, les examens étant mentionnés à titre indicatif. »

« Un spécialiste de la santé publique aurait souligné que la plupart des examens que l'on demande aux médecins de prescrire n'ont jamais prouvé leur efficacité en matière de dépistage collectif. Il s'agit en réalité d'un dépistage individuel, puisque établi en réponse à un questionnaire nominatif. »

« De très nombreuses réponses correspondent à des bilans de santé pouvant aller jusqu'à des sommes équivalentes à 10.000 F. Dans la réponse, il est spécifié : « Pour en savoir plus, nous vous recommandons de consulter votre médecin. Par ses connaissances médicales et les ressources médicales de votre région, il pourra vous aider à assurer, s'il le juge nécessaire, un dépistage efficace. » Dépistage qui, appliqué à des personnes à haut risque, évite une dépense de dix à vingt fois plus élevée en cas de maladie. »

« Cette opération représenterait une introduction très critique d'un tiers anonyme dans la relation médecin-malade : il est indiqué, selon les cas, de consulter un ORL, un cardiologue, un dermatologue, un neurologue, etc. En quoi est-il critique de recommander, à un individu qui déclare ressentir certains troubles, de consulter ? Surtout lorsqu'on sait que 40 % de Français disent ne pas avoir de médecin traitant. »

« La Caisse nationale d'assurance-maladie redoute la conséquence financière d'une telle opération, surtout à une époque où l'on entend réduire les dépenses de santé, mais, en

théorie, les caisses de Sécurité sociale ne prennent pas en charge le coût d'examen dits de dépistage. » Si cela est vrai : 1) En quoi le niveau des dépenses de santé augmenterait-il puisqu'il s'agirait de dépenses privées ? 2) Cela signifierait une médecine à deux niveaux : celui des personnes aisées, qui auraient droit au dépistage, celui des personnes défavorisées, qui n'y auraient pas accès. Il faut tout faire, au nom de la justice sociale, pour que le dépistage soit remboursé par la Sécurité sociale ; 3) Un malade dépisté à temps, c'est un malade guéri, une vie sauvée, un bénéfice pour la collectivité ; un malade diagnostiqué trop tard, c'est un malade condamné, une vie perdue, une perte pour la collectivité.

US

ou inutile ?

« Quant à l'efficacité de la grande majorité des examens indiqués : inutile, le frottis vaginal systématique qui a prouvé son utilité au Danemark, où le cancer du col de l'utérus a presque disparu ? Inutile la mammographie systématique qui a prouvé son utilité en Suède, aux États-Unis, qui va être effectuée dans le nord de la France : on sait qu'avec elle on pourra sauver neuf mille femmes par an. Trop cher ? Pour qui ? Pour la femme qui va être guérie ? Inutile, la coloscopie systématique, l'examen systématique de la prostate, qui permettraient d'empêcher la mort de quelques dizaines de milliers de personnes chaque année ? »

« Certains médecins français sont inquiets : les directeurs de la recherche du Massachusetts General Hospital à Boston, de l'Institut national du cancer à Washington, de l'Institut national du cancer à Milan, ne sont pas beaucoup moins ; ils ont demandé à étudier ce questionnaire qui leur paraît une avancée importante pour le dépistage des cancers et un excellent moyen de responsabiliser les citoyens sur leur état de santé. »

L'évaluation du coût des dépistages est d'autant plus élevée que l'on accorde moins de prix à la valeur d'une vie humaine.

LÉON SCHWARZENBERG

Avis autorisés

L'ensemble des critiques formulées sur la « Grande enquête nationale de l'ARC » ont été reprises, en présence du professeur Léon Schwarzenberg, le mercredi 27 mai, par le Comité national pour l'évaluation médicale. Les spécialistes réunis au sein de ce comité ont notamment fait valoir la « faiblesse technique » du questionnaire de l'ARC, qui fut élaboré sans tenir compte des avis des experts qui avaient initialement été consultés. Les membres du Comité national pour l'évaluation médicale ont également fait remarquer que cette opération, à laquelle ne participaient que des volontaires, n'avait aucune valeur statistique ou épidémiologique. Ils se sont enfin inquiétés des conséquences financières induites par des examens complémentaires coûteux dont l'efficacité, en matière de dépistage, est souvent très discutée.

Par ailleurs, de nombreux médecins, inquiets des conséquences de l'initiative spectaculaire de l'ARC sur la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leurs malades, ont vigoureusement protesté auprès de leurs représentants ordinaires.

Enfin, le professeur Jean-Pierre Etienne, président du haut comité médical de la Sécurité sociale, a fait savoir, par

écrit, aux responsables du Conseil national de l'ordre des médecins son opinion sur l'initiative de l'ARC. Le professeur Etienne écrit notamment que celle-ci suscite chez lui « les plus expresses réserves ». Il s'agit selon lui d'une démarche dont la valeur scientifique est contestable, et certains des examens complémentaires proposés sont soit inadaptés, soit sans aucune justification. « J'ajoute, écrit-il, que la liste de ces examens donne une idée fautive des rôles respectifs du médecin généraliste et du médecin spécialiste et aboutit à une véritable désinformation des individus concernés sur l'utilisation rationnelle des examens complémentaires. Il en grave que toute cette procédure soit placée sous le patronage d'une commission scientifique et médicale, d'ailleurs anonyme. [...] L'initiative de l'ARC, scientifiquement contestable et psychologiquement imprudente, ne favorise pas une démarche de prévention raisonnable et un bon usage du système de soins. Elle ne peut qu'entraîner des examens médicalement inadaptés et inutilement coûteux pour les individus et pour la collectivité. Est-ce bien le rôle d'une association reconnue d'utilité publique ? »

J.-Y. N. et F. N.

usines lambiot

2 de l'usine et

INGENIEUR

ch
pos
de notre

Soixante ans de l'histoire de notre pays

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

la formation des « B. N. »

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

usines
lambiotte

NIÈVRE

Cette Société emploie 210 personnes à PREMERY (58). C'est la plus importante usine française de fabrication de charbon de bois à usage industriel et domestique. Une importante activité chimique consiste à distiller les jus pyrolytiques issus de cette fabrication et à produire des dérivés de chimie fine : acétates, arômes alimentaires... Elle exporte 50 % de sa production. Sa gestion est saine.

Cette filiale à 100 % ATOCHEM groupe eff aquitaine

propose, suite à une mutation dans le groupe, le poste de

n° 2 de l'usine et du siège à un

INGENIEUR GÉNIE CHIMIQUE

qui sera plus spécialement chargé de la partie Distillation avec l'aide de 3 ingénieurs. Il participera à l'ensemble de la vie de la Société, tant sur le plan Production qu'en ce qui concerne la Gestion, le Commercial, les Relations Sociales... Il sera donc impliqué dans l'ensemble de la vie d'une PME.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Génie Chimique (ou Chimiste) de 35 ans ou plus, ayant doublé son expérience de la production dans des industries de process en continu par une expérience ou à tout le moins un goût pour la Gestion et le Commercial.

Il est capable de mener une conversation technique ou de téléphoner en anglais.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation sous référence M/103/BG (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

Société de conception et réalisation de progiciels. nous comptons parmi notre clientèle plus d'une centaine d'établissements intervenant sur les marchés financiers : banques, compagnies d'assurance, sociétés de bourse, directions financières d'entreprises... Pour notre informatique, outil majeur de notre développement, nous recherchons un

Responsable informatique

progiciels marchés financiers

Rattaché au directeur général. Il intervient au sein d'une équipe jeune et dynamique pour assurer

- l'évolution de l'architecture de nos systèmes de production : unité centrale VAX, outils de développement, réseaux...

- l'animation de l'équipe de cinq informaticiens chargés de concevoir et de réaliser nos produits de marché et d'aide à la décision

- la pérennité des progiciels ainsi réalisés : normes, méthodes, contrôle qualité...

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur - X, ENST, ENSIMAG... - possédant de 3 à 5 années d'expérience. Il se révèle très rapidement apte à traiter de problèmes techniques aussi bien que capable d'intégrer le devenir de nos systèmes en synergie avec la stratégie de l'entreprise. La connaissance des environnements VAX, des architectures de réseaux décentralisés avec leurs aspects télécom facilitent la prise de responsabilité.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8806.180 au cabinet M.D.A.

- 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

chef de projet,
posez la clé de voûte
de notre nouvelle informatique

Solide groupe du tertiaire (Paris), nous avons lancé un schéma directeur visant une refonte de notre système d'information autour, aujourd'hui, d'un DPS8 et renforçons par le haut notre équipe Etudes.

Vous conduisez de l'analyse fonctionnelle jusqu'au pilotage de la réalisation (10 p.) notre projet clé en faisant la part belle à la méthodologie et l'organisation. Votre réussite allée à vos qualités d'animateur vous assure la voie de la responsabilité des Etudes.

De formation bac + 5, vous avez acquis à 30/35 ans une bonne expérience en conduite de projets dans un environnement DB/DC mais pas nécessairement BULL. Vous pratiquez une méthodologie et avez encore des choses à prouver.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 5274 LM) à «Carrières de l'Informatique»



ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE ROYALE - 75001 PARIS
LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

JEUNE ETABLISSEMENT FINANCIER

Implanté dans le quartier de la Bourse et leader dans les activités de marché, nous connaissons une très forte expansion (les conséquences de la crise financière sont pour les autres !). Bâti sur le cœur de notre système d'information, nous cherchons

un chef de projet comptabilité/finances

responsable de ce secteur informatique-clé

De formation supérieure, vous avez acquis, en 4 à 5 ans, une bonne culture bancaire ou financière. Vous concevez un outil souple et intégré : recours aux logiciels du marché, développement interne ou mixage des deux. A vous de déterminer le bon choix. (réf. 5272 LM)

un chef de projet «base clients»

interlocuteur privilégié de nos utilisateurs

Votre expérience peut être plus courte mais votre carrière est comparable. Vous avez déjà tâté aux moyens de paiement. Vous aurez la responsabilité de développer notre base clients et les outils sophistiqués de simulation que nous y associons. (réf. 5273 LM)

Venez rejoindre une équipe «commando» qui se constitue et travailler en prise directe avec notre directeur informatique. Tout est à faire et nous avons de quoi vous étonner !

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire sa réf. corr. à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE ROYALE - 75001 PARIS
LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS DEBUTANTS ou PREMIERE EXPERIENCE

ACTEURS DE NOTRE MUTATION TECHNOLOGIQUE :
UN CHALLENGE AMBITIEUX POUR DE JEUNES
INGENIEURS "QUI EN VEULENT" ...

THOMSON BRANDT ARMEMENTS. Notre activité, l'étude et la fabrication de systèmes d'armes, s'inscrit dans un contexte international aux enjeux stratégiques technologiques et humains capitaux. Pour conforter notre position parmi les leaders mondiaux, nous nous sommes engagés dans une importante mutation technologique : passer des armements classiques aux armements dits "intelligents" répondant à des exigences technologiques pointues. Nos Directions Technique, Industrielle et Qualité souhaitent associer à cette mutation, challenge des années à venir, des jeunes ingénieurs à "fort potentiel" pour intégrer notre établissement de la FERTE SAINT AUBIN, au sud d'ORLÉANS.

Pour notre Direction Technique :

INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

SUP AERO - ENSMA - ENSICA...

Spécialisé en aérodynamisme, vous êtes chargé du choix, de la mise au point de méthodes de calculs et de l'exploitation de spécifications. Réf.925901

AM ou équivalent

Spécialisé en mécanique, vous assurez la conduite d'études sur ensembles mécaniques et pyromécaniques et la conception de mécanismes et calculs de structure. Réf.925902

Pour notre Direction Qualité :

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE QUALITE FABRICATION

INGENIEUR ELECTRONICIEN

De l'approbation du dossier d'exécution jusqu'au traitement des non-conformités et rebuts, vous veillez au respect de la politique qualité : évaluation des procédés de fabrication par audits et inspections, et assurez la promotion de la qualité dans les ateliers. Réf.925903

Pour notre Direction Industrielle :

INGENIEUR PRODUITS

AM ou équivalent

Responsable d'un ou plusieurs produits, vous devez assurer leur industrialisation (dossier, outillages, moyens...), et leur mise en production. Chargé de la gestion et du suivi de votre produit (planning, coûts...), vous êtes l'interface entre les différentes directions : technique, commerciale et qualité. La connaissance de l'anglais est indispensable, des connaissances en pyrotechnie seraient très appréciées. Réf.925905

Ces postes tournés vers l'avenir offrent de larges perspectives d'ouvertures sur des produits et programmes au niveau national et international et l'accès à des responsabilités industrielles majeures.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à Evelyn BOSSONIE - THOMSON BRANDT ARMEMENTS - 45240 LA FERTE SAINT AUBIN.



THOMSON

S'unir, c'est gagner



SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Compagnie Générale d'Informatique

DIPLOMÉS D'ÉTUDES
SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Engagez votre vie professionnelle dans un métier d'avenir. Dans une société qui vous permette d'acquies rapidement des connaissances et une expérience valorisantes.

CGI propose à 300 jeunes comme vous
un avenir dans l'informatique

Après une formation éprouvée aux méthodes et outils de l'informatique (MERISE, PACBASE...), vous serez intégrés aux équipes opérationnelles de CGI, l'une des premières et des plus solides Sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Informatique.

Vous prendrez en charge chez nos clients des missions d'envergure croissante où vous pourrez renforcer et diversifier vos compétences, développer votre goût des responsabilités et votre créativité.

A terme, vous aurez acquis une maîtrise des techniques informatiques et une connaissance de la gestion des entreprises. Vous pourrez alors choisir une évolution conforme à vos qualités personnelles et à vos ambitions.

Adresser lettre et C.V., sous référence JLP/M 688 à Madame JAMET, CGI, 28/34, rue du Château-des-Rentiers - 75640 PARIS - Cedex 13.

Étienne LACROIX
Les Ateliers S.A.

A MURET, le GROUPE LACROIX conçoit, fabrique et commercialise des PRODUITS PYROTECHNIQUES MILITAIRES et civils RAG 1.

Au sein du DÉPARTEMENT ARMEMENT, la DIVISION CONTRE MESURES recherche, étudie, développe des LEZIKES passifs à mise en œuvre pyrotechnique, destinés à l'auto-protection de cibles. Deux postes sont à pourvoir :

Ingénieur de recherche
contre mesures

Rattaché à la cellule "ÉTUDES et RECHERCHE CONTRE MESURES", cet ingénieur, pour le compte de Clients français et étrangers, conduit des "ÉTUDES AMONT" de LEZIKES destinés à tromper les Missiles (à auto-détection RADAR ou IR) ou les Torpilles... Il est donc confronté à des techniques très variées appliquées aux véhicules lanceurs (Roquettes, Missiles...) et aux charges utiles (fusées, compositions pyrotechniques, réflecteurs, bouillottes...). Dans ce contexte d'innovation et de performances techniques, il collabore étroitement avec les Commerciaux, le BE, les Protos, la Production. Il entretient des contacts fréquents avec les Consultants Scientifiques Extérieurs.

Il gère les budgets alloués pour ses Contrats, prenant en compte les impératifs humains, économiques et industriels de l'Entreprise. Il rédige les rapports de synthèse.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE, expérimenté ou novice débutant, il faut posséder de très bonnes bases dans l'un des DOMAINES suivants : chimie de l'oxydo-réduction, physique thermique et thermochimie, optique visible et IR, optique électromagnétique et radar, ou acoustique sous-marine et sonars... Déplacements à prévoir. Réf. M 8022.

ANGLAIS "FLUENT" et maîtrise de l'INFORMATIQUE indispensables pour ces deux postes. Merci d'envoyer votre lettre de motivation, accompagnée d'un C.V. détaillé (photo), préparations salaires sous la référence correspondante, à Cabinet LAUTREC LEPY "Division Recrutement" 35, rue des Couteliers 31000 TOULOUSE. Réponse et totale discrétion assurées.

marie-francoise lautrec lepy - Conseiller d'Entreprise

Ingénieur de projet
contre mesures

Il doit mener à bien l'exécution de Contrats d'Études ou de Projets de développement de Produits destinés à l'auto-protection de cibles marines ou terrestres. Il pilote l'ensemble de ses opérations : il analyse le besoin exprimé, met en forme les spécifications techniques, coordonne les activités des différents Services impliqués : BE, Protos, Qualité, Production... Via-vis des Ingénieurs d'Affaires, il est responsable des objectifs de coûts de revient, et de la tenue des délais contractuels. Via-vis des Clients, il doit respecter l'ensemble des clauses techniques, et les plannings.

Ce poste s'adresse à un INGÉNIEUR diplômé Grande École, 30 ans, qui possède une première expérience d'Ingénieur d'Études, et souhaite évoluer vers une fonction de Responsable de Projet. Il a de sérieuses connaissances en aérodynamisme et propulsion, et s'intéresse à la PYROTECHNIE.

Le poste est basé à MURET, mais il suppose des déplacements et des contacts fréquents avec les Clients. Réf. M 8025.

Valeo

Alternateurs
DémarreursPour développer
l'AMBITIEUX PROJET INDUSTRIEL
de sa Division Alternateurs
ETAPLES/LE TOUQUET (63)
recherche :Ingénieur Responsable
du Groupe Assemblage

Directement rattaché au Responsable du Département Industriel et Technique, vous avez pour mission de définir et mettre en place les organisations et les équipements destinés à l'assemblage dans l'usine, organisée en flux tendus. Vous aurez à encadrer le groupe "PROJET ASSEMBLAGE" avec un objectif d'automatisation maximale.

Nous recherchons un Ingénieur de formation Grande École ayant une expérience des fabrications et de l'assemblage en grandes séries de 5 ans minimum, particulièrement motivé et capable de mener à terme des projets d'envergure. Réf. 18

Ingénieur Responsable
de Groupe Méthodes

Directement rattaché au Responsable du Département Industriel et Technique, vous aurez la responsabilité méthodique d'un atelier de fabrication de séries et vous devrez :

- améliorer les technologies, les équipements et les organisations ;
- participer à l'évolution des produits et à la maîtrise de la qualité.
Vous aurez à encadrer un groupe de 5 techniciens pour accomplir ces missions. Nous recherchons un Ingénieur de formation Grande École ayant une expérience méthodes en fabrication de séries de 3 ans minimum, souhaitant assumer des responsabilités d'animation de groupe, dans un esprit qualitatif total. Réf. 16

Ingénieur Méthodes

Au sein du Département Industriel et Technique, pour instruire des projets d'industrialisations et d'automatisations de nos produits fabriqués en séries, nous recherchons un Ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle réussie désirant prouver son dynamisme dans la réalisation de projets importants. Réf. 17

Pour chacun de ces postes, la connaissance d'en moins une langue étrangère est vivement souhaitée. Notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe et offre une rémunération motivante pour des candidats de valeur.

Si la perspective de rejoindre le Département Industriel vous intéresse, merci de nous adresser : C.V. ainsi qu'une photo sous référence choisie à Valeo, Division Alternateurs - Direction des Ressources Humaines - à l'attention de Monsieur RACLAN - Route de Montreuil 69630 ETAPLES S/MER

Valeo Le spécialiste mondial
de l'équipement automobile

PILOTEZ NOS ESSAIS MOTEURS

OROGIL

Notre société (630 personnes),
filiale de CHEVRON CHEMICAL,
est spécialisée dans la fabrication
et l'étude des additifs pour
les huiles de lubrification.

Ingénieur mécanicien

Votre mission : garantir la qualité et la fiabilité de nos additifs.

Rattaché au responsable du service Essais Moteurs, vous prenez en charge la mise en route et la coordination de tous les essais.

Vous disposez pour cela des moyens du laboratoire d'application OROGIL et de la base de données CHEVRON CHEMICAL. Vous aurez aussi de nombreux contacts avec les laboratoires extérieurs français et étrangers.

Familiarisé avec l'informatique, vous serez en mesure de développer un système performant de traitement des données en collaboration étroite avec les Essais-Unités.

Vous serez un interlocuteur de notre société auprès des constructeurs de moteurs, des autorités administratives (homologations) et des organes professionnels internationaux.

Ingénieur de formation mécanique, une première expérience de 3 à 5 ans en laboratoire dans l'industrie chimique, chez un constructeur automobile ou chez un pétrolier vous permet de maîtriser parfaitement la technique des lubrifiants. Vous aimez le sang-froid et la maîtrise du pilote de courses avec la rigueur technique de l'ingénieur, ces atouts vous permettront d'évoluer au sein d'OROGIL et de CHEVRON CHEMICAL.

Une parfaite connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand technique est nécessaire. Des déplacements sont à prévoir en Europe et aux USA.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo) sous réf. LM 33 B à notre conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

NOTRE
MÉTIER :
LA FIABILITÉ

ARCO

L'AVENIR, SUR TOUS LES AXES

INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE

AXA (Drouot, Mutuelles Unies, Présence, M.P.G., AXA International...) 1^{er} groupe privé français d'assurances, réalise 25 % du C.A. à l'international, une croissance forte et affirme sa volonté de devenir un des premiers groupes européens d'ici 1992.Notre informatique c'est :
- une architecture informatique permettant de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du Groupe : les données, les fonctions utilisateurs, les outils techniques.

- l'intégration de toutes les nouvelles techniques : langages structurés type Pascal, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

- un environnement moderne et standard : OS/2, token ring, LU6.2, MVS, DB2, CICS, NETVIEW...
- une équipe jeune de très haut niveau.
- un management très peu bureaucratique ;
- la responsabilité de son projet de A à Z.

Tous ces travaux se font en liaison étroite avec les utilisateurs et les sites informatiques des sociétés du Groupe.

INGÉNIEURS
CHEFS DE PROJETS

Diplômés d'études supérieures scientifiques ou informatiques, vous possédez une première expérience de la micro-informatique ou de gros systèmes (Réf. JRL/CP/LM)

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés d'une Grande École, que vous ayez une spécialisation informatique ou non, une FORMATION de plusieurs mois est assurée. (Réf. JRL/ID/LM)

Au sein d'une petite équipe très autonome, spécialisée en recherche et développement, vous définirez et maîtriserez en œuvre l'une des architectures

informatiques suivantes :

- architecture centrale :
- développement des systèmes centralisés (sites IBM) et réseaux de télécommunications.- architecture locale :
- développement des systèmes locaux à base de micros (réseau local ou multi-postes) tous interconnectés.

- conception d'un nouveau poste de travail qui intègre bureautique, informatique, système expert, EAO.

- architecture de données :
- développement de l'ensemble des bases de données communes au Groupe (produits, tarifs, contrats, données de gestion, tableaux de bord, budget...).

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Adressez lettre manuscrite + C.V., + prétentions, en précisant la référence du poste choisi à AXA - Catherine PAVAGEAU - 40, rue du Colisée - 75008 PARIS.

Société en expansion fabriquant du matériel de transport, des engins agricoles, du matériel agricole et de voirie. La notoriété de notre entreprise repose sur :
- les innovations,
- les compétences,
- la qualité.
Afin d'atteindre nos objectifs, nous misons sur notre capital humain et pour renforcer nos différents bureaux d'études :
- B.E. Recherche et Développement,
- B.E. Production.

Nous recherchons :

DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Réf. ING

motivés par nos fabrications, de profil A.M. ou équivalent, ayant des connaissances en DAO

UN DESSINATEUR
NIVEAU BTS/DUT

Réf. DES

- Option B.E.

- Les candidatures de débutants pourront être envisagées.

Nous attendons une lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à notre siège NICOLAS - BP 3 - 89290 CHAMPS SUR YONNE.

Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la demande et de la reconstruction. Les banques ont également des problèmes d'expression. Pour la destruction d'une économie d'Angleterre à savoir l'intervention sur...

Les

Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la demande et de la reconstruction. Les banques ont également des problèmes d'expression. Pour la destruction d'une économie d'Angleterre à savoir l'intervention sur...

Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la demande et de la reconstruction. Les banques ont également des problèmes d'expression. Pour la destruction d'une économie d'Angleterre à savoir l'intervention sur...

La figure... à la demande... Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la demande et de la reconstruction. Les banques ont également des problèmes d'expression. Pour la destruction d'une économie d'Angleterre à savoir l'intervention sur...

M. T... La France et l' des opérations conjoint

Les entreprises ont connu des révolutions en raison de la demande et de la reconstruction. Les banques ont également des problèmes d'expression. Pour la destruction d'une économie d'Angleterre à savoir l'intervention sur...

SOMMAIRE

■ Les entreprises japonaises ont connu des résultats exceptionnels en raison de la croissance de la demande intérieure et de la restructuration industrielle. Les banques annoncent également des profits en forte progression (lire ci-dessous).

■ Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, la Banque d'Angleterre a relevé les taux d'intervention sur le marché

monétaire. Elle a été suivie par les grandes banques britanniques (lire ci-dessous).

■ L'examen du nouvel impôt sur les grandes fortunes est reporté à l'automne (lire page 32).

■ Les autorités fédérales américaines ont fermé deux caisses d'épargne californiennes insolubles pratiquant des taux

d'intérêt plus élevés que ceux du marché. Elles vont verser aux déposants l'équivalent de 1,35 milliard de francs (lire page 28).

■ Après EDF, Gaz de France demande à son tour un contrat-plan. Il souhaite que ses tarifs soient alignés en partie sur les prix mondiaux et ne dépendent plus de la politique de l'indice (lire page 28).

Hausse des chiffres d'affaires et des bénéfices

Les sociétés japonaises en plein boom

TOKYO
de notre correspondant

Les résultats les plus significatifs sont ceux obtenus par les entreprises de secteurs à priori en difficulté en raison de la valorisation du yen ou de la conjoncture internationale. Dans la première catégorie, le cas des fabricants de produits électroniques témoigne d'un redressement étonnant. Les géants de l'électronique avaient crié à la catastrophe au cours des deux premières années qui ont suivi le réajustement des monnaies en 1985, et qui s'était traduit par une flambée du yen rendant leurs produits plus chers sur les marchés étrangers.

Aujourd'hui, non seulement ils réalisent à nouveau des profits mais encore ils estiment que la tendance va se poursuivre. Pour les principaux d'entre eux, les bilans sont roses : Sony (36 milliards de yens de bénéfices avant impôts, soit +46,8 %), Fujitsu (42 milliards, +122 %), NEC, le premier constructeur mondial de semi-conducteurs (37 milliards de yens, +33 %). Toshiba ou Hitachi enregistrent des résultats comparables (respectivement +58 % et +49 %).

En 1986, une enquête de la chambre de commerce de Tokyo estimait que seules 3,3 % des entreprises seraient capables de résister à une hausse de la monnaie japonaise au-delà des 160 yens pour un dollar. Deux ans plus tard, en mai 1988, le dollar oscille autour de 125 yens. Pourtant, non contents d'avoir encaissé le choc, la plupart des entreprises engrangent des bénéfices.

Assurément, des facteurs sectoriels ont joué dans ces succès récents. Dans le cas des six principaux fabricants d'acier, qui, après avoir enregistré des déficits globaux de 468 milliards de yens, ont dégagé cette année des bénéfices de plus de 115 milliards, l'accélération de leur programme d'automatisation et la réduction des emplois conjuguées à une relance de la demande favorisée par les grands travaux publics, ont eu des effets positifs, compensant une réduction de 15,3 % des exportations. En outre, la réalisation de certains avoirs (notamment des terrains) a contribué, à hauteur de 80 milliards de yens, à accroître les bénéfices.

La vigueur de la demande interne

Dans l'électronique, deux facteurs se sont conjugués. Une conjoncture favorable, la relance de la construction de logements en 1987 ayant stimulé l'achat de nouveaux équipements. Ce « boom » du logement a coïncidé, en outre, avec un cycle de remplacement des appareils ménagers et de l'électronique de grande consommation (TV, vidéo, etc.). Ce type de produits a de surcroît profité du nouvel appétit de consommer de jeunes qui disposent de moyens et sont de véritables « digressifs ». Les fabricants ont enfin recueilli les fruits d'une restructuration.

Accroissement des bénéfices : accroissement des bénéfices... La lecture des résultats des entreprises japonaises, publiés quotidiennement depuis une semaine, présente un caractère répétitif. C'est l'époque des palmiers : au cours du premier semestre ou pendant l'ensemble de l'année fiscale 1987 achevée le 31 mars dernier, la majorité des grandes entreprises nippones ont augmenté leurs chiffres d'affaires et leurs profits. Même celles de secteurs directement affectés par la hausse du yen. La médaille d'or revient à la compagnie des téléphones NTT, privatisée en 1985 : ses bénéfices avant impôts ont augmenté de 38 % pour s'élever à 496 milliards de yens, soit près de 4 milliards de dollars, dépassant de peu la maison de titre Nomura. Et selon l'Institut Wako, les quatre cent quarante-quatre premières entreprises japonaises devraient encore enregistrer des bénéfices nets en hausse de 9 % durant l'exercice 1988.

tion de leur production et, notamment, d'une délocalisation d'une partie de celle-ci. Ceux qui, comme Aïwa, n'ont pas réussi assez rapidement leur reconversion sont, de manière symptomatique, en difficulté.

Mais ces données sectorielles ne doivent pas masquer des facteurs favorables plus généraux comme le vigueur de la demande interne, qui avait été sous-estimée par les experts japonais eux-mêmes. La progression des salaires, pour limitée qu'elle ait été compte tenu de la richesse globale du pays, ne s'en est pas moins traduite par une progression des dépenses des ménages (la stabilisation des prix ayant facilité cette évolution). A Tokyo, par exemple, les ventes dans les grands magasins ont augmenté de 10,1 % et les ventes des vêtements neuves de 19,1 %. L'accroissement des dépenses publiques, grâce au plan de relance de 6540 milliards de yens, voté en juillet dernier, conjugué à une réduction des taux d'intérêt, a également favorisé la demande interne.

Un second facteur positif fut l'effet de la valorisation du yen sur le prix des matières premières et des semi-produits importés. En raison de la poussée du yen et de la chute des cours de l'énergie, la facture énergétique japonaise a été réduite de 57,3 % en deux ans (1985-1987), ce qui a permis aux Japonais de faire, l'année dernière, une économie de 53 milliards de dollars. Pour les entreprises, cette évolution s'est traduite en moindres coûts. En revanche, les exportations n'ont été que partiellement affectées par le changement de la parité yen-dollar, les industriels s'étant efforcés de réduire les marges pour conserver leurs parts de marché (en volume, les exportations n'ont diminué que de 3,3 %).

Les entreprises ont en outre bénéficié d'autres « effets de richesse ».

Elles ont répercuté avec parcimonie les avantages de prix obtenus à l'importation sur les prix à la consommation : ainsi, en avril, en moyenne annuelle, les prix de gros avaient baissé de 2,5 % mais les prix à la consommation avaient augmenté de 0,5 %. Une « astuce » qui a permis de compenser partiellement la baisse des recettes à l'exportation. Enfin, la plupart des entreprises ont largement profité des opérations financières auxquelles elles se sont livrées depuis trois ans, spéculant sur le yen et à la Bourse : autant de profits qui sont venus grossir les bénéfices dégagés dans les comptes d'exploitation et qui ont contribué à augmenter leurs capacités d'autofinancement.

Un effort de restructuration

Car il n'y a pas que des subterfuges dans les processus des entreprises nippones. Loin de là. Ces succès sont aussi, et peut-être surtout, le résultat d'un vigoureux effort de restructuration afin de s'adapter à l'environnement. Cette réorientation s'est opérée suivant deux axes. Tout d'abord, comme ils l'ont toujours fait dans le passé, la réduction des emplois dans le secteur industriel a été fortement réinvestie : entre 1980 et 1988, le taux d'investissement industriel au Japon a été le plus élevé des pays de l'OCDE. Cette année, il pourrait dépasser 20 % du PNB. Ensuite, ils ont accéléré leur politique de « dégraissage » : entre 1985 et 1987, la réduction des emplois dans le secteur industriel a atteint le chiffre de deux cent quatre-vingt mille. Une bonne part des gains de productivité ont été en fait obtenus par des réductions d'effectifs.

Même si l'expansion du secteur des services, qui a créé un million et demi d'emplois entre 1986 et 1987, compense partiellement les pertes d'emplois dans le secteur industriel, le coût social de la restructuration n'est pas moins sensible : ce ne sont pas, en effet, les mêmes catégories sociales qui sont touchées par les licenciements et l'embauche dans le secteur tertiaire. Le taux de chômage, même officiel, c'est-à-dire sous-estimé, paraît donc appelé à augmenter.

Tant la croissance du secteur tertiaire que le souci des industriels de concentrer leur effort sur les produits haut de gamme, à forte valeur ajoutée, rejettent à la périphérie d'autres productions sont significatives de la nouvelle physiologie de l'économie japonaise. Mais la reconversion du modèle de croissance nippon, dont le moteur est désormais moins externe qu'intérieur, est loin d'être achevée, soulignent les observateurs. Par conséquent, les équilibres sont encore fragiles et des reversissements de tendances ne sont peut-être pas à exclure, malgré l'insolente aisance avec laquelle les entreprises se sont adaptées à la nouvelle donne économique.

PHILIPPE PONS.

Des résultats exceptionnels pour les banques commerciales

Les treize principales banques commerciales du pays ont indiqué que des bénéfices avant impôts records, grâce, notamment, au développement du crédit et des transactions boursières.

La Dai-ichi Kangyo Bank, première banque mondiale par ses actifs, a dégagé, avec un produit brut bancaire en hausse de 19,3 %, un bénéfice net après impôts en progression de 34,4 %. Il atteint 133,2 milliards de yens (près de 6 milliards de francs), plus du double du bénéfice net de la première banque commerciale française, la BNP. La Sumitomo Bank a annoncé un bénéfice net de 111,24 milliards de yens (plus 93,8 % par rapport à 1986), le Fui Bank, 228 milliards (plus 28,7 %) et la Mitsubishi Bank 121 milliards (plus 29,3 %).

Tirant parti du dynamisme de l'investissement immobilier au cours de l'année écoulée, les quatre grandes entreprises de la construction japonaise ont également réalisé des bénéfices en forte hausse. D'après les résultats

publiés vendredi 27 mai, Shimizu Corp, le numéro un de la profession, a vu ses ventes progresser de 18,2 % d'une année sur l'autre et son bénéfice net augmenter de 17 % à 10,5 milliards de yens (près de 480 millions de francs). Les profits de Taisei Corp et ceux de Obayashi Corp ont été respectivement de 19,4 % et de 48 %.

Défaitaires en 1986, les principales entreprises sidérurgiques japonaises sont redevenues bénéficiaires en 1987. Elles attribuent leur redressement à leurs efforts de rationalisation, à la diversification de leurs projets et à l'accroissement de la demande locale. La production japonaise d'acier a progressé de 5,7 % en 1987, à 101,9 millions de tonnes.

Nippon Steel, le numéro un du secteur, a dégagé, en 1987, un bénéfice net de 31,9 milliards de yens (près de 1,5 milliard de francs) alors que ses pertes s'élevaient à 13,1 milliards de yens l'année précédente.

M. Takeshita à Paris

La France et le Japon envisagent des opérations conjointes en faveur du tiers-monde

Grand marché européen, échanges, endettement du tiers-monde, ces trois thèmes ont dominé l'entretien du premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, et du président François Mitterrand, lundi 6 juin à Paris. A quelques jours du sommet des pays industrialisés à Toronto, le chef du gouvernement nippon cherchait, lors de son étape parisienne comme lors de l'ensemble d'une tournée qui devait se terminer mardi 7 juin à Bruxelles, à persuader ses interlocuteurs de la sincérité de ses pays lorsqu'il assure vouloir réduire son excédent commercial et prendre une plus large part de l'aide au tiers-monde.

A son hôte, qui n'a pas manqué de souligner une « plus grande perméabilité » du marché japonais aux produits français, M. Takeshita a fait valoir les progrès réalisés par le

Japon pour recentrer sa croissance sur la demande interne, au détriment des exportations. La cause était entendue. La France s'efforcerait d'éviter que des déséquilibres ne « réveillent les protectionnistes ». Quant au Japon, qui ne cesse de se féliciter du principe même de la création d'un marché unique européen à la fin de 1992, il laisse pointer son inquiétude à l'idée de voir ce vaste ensemble de douze Etats se refermer à ses exportations. Un point dont M. Takeshita devait parler plus longuement à Bruxelles, le mardi 7 juin, avec le président de la Commission, M. Jacques Delors.

Mais il est un dossier sur lequel Français et Japonais semblent prêts à faire assaut de bonne volonté, à Toronto, celui de l'aide aux pays endettés et notamment aux plus

démunis d'entre eux, en majorité africains. M. Mitterrand, estimant que les pays industriels sont jusqu'à présent « restés à la surface des choses », a souligné la nécessité d'« aller beaucoup plus loin ». Jusqu'à présent, les Japonais s'en tiennent à leur projet de recyclage de leurs excédents à hauteur de 30 milliards de dollars (dévallés face aux yens) en trois ans. Sur ce montant, Tokyo pourrait débloquer rapidement 500 millions de dollars en faveur de l'Afrique. Plus que des fonds nouveaux, la France entend envisager des formes d'action nouvelles, mais le chef du gouvernement japonais s'est déclaré « intéressé » par les suggestions du président Mitterrand d'opérations conjointes franco-japonaises en faveur du tiers-monde.

Engagée depuis deux ans

La chasse aux « cols blancs » continue chez IBM

Le redéploiement des effectifs engagés depuis près de deux ans par IBM va continuer : le président du numéro mondial de l'informatique, M. John Akers, a annoncé le lundi 6 juin que « des milliers » de « cols blancs » allaient être envoyés « au front ».

« L'estime que nous pouvons avoir plus de salariés au feu, développant, fabriquant, vendant et supportant la production, plutôt que des gens observant ces fonctions », a-t-il notamment déclaré.

La décentralisation va être poursuivie : « plus IBM est décentralisée, mieux c'est », a ajouté M. Akers.

Depuis qu'il a pris la présidence d'IBM, il y a deux ans, le groupe a réduit de 16 000 personnes ses effectifs, revenus à 385 000, et reconstruit 21 000 salariés.

BILLET

Compagnies aériennes et Europe des patries

M. Jacques Friedman, président d'Air France, exprime l'opinion majoritaire des dirigeants des grandes compagnies aériennes européennes lorsqu'il déclare, comme il l'a fait le lundi 6 juin, que « l'ère des fusions entre les compagnies de différentes nationalités n'est pas encore arrivée ».

Il n'est que de voir les difficultés rencontrées par le scandale SAS, qui a tenté en vain d'acheter British Caledonian, puis le belge Sabena, et a discuté avec le finlandais Finnair, et qui connaît quelques difficultés pour reprendre 40 % du capital de l'argentin Aerolineas Argentinas l'aut au plus, Swissair s'est acquis 2 % du capital de l'autrichien Austrian Airlines dans lequel Air France et Lufthansa aimeraient — modestement — entrer à leur tour. On est loin des rachats-dépôts de bilans-fusions qui ont secoué les entreprises de transport aérien nord-américaines depuis le début des années 80.

Vouloir conserver son indépendance et son drapeau est légitime, encore faut-il avoir la capacité de tenir le choc de la concurrence acharnée qui règne dans le ciel. L'Europe des Douze elle-même, longtemps confinée dans une atmosphère ouatée de protectionnisme, est en train de goûter à la désaturation due à la suppression de ses frontières, le 1^{er} janvier 1993. Les compagnies ont toutes parié que l'union ferait la force, c'est-à-dire qu'elles cherchent à s'associer dans les domaines techniques et commerciaux pour diminuer leurs frais et mieux remplir leurs

avions. Air France, Iberia, Lufthansa et SAS ont ainsi fondé « Amadeus », qui gère leur réservation électronique. British Airways et Alitalia harmonisent leurs vols avec l'américain United Airlines dont ils ont repris, à moitié, le système de réservation « Galileo », avec KLM, Swissair et U.S. Air. KLM discute avec Sabena et Swissair pour harmoniser leurs réseaux et leur commercialisation. Air France cède, en 1989, à Air Inter la desserte de plusieurs villes européennes en échange de pouvoir se poser dans plusieurs villes françaises de province, etc.

Ces accords ne sont qu'un moyen de reculer le moment où il faudra aux transporteurs aériens affronter la pleine concurrence et son cortège de rationalisations et de rachats. Suffira-t-il alors à Iberia de privatiser 45 % de son capital et à Austrian de céder en Bourse 49 % pour acquiescer le souplesse financière nécessaire à ses affrontements ? Les Etats devront-ils fusionner plusieurs de leurs compagnies nationales ?

En France, on n'en est pas là et on se demande toujours, au Parti socialiste par exemple, s'il est raisonnable de conserver trois compagnies — Air France, Air Inter, UTA — alors que deux, ou une, seraient mieux à même de contrer les concurrents alliés européens. Le gouvernement devra décider, avant la fin de l'année, l'ordre de bataille qu'adopteront les ailes françaises dans la perspective de 1993.

ALAIN FAUJAS.

Pour la deuxième fois en cinq jours

La Banque d'Angleterre donne le signal d'un relèvement des taux d'intérêt

Plus rapidement que les milieux financiers ne le pensaient, la Banque d'Angleterre a donné, le lundi 6 juin, le signal d'une nouvelle hausse des taux de base britanniques. Le jeudi 2, déjà, l'institut d'émission avait poussé les banques à porter le loyer de l'argent de 7,5 % à 8 %. Cinq jours plus tard, une nouvelle poussée d'un demi-point est entérinée, amenant les taux de base des banques à 8,5 %, sans provoquer un grand mouvement sur la livre sterling qui s'échangeait, dans la matinée du mardi 7 juin, à 3,0950 DM, contre 3,10 DM la veille.

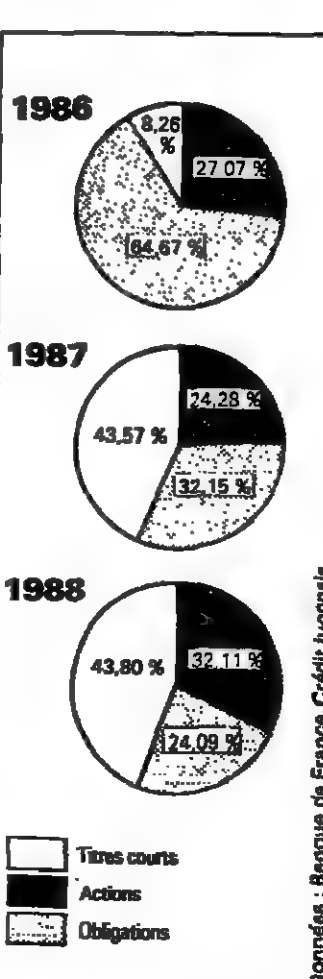
Pour la Banque d'Angleterre, cette situation est encourageante. L'institut d'émission n'a pas caché qu'il souhaitait voir les taux d'intérêt remonter pour permettre de lutter contre une inflation préoccupante, compte tenu du dynamisme de la demande interne. Durant la période février-avril, les ventes de détail ont progressé de 6,3 % par rapport à la période correspondante de 1987, les prix de l'immobilier flambent (plus de 20 % en rythme annuel), et l'organisation patronale, le CBI, fait état d'une accélération

des salaires dont la hausse a atteint 6 % dans l'industrie manufacturière durant le premier trimestre et 6,9 % dans les services. De mars 1987 à mars 1988, les salaires ont ainsi augmenté de 8,5 % en Grande-Bretagne, contre 5,2 % en France, 4,8 % au Japon ou 3,8 % en RFA.

Même si la productivité est plus rapide en Grande-Bretagne que chez la plupart de ses concurrents (5,4 %), le coût par unité produite reste excessif et préoccupe les chefs d'entreprise. L'arme des taux d'intérêt utilisée par la Banque d'Angleterre doit malgré tout être maniée avec prudence pour ne pas provoquer une nouvelle hausse trop rapide de la monnaie qui serait, elle, défavorable aux exportateurs. Aussi les analystes pensent-ils que la Banque d'Angleterre laissera les marchés souffler quelque peu avant de procéder éventuellement à une dernière hausse d'un demi-point des taux d'intérêt qui leur permettrait de revenir à leur niveau du début de l'année.

F. Cr.

Les titres courts ont la cote



Malgré un retrait sensible par rapport à 1987, les placements en titres se sont élevés à 93 milliards de francs pour les deux premiers mois de l'année.

Passant de 8 % des placements en titres, en 1986, à 44 % en 1988, les titres courts (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôt) se taillent la part du lion.

Les actions, qui ont progressé de 7 % par rapport à 1987, représentent le tiers des placements et les obligations le quart. Celles-ci, qui chutent de 64,67 % en 1986 à 24 % en 1988, font les frais de l'engouement pour les titres courts. Instabilité boursière oblige, les titres rapidement négociables ont la cote !

La composition des placements en titres est donnée ici pour les deux premiers mois de chaque année.

Économie

AVIS

CREDIT

AFFAIRES

Après le rachat de GE-RCA

Thomson filialise ses activités d'électronique grand public

Le groupe Thomson réorganise sa division d'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi...). Onze mois après le rachat des activités exercées dans cette branche par la firme américaine General Electric-RCA, ses dirigeants annoncent le rattachement de ces activités à la branche française correspondante au sein d'une nouvelle filiale baptisée Thomson Consumer Electronics (TCE), française en dépit de son nom.

Avec un chiffre d'affaires évalué à 35 milliards de francs, soit 6 milliards de dollars, TCE se classera au troisième rang mondial derrière le japonais Matsushita et le néerlandais Philips. Un bel ensemble, fort de quarante usines réparties dans dix-sept pays, qui emploieront environ cinquante mille personnes. Il sera dirigé par M. Pierre Garcia, PDG de l'ancienne division Thomson grand public.

Mais les dirigeants de Thomson ne se sont pas bornés à faire une réorganisation juridique. Ils ont procédé à des modifications structurelles en créant quatre nouvelles branches, la télévision, la vidéo, les tubes et l'audio, chacune couvrant, à l'échelon mondial, l'intégralité des

activités qui lui incombent. Les produits électro-ménagers (5 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui dépendaient de l'ancien Thomson grand public, ne relèvent plus de la compétence de TCE et seront directement rattachés au holding Thomson SA. Enfin, trois divisions centrales sont créées pour la recherche et le développement, la technologie et le commerce.

Cette réorganisation était attendue depuis la démission surprise en avril dernier de M. Richard Miller, ancien patron de la division grand public de General Electric-RCA, donné jusqu'à cette date comme le nouvel homme fort de la future TCE.

L'entrée en Bourse

La direction française en a décidé autrement et c'est à son rival, M. Joseph Fogliano, qu'a été confiée la tâche redoutable de diriger la branche télévision. « L'objectif est de faire jouer les synergies au niveau mondial », précise le communiqué publié par Thomson. M. Fogliano devra donc, comme les

trois autres patrons de branche, allonger les séries, ce qui ne lui sera pas si facile avec les trois standards européens (PAL, SECAM) et américain (NTSC).

An-delà du cadre fixé, Thomson se lance résolument dans le combat, avec la concurrence du Sud-Est asiatique et prend le pari de consolider sa troisième place avec 7 millions de téléviseurs, 3,5 millions de magnétoscopes et 3 millions de tubes, au moment où l'électronique grand public est à la veille de prendre un virage technologique décisif. L'avènement, avant l'an 2000, de la télévision haute définition (TVHD) redistribuera les cartes. TCE dispose à cet égard de deux atouts non négligeables : il est chef de file du nouveau standard européen de télévision, le D 2 Mac Paquet, dont la naissance est prévue dès le lancement du satellite de télédiffusion TDF-1, et possède la technologie du disque compact effaçable et réinscriptible, pour lequel il a reçu au début de 1988 le prix de l'innovation économique en Allemagne fédérale.

A l'automne 1987, M. Alain Gomez, PDG du groupe, avait révélé que 20 milliards de francs seraient investis au cours des dix prochaines années dans l'électronique grand public, principalement à cette fin. Si l'ambition existe, encore faudra-t-il trouver cet argent. La branche grand public ne dégage pour l'instant que des pertes. Pour 1987, l'ancien Thomson grand public avait eu un résultat d'exploitation positif, mais ses comptes s'étaient soldés par un léger déficit de 80 millions de francs. La constitution de TCE pourrait bien préfigurer l'entrée en Bourse de cette filiale, comme M. Gomez l'annonce depuis déjà plusieurs années.

ANDRÉ DESSOT.

SOCIAL

Le financement de la Sécurité sociale

En attendant le rapport du Conseil économique...

Que va proposer le Conseil économique et social pour assurer l'équilibre du régime général de Sécurité sociale, et notamment pour l'organisation et le financement de l'assurance-vieillesse, points essentiels de la saisine gouvernementale le 10 février ? La réponse n'est évidemment pas sans intérêt, le Conseil économique réunissant nombre de partenaires concernés.

Du coup, depuis quelques jours, les « révélations » se sont accumulées. L'Humanité, le jeudi 2 juin, puis la Tribune de l'Expansion, le lundi 6, ont « révélé » les grandes lignes d'un « rapport » du Conseil économique et social. Le document en question reprend un certain nombre de propositions des « sages » ou du rapport Schopflin (le Monde du 14 mars 1987), notamment l'allongement de la durée de cotisation nécessaire (au moins à terme) pour obtenir une retraite à taux plein, la prise en compte de la totalité de la carrière (et non plus seulement des dix meilleures années, un financement spécifique des charges « non contributives » — c'est-à-dire ne correspondant pas à des cotisations, — une contribution généralisée portant sur tous les revenus pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale.

Le texte ajoute certaines propositions parfois provocantes, comme une cotisation d'assurance-maladie modulée selon le nombre d'ayants-droits (enfants ou conjoints), l'allongement de la cotisation maladie des retraités sur celles des actifs, la prise en charge publique des cotisations complémentaires des personnes à faibles revenus (« aide personnalisée à la santé » déjà préconisée par le rapport Naouri-Nora de 1980).

Le hic, c'est que ce « rapport » n'existe pas encore. Ces propositions figurent dans des documents de travail (« projets de propositions »),

soumis à la section spécialisée du CES par le rapporteur, M. Yvon Chotard (CNPF) depuis plusieurs semaines (assurance-maladie le 5 mai, famille le 9, vieillesse le 17) ou récemment (financement le 31 mai et dont une grande partie n'a pas été encore discutée).

En effet, M. Yvon Chotard a conçu la préparation de son rapport comme les négociations dont il a eu la pratique lorsqu'il présidait la commission sociale du CNPF. Après quelques séances de discussion générale, il a soumis ces propositions au débat. Mais celui-ci est loin d'être achevé. En particulier, il est à peine entamé pour l'assurance-vieillesse, pas du tout pour le financement — notamment l'alignement de la cotisation d'assurance-maladie des retraités sur celle des actifs ou sa modulation... Cette dernière suggestion, rejetée par la quasi-totalité des

syndicats, a peu de chances d'être retenue dans le rapport... que M. Chotard n'a pas encore rédigé.

M. Chotard n'a pas caché son intention de réaliser pour la Sécurité sociale une opération semblable à celle opérée pour l'UNEDIC en 1984 : séparer « l'assurance » de la « solidarité ». Mais cette séparation n'est pas évidente.

Il est normal que le Parti communiste, à la veille d'une échéance électorale, rende publiques des propositions qui lui paraissent viser au « démantèlement » de la protection sociale et que la CGT en fasse autant pour mobiliser en vue de sa journée d'action du 16 juin. Il n'est pas surprenant que M. Chotard reprenne des idées du CNPF ou des milieux patronaux. Mais de là à ce qu'elles soient retenues dans le rapport final, il y a encore loin...

G. H.

DANS LES ENTREPRISES

Travail intermittent contre précarité à La Redoute

La direction des affaires sociales de La Redoute-Catalogue, à Lille, prépare deux mesures pour septembre afin de faire redémarrer l'embauche et réduire la précarité de l'emploi. Soixante-quinze salariés sous contrat à durée déterminée seront embauchés pour une durée indéterminée, une première vague ayant déjà touché quarante agents opérationnels. Surtout, deux cents contrats de travail par intermittence vont être proposés en priorité aux personnes employées en contrat à durée déterminée. Chaque contrat, élaboré au cas par cas, garantira jusqu'à mille quatre cents heures de travail par an et correspondra à un contrat à durée indéterminée. En contrepartie, seront définies des périodes indicatives de travail, en fonction de la saison. Celles-ci sont partagées entre les périodes rouges (présence obligatoire), bleues (activité moyenne et aléatoire), et blanches (libres ou volontaires). Par cette formule, les travailleurs intermittents bénéficieront de la sécurité de l'emploi, seront rémunérés mensuellement tout au long de l'année et obtiendront tous les avantages sociaux de la maison.

■ LE GROUPE BSN a donné son accord de principe à un échange annuel d'informations avec les syndicats des pays européens où il est implanté et qui sont affiliés à l'Union internationale des travailleurs de l'imprimerie, UITA (ce qui exclut la CGT et les commissions ouvrières espagnoles). Les premiers contacts avaient commencé en 1984 et ont abouti à deux rencontres européennes à Genève les 30 mars 1987 et 15 avril 1988. Lors de la seconde réunion avec des syndicalistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, d'Espagne, d'Autriche et des Pays-Bas, Antoine Riboud a évoqué la politique générale de la multinationale et l'intégration de General Biscuit au groupe. Prochain rendez-vous en 1989.

■ CHEZ TECHNIP (société d'ingénierie), les syndicats CGT et

CFDT ont appelé les mille cinq cent cinquante salariés à entamer « une grève totale reconductible chaque jour à partir du mardi 7 juin ». Il s'agit d'obtenir de la direction qu'elle revienne sur sa décision d'adhérer à la convention collective de Syntec (le Monde du 2 juin), jugée moins avantageuse que celle du pôle dont relevait jusqu'alors la société. L'affiliation sera effective à partir du 16 juin.

■ LE GROUPE LEGRAND (appareillage électrique d'installation basse tension), onze mille sept cents salariés, a lancé un vaste programme de formation pour adapter le personnel aux nouvelles technologies et au recours à l'informatique à tous les stades de la fabrication. Le taux consacré à la formation représente près de 4 % de la masse salariale.

REPÈRES

Charges locatives

Baisse en région parisienne

Les charges locatives ont baissé en région parisienne en 1987 dans les immeubles dotés d'éléments de confort collectif, selon une étude publiée par la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB). Cette baisse, qui va jusqu'à 8,8 %, provient essentiellement de la diminution du coût de l'énergie, celle-ci compensant certaines hausses importantes, comme celles des honoraires des syndics. Cependant, les charges des immeubles construits avant 1948 sans confort collectif ont progressé de 12,64 % en francs courants et celles des immeubles de grande hauteur de 14,3 %.

Budget

Adoption par le Sénat américain

Le Sénat américain a adopté, le lundi 6 juin, la version définitive du projet budgétaire pour l'exercice fiscal 1989. En prévoyant des dépenses de 1100 milliards de dollars et un déficit de 135,3 milliards, le projet se conforme à la loi Gramm-Rudman, qui fixe le déficit autorisé à 136 milliards de dollars, plafond au-delà duquel sont opérées des réductions de dépenses automatiques. Le calcul du déficit prévu tient compte des estimations optimistes de la Maison-Blanche, qui pourraient être dépassées si les taux d'intérêt continuent à augmenter et si le gouvernement fédéral poursuit ses aides aux institutions bancaires en difficultés.

Déficit commercial

Réduction aux Etats-Unis

Le déficit de la balance commerciale américaine pour le premier trimestre, calculé sur la base de la balance des paiements, a été de 35,9 milliards de dollars, soit une baisse de 13 % par rapport aux 41,2 milliards du quatrième trimestre 1987.

La balance commerciale américaine, calculée sur cette base, exclut les échanges commerciaux de certains matériels militaires et est corrigée des variations saisonnières, à la différence des chiffres publiés mensuellement sur les déclarations en douane.

Sur la base de la balance des paiements, les exportations se sont élevées à 74,7 milliards de dollars au premier trimestre contre 68 milliards au quatrième. Les importations ont atteint 110,6 milliards contre 109,2 milliards. — (AFP.)

Chômage

Stabilisation en RFA

Le nombre de chômeurs en RFA a diminué de 5 % (- 112 500 personnes) en mai 1988, par rapport à avril, en données brutes. Avec 2,15 millions de sans-emplois, le taux de chômage s'est établi à 7,5 % de la population active, contre 7,9 % le mois dernier. Mais ce recul est imputable à des facteurs saisonniers, puisqu'en données corrigées des variations saisonnières, le marché du travail a stagné, a souligné M. Heinrich Franck, président de l'Office fédéral du travail. On recense même 50 400 chômeurs supplémentaires sur un an, soit une augmentation de 2,5 %.

En raison de leurs difficultés financières

Deux caisses d'épargne sont fermées par les autorités bancaires américaines

Les autorités bancaires américaines ont décidé, le lundi 6 juin, la fermeture de deux caisses d'épargne situées en Californie. Les épargnants seront dédommés pour une somme globale de 1,35 milliard de dollars. Ce montant est un record et ces fermetures sont inédites.

Les quelques 3 100 caisses d'épargne américaines souffrent toutes de difficultés du fait du recul continu du taux d'épargne des ménages depuis quinze ans (moins de 4 % en 1986 contre plus de 9 % en 1974), mais celles des régions en crise sont touchées plus particulièrement. Ainsi, en 1984, une caisse du Texas avait dû être liquidée, ce qui avait coûté 300 millions de dollars, le précédent record.

En 1987, les pertes de la profession se sont élevées à 6,8 milliards de dollars, un niveau jamais atteint

depuis la grande dépression des années 30. Les deux tiers des caisses ont gagné 6,6 milliards de dollars mais le tiers restant a accumulé 13,4 milliards de pertes.

En général, le Federal Loan Bank Board, l'organisme de tutelle, préfère fusionner les caisses malades plutôt que de les fermer. Mais il s'est aperçu, que pour attirer ou simplement conserver leurs clients, les plus atteints des organismes proposaient des taux plus élevés qu'estimables à leur tour les caisses plus valides. Ainsi North American Savings & Loans Association et American Diversified Savings Bank, les deux caisses fermées, offraient respectivement 8,53 % et 8,64 % à leurs clients contre une moyenne nationale de 7,08 %. La Bank Board a donc voulu apurer le marché de ces pratiques contagieuses.

ÉNERGIE

En marge du congrès mondial de Washington

Gaz de France réclame un contrat de plan pluriannuel

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Après l'électricité, le gaz. Gaz de France, menacé comme EDF de retomber dans le rouge cette année en raison du blocage de ses tarifs depuis un an, après 30 % de baisse depuis 1986 (le Monde du 4 juin), souhaite à son tour négocier avec l'Etat un contrat de plan afin d'imaginer un système de contrôle plus intelligent. « A déclaré M. Jacques Fournier, président de GDF, lundi 6 juin. Parant en marge du vingt-troisième congrès mondial du gaz, lequel réunit à Washington du 6 au 9 juin tous les grands pays producteurs et consommateurs de gaz naturel, le président et le directeur général de l'établissement ont vivement critiqué le système actuel qui soumet l'évolution des tarifs gaziers français aux hasards de l'indice et du calendrier politique.

Dénouant le « coup par coup » actuel, ils ont souhaité négocier avec l'Etat un contrat pluriannuel fixant des règles d'évolution concertées. Les tarifs, a expliqué M. Pierre Garconneix, directeur général, varient pour plus de la moitié en fonction du coût des approvisionnements en gaz importé et, pour le reste, en fonction de la valeur ajoutée de l'établissement. Le contrat de plan, a-t-il suggéré, pourrait prévoir, d'une part, une formule de répartition automatique des coûts d'approvisionnement indexée donc sur le pétrole et le dollar et, d'autre part, en contrepartie d'engagements de productivité, une évolution peu ou pas liée à l'indice des prix français. GDF, dans ces conditions, retrouverait la liberté de fixer la date de ses mouvements tarifaires.

L'expérience récente de l'établissement montre amplement les défauts du système actuel. Comme tous les gaziers, GDF paye en dollars le gaz importé sur la base de formules indexées sur l'évolution des produits pétroliers avec un décalage moyen de neuf mois. Mais alors que le gouvernement l'a incité à répercuter pleinement la baisse des coûts résultant de la chute des cours du brut et de celle du dollar en 1986, il a par contre refusé au début de 1988 d'accroître les tarifs de 4 %, après le renchérissement des cours du brut l'an dernier — de moins de 15 à 18 dollars le baril.

Résultat : GDF, même s'il obtient prochainement du nouveau gouvernement tout ou partie de la hausse de tarifs réclamée en janvier, ne pourra pas rattraper en six mois les manques à gagner du premier semestre et ne pourra pas éviter un déficit pour l'année 1988, à moins, comme il le demande, que l'Etat l'autorise à ne pas payer d'intérêts sur les dotations en capital. Une solution ponctuelle mais nécessaire si GDF veut éviter d'aggraver de nouveau son endettement, déjà lourd de 18 milliards de francs (contre 32 milliards il y a trois ans) pour un chiffre d'affaires total de 40 milliards, et ses frais financiers, représentant 20 % de la valeur ajoutée.

A plus long terme, GDF souhaite donc « vivement sortir de ce régime » et négociera dès l'automne un contrat de plan. « On doit pouvoir trouver des règles intelligentes de fonctionnement des entreprises publiques », a assuré M. Jacques Fournier.

VÉRONIQUE MAURUS.

Avec Le Monde sur Minitel

ESC MONTPELLIER, ESC MARSEILLE, ESC BORDEAUX

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

CIME

CENTRE INTERNATIONAL
de MANAGEMENT des ENTREPRISESMASTÈRE SPÉCIALISÉ
MANAGEMENT RECHERCHE
INNOVATIONLES NOUVEAUX MÉTIERS
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATIONGestionnaires et développeurs d'innovations,
responsables de la Recherche-Développement

COLLABORATION INTERNATIONALE

avec Brunel University of West London
E.A.D.A. Barcelone, I.A.D.E. Madrid,
grands groupes industriels internationaux.

CANDIDATS

Diplômés des Grandes Écoles de Commerce ou d'Ingénieur
D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents.CLÔTURE DES INSCRIPTIONS
LE 24 JUIN 1988Informations : Marie MEYEL - Tél. 40 37 34 34.
GROUPE E.S.C. NANTES
8, ROUTE DE LA JONELIÈRE - B.P. 72
44003 NANTES CÉDEX 01
Membre du Chapitre Management
de la Conférence des Grandes Écoles

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 mai 1988 sous la présidence de M. Henri Filho a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1987. L'activité de CREDITEL s'est déroulée à un rythme soutenu au cours de l'exercice 1987.

En matière de financement des télécommunications, le protocole 1987 porte sur un montant global de 750 millions de F, soit le montant d'engagement le plus élevé contracté avec les PTT depuis 1974.

En ce qui concerne l'activité immobilière, les nouvelles opérations contractées en 1987 ont atteint 111,8 MF à rapprocher de 80 MF en 1986, portant les engagements cumulés de CREDITEL depuis sa création à un total de 456,5 MF (+ 33 % par rapport à 1986) se rapportant à 36 opérations.

Le résultat net ressort à 52,5 MF contre 51,6 MF en 1986. L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 13 F par action.

Dans son allocation, le président a annoncé que le résultat, en légère progression par rapport à l'exercice précédent, comportait une nouvelle augmentation significative du résultat immobilier dont la part, abstraction faite des droits d'enregistrement, s'établit à près de 25 % du total.

Pour 1988, dans un contexte de stabilité des investissements de FRANCE TELECOM, la part des autorisations d'engagements réservées aux sociétés de financement a été ramenée à 1,8 milliard de F TTC (contre 3,65 milliards de francs, montant exceptionnel en 1987). On peut raisonnablement augurer que le recours aux sociétés de financement restera sensiblement à ce niveau au cours des trois prochaines années malgré la capacité d'auto-financement croissante de FRANCE TELECOM.

La contribution de CREDITEL pour 1988 devrait être légèrement supérieure à 360 MF TTC, correspondant sensiblement à la moyenne des trois protocoles 1984 à 1986.

Du côté SICOMI, les investissements dépasseront probablement leur montant de 1987 et à la fin de l'exercice, le taux de couverture des fonds propres totaux par les immobilisations nettes du secteur locatif devrait approcher 90 %.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue des assemblées a renouvelé M. Henri Filho dans ses fonctions de président directeur général de la société.

Il a fixé au 17 juin 1988 la date de mise en paiement du dividende au titre du dernier exercice.

CHARGEURS S.A.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 2 juin 1988, sous la présidence de Jérôme Seydoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 et décidé de distribuer un dividende de 12 francs par action (contre 6 francs en 1987), plus avoir fiscal, qui sera mis en paiement le 30 juin.

L'objectif de Chargeurs S.A., déjà indiqué à l'assemblée de l'an dernier, est de doubler son chiffre d'affaires et ses bénéfices entre 1986 et 1991. Dans cette perspective, Chargeurs S.A., après son désengagement dans le secteur des lignes régulières maritimes et dans celui de la fabrication de tanins, a acquis au cours des six derniers mois 90 % du capital de Roudière, 75 % du capital de Paul et Jean Tibergien, la totalité des participations détenues jusqu'alors par Prouvost S.A. dans les secteurs du peignage, du négoce et de tissus de laine, et revendu en Bourse sa participation dans Prouvost S.A. UTA a, de son côté, racheté notamment les actions détenues par Chargeurs S.A., porté à 35,8 % sa participation dans Air Inter, et préparé l'ouverture de nouvelles lignes sur les destinations Est/Ouest et en Europe.

France 5 a déposé le 3 mai dernier devant le Tribunal administratif de Paris une demande d'indemnisation pour la résiliation en 1987 de sa concession. Chargeurs S.A. n'a pas souscrit à l'augmentation de capital décidée récemment par la Cinq S.A., sa participation étant de ce fait ramenée aux environs de 7,5 %.

Compte tenu de la bonne marche des anciennes participations, Jérôme Seydoux a conclu en indiquant que le bénéfice net consolidé 1988 devrait être supérieur à celui de 1987.



L'assemblée générale ordinaire de la Banque française d'investissement, qui s'est tenue le 31 mai 1988 sous la présidence d'honneur de M. Paul Beaulieu, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, tels qu'arrétés par le conseil d'administration du 27 avril 1988, dégageant un bénéfice net de F 4 856 031, en augmentation par rapport à celui de 1986 (F 1 729 952), année de création de la BFI.

L'assemblée générale ordinaire a ratifié la cooptation d'un nouvel administrateur, M. Joël Visieux, ainsi que le transfert du siège social dans les nouveaux locaux de la BFI, 46, rue Lauriston, 75116 Paris. Rappelons qu'en 1987 la BFI avait exclusivement une activité de banque d'affaires et de crédit. Depuis le 1^{er} janvier 1988, elle s'est développée, sous l'impulsion de son directeur général, M. Christian Bourson, avec la création d'un département financier, et notamment la reprise du siège MATIF du Crédit mutuel agricole et rural Artois-Picardie-Provence-Aquitaine (CMARAPPA).

Technocic

La Sicav de la conquête du futur

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 16 mai 1988.

Actif net au 31.03.1988 : F 80.949.613,03

Valeur liquidative au 13.05.1988 : F 1.059,48

Performance entre le 31.12.1987 et le 13.05.1988 : +12,23%

Dividende proposé : F 31,88 + F 5,84 d'avoir fiscal

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



COMPTES CONSOLIDÉS 1987

Le conseil d'administration, réuni le 31 mai 1988 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a examiné les comptes consolidés du groupe Suez de l'exercice 1987.

Le périmètre de consolidation du groupe a été affecté principalement, au cours de l'exercice 1987, par l'entrée de filiales intégrées : WI Carr et l'Union financière de France, et par la sortie de la Banque Vercas et commerciale de Paris. Le groupe Suez a en outre porté sa participation à 100 % dans la banque Sofinco et dans la Banque parisienne de crédit.

A méthode comparable, le résultat courant s'élève à 1,437 milliard contre 1,410 milliard en 1986 et le résultat sur opérations en capital à 763 millions contre 961 millions, soit un résultat net

total de 2,2 milliards contre 2,3 milliards. Compte tenu des modifications des règles d'évaluation d'une catégorie de titres de portefeuille à rotation rapide, conformes aux normes internationales et aux recommandations de la Commission bancaire, adoptées dans le groupe depuis le 1^{er} janvier 1987, le résultat total publié ressort à 2,133 milliards.

Les principaux agrégats consolidés du groupe Suez sont les suivants :

Total du bilan	343,0 milliards
Fonds propres	18,8 milliards
part du groupe	16,8 milliards
Fonds propres, provisions et intérêts hors groupe	33,8 milliards
Crédits distribués	168,0 milliards
Dépôts	97,3 milliards

Cette annonce est publiée à titre d'information



COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

a introduit ses actions à la Bourse d'Amsterdam

Cette opération a été réalisée à Amsterdam et Paris par le

CREDIT LYONNAIS

CREDIT LYONNAIS BANK NEDERLAND N.V.

AMSTERDAM
458, Herengracht
1017 CA, Amsterdam

CREDIT LYONNAIS

PARIS
19, boulevard des Italiens
75002 Paris

Avril 1988

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

INVITATION



La CGE
donne
rendez-vous à
ses actionnaires
le 15 juin
1988

L'Assemblée générale ordinaire de la CGE aura lieu le 15 juin 1988 à 14 h 30, au Palais de Chaillot, Place du Trocadéro, à Paris.

Les actionnaires souhaitant participer à cette Assemblée peuvent le faire en demandant, avant le 10 juin 1988, une carte d'admission à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées leurs actions. Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration peuvent demander les documents nécessaires également à leur intermédiaire financier, à qui ils devront les renvoyer au plus tard le 10 juin 1988.

Dans tous les cas, les actionnaires doivent immobiliser leurs titres jusqu'au 15 juin 1988 inclus auprès de leur intermédiaire financier.

A l'occasion de cette Assemblée générale, la CGE entend donner à ses actionnaires une information complète sur la vie et les résultats de son Groupe, dans la ligne des actions qu'elle a déjà réalisées dans ce sens : service Minitel et permanence téléphonique, bulletin trimestriel adressé aux actionnaires qui se font connaître, réunions d'informations, campagnes publicitaires... Pour les actionnaires qui ne peuvent assister à l'Assemblée générale, la CGE en publiera des comptes rendus dans la presse dans les jours qui suivront.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ - CGE
Service de l'Information Financière
et des Relations avec les Actionnaires
Minitel : 3615 CGE - Téléphone : (1) 42 561 561

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Marchés financiers

Nouveau regroupement dans le luxe
Vuitton va racheter Givenchy Couture

Louis Vuitton va racheter les sociétés du groupe Givenchy Couture, aux termes d'un accord de principe annoncé le lundi 6 juin par le célèbre bagagiste. A la suite de cette opération - qui devrait se dénouer dans les mois à venir au vu de la conclusion des audits, - Givenchy va être réuni puisque Louis Vuitton est déjà propriétaire

des parfums Givenchy. M. Hubert de Givenchy poursuivra son rôle de créateur au sein des sociétés de son groupe (150 millions de francs de chiffre d'affaires environ). La semaine dernière, le titre LVMH Most Hennessy-Louis Vuitton avait flambé à la Bourse de Paris: le 3 juin, il cédait à 2 385 F contre 2 144 le 27 mai.

Le pétrolier américain Texaco vend sa filiale ouest-allemande

Le pétrolier américain Texaco va vendre sa filiale ouest-allemande au premier producteur d'électricité de RFA, la Rheinisch Westfälische Elektrizitätswerk AG (RWE). La Deutsche Texaco AG, vendue pour 1,225 milliard de dollars (7 milliards de francs), sera fusionnée avec les activités pétrolières de RWE, au sein d'une filiale détenue à 100 %. L'opération donnera naissance à un groupe disposant d'une capacité annuelle de raffinage de 12 millions de tonnes et commercialisant 13 millions de tonnes de carburants. Il gèrera plus de deux mille stations-service en RFA.

RWE négocie actuellement avec le groupe pétrolier norvégien Statoil pour que celui-ci prenne une participation dans ce nouvel ensemble. Un tel accord permettrait d'assurer son approvisionnement en brut à long terme.

La transaction entre RWE et la Deutsche Texaco AG reste soumise à l'approbation de l'Office fédéral des cartels, attendue d'ici à la fin du mois de juin.



**HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE**

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
2 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, quai Turrettini Tél. 41/22/31 88 51
22213 HRNO CH Fax 3248 58

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

Dans le cadre de sa collection
« Stratégies et Structures comparées »
vient de publier une étude sur:

LES GRANDS GROUPES DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
DANS LE MONDE

L'industrie agro-alimentaire se redéploie à un rythme de plus en plus soutenu autour de plusieurs axes:

- volonté d'internationalisation pour certains;
- recentrage sur quelques métiers pour d'autres;
- ou encore recherche de produits à plus forte valeur ajoutée.

Ces restructurations sont d'abord liées à l'absence de croissance naturelle des marchés occidentaux sur lesquels opèrent les grands groupes. La croissance, indicateur-clé de la performance de l'entreprise, ne peut alors être qu'externe et comporte des risques. Les synergies recherchées entre l'acquéreur et la cible sont loin d'être évidentes et l'investissement peut aussi engendrer des problèmes financiers. L'apparition de sociétés non industrielles, à l'effet de plus-values financières, peut déstructurer l'agro-alimentaire mondial.

Vingt deux groupes mondiaux ont été analysés d'un point de vue stratégique et financier sur les cinq dernières années, en fonction de leur prédominance dans la filière agro-industrielle.

Nous avons souhaité déterminer, par croisement de plusieurs indicateurs, l'impact de la stratégie de développement suivie par les firmes sur leurs résultats financiers. Enfin, dans la perspective du marché unique européen, il nous a semblé intéressant d'analyser les groupes qui jouent un rôle déterminant dans l'industrie agro-alimentaire de demain.

L'avenir des firmes agro-alimentaires va dépendre de l'intervention ou de la non-intervention de plusieurs acteurs: les Pouvoirs Publics nationaux ou supra-nationaux, (ils fixent les prix et légifèrent en matière de fusions, d'OPA...), la distribution (concentrée dans le domaine alimentaire, elle est accusée de compulser les marges des industriels); enfin les financiers qui accompagneront les industriels dans une stratégie à dix ou quinze ans, ou au contraire choisiront une optique à court terme.

Cette étude est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél.: 42 61 51 54.

Le Monde

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements:
45-55-91-82, poste 4330

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

★ Permanence télé/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Rolls-Royce et ABB fabriqueront ensemble des turbines électriques à gaz

Les associations industrielles se poursuivent dans le monde de la turbine à gaz destinée à produire de l'électricité. Après Siemens et TFP (United Technologies), Alsthom et General Electric, c'est autour du britannique Rolls-Royce et du groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB) de signer un contrat de collaboration de quinze ans pour élargir leur part de marché dans le domaine des turbines de grande puissance de plus de 50 mégawatts. ABB apportera son expérience en la matière et Rolls-Royce, sa connaissance des turbo-réacteurs et de l'aérodynamisme. Les deux associés développeront ensemble une gamme cohérente de compresseurs et de turbines et coor-donneront leur commercialisation.

3,2 % au premier trimestre

Hausse record de la production industrielle japonaise

Grâce à la très bonne tenue de la demande intérieure, l'indice de la production minière et manufacturière japonaise a augmenté de 3,2 % durant le premier trimestre 1988, par rapport au trimestre précédent, annonce le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Cette troisième progression trimestrielle consécutive, la plus forte depuis 1970, devrait se poursuivre, selon un responsable du MITI, « en la jugeant par la hausse de la consommation et de l'investissement ». Le dynamisme de la demande intérieure est illustré par l'indice des livraisons, en hausse de 2,7 % sur un trimestre et de 9,9 % sur un an.

NEW-YORK, 6 juin ↑

Légère progression

Une remontée des taux d'intérêt sur les marchés obligataires a très nettement freiné le mouvement de hausse enregistré la semaine dernière. La séance de lundi s'est donc achevée sur une légère hausse de 3,91 points pour l'indice Dow Jones qui a clôturé à 2 075,21 points. Le marché a été très calme avec 153 millions de titres échangés et 838 hausses contre 626 baisses. Le cours de 473 titres n'a pas varié.

La hausse persistante du prix des matières premières a relancé les craintes d'une poussée inflationniste. Les taux d'intérêt ont donc repris le chemin de la hausse. Par ailleurs, les milieux financiers ont estimé que les dernières données économiques ne sont pas de nature à soutenir une reprise sérieuse. Dans cette ambiance nettement moins optimiste que les jours précédents, des prises de bénéfice ont entraîné une baisse de 2 1/4 points de Philip Morris à 64 5/8 et de 2 points de CBS à 159. En revanche, la maison d'édition Macmillan a été fermée, la firme étudiant la surenchère à 73 dollars d'une OPA lancée par un groupe d'investisseurs dirigé par l'homme d'affaires Robert Bass. NCR a gagné près de 3,5 points à 64 1/4 et Digital Equipment 2 5/8 à 108.

VALEURS	Cours du 3 juin	Cours du 6 juin
Alcoa	48	48 1/8
A.T.T.	27 1/8	28 7/8
Boeing	104 1/8	104 1/8
Chemical Bank	27 1/8	28 1/8
Du Pont de Nemours	25 3/8	26 1/4
Eastman	44 3/8	44 1/4
Exxon	48 1/4	50 1/2
General Motors	76 1/2	77
Goodyear	64 7/8	65 1/4
IBM	151 3/8	151 1/4
J.T.I.	48 1/4	49 5/8
Metals	44 7/8	44 7/8
Pfizer	52 1/4	52 1/2
Schlumberger	50 1/8	50 1/8
Tesco	50 1/8	50 1/8
Union Carbide	30 1/4	30 1/4
USX	31 1/2	31 5/8
Wendell	54 3/4	54 1/4
West Corp.	52 1/8	52 1/4

LONDRES, 6 juin ↑

Hausse après le relèvement des taux d'intérêt

La Bourse de Londres, qui était très hésitante lundi en début de séance, s'est redressée par la suite après le nouveau relèvement du taux de base bancaire en Grande-Bretagne, le second en moins d'une semaine. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé sur une hausse de 13,5 points à 1 832,7 et le Financial Times en progrès de 5 points à 1 452. Quelque 280 millions d'actions ont été échangées dans un marché calme.

Le nouveau relèvement d'un demi-point du taux de base bancaire décidé par le gouvernement britannique pour freiner la baisse de la livre et contenir les pressions inflationnistes, a été bien accueilli par les milieux financiers. Immédiatement le marché s'est animé sous la cote des valeurs du secteur alimentaire. Tate and Lyle a pris 17 points à 738, Rank Hovis 10 à 370 et Cadbury-Schweppes-11 à 407 à la suite de rumeurs selon lesquelles Coca-Cola rechercherait des paquets de titres du groupe britannique.

Bonne tenue des mines, des assurances et des fonds d'Etat qui ont gagné un quart de point. Les mines d'or, dans le sillage du métal fin, ont progressé de 5 dollars.

FAITS ET RÉSULTATS

● Dubois-Investissements (Castorama): cotation suspendue. - La cotation des actions Dubois-Investissements, holding de Castorama, a été suspendue lundi 6 juin sur le second marché de la Bourse de Lille jusqu'au 10 juin inclus. Le capital de Dubois-Investissements est contrôlé à 34 % par la famille fondatrice et par le personnel (6 %), et détient 52,6 % du capital de Castorama. Carrefour en détient près de 47 %. En 1978, Carrefour avait apporté sa chaîne de bricolage (enseigne Calorifère) au groupe Dubois-Investissements.

● Mitsubishi Chemical devient Mitsubishi Kasei. - Mitsubishi Chemical Industries Ltd., principale firme japonaise de chimie intégrée, a décidé de changer et raison sociale en Mitsubishi Kasei Corporation. « Nous sommes récemment diversifiés dans des secteurs tels que la biotechnologie, la pharmacie, l'électronique et les matériaux de haute technologie et notre nouvelle appellation traduit bien cette diversification », a expliqué un porte-parole de Mitsubishi. Le bénéfice net consolidé de Mitsubishi Chemical a enregistré une hausse de 60 % à 24,57 milliards de yens (982 millions de francs), au cours de l'exercice 1987 achevé le 31 janvier, par rapport à l'exercice précédent.

● Les bénéfices de la Banque Louis Dreyfus affectés par l'affaire Chomet. - La Banque Louis Dreyfus a annoncé en 1987 une légère baisse de son bénéfice net à 30 millions de francs contre 30,7 millions en 1986, qui sera intégralement affecté au renforcement des capitaux propres. La Banque a ainsi « subi, avec l'affaire Chomet, une perte de 50 millions de francs environ, qui a été entièrement provisionnée », précise un communiqué. La

PARIS, 6 juin ↑

Sensible reprise

La Bourse de Paris a très bien accueilli le coude à coude électoral imprévu du premier tour des élections législatives. Dès en progrès de 0,8 % vers 11 heures, le marché a forcé l'allure ensuite. A l'ouverture de la séance officielle, son avance dépassait 1 %. Finalement, à la clôture, l'indice a enregistré une hausse de 1,36 %.

Autour de la corbeille, les conversations ne portaient que sur la scrutin. La surprise, comme partout, était au rendez-vous. Mais les professionnels étaient presque unanimes à dire qu'en votant l'ouverture forcée « les Français avaient agi sagement. Une majorité présidentielle va se dessiner, qui pourra gouverner, déclarait un ancien agent de change. Mais la force inattendue de l'opposition fera contrepoids et conduira à la collaboration. En disant cela, il résumait l'état d'esprit qui régnait rue Vivienne. Beaucoup se déclaraient satisfaits que les socialistes aient « en quelque sorte les mains liées », mais voudraient bien garder M. Pierre Bérégovoy comme ministre des finances. Ce dernier envisageait-il pes de supprimer l'impôt sur les plus-values acquises par les particuliers et d'unifier la fiscalité frappant les entreprises au taux de 33 % les bénéfices industriels et les profits financiers ? Enfin, l'IGF serait repoussé.

Bref, la Bourse avait un petit air de gaieté. Jamais 2 sans 3 ? Après quinze jours de hausse et 8 % de gain, le marché commence en tout cas bien la semaine, d'autant que l'environnement pour l'instant est plutôt bon. Wall Street se porte bien, le Kabuto-cho volait de record en record et le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, s'est employé durant le week-end à calmer les craintes suscitées par l'inflation américaine. Il a apparemment réussi. La fermeté de Tokyo en témoigne, ici, le marché obligataire s'est sensiblement raffermi.

Les « charnières » sont toujours aussi formées: « Les graphiques sont excellents », « La Bourse est décidément condamnée à monter », laisse tomber, mi-plaisant mi-inquiet, un spécialiste qui n'osait pas se mettre à acheter.

TOKYO, 7 juin ↓

Baisse

Après deux séances de forte hausse, des prises de bénéfice ont plié bon, mardi, à la Bourse de Tokyo, une baisse de 0,1 % de l'indice Nikkei qui a terminé la séance à 27 967,32 points (- 28,92 points), contre 27 996,24, le record atteint lundi. Cette correction à la baisse s'est faite dans un marché très actif avec 2,7 milliards de titres échangés contre 1,6 milliard lundi.

Les investisseurs institutionnels et les maisons de courtage ont cherché à réaliser rapidement des gains pour le court terme, constatent les analystes.

Le courant acheteur a été, par ailleurs, nettement moins important qu'au cours des deux jours précédents. Les ventes ont été particulièrement réalisées dans les secteurs de la sidérurgie et des chantiers navals.

VALEURS	Cours du 6 juin	Cours du 7 juin
Alcatel	703	707
Boisjumeau	1480	1480
Canon	2180	2180
Fuji Bank	3200	3170
Honda Motor	1730	1710
Isuzu	1810	1800
Washida Heavy	785	788
Sony Corp.	5250	5200
Toyota Motor	2280	2280

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP S.A.	234	274 d	BO	136	136
Amstel & Associés	447	450	Ind. Min. Service	270 00	281 50 d
Amstel	228	241	La Comptable Elect.	245	248
B.A.C.	439	440	Le gel livre du mois	269	268
B. Danachy & Assoc.	390	390	Lox Investissement	245 10	245 10
B.C.M.	612	611	Locam	160	155
B.P.	455	455	Marin Intermob	235	235
Bouss	337	343	Mastroling-Milieu	144 90	144 90
Bouss Technologies	744	745	Matéologie Interact.	370	385
Subart	1034	1030	Mécanique	140	135
Cibias de Lyon	1385	1380	M.M.M.	480	480
Colson	555	575	Molins	214 90	210
Comet Fiat	530	529	Moneta-Orléans	525	535
Comet	1180	1180	Orléans-Lyonnais	120	122 80
C.A.L.-de-Fr. (C.C.F.)	252	254	Orléans-Fr.	300	295
C.A.T.C.	128	128	Orléans (C. & F.)	95 50	95 50
C.D.M.E.	810	808	Préface Automobile	382	382
C. E. de B.	280	284	Réal	845	845
C.E.G.I.	610	615	Sh-Glob. Emballage	1339	1339
C.E.G.P.	160	160	Sh-Haut-Méditerranée	168	168
C.E.P. Communication	1270	1270	S.C.E.P.M.	252 70	252 70 d
C.I.P. Informatic	390	374 40	S.E.P.	388	378
Champs d'Or	470	470	Stéphane	760	800
C.I.L.M.	303	304	Suez-Matin	503	482 80
Concept	285	285	Suez	1111	1155
Conform	880	887	S.E.P.	1240	1248
Conform	380	374 40	S.M.T. Goult	253	253 10
Delfin	142 50	140	Stéphane	760	800
Daphin	4180	4185	Suez	238	238
Dessigny	1080	1100	T.F.	220	220
Dellin	845	845	Unilog	145	148
Durand-Lafont	1022	1020	Union Paris. de Fr.	428 50	428 50
Edilux	128	134 20	Valeurs de France	320	320
Elyse Invest.	21 50	21 80			
Finco	572	578			
Gaillard	530	494			
Gay-Dupont	300	300			
L.C.F.	221	220 50			
EDA	210	211			
L.E.F.	130	130			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 6 juin 1988

Nombre de contrats: 9 432

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Jun	Septembre	Jun	Septembre
Accor	440	11	26	-	-
CGE	240	3	37	-	4,75
EIF-Applimate	280	40	42	1,10	7
Lafarge-Cyprie	1 100	170	178	2	17,50
Michelin	160	35	35	8,50	3
Milil	1 490	290	390	27	-
Paribas	360	15,50	37	2,80	18,50
Pengent	1 000	88	118	7,20	37
Saint-Cobain	440	23	29,50	3,25	16
Thomson-CSF	160	24,10	28	1	6,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juin 1988

Nombre de contrats: 48 583

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	103,55	102,10	101,20
Précédent	103,25	101,75	100,85

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
100	2,51	2,55	0,53	-

INDICES

CHANGES

Dollar: 5,78 F ↓

Le plus grand calme a régné mardi 7 juin sur toutes les places financières internationales. Sur les indications de New-York, où les investisseurs avaient retenu la réaffirmation faite par la Bundesbank de la nécessité d'un deutschemark fort, le dollar a continué de fléchir. La devise américaine s'est ainsi traitée à 5,7850 F (contre 5,8180 F la

FRANCFORT 6 juin 7 juin
Dollar (en DM) 1,797 1,719

TOKYO 6 juin 7 juin
Dollar (en yen) 126,07 125,77

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 juin) 67/8-7
New-York (6 juin) 73/8-7/16

BOURSES

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1987)
Valeurs françaises... 128,2
Valeurs étrangères... 112

CY des segments de change (base 100 = 31 déc. 1987)
Indice général... 335,2 335,3

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles... 2 071,30 2 075,21
Industrielles... 1 444,4 1 452,8
Mines d'or... 232,1 234,3
Fonds d'Etat... 89,43 89,62

LONDRES (Index Financial Times)

Industrielles... 1 444,4 1 452,8
Mines d'or... 232,1 234,3
Fonds d'Etat... 89,43 89,62

TOKYO

Nikkei Dow Jones... 27 967,32 27 967,32
Indice général... 2183,7 2183,18

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ hour	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	5,7850	5,7860	- 25	- 18	- 40	- 15
S. can.	4,6956	4,7002	- 100	- 69	- 184	- 145
Yen (100)	4,6084	4,6038	+ 116	+ 143	+ 233	+ 208
DM	3,3839	3,3846	+ 182	+ 121	+ 204	+ 228
Franc	3,0096	3,0117	+ 70	+ 92	+ 154	+ 174
FB (100)	16,1592	15,7710	+ 123	+ 210	+ 284	+ 451
FS	4,0611	4,0646	+ 154	+ 174	+ 204	+ 228
L (1 000)	4,5435	4,5478	- 135	- 88	- 244	- 199
E.	16,4680	16,4727	- 126	- 82	- 246	- 178

TAUX DES EUROMONNAIES

TAUX DES EUROMONNAIES											
-----------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Afrique du Sud : les journées de protestation pacifique perturbent l'activité économique. 4 La tournée de M. Shultz au Proche-Orient.	6 à 8 La préparation du second tour des législatives. 9 Les nouveaux élus. 10 Les ballottages. 12-13 Les forces en présence après le scrutin du 5 juin. 14 Six cantonales. 15 L'élection de la Nouvelle-Calédonie.	15 Justice : les « sœurs » de M. Christian Charrière. Point de vue : « Le rejet du pourvoi de Klaus Barbie », par Charles Libman. 16 Education : sus à l'échec scolaire. Deux colloques à Paris : francophonie et monde islamico-africain.	17 Une rétrospective Jean-Paul Gaudin à Marseille. 18 Le film « Eddy Murphy Show ». 19 « Digressions », par Bernard Frank. COMMUNICATION.	27 Les sociétés japonaises en plein boom. La Banque d'Angleterre donne le signal d'un relèvement des taux d'intérêt. 28 Thomson filialise ses activités d'électronique grand public. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Cartes 22 Campus 22 Mots croisés 21 Météorologie 21 Radio-Télévision 21 Spectacles 20	● Admissibilité à Centrale et Supélec ECOLES. ● Elections législatives : les résultats définitifs ELEC Actualité, International, Bourse, Ecoles, Immobilier, Loto. 3615 Tapes LEMONDE

Le rétablissement de l'IGF ne sera pas examiné par le Parlement avant l'automne

En accord avec le président de la République, le premier ministre ne demandera pas de convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire et les projets gouvernementaux instituant un revenu minimum et rétablissant l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) devraient être examinés à l'automne, a-t-on appris, le lundi 6 juin à Matignon. Selon M. Mitterrand, les projets gouvernementaux de revenu minimum pour les plus défavorisés et de rétablissement de l'IGF peuvent très bien être présentés au Parlement au début de la session d'automne.

Le souci du chef de l'Etat d'éviter une convocation du Parlement en session extraordinaire ne semble pas remettre en cause sa volonté d'instituer le revenu minimal et de rétablir l'IGF pour le financer partiellement. Deux projets sur lesquels M. Mitterrand s'était personnellement engagé pendant la campagne présidentielle.

La difficulté vient de ce que l'IGF, lorsqu'il fut supprimé en 1986 par la droite après sa victoire aux élections législatives, posait de gros problèmes d'application. Des modifications devront être apportées pour éviter notamment que des contribuables disposant d'un capital immobilier important mais de revenus modestes ne soient pas obligés de « décapitaliser » pour payer leur impôt annuel.

M. Bérégovoy semblait partisan du rétablissement d'un impôt très proche de celui qui avait fonctionné jusqu'à 1986 (assiette très étroite, excluant notamment l'outil de travail et les progrès allant jusqu'à 2 %). M. Rocard ne cachait pas sa préférence pour un impôt à taux beaucoup plus faible (0,5 %) et à assiette plus large. M. Rocard préférait d'ailleurs parler d'un impôt général annuel sur le capital. Ce qui supprimait l'allusion faite aux seules grandes fortunes.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 juin

Encore bien orientée

Amorcé en début de semaine, le mouvement de reprise reprend mardi matin Rue Vivienne et s'accroît. En progrès de 0,38 % à l'ouverture, l'indice Coteaux a enregistré une avance de 0,66 % à 11 heures. On répertoriait deux hausses pour une baisse.

Fermé de Coteaux, BP, Arjomar, Electronique S. Dassault, Nord-Est, Matra, Ciments français. Repli de La Hénin, Seb, Penarroya, Bouygues, Skis Rossignol, Alstom, Compagnie bancaire.

LE BACCHUS GOURMAND

Son chef, Thierry Coué
21, rue François I^{er} - Face Europe 1
Réservations : 47.20.15.83

Les élections législatives dans les Bouches-du-Rhône

Retrait réciproque des candidats de droite et d'extrême-droite

MARSEILLE
De notre envoyé spécial

Le taux suspense n'aura duré qu'une quarantaine d'heures. Quarante heures de rumeurs, de tromperie et d'intoxications diverses pour en arriver à ce qui, dès le début, apparaissait incontournable : un accord en bonne et due forme entre le Front national et les partis de l'extrême-droite.

Dès dimanche soir, à peine connus les résultats du premier tour des élections législatives, M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'UDF marseillaise, répétait ce qu'il n'avait cessé d'annoncer pendant toute la campagne : il ne ferait rien « pour faire élire des socialistes ». Les propos orchestrés de la plupart des candidats de l'UDF sur le thème « qu'il ne faut pas se tromper d'adversaire » ne laissent plus aucun doute. Dans la journée de lundi, M. Gaudin s'envoiait pour Paris pour faire avaliser par les instances de l'UDF les retraits réciproques des candidats de la majorité sortante et du Front national. Cette bénédiction obtenue sous la force de la reconnaissance de « particularité » de Marseille, il ne restait plus à M. Gaudin, rentré dans la nuit, qu'à officialiser cet accord qui ne veut pas dire son nom.

C'était chose faite dès la fin de la matinée de mardi, après l'annonce, par M. Le Pen, du retrait de ses candidats arrivés en seconde position de la droite et en situation de se maintenir. M. Gaudin, au siège du conseil régional, avaient fait de même l'après-midi.

Cet accord ne connaît aucune « bavure » dans le département. Dans toutes les circonscriptions où un candidat léniste a précédé le candidat de l'UDF, ce dernier se retire. Ce sera notamment le cas, dans la cinquième circonscription, de M. Maurice Toga, secrétaire départemental du RPR, précédé d'un cheveu par M. Gabriel Domenech, ancien rédacteur en chef du *Méditerranéen* et figure locale. Pour « éviter une hécatombe de députés de droite », et « puisque la majorité parlementaire ne tiendra qu'à quelques sièges », M. Toga a finalement fait taire d'incertains scrupules et de plus certaines réticences de ses amis du RPR.

Soucieux de ne pas paraître à la remorque de l'UDF, face à laquelle le RPR des Bouches-du-Rhône ne veut pas à exister, M. Toga avait lourdement insisté auprès de la presse, dès lundi, pour faire savoir que la décision du RPR était déjà prise indépendamment des gaudinades parisiennes. Parallèlement, un de ces savants jeux de rumeurs dont la canebière a le secret, laissait entendre durant toute la journée de lundi que M. Toga pourrait bien se maintenir. Mais, dès lundi soir, il était clair, selon le mot d'un élu du Front national, que « Toga s'était calmé ». L'échec de M. Toga est en tout cas à mettre au compte de M. Hyacinthe Santoni, son ex-rival au RPR, qui, en se présentant en solitaire contre lui — ce qui lui a valu son exclusion — mouvementait le jeu — lui a peut-être fait quelques points qui l'ont fait chuter.

M. Jean Roatta, non plus n'aura pas d'état d'âme. Candidat de l'UDF dans la troisième circonscription, ce poulain de M. Gaudin laissait volontiers entendre, avant le premier tour, qu'il se refusait, pour sa part, à tout compromis avec le Front national. Il se retire la

mort dans l'âme mais silencieux. On peut pourtant gager que sa campagne en faveur de son rival du Front national ne sera pas des plus actives.

Les candidats «FNURC»

La suite de l'histoire appartient désormais aux électeurs. De la qualité des reports de voix vers les candidats du FN dépend la future présence à l'Assemblée d'un ou plusieurs députés lénistes. Le mieux placé est assurément M. Jean Roussel, candidat dans la troisième circonscription, avocat, ce son profil « modéré » — c'est un transfuge de l'UDF qui se présente volontiers comme l'« ennemi de tous les extrémismes » — peut aider à rallier les suffrages de la droite traditionnelle. Mais, avec ou sans retrait, tous les autres candidats lénistes sont dans des positions plus ou moins délicates.

Ces retraits réciproques sont si peu une surprise que la presse locale de mardi matin les a largement anticipés soit pour les condamner —

« Gaudin ouvre à Le Pen » titre *Le Provençal* — soit pour justifier comme *Le Méditerranéen* qui fustige les « scrupules » de la droite modérée. De longue date *Le Méditerranéen* est un artisan de l'union sacrée des droites, en publiant par exemple chaque jour, côte à côte, les agendas des candidats de l'UDF et du Front national. Dans son édition de mardi, ne subsistait d'ailleurs plus que les candidats restés en lice après l'accord.

Depuis plusieurs années, cette union s'inscrit au conseil régional où M. Gaudin, qui est le président, a cédé au Front national quatre présidences de commissions sur treize, qui a permis au mouvement de M. Le Pen, dont les représentants sont particulièrement dynamiques, de commencer à se constituer des réseaux et des clientèles. L'apparition pour la première fois lors d'élections législatives de candidats «FNURC» selon le mot sarcastique d'un proche de M. Le Pen, n'est qu'un pas supplémentaire dans la dérive vers l'extrême droite de la droite marseillaise.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Sur le vif

Connais pas...

J'espère que vous allez tous sortir de vos terriers dimanche prochain. Allez, fin de boudier, de se recroquer le nez, en relevant le bas de ses jupes et de ses pantalons pour pas se faire éblouir par le frottement malodorant de la cuisine de monsieur. Vous pouvez y aller. Ça embaume, ça fleurit bon la violette dans le souk aux sièges de député. C'est pas comme avant, les deux camps bien tranchés, bien retranchés, gauche, droite, qui se battent, chiens couchants, chiens méchants, pour garder ou reprendre un fauteuil bien rembourré à l'Assemblée. Rien à voir.

Vous sentez pas souffler l'air pur d'une formidable ouverture ? Moi, quand je sors la tête de mon trou à rat, ça me donne le tournis, ces assauts de poitrine, de générosité : passez, cher ami ! Je n'en ferai rien, passez vous-même, je vous en prie !

D'accord, au départ, c'est une idée de monsieur. Une idée en l'air. Il a dit ça, comme ça, par

courtoisie. De peur qu'on soit un peu incommodé par l'odeur de renfermé du vieux tiroir d'où il a sorti son nouveau gouvernement. Et c'est qui, qui a pris la balle au bond, merci Jojo, oui, c'est lui, c'est Marchais. Regardez un peu ce qu'il fait, il fait des rizières à Brice Lalonde et à Bambuck. Il accepte de les côtoyer au Palais-Bourbon. Kouchner et Tapie, ça non, on va pas se pousser pour laisser la place à des mecs qui ne pensent qu'à se faire mousser. Entre nous, il a bien raison, on fait pas le trottoir dans les allées du pouvoir.

Hein, Toubon ! Mais non, c'est pas pour toi que je dis ça ! Toi, t'es propre, t'es décent, une vraie jeune fille. Tu bouches le nez, tu vois la face, tu veux pas le savoir, ce qu'il magouille dans les Bouches-du-Rhône et le Var, avec les potes à Jean-Marie, ce type-là, comment il s'appelle déjà... Gaudin, Gaudin, Gaudin... Ah bon, Gaudin ? Connais pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Le contentieux anglo-iranien

Londres et Téhéran mènent des discussions subtiles

LONDRES
de notre correspondant

Une négociation subtile devait commencer le mardi 7 juin au Foreign Office entre diplomates britanniques et iraniens. A la vive surprise de Londres, Téhéran a en effet accepté, il y a un mois, l'offre britannique, vieille d'un an, de régler le contentieux qui oppose les deux pays à propos de la remise en état des locaux de leurs représentations

diplomatiques respectives (le Monde du 7 juin).

Il s'agit d'un dossier purement technique, explique-t-on ici : il n'est pas question que la délégation britannique aborde un autre sujet. Le sort des trois otages britanniques du Liban, MM. Terry Waite, John McCarthy et Brian Keenan, ne saurait être discuté à cette occasion, affirme-t-on. L'idée d'un compromis « à la française », comparable à celui qui a permis la libération de MM. Jean-Paul Kauffmann, Marcel

Carton et Marcel Fontaine, soulève même l'indignation de nos interlocuteurs.

Ceux-ci insistent sur le caractère limité de ces négociations. Du côté britannique, la délégation est conduite seulement par un premier secrétaire ; les Iraniens se situent à un niveau plus élevé puisqu'ils ont envoyé à Londres le chef du contentieux de leur ministère des affaires étrangères et le principal spécialiste de la Grande-Bretagne dans ce même organisme.

Les relations diplomatiques ont été suspendues entre les deux pays le 18 juin 1979. Tout avait commencé par l'arrestation, cinq semaines auparavant, du consul d'Iran à Manchester pris en flagrant délit de vol à l'étranger. Celui-ci n'avait curieusement pas de statut diplomatique. Il ne bénéficiait donc pas de l'immunité et pouvait être inculpé. En représailles, M. Edward Chaplin, chargé d'affaires britannique à Téhéran, était arrêté, battu, puis relâché.

L'ambassade britannique à Téhéran a été mise à sac et entièrement détruite par des éléments incontrôlés. L'ambassade iranienne à Londres a subi des dégâts importants en 1980 lorsque la police y a pénétré à la demande des diplomates qui se trouvaient à l'intérieur et qui étaient pris en otages par des opposants au régime de l'imam Khomeiny.

La tradition veut que le pays hôte paie dans ces circonstances les frais de réfection des locaux. L'accord est acquis, indique-t-on ici. Londres va verser 1 million de livres (environ 11 millions de francs) à Téhéran, ce qui constitue la différence entre les coûts respectifs des réparations des bâtiments dans les deux capitales.

L'Iran est demandeur, affirme-t-on ici. Il s'agit pour Téhéran de sortir de son isolement et de renouer avec les pays occidentaux fournisseurs d'armes. Londres a, en effet, fermé à l'automne 1987 le bureau iranien d'achats d'armes qui fonctionnait avec une rare efficacité depuis des années.

Téhéran a, de son côté, une monnaie d'échange avec les trois otages du Liban, même si Londres refuse pudiquement d'envisager le dossier sous cet angle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Mini-copieur personnel tout papier chez Duriez

• Canon FC7 avec réduction et agrandissement (zoom) • Alimentation automatique du papier • Plateau fixe • Livré avec cartouches de 3000 copies noires • Prix Duriez 9 190 F ht ; 10 900 F TTC.
Autres modèles : nouveaux copieurs portatifs • Panasonic • Tout papier • 6 kg • Prix Duriez 3 364 F ht ; 3 990 F TTC.

3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-132 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)

MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !

14 900 F HT

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE
disque dur 20 Mo interne

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.25.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

Les forces saoudiennes de sécurité intérieure commandent des hélicoptères et des vedettes rapides à la France

La France et l'Arabie saoudite ont mis un point final, la semaine dernière, à leurs discussions, qui duraient depuis plusieurs mois (le Monde du 4 décembre 1986), sur la livraison d'équipements français aux forces saoudiennes de sécurité et de garde-côtes. A ses forces, qui dépendent du ministère saoudien de l'intérieur, la France fournira des hélicoptères et des vedettes de surveillance maritime pour un montant évalué à environ 2,5 milliards de francs.

Trois constructeurs français sont impliqués dans ce contrat qui relève, en Arabie saoudite, de la compétence du prince Nayef, ministre de l'intérieur : la société Aérospatiale (pour les hélicoptères et des missiles air-surface Exocet), les chantiers Simouneau Marine de Fontenay-le-Comte en Vendée (pour les vedettes rapides) et le Grouperment industriel de l'armement terrestre (pour des canons de 20 mm).

La commande porte, d'abord, sur douze hélicoptères Super-Puma en versions de transport de troupes (armées d'un canon de 20 mm) et en versions anti-surface (équipées de missiles AM-39 Exocet). Elle concerne, ensuite, l'achat de dix vedettes rapides (d'une douzaine de mètres de long et capables d'atteindre une vitesse de 30 nœuds, soit d'environ 90 kilomètres à l'heure) qui seront armées d'un canon de 20 mm. Ces différents matériels seront en dotation dans les forces saoudiennes de sécurité intérieure, qui comprennent les forces de frontières, les garde-côtes et la police.

En octobre 1986, le prince Nayef avait été reçu à Paris et, en mars 1987, le ministre français de l'intérieur, M. Charles Pasqua, s'était rendu à Ryad pour mettre au point des accords de formation et d'équipement, par la France, des unités paramilitaires saoudiennes. Ces accords sont indépendants de précédents marchés déjà conclus entre la France et le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan.

C'est ainsi que, dans un passé récent, l'Arabie saoudite a confié l'équipement de ses forces armées en blindés, hélicoptères antichars, missiles antiaériens et frégates porte-hélicoptères anti-sous-marins à des firmes françaises.

Un contrat important demeure en négociations entre les deux pays : il s'agit de la fourniture à la marine saoudienne de sous-marins d'attaque à propulsion classique. En réalité, la conclusion d'un tel accord semble s'éloigner pour des raisons qui tiennent autant à la capacité de financement (et, donc, d'octroi de crédits par la France et de contreparties en pétrole) de l'Arabie saoudite qu'à l'aptitude de la marine saoudienne à intégrer dans ses forces de tels bâtiments de guerre, avec l'environnement logistique nécessaire.

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1988 a été tiré à 954 780 exemplaires.

A B C D F G H